

LA RÉUNIFICATION DE L'EUROPE



COURAGE ANTITOTALITAIRE ET RENOUVEAU POLITIQUE



Groupe **PPE**
au Parlement européen

LA RÉUNIFICATION DE L'EUROPE



COURAGE ANTITOTALITAIRE ET RENOUVEAU POLITIQUE
LUDGER KÜHNHARDT (ED.)

L'idée d'écrire l'histoire du XXe siècle des **dix États membres de l'Union** qui se sont libérés du totalitarisme communiste à la fin des années 1980 et au début des années 1990 m'est venue lors d'une conversation que j'ai eue avec un collègue slovaque au début 2007 à Washington. Ayant discuté du passé récent de la Slovaquie et de l'Estonie, mon collègue slovaque **Miroslav Mikolášik** et moi-même étions stupéfaits de noter à quel point nous en savions peu sur ce qu'il s'était passé sous les régimes totalitaires ainsi que sur la manière dont la société civile libre a fini par être rétablie dans nos nations respectives.

Il est encore plus difficile de partager avec nos amis, les anciens membres de l'Union européenne, les expériences de perte et de reconquête de la démocratie dans nos pays. Après quatre années au sein de l'Europe, il est clair que l'intégration mentale et historique de l'Europe reste encore à faire. Pour cela il faudra surmonter les attitudes régionalistes, comparer et intégrer une variété de perceptions historiques, de traditions, de préjugés et même de peurs. On ne peut se contenter de l'égalité politique et économique. Il nous faut également parvenir à une acceptation mentale mutuelle ouverte et réelle. C'est notre intérêt à tous de comprendre que chaque État membre a une contribution unique et enrichissante à apporter à la construction permanente de notre maison européenne commune.

Je voudrais adresser mes sincères remerciements à mes chers collègues – les Chefs des dix délégations nationales du Groupe PPE au Parlement européen, qui ont soutenu de tout cœur cette entreprise et offert leurs contributions nationales. Notre gratitude la plus chaleureuse va à la Présidence du Groupe PPE au Parlement européen, emmenée par **Joseph Daul**, qui a approuvé sans hésiter le projet et fourni les moyens nécessaires à la rédaction et la publication de l'ouvrage. **Nous savons gré également aux collaborateurs du Groupe PPE pour leur travail.** Mon ami, l'éminent érudit **M. Ludger Kühnhardt**, de l'Institut de l'intégration européenne de Bonn, mérite une reconnaissance particulière pour avoir accepté la tâche cruciale de superviser le livre dans son ensemble et partagé sa vision et son expérience. Enfin, je voudrais remercier les membres dévoués et travailleurs de mon bureau: **Kadri Vanem**, qui a coordonné le projet avec tant d'efficacité, **Kadri Kopli**, le chef de mon bureau, et **Kaja Sorg**, conseiller de presse du Groupe PPE.

Tunne Kelam, député européen, 2008



Table des matières

Introduction

Combat pour le pouvoir de la liberté:

Les révolutions pacifiques et les héros de l'Europe antitotalitaire

Ludger Kühnhardt 5

Bulgarie: Faux départ et succès de la seconde révolution

Evgenii Dainov 15

Estonie: La renaissance après avoir frôlé l'extinction

Mart Laar 53

Hongrie: Un siècle de transformations complexes

György Schöpflin 93

Lettonie: La destinée balte et la renaissance d'une nation

Antonijs Zunda 131

Lituanie: Un combat séculaire pour la liberté

Vytautas Landsbergis 185

Pologne: Pays d'un pape et de «Solidarité»

Włodzimierz Bernacki 215

République tchèque: Du régime totalitaire monolithique

aux luttes de pouvoir démocratiques

Hynek Fajmon 259

Roumanie: De la démocratie au totalitarisme et inversement

Virgil Tarau 289

Slovaquie: Identité et démocratisation

Slavomír Michálek 329

Slovénie: D'une triple occupation totalitaire à la liberté et à l'indépendance

Damjan Hančič, Renato Podbersič et Blaž Ivanc 373

Les Auteurs 415



INTRODUCTION

COMBAT POUR LE POUVOIR DE LA LIBERTÉ: LES RÉVOLUTIONS PACIFIQUES ET LES HÉROS DE L'EUROPE ANTITOTALITAIRE

Ludger Kühnhardt

I. LE SENS DE 1989

Le sens de 1989 continuera d'exercer une influence sur la politique et la société européenne pendant de nombreuses années. 1989 a été l'année d'une révolution, d'une révolution pacifique en Europe. En général, les révolutions sont considérées comme des événements sanglants qui amènent un changement abrupt et violent dans les structures sociales et du pouvoir. Victor Hugo décrit les révolutions comme un retour à la normalité. Hannah Arendt voyait dans celles-ci un moyen de revenir à l'idée d'origine qui définit un organe politique. Lorsque Nicolas Copernic a analysé la position des étoiles dans le ciel, il a formulé la première définition scientifique de la révolution en tant que processus à la faveur duquel les étoiles reviennent à leur position initiale. La philosophe Hannah Arendt a appliqué cette observation scientifique au monde de la politique et conclu que les révolutions sont le retour à la liberté originelle de l'homme. À cet égard, ajoute-t-elle, la révolution n'a nul besoin d'être violente pour constituer une révolution. La Révolution américaine du XVIII^e siècle n'a pas moins été une révolution que la Révolution française de 1789. L'une a produit la Constitution la plus ancienne au monde, tandis que l'autre a suscité diverses séries de troubles et de soulèvements consécutifs. En tout état de cause, les révolutions sont des processus qui dévoilent l'inconnu dans l'histoire. Les révolutions sont des révélations. La période 1980-1990 fut l'une de ces révélations en Europe.



La plupart de ceux qui ont vécu ou observé de loin les événements politiques de 1989 n'ont pas réfléchi directement au sens des changements politiques qui se déroulaient à travers l'Europe centrale. La chute des régimes communistes qui se trouvaient aux commandes de nombreuses sociétés a été accueillie avec joie et enthousiasme, parfois aussi avec incrédulité et inquiétude. Avec le recul, deux faits paraissent évidents: 1989 n'a ni commencé ni pris fin en 1989. À comparer la chute des régimes communistes en Europe et la Révolution française de 1789, il est évident que 1789 n'a pas davantage commencé ou pris fin en 1789. La Révolution française a connu une période d'incubation et est passée par plusieurs périodes de transformation, de révolutions dans la révolution, de résultats inattendus et de conséquences involontaires. La même chose s'est produite une nouvelle fois en Europe deux siècles plus tard.

Lorsque les gens criaient «Nous sommes le peuple!» dans les rues de Leipzig au cours des «Manifestations du lundi» qui se tenaient dans cette ville de la République démocratique allemande, les optimistes ont voulu y entendre la principale revendication de la Révolution américaine, à savoir «un gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple». On a pu entendre des variations sur ce slogan dans toute l'Europe centrale et sud-orientale. En Union soviétique, le centre de l'empire communiste du XX^e siècle, les changements avaient commencé comme une sorte de révolution venue d'en haut. À l'été 1989, le dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev déclarait aux dirigeants communistes de l'ancienne RDA que la vie punit ceux qui arrivent en retard. À l'époque, sa Pérestroïka avait déjà été rattrapée par l'histoire. Gorbatchev souhaitait sauver le léninisme en réformant la base de son idéologie. En fin de compte, il a précipité la perte de l'Union soviétique. C'était un État artificiel, érigé sur une idéologie faite de prémisses anthropologiques erronées et de théories économiques fausses. À l'instar de l'URSS, la République démocratique allemande et la Yougoslavie étaient condamnées dès lors que la foi idéologique ne rassemblait plus ces pays. La révolution pacifique de 1989 a sonné le retour de l'histoire. La chute des régimes communistes et le combat en faveur de nouveaux paramètres de pouvoir et d'autorité publique ont démarré comme une révolution pacifique. Dans certains cas, la révolution est restée pacifique, mais dans d'autres, elle a pris un tour violent. En Roumanie, en Yougoslavie et en Russie, la révolution a dévoré, à l'image de Saturne, ses enfants.

Pourtant, l'expression «révolution pacifique» a souvent été utilisée pour décrire la chute de la dictature communiste en République démocratique allemande. D'autres révolutions de 1989 et des années

suivantes ont quant à elles été qualifiées de «révolution chantante», «révolution orange» ou encore «révolution de velours». Dans tous les cas, ces épithètes entendaient décrire des événements politiques d'une portée considérable comme une manière heureuse, amiable et paisible de transformer la légitimité et l'autorité politiques. Quel que fût le contexte spécifique d'un pays, le phénomène principal était le même: le pouvoir totalitaire exercé au nom de l'idéologie communiste à travers les structures de pouvoir et de terreur d'un État monolithique représenté par un seul parti avait vécu.

Le totalitarisme avait trois caractéristiques essentielles:

- > le monopole du pouvoir sur l'État et la société,
- > le monopole du pouvoir sur l'économie et toutes les forces sociales,
- > le monopole du pouvoir sur l'esprit et le cœur des gens.

Dans l'idéologie marxiste, seule la lutte des classes était considérée comme le déclencheur d'une révolution positive et probablement même inévitable. La violence pouvait s'avérer nécessaire, et si elle était inévitable, elle était tenue pour légitime. La mélodie de 1989 était fondamentalement différente: la lutte n'opposait pas une classe à une autre. La lutte avait pour but la liberté, mue par l'idée de la primauté de l'état de droit, du pluralisme politique et de l'économie de marché. Le combat visait le pouvoir de la loi et non le pouvoir de manipuler la loi. Il visait à instaurer le pouvoir de la diversité et non le pouvoir qui limite la diversité. Il visait le pouvoir de la liberté et non le pouvoir de restreindre la liberté. C'était un combat en faveur d'un nouveau commencement et, à sa façon, c'était un combat fondé sur l'idée du pardon à l'égard de ceux qui avaient commis tant de crimes terribles au nom du communisme totalitaire.

La révolution de 1989 brigait non seulement la liberté, mais aussi le «retour à l'Europe». Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, les pays d'Europe centrale et sud-orientale étaient tombés sous la coupe géopolitique et idéologique de l'Union soviétique. Pour eux, la Guerre froide, le Rideau de fer et la dictature totalitaire impliquaient également une séparation de l'«Europe» de sa partie occidentale et de son héritage commun. «Le retour à l'Europe» était un rêve non réalisé et une aspiration évidente. 1989 a ouvert les portes qui avaient été claquées par les forces d'une histoire tragique. L'an 1989 signifiait la fin de l'ordre de Yalta. Il a marqué un retour au bercail, le retour à une civilisation commune de liberté, de droit et de démocratie.



1989 ne s'est pas produit du jour au lendemain et n'a pas pris fin avant le lever du jour. Les analystes ont identifié plusieurs périodes afin de mieux évaluer les périodes d'incubation qui ont débouché sur la rébellion contre le régime totalitaire. Le soulèvement des travailleurs de la RDA en 1953, la révolte polonaise de 1956, la révolution hongroise de 1956, le Printemps de Prague de 1968 – tels sont les principaux événements qui ont marqué la résistance continue contre un ordre artificiel et inhumain. Littérature samizdat (en russe, «autopublication»), rébellion et révolte, émigration et réfugiés, mouvements des droits de l'homme et Solidarność ont symbolisé le flux continu de dissidence et de résistance. Aux formes prises par opposition, on peut mesurer à quel point la crédibilité morale et l'autorité politique du régime communiste étaient devenues perméables. Le communisme était un système de pouvoir dénué du pouvoir de la légitimité. Le régime communiste était condamné à échouer parce qu'il n'avait jamais réussi.

II. LE DIFFICILE PROCESSUS DE TRANSFORMATION

Après la chute du totalitarisme communiste, la transformation a continué dans tous les pays concernés. Les soulèvements postrévolutionnaires étaient aussi réguliers que les combats entre l'ancienne nomenclature et les nouveaux concepts d'autorité, de réforme et de répartition du pouvoir. Les révolutions se sont poursuivies comme autant de processus de rééquilibrage de l'autorité publique. L'autorité de l'État devait être redéfinie: la liberté et l'autorité requéraient un nouvel équilibre. Le nouvel ordre postcommuniste et post-totalitaire avait besoin de nouveaux chefs. Parallèlement aux mesures structurelles de transformation, une transformation approfondie des personnalités de la sphère publique s'est produite dans l'Europe postcommuniste. De nombreux dirigeants postcommunistes n'auraient jamais intégré la vie publique si les régimes totalitaires avaient survécu. Nombre des nouveaux dirigeants étaient – et sont encore souvent – d'un naturel sincère et authentique. Ils ont tenu la promesse de «vivre dans la vérité», pour citer la description que donnait Václav Havel de l'objectif de libérer les sociétés totalitaires. Mais vivre dans la vérité signifiait également cohabiter avec ceux qui avaient rabaisé la vérité au rang de fonction de leur aspiration au pouvoir et qui avaient violé les droits de l'homme au nom de leur idéologie. Vivre dans la vérité n'a jamais été un absolu abstrait, mais toujours un critère

relationnel consistant à redéfinir la moralité publique, le sens civique et l'engagement politique dans des conditions de transformation postcommuniste complexe. Chaque pays d'Europe centrale, orientale et sud-orientale a connu sa propre histoire. Chaque histoire a été différente et pourtant, toutes les histoires de transformation étaient unies dans leurs racines, qui étaient le souhait commun d'éliminer les vestiges du régime totalitaire et de la destruction. La pression totalitaire et sa contreréaction humaine ont souvent donné lieu à une destruction morale, une mutilation intellectuelle.

Après la fin du totalitarisme communiste, le renouveau de la sphère publique n'allait pas de soi. La lutte contre le communisme avait uni de nombreux citoyens: l'élaboration d'une démocratie stable généra de multiples divisions dans toutes les sociétés. L'espoir et la peur, la frustration et l'opportunisme, la résurgence d'une nouvelle morale et les formes déguisées de l'ancien pouvoir allaient main dans la main. L'observation d'Alexis de Tocqueville, pour qui la Révolution française avait fait naître le désir de liberté pour le remplacer peu après par le confort de l'égalité a trouvé un écho distant. Et pourtant, une étoile brillante a guidé de nombreuses sociétés postcommunistes à travers la difficile période de transformation et la phase chaotique de réforme, d'anarchie réformatrice et de sursauts anachroniques en faveur de la restauration: le retour à l'Europe.

La Pologne et la Hongrie, la République tchèque et la Slovaquie, l'Estonie et la Lettonie, la Lituanie et la Slovénie, la Roumanie et la Bulgarie, et bien sûr la Croatie et l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, l'Albanie, la Serbie et la Bosnie-et-Herzégovine, le Kosovo et le Monténégro avaient toujours appartenu à l'Europe. Ces pays n'ont jamais fait partie d'un autre continent. Ceux qui définissent la Turquie comme un pays européen souhaitent également ajouter ce pays candidat à la liste des nations européennes; après tout, la Turquie comptait parmi les membres fondateurs du Conseil de l'Europe. Mais en ce qui concerne les pays postcommunistes, leur demande de «retour à l'Europe» exprimait le souhait des nouvelles élites et de la majorité de la population de rejoindre l'Europe intégrée le plus rapidement possible. Ils invoquaient une civilisation commune afin d'être reconnus en tant qu'égaux politiques. La soif d'adhérer à l'Union européenne était un programme politique fondé sur l'identité culturelle. Le pouvoir de la liberté et de la solidarité qui avait culminé dans les révolutions de 1989 était interprété comme le fondement du partage de la communauté politique de valeurs qui avait commencé d'émerger en Europe occidentale depuis la création de la Communauté économique



européenne en 1957. Lorsque la Communauté européenne fut rebaptisée Union européenne en 1993, il est apparu clairement qu'elle ne serait une véritable Union que si elle devenait réellement européenne. L'élargissement à l'Est a été la formule stratégique de ce projet de civilisation. L'Est de l'Occident devait réintégrer la maison européenne commune.

En 2004 et 2007, ce rêve est devenu réalité pour dix pays postcommunistes: la Pologne, la Hongrie, la République tchèque, la Slovaquie, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie ont d'abord rejoint l'UE – avec Chypre et Malte –, suivies ensuite par la Bulgarie et la Roumanie. Le processus de transformation était intense et pluridimensionnel depuis que les dictatures communistes avaient été renversées dans ces pays. Il avait affecté les structures constitutionnelles et institutionnelles de ces États et les structures économiques et sociales de ces sociétés. Le caractère individuel de chacune de ces sociétés et de chacun de ces pays avait aussi été renforcé, ceci constituant aussi un aspect de la volonté de retour à une Europe pluraliste à la diversité considérable se trouvant à la base de son projet d'unification. L'Union européenne était le nouveau cadre de référence de chaque pays et de chaque société. Mais l'Union européenne n'est pas une machinerie centraliste minant la diversité culturelle et nationale. Au contraire, elle offre à chacun des États membres un cadre permettant l'épanouissement de son individualité et de sa diversité, ainsi qu'allait le vivre tous les États membres qui avaient renversé le totalitarisme communiste moins de vingt ans plus tôt. L'Union européenne a aidé ces pays à sauvegarder et renforcer leur individualité. L'Union européenne soutient et protège la diversité, à commencer par celle des langues maternelles de chacun au Parlement européen.

III. GÉNÉRATION 1989

Le processus de transformation des pays et des sociétés qui avaient été gouvernés et maltraités par un régime totalitaire ne devait pas connaître un terme rapide et aisé. Il faudrait probablement plus d'une génération pour surmonter toutes les entraves du totalitarisme, notamment dans la culture politique générale de chaque société. Le totalitarisme cache d'autres traits derrière l'apparence directe de son visage hideux et intolérant. Le totalitarisme détruit l'âme d'un peuple et dénature les cœurs et les habitudes. Il faut du temps pour oublier cette histoire de séduction et de terreur. Le processus de guérison comporte plusieurs dimensions, dont beaucoup ne sont ni simples ni

agréables. Mais avec l'adhésion à l'Union européenne, les perspectives des anciens pays totalitaires qui sont «revenus à l'Europe» ont trouvé leur havre et leur forme claire.

L'adhésion à l'Union européenne n'est pas un processus abstrait. Elle ne se présente pas comme une opération anonyme. L'adhésion à l'Union européenne a été promue par les acteurs politiques et sera façonnée par les acteurs politiques.

La révolte contre l'oppression totalitaire a rassemblé de nombreux individus et groupes différents. Tous ne sont pas restés dans la vie publique après la chute des régimes communistes. De nombreux partis politiques ont vu le jour dans le contexte des sociétés postcommunistes. Ils ont fait partie du processus de transformation, façonné ce processus et été façonnés par ses effets. Certains partis politiques ont fait long feu après 1989. D'autres sont encore présents sur la scène publique de leurs pays respectifs. Les forces sociales qu'ils représentent font écho aux élans du renouveau antitotalitaire et aux perspectives de normalité après la transformation. Ceux qui occupent des fonctions publiques à responsabilité traduisent les idées et aspirations condensées du segment de la société dans lequel ils plongent leurs racines.

Les transformations sociales et politiques ne sont pas un processus mécanique autour du pouvoir et de la reconstruction. Les processus sociaux et politiques reflètent également les évolutions générationnelles des sociétés. Souvent, il a été prêté attention aux pensionnés en tant que groupe de «perdants» potentiels de la transformation postcommuniste. Leur potentiel économique était lié à des systèmes économiques défaits. Leur socialisation politique était un reflet de l'ordre totalitaire passé. Certains ont échoué avec cet ordre. D'autres se sont sentis libérés et soulagés en le voyant disparaître. Beaucoup ont dû se battre avec les nouvelles réalités. La situation des jeunes générations était différente. Ceux qui sont nés en 1989 ont participé pour la première fois à l'élection du Parlement européen en 2009. Les temps ont changé et ils ont changé avec le temps. Les jeunes générations des sociétés post-totalitaires d'Europe font désormais partie d'une normalité consolidée sur tout le territoire actuel de l'Union européenne. Leurs racines touchent néanmoins aux structures et aux vestiges du passé communiste de leur pays, de leur société, de leur famille.

Une partie de cette expérience générale a procédé de la nature oppressive du totalitarisme communiste. L'évolution actuelle de la culture politique dans toute l'Europe ne peut ni ne



doit effacer la mémoire de cet enfer historique. Les victimes du totalitarisme qui a sévi au nom de l'idéologie communiste méritent notre effort de mémoire. Les jeunes générations vivront leur vie libre encore plus librement, si elles n'oublient pas ce sombre chapitre de leur histoire nationale. Le communisme totalitaire n'est pas apparu sans causes et n'a pas disparu sans conséquences. De même, la génération née en 1989 a le droit de savoir ce qu'il s'est passé avant sa naissance et pourquoi elle continue de vivre les conséquences de cette histoire. C'est à elle, la génération de 1989 des pays d'Europe centrale et orientale, que ce livre est dédié.

Ce livre comporte des chapitres sur les origines, la structure et la disparition du totalitarisme communiste en Pologne et en Hongrie, en République tchèque et en Slovaquie, en Estonie et en Slovénie, en Lettonie et en Lituanie, en Bulgarie et en Roumanie. Ceux-ci exposent le sombre passé dont la disparition rend plus douce la vie actuelle dans l'Union européenne. Mais ce livre nous aide à ne pas oublier ce qu'il s'est passé et pourquoi. L'avenir de l'Europe sera meilleur si nous n'oublions pas son passé. Aujourd'hui, il s'agit d'un avenir partagé dans une Union européenne commune. Une communauté de valeurs fondée notamment sur le courage, la sagesse et la vision immenses de ceux qui ont renversé le totalitarisme communiste et restauré l'autorité publique fondée sur la liberté, l'état de droit, la démocratie et la solidarité. Ce livre est avant tout axé sur la contribution des hommes et des femmes qui ont créé, rejoint et façonné les mouvements et les partis démocrates-chrétiens et conservateurs à travers toute la zone de transformation. Leurs groupements et partis politiques respectifs appartiennent à une vaste «famille politique», unie au nom de la morale et des valeurs chrétiennes de liberté, mais avant tout au nom de la dignité humaine, de l'état de droit, de la liberté et de la solidarité, de la démocratie et de l'économie de marché.

Le 13 février 2007, dans son allocution inaugurale, le Président du Parlement européen Hans-Gert Poettering a déclaré à ses collègues: «On nous jugera sur la manière dont nous aurons relancé durablement et sûrement l'unification européenne. On attend de nous, hommes et femmes politiques, que nous jouions un rôle de chef de file. [...] Aussi devons-nous nous concentrer sur l'essentiel. [...] Il nous faut, avant tout, une Europe qui croie en elle-même, qui puise sa force dans ses valeurs, qui entende être et qui soit en mesure d'être un partenaire solide dans le monde.» Les chapitres de cet ouvrage illustrent amplement pourquoi ces mots font sens pour tout citoyen de l'Union européenne d'aujourd'hui. Une Europe qui croit en elle-même et puise sa force dans

ses valeurs est une Europe sensible au sombre passé totalitaire qui a été le sien et fière d'avoir reconquis sa liberté. La réunification de l'Europe est une histoire palpitante qu'il ne faut jamais oublier et qui mérite d'être racontée sans cesse de nouveau.



BULGARIE: FAUX DÉPART ET SUCCÈS DE LA SECONDE RÉVOLUTION

Evgenii Dainov

République de Bulgarie - Република България

Superficie: 111 002 km²

Population: 7 717 200 (2006)

Capitale: Sofia

Langue officielle: le bulgare

Devise: Lev (BGN)

Régime politique: République parlementaire

Adhésion à l'UE: 01.01.2007

I. INTRODUCTION

Après plusieurs départs avortés au début des années 1990, la Bulgarie est devenue une démocratie parlementaire stable et prévisible, dotée des bases fondamentales de l'économie de marché et évoluant dans un contexte de stabilité financière et de croissance vigoureuse. Si des problèmes importants demeurent dans le domaine juridique et judiciaire, mais aussi en ce qui concerne les capacités administratives et la responsabilité gouvernementale, la Bulgarie n'en a pas moins traversé avec succès les aléas de la « transition » et a assumé pleinement son identité nouvelle de membre à part entière de l'OTAN et de l'UE. La stabilité de la démocratie bulgare repose sur plusieurs valeurs marquantes.

Primo, l'absence, peu fréquente dans la région des Balkans, de tentations nationalistes et xénophobes significatives. Le réveil démocratique a débuté au milieu des années 1980, en résistance à la répression menée par le gouvernement à l'encontre de la minorité turque musulmane, tant et si bien que, dès

l'abord, la nouvelle culture politique s'est structurée autour de droits politiques et non ethniques, religieux ou culturels. Secundo, le consensus national qui s'est formé autour de la démocratie parlementaire. Les institutions démocratiques ont survécu aux gouvernements faibles, aux assauts périodiques du crime organisé, à deux séismes économiques et à deux révolutions. Tout problème majeur qui survient à l'échelon national est porté devant les institutions de la démocratie représentative et traité dans le respect des procédures définies. Tertio, depuis 1997, l'ambition nourrie par toute la nation de devenir membre à part entière de l'UE et de l'OTAN a supplanté toute autre considération. Lorsqu'il s'est agi de consentir des sacrifices durant la crise au Kosovo voisin et, ensuite, après 2001, dans le cadre de la lutte internationale contre le terrorisme, le choix pro-occidental s'est imposé, tant au sein du gouvernement que de l'opinion publique. Quarto, la Bulgarie héberge la société civile la plus dynamique d'Europe du Sud-Est, conjuguée à une presse imprimée et électronique sans équivalent sur le territoire de l'ancien pacte de Varsovie. Autant de facteurs qui prémunissent le pays contre les oligarques, les gouvernements incontrôlables et l'injustice élevée au rang de système.

II. DE L'INDÉPENDANCE AU TOTALITARISME (1870-1940)

Reconnu État indépendant par l'Empire byzantin lors d'un traité de paix signé en 681 après J.C., la Bulgarie connut plusieurs périodes de lustre impérial, avant d'éclater sous les coups des envahisseurs ottomans, à la fin du XIV^e siècle. Au terme de quelques siècles de désarroi, la Bulgarie se forgea, au milieu du XIX^e siècle, une position de premier plan dans l'Empire ottoman. Avec guère plus de 10 % de la population de l'Empire, les entrepreneurs Bulgares contrôlaient pas moins d'un cinquième des échanges impériaux et une bonne part de sa production manufacturière, avant qu'une période de relative anarchie ne vienne nuire au commerce et à l'entreprise. Les Bulgares réagirent à l'insécurité croissante en énonçant deux grands principes politiques. Le premier était que la sécurité n'était pas possible au sein de l'Empire. Le second était qu'aucune Grande puissance ne devait être invitée à prendre la place des Ottomans. Dès lors, les Bulgares ne parviendraient à la sécurité qu'en formant un État-nation souverain.

Le programme de libération nationale différait de celui des nations environnantes. Plutôt que de s'inspirer de l'irrédentisme, il calquait en effet consciencieusement le programme de Mazzini

et Garibaldi. L'ennemi n'était pas un groupe ethnique, mais un édifice politique – pas «le Turc», mais «le système despotique et tyrannique en vigueur». En foi de quoi, la vie politique dans la future République reposerait sur les principes de concorde, de fraternité et de parfaite égalité. Ce faisant, les Bulgares faisaient leur une tradition politique profondément démocratique, indépendante, sciemment européenne et non-xénophobe. Pour preuve, les membres de la minorité turque allaient avoir une forte présence dans tous les Parlements démocratiques d'après la libération et font aujourd'hui partie du gouvernement pour la deuxième fois 'consécutivement.

Le programme de libération inspira le soulèvement national de 1876. Cette révolte, féroce, réprimée par les troupes irrégulières turques, provoqua le tumulte en Europe. La Russie, avide de revanche après sa défaite lors de la guerre de Crimée en 1854, déclara à la Turquie une guerre qu'elle remporta à grand-peine en 1878, mais les tentatives qu'elle déploya par la suite pour faire de la Bulgarie un satellite échouèrent, et la Bulgarie s'engagea dans le XX^e siècle avec l'ambition de se poser en puissance européenne intermédiaire.

D'autres tendances se dessinaient dans le domaine de l'économie. La libération avait entraîné une grave crise économique, les commerçants et industriels bulgares ayant perdu les marchés protégés dont ils bénéficiaient. Alors même que les entrepreneurs ne pouvaient accéder au crédit, l'État avait pour sa part besoin de grandes quantités de biens manufacturés pour construire des écoles, équiper l'armée nouvellement créée et mettre en place l'administration. L'État tenta donc de résoudre cette crise du crédit et d'assurer lui-même le financement des producteurs. Durant les premières décennies du XX^e siècle, l'économie bulgare fut nettement moins moderne («européenne») que sa politique: elle dépendait des commandes de l'État. Plutôt que de partir à la recherche des marchés, les acteurs économiques se fièrent de plus en plus à l'État et l'on vit se constituer des réseaux de corruption. La déformation des structures d'incitation économique mit en place les conditions nécessaires à une fascination de la population pour les doctrines collectivistes et étatistes et tira peu à peu la société vers la dictature. Pourtant, la culture politique existante garda les Bulgares, tentés à l'occasion par des idéaux extrémistes, d'adhérer pleinement à ceux-ci.

Les extrémismes n'en accablèrent pas moins le pays durant l'entre-deux-guerres. Deux coups d'État militaires (1923 et 1934) sapèrent le système des partis et la démocratie représentative. Le manque de représentation entraîna des troubles violents dans les campagnes et fut à la base d'un soulèvement manqué en 1923. Des agitateurs communistes exploitèrent la frustration

des masses et proclamèrent le déclenchement d'une insurrection fondée sur la terreur, qui connut son apogée avec l'attentat à la bombe dirigé contre le roi et son entourage en 1925. Si l'explosion déclenchée dans une église bondée n'atteignit pas le roi, elle fit plus de 160 morts et 500 blessés graves et demeura l'acte terroriste le plus sanglant jusqu'à l'attentat d'Oklahoma City en 1995. La réplique du gouvernement déboucha sur plus de 6 000 arrestations.

La situation politique ne parvint pas à prendre une orientation résolument démocratique et le pays échoua à se muer en une économie moderne fondée sur le marché. Néanmoins, la Bulgarie, née de principes démocratiques et égalitaires, ne produisit ni régime autoritaire, ni mouvement fasciste ou national-socialiste puissant.

À contre-courant d'une bonne partie de l'Europe, les Bulgares préservèrent également les valeurs d'une société multiculturelle. Et si la Bulgarie devint l'alliée de l'Allemagne en 1942, elle refusa de donner suite aux demandes des nazis et de déporter ses 50 000 juifs dans les camps de concentration du Nord de l'Europe. Des années plus tard, dans son célèbre «Eichmann à Jérusalem», Hannah Arendt répercuterait la frustration des rapports allemands de l'époque, qui déploraient que les Bulgares ne comprennent rien au problème juif.

Tout au long de l'été 1944, divers gouvernements de coalition tentèrent de quitter l'Axe et de négocier la paix avec les Alliés, mais ils se heurtèrent à l'intransigeance des Soviétiques. La Bulgarie eut beau rompre avec l'Allemagne et lui déclarer la guerre, cela n'empêcha pas la Russie de lui déclarer elle aussi la guerre en septembre. Dans la nuit du 8 septembre, des officiers prosoviétiques déclenchèrent un coup d'État et le 9 septembre, un gouvernement dirigé par le Front de la patrie était proclamé, largement dominé par les communistes.

Immédiatement, la société bulgare sombra dans la violence du totalitarisme. Entre le mois de septembre et la fin de l'année 1944, des tribunaux populaires locaux parvinrent, sous la conduite de communistes armés, à exécuter quelque 18 700 personnes. Ces tribunaux furent bientôt démantelés, pour laisser la place à un tribunal populaire national unique, qui jugea 10 000 accusés et prononça 2 600 condamnations à mort durant l'année 1945. Ces condamnations frappèrent la plupart des membres des gouvernements ayant précédé les communistes, ainsi que des journalistes, des intellectuels, des chefs religieux et même des artistes. De plus 23 500 personnes furent déportées dans des camps de concentration et 50 000 autres «internés» dans des zones reculées jusqu'en 1989.



III. L'IMPACT DU COMMUNISME (1940-1980)

La Bulgarie fut le seul membre du pacte de Varsovie à ne compter aucune unité de l'Armée rouge stationnée sur son territoire après 1947. Le Kremlin jugeait que la Bulgarie était un pays «sûr» et, effectivement, elle se révéla moins turbulente que d'autres satellites soviétiques. Un constat qui a ses raisons.

La première est la vague de terreur sans précédent qui balaya le pays entre 1944 et 1947 et qui, non contente d'anéantir les élites d'avant-guerre, instilla une peur réelle au sein de la population. Une peur qui allait par la suite être entretenue à coup de collectivisations des terres, qui allaient frapper 80 % de la population, de maintien en fonction des camps de concentration, jusqu'en 1963, de menace toujours présente d'«internement» dans des zones reculées, de discrimination à l'égard des enfants des «éléments bourgeois», et de maintien en fonction d'une police politique et d'un Parti communiste plus importants en nombre par tête d'habitant que dans tout autre pays du bloc soviétique. La seconde est que de larges pans de la société bulgare furent, dans un premier temps en tout cas, tentés par un programme de «modernisation sans capitalisme», une idée qui bénéficiait d'un très large soutien depuis les années 1920.

La troisième tient à un contrôle soviétique exercé dans la pratique à tous les échelons. À compter de 1949, des «spécialistes soviétiques» furent attachés à l'ensemble des ministères et institutions de l'État (y compris l'armée, les renseignements et la police) et placés à des postes de contrôle réel. Dans les années 1950, la Bulgarie était ainsi devenue le satellite le plus servile de Moscou, à tel point que la Grande-Bretagne envisagea sérieusement, en 1958, de fermer son ambassade à Sofia, au motif que la Bulgarie était dans les faits «une province russe».

Dans ce climat de désespoir, les Bulgares se détournèrent de la chose publique et se préoccupèrent de leur sphère privée et des pénuries chroniques de l'économie soviétique, en désintégration progressive. Jusque dans les années 1960, les observateurs étrangers plaçaient la Bulgarie devant la Grèce, la Yougoslavie et la Pologne en termes de prospérité économique, d'infrastructure et d'«organisation générale». Pourtant, le modèle soviétique d'industrialisation révéla ses limites dès 1960 et il en résultait une dégradation rapide du niveau de vie. Le problème était que le régime s'était reposé sur le crédit occidental et soviétique et avait accumulé une dette extérieure considérable.

Et quand Moscou réclama son argent à la fin des années 1950, le dirigeant bulgare, Todor Živkov (à la tête du pays de 1953 à 1989), céda en secret au Kremlin les réserves d'or du pays. Cela ne résolut cependant pas le problème: en juillet 1963, Živkov proposa d'arrêter les pertes en prononçant la dissolution de la Bulgarie et en l'intégrant à l'URSS, en tant que seizième république. Rarement le caractère antinational du communisme a été illustré aussi clairement. Craignant les conséquences géopolitiques, les dirigeants soviétiques déclinèrent la proposition, mais Živkov revint à la charge au début des années 1970. En effet, la Bulgarie ne parvenait pas à assurer le service de sa dette vis-à-vis de Moscou et, en 1973, le dirigeant bulgare demanda une nouvelle fois l'intégration de la Bulgarie dans l'URSS. Mais le Kremlin, toujours inquiet des répercussions géopolitiques d'un tel acte, déclina l'offre une nouvelle fois. Pour maintenir son satellite à flot, les dirigeants soviétiques décidèrent de soutenir l'économie bulgare en lui fournissant des denrées agricoles pour des montants atteignant les 600 millions de dollars par an et en lui assurant la fourniture de pétrole au prix pratiqué à l'intérieur de l'Union soviétique. L'économie bulgare devint dépendante du marché soviétique pour ses exportations et des carburants soviétiques vendus à bas prix pour son fonctionnement.

Ayant évité la banqueroute grâce à l'aide de Moscou, le gouvernement bulgare décida d'engager une nouvelle vague d'industrialisation à grande échelle. En 1987, le pays était de nouveau incapable d'assurer le service de sa dette envers l'URSS. Pire encore, le Kremlin, placé désormais sous la direction de Mikhaïl Gorbatchev, mit fin au soutien de la production agricole et à l'approvisionnement énergétique à bon marché. De graves pénuries d'essence et d'électricité frappèrent le pays.

Bien qu'il ne fût pas encore question de climat révolutionnaire, le Parti communiste avait cependant conscience qu'il perdait le soutien des Bulgares en raison de la dégradation des conditions de vie. Incapable de relancer l'économie, le régime eut l'idée de détourner l'attention de la société en affirmant que l'ennemi héréditaire était à nouveau aux portes du pays. Durant l'hiver 1986-1987, il déclencha une terrible vague de répression à l'encontre de la minorité turque, représentant un huitième de la population, et décida d'interdire la langue turque, la fréquentation de la mosquée, le port des vêtements turcs traditionnels et la pratique des rituels turcs. Il procéda à la slavisation des patronymes à consonance musulmane et alla jusqu'à renommer a posteriori les personnes décédées. Alors qu'il niait ces pratiques vis-à-vis du monde extérieur, en Bulgarie même, le régime

affirmait que les Turcs de Bulgarie constituaient une cinquième colonne téléguidée par la Turquie voisine, qui préparait l'annexion de la moitié méridionale du pays.

Cette offensive n'atteignit pas ses objectifs politiques. La population refusa de se rallier au BSP et prit fait et cause pour les Turcs, comme elle l'avait fait avec les juifs persécutés, une génération plus tôt. Au printemps 1989, le régime, pris de panique, tenta, dans une dernière manœuvre désespérée, de refouler la minorité turque dans son ensemble de l'autre côté de la frontière. La dislocation qui s'ensuivit porta le coup fatal à l'économie communiste, alors que l'émoi international plongeait la Bulgarie dans l'isolement. Le 10 novembre, tandis que le Mur de Berlin était mis à bas et que des milliers de Bulgares descendaient dans la rue pour demander la liberté, le vieux leader communiste Živkov était destitué par le Comité central. L'expérience communiste avait débouché sur la banqueroute, définitive cette fois.

IV. RÉSISTANCE (1944-1989)

En raison de la férocité du régime et de l'ampleur du soutien qu'il avait acquis dans les années 1960, la résistance fut sporadique et inefficace. De plus, le contrôle total sur l'information et la mémoire historique firent qu'au moment où la génération d'après-guerre atteignit l'âge adulte, les premières tentatives de résistance étaient déjà oubliées. Aujourd'hui, nous commençons à peine à réaliser que la résistance initiale au régime fut beaucoup plus déterminée en Bulgarie que dans n'importe quel autre pays socialiste.

Tout au long de l'histoire, les Bulgares ont répondu à l'oppression en se réfugiant dans les montagnes et les forêts, pour y former des groupes armés contre l'occupant. Ce cycle se répéta après la prise du pouvoir par les communistes, le 9 septembre 1944. Des milliers de Bulgares gagnèrent les montagnes pour échapper à la violence et aux pelotons d'exécution. Bientôt, ils formèrent des groupes armés et entrèrent en résistance, donnant naissance au mouvement des «goryani» (gens de la forêt). Celui-ci resta actif durant une décennie et, si les chiffres demeurent controversés, il est clair qu'il regroupa quelque 2 000 hommes en armes, appuyés par jusqu'à 10 000 auxiliaires, organisés en 28 grands détachements et des dizaines d'unités plus petites. Il ressort des archives que le profil politique de ces goryani recouvrait l'ensemble du

spectre des opinions politiques: agrariens, ex-communistes, trotskistes, nationalistes, démocrates et même anarchistes. À la fin des années 1940, le mouvement fut renforcé par l'afflux des paysans qui fuyaient la collectivisation.

Après 1952, plus de la moitié des goryani ayant été éliminés par le régime, le mouvement commença à s'étioler et fut dissous en 1956. Sa défaite permit au gouvernement de mener à terme la collectivisation des terres, qu'il avait interrompue. En 1958, le Congrès du Parti communiste déclara que le «socialisme» avait remporté une victoire complète et irréversible en Bulgarie. À la fin des années 1950, la Bulgarie connaissait le calme. La collectivisation des terres était achevée, toute opposition connue écrasée et, pour éviter tout nouveau trouble, le régime entama la déportation des familles «bourgeoises» des villes. Cette opération, conjuguée à certains événements extérieurs, scella la soumission des Bulgares. Le soulèvement allemand de 1953 et la révolution hongroise de 1956 avaient fait la preuve que l'«Ouest» n'interviendrait pas.

La résistance devint un acte de sacrifice individuel. En 1955, le Dr Ivan Georgiev fonda le Parti national révolutionnaire de Bulgarie et échoua en prison. En 1956-1957, une poignée d'intellectuels distribuèrent des tracts favorables à la révolution hongroise et furent eux aussi condamnés. En 1968, des étudiants furent emprisonnés en raison de leur soutien au «Printemps de Prague». Ces actes de résistance individuelle se répétèrent tout au long des années 1970 et s'achevèrent systématiquement par l'emprisonnement des dissidents concernés. En 1985, deux dissidents de longue date furent tués dans la prison de Pazardjik.

À cette époque toutefois, la situation politique avait changé. La génération urbaine de l'après-guerre avait atteint l'âge adulte, pour s'apercevoir que la vie était imprévisible, précaire et de plus en plus indigne. De l'étranger parvenaient les nouvelles des défaites soviétiques en Afghanistan et de la résistance croissante en Pologne. Les membres de cette génération percevaient de plus en plus le socialisme comme une aberration et aspiraient au changement. Le régime, cependant, refusait de plier et d'engager des réformes depuis le sommet, sur le modèle de la Perestroïka soviétique. Dans un discours prononcé à l'été 1987, Živkov déclara: «Camarades, nous avons décidé de laisser passer l'orage et de voir, une fois le calme revenu, s'il convient de prendre part à une quelconque Perestroïka.» Pour tous, il devint alors clair que ceux qui aspiraient au changement devaient regarder en dehors du parti.



Vint alors la mesure de slavisation des patronymes turcs, qui suscita à la fois la résistance organisée et la sympathie générale pour les victimes de l'oppression. Ces évolutions ébranlèrent le régime et révélèrent au grand jour son affaiblissement. En 1988, la résistance gagna enfin la capitale, où fut créé le Club de la Glasnost et de la Perestroïka, dont les membres furent renvoyés, mais pas emprisonnés. Les digues furent alors rompues et, à la fin de l'année, de nombreuses organisations opposées au régime avaient vu le jour. Parmi elles, la confédération syndicale «Podkrepa» (Support), inspirée du syndicat polonais Solidarité. Bien que les médias officiels gardent le silence complet sur tous ces événements, on savait, presque partout dans le pays, que des organisations dissidentes voyaient le jour par dizaines, ce qui faisait apparaître le régime comme faible et hésitant. Le regain de pression exercé sur la minorité turque se retourna une nouvelle fois contre le pouvoir, comme le firent les autres tentatives du régime de démontrer sa puissance, par exemple en arrêtant des étudiants qui célébraient l'anniversaire de John Lennon.

Le 3 novembre 1989, des organisations opposées au régime se réunirent et marchèrent sur le Parlement, afin d'y présenter une pétition environnementale. Très vite, les chants des dizaines de milliers de manifestants désertèrent l'écologie pour se faire politiques, la revendication la plus pressante étant celle de «liberté». Les autorités ne surent comment faire face à l'ampleur prise par les événements. Une semaine plus tard, c'est un Parti communiste aux abois qui destitua son leader, Todor Živkov. Le 7 décembre, l'Union des forces démocratiques (SDS) fut créée à partir des mouvements dissidents et, en janvier, elle se déclara prête à reprendre les rênes du pouvoir des mains du Parti communiste. Le régime communiste s'était révélé incapable de laisser passer l'orage. Le souffle de changement qui avait traversé l'Europe l'avait emporté, comme tous les autres.

V. CHANGEMENT DE RÉGIME (1989-1997)

La Bulgarie est le seul pays européen de l'ancien pacte de Varsovie qui n'ait pu opérer la transition en une seule fois. Elle a dû traverser deux désastres économiques imputables à des gouvernements dirigés par d'anciens communistes et assumer deux révolutions politiques, l'une en 1989-1990, et l'autre en 1996-1997.

Les raisons de cette évolution en dents de scie sont aisément identifiables. Alors que, sur le plan politique, les choses évoluaient rapidement et dans le bon sens, en matière économique, les Bulgares demeuraient réticents, comme ils l'avaient été depuis les années 1920, à se lancer dans les eaux turbulentes de l'économie de marché. Les réformateurs eux-mêmes, tant bulgares qu'étrangers, n'avaient guère d'idée précise du calendrier à prévoir et ne parvinrent pas à convaincre les citoyens ordinaires qu'il valait mieux démolir au plus vite les usines et autres infrastructures industrielles édifiées durant l'ère socialiste que les maintenir. Dès lors, tandis que la Pologne se pliait à des réformes draconiennes et que les Tchèques s'attelaient à suivre cette voie, il fut impossible de convaincre les Bulgares de la nécessité de ces changements en profondeur.

Au sein de l'arène politique et de la société civile, les choses bougèrent très rapidement après la chute du Mur de Berlin. Dès la mi-novembre 1989, les médias étaient libres. Chaque jour, des manifestations de masse traversaient les grandes villes. Et dès janvier 1990, une table ronde nationale, au sein de laquelle le Parti communiste et la SDS négociaient l'instauration de la démocratie, entama ses travaux. La mise en place rapide des institutions fondamentales de la démocratie écarta la menace d'une guerre civile.

L'éventualité d'un bain de sang n'était pourtant pas la seule embûche sur la route. Ni surtout la plus dangereuse, dans laquelle tombèrent la plupart des anciennes républiques soviétiques, tentées d'éviter la démocratie au nom de l'unité nationale et d'installer en lieu et place des régimes oligarchiques autoritaires fondés sur la continuité des élites. Cette option, désignée plus tard sous le nom de «troisième voie», fut celle suivie tout au long de cette période par le Parti communiste (socialiste à partir d'avril 1990) de Bulgarie, le BCP/BSP.

Le deuxième piège était celui de la confrontation ethnique: il fut le premier à se déclencher. À la veille de Noël 1989, le régime promulgua un décret autorisant les membres de la minorité turque qui souhaitaient rétablir leur nom musulman à le faire. Certains responsables locaux, qui avaient été intimement liés à la répression contre les Turcs, refusèrent d'accepter ce texte. Sentant que le ferment nationaliste était la seule voie qui leur permettrait d'éluder leurs responsabilités, ils brandirent le slogan de «la Bulgarie aux Bulgares!» et organisèrent de grandes manifestations quotidiennes. Pris de court par cette rébellion dans leurs propres rangs et conscients qu'une partie de la population et des médias soutenait les nationalistes, les différents niveaux de pouvoir se gardèrent d'intervenir. Heureusement, tandis que le gouvernement «laissait passer l'orage»,



les organisations démocratiques nouvellement créées entrèrent en action. Au terme d'un dialogue avec les différentes parties, elles convainquirent ces dernières de mettre en place un Comité de réconciliation nationale pour vider tous les différends qui pouvaient exister au sein de la population. Entraînés dans un processus démocratique et placés sous les feux des projecteurs, les leaders nationalistes échouèrent à développer un argumentaire convaincant et furent abandonnés par le grand public dès la fin de la première semaine de janvier et le lancement des travaux de la Table ronde avec l'opposition.

Les Bulgares se focalisèrent entièrement sur les travaux de la Table ronde. Les réflexions menées sur les procédures démocratiques contribuèrent à évacuer toute considération ethnique ou rêve de grandeur nationale. C'est ainsi que la Bulgarie échappa à la «tentation yougoslave» et que la Table ronde permit de relever le défi de la «troisième voie». Le PCB entama les négociations avec la volonté de substituer l'«unité nationale» à la démocratie pluraliste et de remplacer les réformes favorables au marché par une «économie mixte», fondée sur la «propriété sociale», dans le but évident de maintenir le pouvoir dans les mains des communistes. Au final toutefois, la SDS imposa ses vues. La Bulgarie serait une république parlementaire démocratique, qui s'engagerait sur la voie de l'économie de marché. En avril 1990, la Bulgarie avait donc non seulement échappé au modèle de désintégration à la yougoslave, mais aussi à la troisième voie à la russe, qui aurait fait d'elle une oligarchie fondée sur les anciennes élites communistes. Le pays entama sa «transition», plutôt que de s'y soustraire.

Hélas pour les réformateurs, les élections à la Grande Assemblée nationale organisées en juin 1990 furent remportées par les communistes, qui avaient pris un autre nom peu de temps auparavant. À Sofia, d'innombrables manifestants se réunirent tous les jours pour contester ces résultats. Des groupements étudiants décidèrent l'occupation des universités, le nombre des manifestants augmentait de jour en jour et, le 29 août, le siège du Parti socialiste (ex-communiste) fut investi et incendié. Face à la pénurie alimentaire et à l'inutilité du système de rationnement mis en place par le gouvernement socialiste pour y faire face, une grève nationale fut entamée, qui fit tomber le gouvernement au début du mois de novembre. Un gouvernement de «salut national», composé des socialistes, des agrariens et de la SDS, fut alors mis sur pied. Il décida la libéralisation des prix et, au terme de quelques chocs, les produits alimentaires firent leur réapparition sur les étals. À l'automne, l'assemblée constituante promulgua une nouvelle Constitution avant de prononcer sa propre dissolution. Les élections qui suivirent ayant été

remportées de justesse par la SDS, un gouvernement réformateur fut mis en place, dirigé par le jeune juriste Filip Dimitrov et fondé sur une majorité fragile composée de la SDS et du nouveau parti représentatif de la minorité turque, le mouvement des droits et libertés (DPS).

Les résultats du scrutin montraient cependant que le gouvernement ne disposait pas d'un mandat clair en vue d'une refonte de fond en comble de l'économie nationale. Les sondages d'opinion réalisés durant cette période témoignaient de la volonté de la population bulgare de trouver une alternative au capitalisme et, jusqu'au milieu des années 1990, de sa conviction que l'État devait assurer emploi et salaires à ses concitoyens, une conviction tout à fait en porte-à-faux avec les réformes entreprises ailleurs en Europe centrale.

Le gouvernement réformateur parvint à restituer les biens immobiliers nationalisés et les terres collectivisées à leurs propriétaires. Pour modestes qu'elles soient, ces mesures n'en portèrent pas moins leurs fruits. À l'automne 1992, les répercussions de la désintégration de l'économie (socialiste) avaient été surmontées dans une large mesure. La Bulgarie était redevenue solvable et affichait des réserves de change sans précédent (1,2 milliard USD, contre 150 millions USD à peine en 1990). Les salaires mensuels s'étaient stabilisés aux alentours de 100 dollars, contre moins de 80 dollars durant les derniers mois du socialisme. Le secteur privé naissant créa pas moins de 800 000 emplois pour la seule année 1992. L'inflation fut ramenée de 400 % à 60 % en un an. Le gouvernement était en passe de conclure un plan de relance avec le FMI et d'engager la privatisation à grande échelle de l'économie dans son ensemble. La Bulgarie devint membre du Conseil de l'Europe et entama des négociations d'adhésion avec l'UE.

Alors que les premiers fruits des réformes devenaient perceptibles, la population décida qu'elle avait eu son compte de changements. Le fragile consensus national sur la « transition » s'affaiblit et, en décembre 1992, le gouvernement SDS, lâché par son allié DPS, fut désavoué au terme d'un vote de confiance. Le Parlement refusa cependant la dissolution et, plutôt que de convoquer de nouvelles élections, constitua un gouvernement « national » fondé sur une « majorité fluctuante ». Ce nouveau gouvernement arrêta les réformes et la Bulgarie dériva vers la « troisième voie ». Faute de disposer de propriétaires clairement identifiés, l'économie passa entre les mains du crime organisé et d'autres groupements d'intérêt liés à la mafia, qui saignèrent les entreprises pour leur propre compte, laissant au contribuable le soin d'éponger des pertes multipliées par quatre entre 1992 et 1993. Durant la même période, le déficit du commerce extérieur fut multiplié



par dix et passa de 86 millions USD à 900 millions USD. C'est sur fond de récession économique et d'expansion du crime organisé que débutèrent, en 1993, les assassinats mafieux qui allaient caractériser la décennie suivante.

Pendant ce temps, le BSP était victime de sa propre propagande. Avant l'apparition des « démocrates », le Parti avait régulièrement dit à son électorat que les problèmes survenus depuis 1990 n'étaient que des « difficultés économiques » passagères qui auraient pu facilement être surmontées, si elles n'avaient pas dégénéré en crise sous l'action des « démocrates ». En 1994, cette idée avait gagné les esprits des principaux dirigeants du parti. Le BSP développa donc un nouveau programme, dans lequel la démocratie, défendue par une SDS à la solde d'intérêts étrangers, n'était rien d'autre que l'expression de la volonté délibérée de semer la destruction et le chaos, et dont découlait la conclusion logique que pour ramener les choses à la normale, il fallait rétablir le rôle prééminent de l'État dans l'économie et la société. En d'autres termes, la Bulgarie ne pouvait être capitaliste. Le BSP s'engageait également à « redéfinir » les relations avec le FMI et la Banque mondiale, dont les prêts avaient soutenu l'économie à bout de bras depuis 1990. Un gouvernement socialiste contraindrait ces institutions à renoncer à la « stabilisation financière » et à apporter des fonds en faveur de la « production nationale ». Dans le domaine de la politique étrangère, la priorité serait accordée à la Russie et aux autres anciens États soviétiques. Enfin, le BSP s'engageait à restreindre l'influence de la culture occidentale.

Pendant ce temps, l'inflation dépassait 100 % pour 1994 et les salaires moyens étaient retombés à USD 65. Si la population sentait bien poindre la crise, les conclusions qu'elle tirait de ce constat étaient les mêmes que celles du BSP : les réformes étant la cause de tous les problèmes, la solution passait par le retour à une certaine forme de « normalité » socialiste. Lors des élections de décembre 1994, le BSP défit la SDS dans un rapport de 2 pour 1.

Mais la normalité n'en revint pas pour autant. Alors que l'État rétablissait le contrôle des prix et sa mainmise sur l'économie, le secteur bancaire enregistra des pertes en augmentation de 400 % à l'été 1995. La balance des opérations courantes passa d'un surplus de 233 millions USD en 1994 à un déficit de 750 millions USD en 1996. À l'été 1996, les céréales et le pain disparurent des étals et les plans de rationnement firent leur réapparition. Les salaires moyens, déjà réduits de près de 50 % en 1994 (par rapport à 1992), furent à nouveau réduits de moitié à la même époque. La ruée sur les banques mena à la fermeture de 19 d'entre elles durant le second semestre 1996.



L'attentat à la bombe contre la Cathédrale Svéta-Nédélia, à Sofia, fomenté par les communistes (1925), a constitué l'acte terroriste le plus meurtrier que le monde ait connu, avant l'attentat d'Oklahoma, qui s'est produit 70 ans plus tard.



Prise du pouvoir par les forces armées communistes le 9 septembre 1944.



Pendant plus d'une génération, des citoyens bulgares de tous métiers sont périodiquement intégrés dans les «brigades de choc», fournissant à l'État une main d'œuvre non rémunérée.



Le régime communiste a mis un point d'honneur à intégrer des femmes dans les «brigades de choc» pour accomplir des tâches ardues.



Avant la fin des années 1950, tous les paysans sont contraints de rejoindre les kolkhozes.



La direction du Parti communiste assiste à l'un des nombreux défilés officiels annuels.



Nikola Petkov, chef de l'opposition anti-communiste, est abattu en 1947, tout de suite après que les traités de paix d'après-guerre aient été signés entre le régime et les alliés.



L'écrivain dissident Georgi Markov, première victime de la «technique du parapluie» qui a servi à tuer, à la fin des années 1970, plusieurs membres de l'opposition bulgare ayant émigré.



Ce baiser légendaire échangé entre le leader communiste bulgare Todor Zhivkov et le leader de l'Union soviétique Leonid Brejnev symbolisait bien plus que leur amitié personnelle. En 1971, Todor Zhivkov offre à son ami Brejnev de dissoudre l'État communiste de Bulgarie et d'intégrer le pays dans l'URSS en tant que 16e république de l'Union soviétique.



Les citoyens bulgares étaient tenus de participer au moins une demi-douzaine de fois par an aux défilés de masse pour exprimer leur gratitude à l'égard du parti.



Le 3 octobre 1989. Première marche de protestation depuis une génération.



Petar Beron (au centre) a dirigé l'organisation environnementale Ecoglasnost, qui a été à l'origine du changement en Bulgarie.



Avril 1989. Parmi les dernières atrocités commises, le régime communiste tente de déporter l'ensemble des membres de la communauté turque de Bulgarie, qui compte alors quelque 750 000 personnes.



Le 10 novembre 1989, le Parti communiste, confronté à la montée de la contestation, limoge Todor Jivkov, son Secrétaire général depuis 33 ans.



Dans la période qui précède les premières élections libres organisées depuis un demi-siècle, un million de militants anti-communistes se rassemblent le 7 juin 1990 pour célébrer la liberté.



*Rupture et continuité.
Le poète Yosif Petrov
avait été le plus jeune député
de la dernière Assemblée démocratique
de 1947. Après avoir été prisonnier politique
du régime pendant plusieurs décennies,
M. Petrov devient membre de la première Assemblée
démocratique postcommuniste de 1990,
dont il est cette fois le doyen d'âge.*



Dans l'effervescence du mois d'août 1990, la population, à bout de patience, prend d'assaut le QG du Parti communiste à Sofia, avant d'y mettre le feu.



Après que le bâtiment du Parti communiste a été saccagé, l'étoile rouge surplombant l'édifice est finalement enlevée.



À l'endroit où se trouvaient les anciens camps de travail communistes, des cérémonies commémoratives ont lieu chaque année.



Jelio Jeliev (au centre) est Président de l'Union des forces démocratiques, parti membre du PPE, de 1989 à 1990, époque à laquelle il devient le premier Président bulgare élu démocratiquement.



Au monument des victimes, à Sofia, recueillement en hommage aux victimes du régime communiste.



Il a fallu une deuxième révolution pour évincer un gouvernement postcommuniste en février 1997.



Nadejda Mihailova (au centre, avec les fleurs), Ministre des Affaires étrangères au sein du gouvernement démocratique réformateur de 1997 à 2001, a pleuré, au Parlement, en apprenant que, dans le contexte des préparatifs à l'adhésion de la Bulgarie à l'Union européenne, les Bulgares n'avaient plus besoin d'être munis d'un visa pour se rendre dans l'Union européenne.



Ivan Kostov a présidé l'Union des forces démocratiques et a été Premier ministre de 1997 à 2001, redressant un pays qui était au bord du désastre, et le menant au seuil de l'adhésion à l'UE et à l'OTAN.



Le drapeau bulgare (au premier plan) flottant devant le quartier général de l'OTAN à Bruxelles, après que la Bulgarie a rejoint l'Alliance.

Alors que le gouvernement socialiste avait déposé sa demande d'adhésion à l'UE, il n'eut guère d'autre choix, à la mi-1996, que d'imputer le marasme économique au «capitalisme mondial» et d'accuser les ONG financées par l'Occident d'œuvrer à la déstabilisation politique du pays. Le gouvernement, arguant de ses relations privilégiées avec la Russie, refusa de seulement envisager l'adhésion du pays à l'OTAN. À la fin de l'automne 1996, le carburant disparut lui aussi du marché, tandis que la devise nationale s'effondrait littéralement, passant d'un cours de 70 lev pour 1 dollar en janvier 1996 à 3 000 lev pour 1 dollar au début février. À la fin du mois de février 1997, l'inflation atteignait 2 040 %, tandis que les salaires moyens avaient dégringolé à moins de 10 USD.

VI. SECONDE RÉVOLUTION ET RECONSTRUCTION (1996-2007)

Le «projet de société socialiste» se révéla une redite des pires aspects de la crise de 1989-90. L'économie se contracta de 10 % au cours de l'année 1996, soit une récession plus grave que lors des crises survenues après 1918 et 1945. Mais contrairement à ce qu'il s'était alors passé, la réaction du peuple fut cette fois immédiate. Une nouvelle fois, les Bulgares déclenchèrent une révolution qui, pour le coup et contrairement à 1990, fut brève (décembre 1996 – février 1997), massive (plus de 800 000 participants à l'échelle nationale, avec le soutien de trois quarts des sept millions de Bulgares restants) et décisive. Durant les premiers jours de février 1997, des barricades furent dressées dans toutes les villes, ainsi que le long des grandes routes nationales, des points d'entrée et de sortie du pays et autour des aéroports. Le gouvernement socialiste tomba le 4 février 1997, des élections furent annoncées pour avril et le Président, qui avait remporté le scrutin présidentiel deux mois auparavant avec le soutien de la SDS, nomma un gouvernement intérimaire composé de membres de ce parti.

Ce gouvernement engagea une action déterminée. Suite à un accord éclair avec le FMI, il mit en place un «régime de caisse d'émission» et ramena l'inflation à 12 % en l'espace de trois semaines. Les salaires mensuels moyens passèrent de moins de 10 dollars à 65 dollars en l'espace de deux mois, tandis que les réserves en devises nationales quadruplèrent et s'établirent à 1,1 milliard USD au cours de la même période. Les parlementaires adoptèrent quant à eux un nouveau contrat social, traduit dans la «déclaration sur la concorde nationale». En signant ce texte, le BSP renonçait à l'ensemble des expériences axées sur la «troisième voie», marquait son accord pour

la pleine intégration du pays dans les structures de l'OTAN et acceptait la reprise du processus de restitution des terres, interrompu sous son règne.

La SDS remporta les élections d'avril à une majorité écrasante, ce qui donna enfin aux réformateurs un mandat clair pour des réformes en profondeur, entreprises par le gouvernement SDS placé sous la direction d'Ivan Kostov. Confronté de toutes parts à des problèmes et des crises de la dernière urgence, le gouvernement pouvait toutefois compter sur les assises politiques de la société. Comme toujours dans les moments cruciaux de l'histoire bulgare, l'organisation politique du pays avait été réglée de façon assez réussie en 1990. Grâce à la définition claire des structures politiques et gouvernementales, la Commission européenne reconnut, dès 1998, que la Bulgarie remplissait les critères d'adhésion à l'UE édictés à Copenhague.

La situation était beaucoup plus délicate sur le plan économique et social, mais là aussi, le gouvernement Kostov fit preuve de célérité et de détermination. Des réformes longtemps postposées furent lancées et recueillirent, dans un premier temps du moins, le soutien d'une écrasante majorité de la population. Le processus de privatisation fut remis sur les rails et les industries en faillite héritées du socialisme furent définitivement mises en liquidation. Le gouvernement s'attaqua aussi au problème de la criminalité et, en 1999, les groupes criminels emblématiques des années 1990 avaient soit disparu, soit intégré des circuits d'activités légaux. Les cas de racket diminuèrent et la forme la plus exotique de criminalité présente durant cette décennie – les voleurs de grand chemin – disparut totalement. À la fin du mandat du gouvernement Kostov, la part du PIB produite par le secteur privé était de plus de 70 %, l'économie «informelle» avait été ramenée de 60 % à moins de 40 % et les salaires et autres rémunérations avaient retrouvé le niveau qui était le leur avant la crise.

Sous la conduite d'un dirigeant réformiste résolu et inflexible, le gouvernement SDS en poste entre 1997 et 2001 fut celui qui, pour reprendre les propos tenus par la Banque mondiale dans son rapport de 2001, est parvenu, au terme d'un «revirement remarquable», à tirer la Bulgarie du marasme économique des années 1994-1996, pour la rendre directement apte à l'adhésion à l'UE et à l'OTAN. Au cours de cette même période, la SDS est devenue membre du PPE.

À l'instar d'autres pays, qui ne sont pas parvenus à se moderniser entièrement durant le XX^e siècle, la Bulgarie a connu un chemin chaotique sur la voie de la transition. Toutefois, contrairement à certains autres anciens pays socialistes qui ont entièrement raté leur transition, les changements

opérés en Bulgarie ont été couronnés de succès, parce qu'ils ont été portés par plusieurs puissants vecteurs de transition et de réforme.

Le premier fut la culture politique en place, qui a permis de traiter aisément les questions liées à la représentation, à la séparation des pouvoirs et à la démocratie libérale. Le deuxième vient de ce que la force politique en pointe dans la réalisation des réformes, la SDS, a évité, notamment du fait de cette culture, les écueils du nationalisme ou de la recherche de quelconques «valeurs nationales» spécifiques, lesquels détournent de la démocratie libérale pour plonger ceux qui s'y engagent dans la fange de l'oligarchie. Dès le départ, la SDS (et les autres forces anticommunistes) s'est fondée sur les libertés et les valeurs de l'individu plutôt que sur «la nation» ou une quelconque autre entité collective fantasmée. Assez rapidement, elle a évolué vers la démocratie chrétienne et un mélange de libéralisme et de conservatisme représentatif des tranches d'âges actives, devenant dans les faits un parti «populaire» dès 1992. Ce courant politique s'est révélé suffisamment puissant pour continuer à faire avancer la Bulgarie, même après la dissolution de la SDS en 2001. Force motrice de la plupart des nouveaux grands partis, tels que le NDSV, il est aussi à la base de l'ascension, depuis 2007, du Parti GERB, dont les observateurs pensent qu'il remportera les élections de 2008 et ramènera ainsi les démocrates-chrétiens bulgares au pouvoir.

Troisième vecteur: des médias farouchement indépendants, appuyés par la société civile la plus puissante, érudite et démocrate-chrétienne de tout l'ancien bloc socialiste. Autant de vecteurs qui ont maintenu le cap pour le pays entre 1989 et 2007. À la fin des années 1990 toutefois, le gouvernement le plus réformateur qu'ait jamais connu la Bulgarie allait être victime de son propre succès. Primo, la population se désintéressa quelque peu de la politique. Le pays ayant définitivement opté, entre 1996 et 1997, pour l'économie de marché, la démocratie, ainsi que l'adhésion à l'UE et à l'OTAN, il semblait que plus rien d'important ne restait à régler à l'échelon politique. Lors des élections municipales de 1999, «bleus» et «rouges» confondus atteignaient à peine un tiers des suffrages exprimés. Secundo, l'attention du public se tourna vers les questions de gouvernance, après qu'il eut constaté qu'alors qu'il endurait l'impact des fermetures d'entreprises, les principaux responsables de la SDS devenaient, comme le disait le Président alors en poste, «inexplicablement riches». La corruption devint le principal sujet de discussion, ce qui sapa la confiance non seulement dans la SDS, mais dans la politique en général. Pour autant, les citoyens ne pouvaient se tourner vers les socialistes, ayant un souvenir encore trop frais des désastres récents.



Autant d'évolution qui, conjuguées, amenèrent les citoyens à chercher une certaine forme de nouveauté dans l'arène politique. Des partis nouveaux et attrayants virent le jour. Aucun n'était plus attrayant que le parti créé par l'ancien roi, Siméon II, à son propre nom. Le «mouvement national Siméon II» (NDSV) vit le jour au printemps 2001, remporta les élections à l'été et forma un gouvernement en s'engageant à amener le niveau de vie aux «normes européennes» dans un délai de 800 jours.

S'affichant de centre-droit, le NDSV proclamait son allégeance au consensus établi: démocratie libérale, économie de marché, adhésion à l'UE et à l'OTAN, stabilité financière, restructuration de l'économie. Il tenta même d'adhérer au PPE, ce qui témoigne de l'endurance du consensus de centre-droite. Pourtant, la réussite de ce gouvernement sur la voie des réformes fut compromise par son inexpérience et un certain manque de capacités. Et tandis que les réformes en cours se poursuivaient, celles qui devaient débiter – comme dans le secteur de la santé publique, par exemple – ne décollèrent pas. Quant aux réformes de «seconde génération» qu'étaient par exemple la réforme de l'administration, celle de l'éducation ou celle du judiciaire et des forces de l'ordre, elles ne furent même pas entreprises. Le crime organisé refit surface et le suivi annuel de la Commission européenne mit en évidence l'absence de réforme du judiciaire.

La stabilité financière fut quant à elle préservée et le secteur privé, aussi nouveau que débordant d'activité, parvint à assurer au pays des taux de croissance annuels oscillant entre 5 et 6%. À la fin du mandat du gouvernement NDSV, en 2005, les salaires avaient augmenté de plus d'un tiers, les investissements étrangers avaient été multipliés par deux et le pays comptait plus d'un million de téléphones portables (pour une population adulte de 6,4 millions d'habitants). En 2005-2006, les économistes estimaient que le niveau de vie réel était le plus élevé dans l'histoire récente du pays. En matière de politique étrangère, le gouvernement maintint les engagements conclus antérieurement et ce fut sous l'égide de Siméon II que la Bulgarie devint membre de l'OTAN (29 mars 2004) et signa le traité d'adhésion à l'UE, en avril 2005.

Toutefois, la population attendait plus de Siméon que ce qu'il pouvait apporter et elle ressentit l'impact du ralentissement des réformes. Le système de santé était source de difficultés et de corruption croissantes. L'absence de réformes dans le domaine de la police et de la justice permit une recrudescence du crime organisé. La guerre des gangs fit sa réapparition, tandis que les parquets faisaient montre d'un goût prononcé pour les pots-de-vin. Cette recrudescence

apparente de la corruption allait à l'encontre de l'engagement pris par Siméon, qui avait promis de purger le monde politique et d'introduire une «moralité nouvelle dans tous les domaines».

Aux élections de 2005, l'électeur donna libre cours à sa frustration. Le NDSV arriva péniblement second, loin derrière les socialistes et avec une faible avance sur le DPS. À droite, la SDS était en pleine déconfiture et incapable de gouverner, éclatée qu'elle était en pas moins de cinq partis différents, dont deux seulement (la SDS et le nouveau DSB, dirigé par l'ancien Premier ministre Ivan Kostov) étaient parvenus à entrer au Parlement. Au bout de trois mois, le Parlement accoucha d'un gouvernement bigarré de centre-gauche, composé du BSP, du NDSV et du DPS. Pour la première fois depuis 1989, le Premier ministre était à nouveau un socialiste, le chef du BSP, Sergueï Stanishev.

Avec deux partis centristes au sein du gouvernement, les craintes d'assister à un nouveau retour en arrière à la socialiste se révélèrent infondées, le gouvernement ayant déclaré sa volonté de poursuivre les politiques menées par les deux gouvernements précédents (de centre-droite). Ces craintes dissipées, il s'agit ensuite, durant les premiers mois de cette coalition triangulaire, de répondre à des anxiétés plus fondamentales. À la surprise indignée de la quasi-totalité de la population, le scrutin de 2005 avait révélé l'émergence d'un courant xénophobe sur la scène politique bulgare. Un parti constitué dans l'urgence, Ataka (Attaque), fit son entrée au Parlement et en devint même le quatrième groupe par ordre d'importance. L'engagement pris par Ataka avant les élections était de «veiller à ce que ce pays ne soit pas gouverné plus longtemps par les Turcs, les gitans, les juifs, les traîtres à la nation et les pédérastes». Un discours qui fit craindre de voir la société tourner le dos à un long passé de tolérance ethnique et d'assister à l'émergence d'une forme quelconque de conflit bulgare-turc. Ce danger fut neutralisé, une fois de plus, par la société civile. Des centaines de citoyens et 86 ONG traduisirent en justice le chef d'Ataka pour «discours d'incitation à la haine». Au terme du procès, l'accusé fut sommé par la cour de ne plus tenir les propos qui avaient permis à son parti d'entrer au Parlement. Le Parti changea son discours et éclata aussitôt, les fascistes partisans de la ligne dure le quittant et retournant à l'obscurité politique.

Quant aux socialistes, ils confirmèrent en paroles comme en actes le cap «pro-occidental» adopté par le pays, poursuivirent les efforts en vue de l'adhésion à l'UE et dépêchèrent de nouveaux contingents en Iraq, en Afghanistan, en Bosnie et au Kosovo. Les choses furent plus délicates sur le plan intérieur et le gouvernement, dénué de toute vision, courage politique et ligne de conduite, continua de dériver dans la direction tracée par ses deux prédécesseurs. La réforme du



secteur de la santé fut abandonnée. Celle des administrations, bien qu'annoncée, ne porta guère de fruits. Et bien que, pour la première fois depuis 1989, le gouvernement énonce bel et bien une stratégie de réforme bien pensée en vue de moderniser l'enseignement secondaire, le grand public demeura circonspect. Le redressement économique, quant à lui, se poursuivit à grande vitesse. En 2007, 60 % de la population possédaient une voiture, tandis que le nombre des téléphones portables dépassait le nombre d'habitants. Le grand public, cependant, ne se montrait pas ouvertement impressionné, en raison d'évolutions préoccupantes dans d'autres domaines. Les carences de l'urbanisme et des infrastructures obsolètes firent qu'en 2007, le réseau routier se révéla incapable d'encaisser le trafic, et ce alors que les transports publics, y compris ferroviaires, poursuivaient leur chute à vitesse accélérée. Par ailleurs, le manque de détermination du gouvernement encouragea le crime organisé et la corruption, qui se répandirent à un rythme semblable à celui des années 1994-1996.

Le gouvernement atteignit par contre son unique objectif déclaré. Le 1^{er} janvier 2007, malgré les carences patentées de ses structures économiques et judiciaires, la Bulgarie devint membre à part entière de l'UE, en même temps que la Roumanie. Après quoi cependant, le gouvernement chancela sous son incapacité à énoncer et atteindre des objectifs politiques. Au début du printemps 2008, des scandales liés à des faits de corruption massive amenèrent la Commission européenne à suspendre les fonds attribués au titre des programmes de préadhésion encore en cours.

Dans le climat de crise de confiance persistant également au sein de la SDS et des partis nés de son éclatement, c'est tout le système des partis bulgares qui perdait à nouveau, en 2007, la confiance du citoyen. Le taux de participation aux élections européennes de 2007 fut risible, tandis qu'aux élections municipales de novembre 2007, une bonne moitié des suffrages exprimés échappa aux partis nationaux et se reporta sur des groupements locaux.

Dans ce contexte, le GERB, nouveau parti de centre-droite créé par Boyko Borisov, le charismatique Maire de Sofia, prit son essor, sur la base d'un programme axé sur le renouveau des partis. Le GERB, membre du PPE, réunit plus de votes que n'importe quel autre parti lors des élections européennes et locales, qui constituèrent pour lui un échauffement en vue des élections législatives de 2009 et de la mise en place éventuelle d'un futur gouvernement de centre-droite. Il devint dès lors clair que la désintégration de la SDS n'impliquait pas la fin du soutien populaire en faveur de la démocratie chrétienne. Au contraire, la Bulgarie semble

prête à mettre fin au gouvernement dirigé par le BSP et à s'engager avec le GERB dans une nouvelle ère de centre-droite.

VII. INTÉGRATION DANS L'UNION EUROPÉENNE ET DANS L'OTAN

Par rapport aux pays d'Europe centrale, la décision d'adhérer à l'UE et à l'OTAN n'a jamais été ni automatique ni aisée pour la Bulgarie. Sous l'ère moderne, la société bulgare a toujours éprouvé des difficultés à poser des choix géopolitiques clairs. Même avant 1878, à l'époque ottomane, les partisans de la Libération étaient divisés quant à leur vision de l'avenir de la Bulgarie et se partageaient entre russophiles, germanophiles, francophiles, «levantistes», qui plaidaient pour le maintien d'une association avec l'empire ottoman et partisans de l'État-nation, qui exigeaient la création d'une république démocratique, qui serait l'égale et la cousine des nations libres d'Europe. Cette plate-forme «pro-européenne» alimenta le soulèvement national de 1876, mais n'impliqua pas pour autant la fin des discussions. Le sentiment pro-russe devint dominant après que l'empire russe eut combattu la Turquie pour libérer la Bulgarie. Mais l'ingérence insistante de la Russie entraîna peu à peu un revirement vers l'Occident. Lors des deux Guerres mondiales, la Bulgarie fut alliée à l'Allemagne, avant d'être 45 ans durant le satellite le plus proche de Moscou.

Ces divisions et ces hésitations se répétèrent tout au long des années 1990. Les premiers sondages effectués au printemps 1990 montrèrent que les jeunes éduqués étaient favorables à la démocratie, au capitalisme et à une orientation «occidentale», tandis que les plus vieux, moins éduqués, qui constituaient la majorité arithmétique, craignaient une «trop grande liberté», aspiraient à une certaine forme de socialisme et se montraient fortement anti-américains (et fortement pro-russes). Quand les premières réformes portèrent leurs fruits, le camp pro-occidental devint brièvement (automne 1992 – printemps 1993) numériquement dominant. Mais lorsque, en 1993 et 1994, les réformes échouèrent, la population conclut erronément que les réformes – plutôt que leur absence – entraînaient privations et chaos et l'attitude anticapitaliste et pro-russe reprit vigueur. Après l'effondrement de l'économie, en 1996, et le deuxième renvoi des ex-communistes, le grand public se détourna de tout ce qui était associé au BSP et donc de son orientation pro-russe. La nation embrassa la cause des réformes, l'économie de marché et s'identifia à l'Occident.

Les choses sont plus compliquées encore à l'échelon politique. Au départ, le clivage SDS-BSP correspondait à l'évidence à un clivage géopolitique, la SDS était pro-occidentale et le BSP pro-russe. Les premiers contacts pris avec l'UE en vue d'une adhésion future furent initiés par le gouvernement réformiste de Filip Dimitrov, en poste en 1991-1992. À la chute du gouvernement, les réformes furent suspendues et la question de l'adhésion à l'UE mise en sommeil jusqu'en 1995. Durant la plus grande partie de cette année, les socialistes, revenus au pouvoir, s'attelèrent à remodeler le débat Est-Ouest selon les canons traditionnels de la Guerre froide et firent de l'«Ouest» le mauvais, tout en affirmant vouloir rétablir des «relations prioritaires» avec la Russie. Malheureusement pour le BSP, les dirigeants socialistes bulgares de l'époque n'étaient guère les bienvenus au Kremlin dirigé par Boris Eltsine. Éconduits de la sorte, ils s'attelèrent discrètement, à la fin 1995, à préparer l'adhésion du pays à l'UE et présentèrent officiellement leur candidature en ce sens.

À la suite de la révolution de 1997, l'Assemblée nationale produisit en mars la «déclaration sur la concorde nationale», le premier document dans lequel l'ensemble des partis se déclaraient en accord avec l'adhésion du pays à l'OTAN. Le gouvernement intérimaire SDS déposa immédiatement une demande officielle d'adhésion à l'OTAN. À compter de ce moment, l'adhésion à l'UE et à l'OTAN devint la position officielle du pays. Avec le retour de la stabilité financière et politique tout au long de l'année 1997 et la relance des réformes à un rythme soutenu, la Commission européenne admit, en 1998, que la Bulgarie remplissait les critères de Copenhague et les négociations d'adhésion purent débiter.

Sous l'angle technique, l'adhésion à l'OTAN est bien plus aisée que l'entrée dans l'UE. Il n'est dès lors guère surprenant que les négociations pour la première aient progressé à un rythme soutenu en 1997 et 1998. La situation devint plus complexe par la suite, du fait de l'impact de la crise du Kosovo sur la Bulgarie. Le bombardement de la province faillit presque réduire à néant le soutien populaire en faveur de l'adhésion à l'OTAN. Des semaines durant, les habitants de Sofia allaient entendre le grondement incessant des bombes de l'autre côté de la frontière. Et lorsque la campagne de bombardement parut échouer, la peur d'être entraîné dans une guerre terrestre se fit jour. Fin 1999, pas moins de 80 % des Bulgares étaient défavorables à l'adhésion à l'OTAN. À mesure que la crise s'aggravait, le BSP revint sur son engagement en faveur de l'adhésion à l'OTAN et commença à organiser des rassemblements anti-OTAN.

Seule l'attitude claire du gouvernement permit d'inverser la tendance. Le Président Petar Stoyanov, élu sous les couleurs de la SDS, s'accrocha résolument à l'idée que le «retour de la Bulgarie dans

le giron de la civilisation européenne» passait par l'adhésion à l'OTAN. La SDS, majoritaire au Parlement, autorisa les avions de l'Alliance à utiliser l'espace aérien bulgare, alors qu'elle interdisait à l'aviation russe d'en faire autant. À la fin de la guerre du Kosovo, la population bulgare soutenait à nouveau majoritairement l'adhésion de leur pays à l'OTAN.

D'aucuns ont résolument soutenu que les événements liés à l'adhésion à l'OTAN et à l'UE au cours de l'année 1999 marquent en fait la fin de la période de transition de la Bulgarie du communisme à la démocratie. Le 10 décembre, la Bulgarie a reçu de la Commission européenne, en même temps que la Slovaquie, la Slovénie, Chypre et les Républiques baltes, l'invitation officielle à entamer les négociations d'adhésion à part entière à l'UE.

Le débat politique étant clos, les efforts déployés par le gouvernement NDSV en poste entre 2001 et 2005 pour adhérer à l'OTAN et à l'UE se sont concentrés sur des questions techniques. L'histoire fit d'ailleurs montre d'un sens rare de l'ironie, puisque ce fut Solomon Pasi qui, le 29 mars 2004, signa le Traité Atlantique au nom de la Bulgarie. Lui qui avait été la risée de tous lorsqu'il évoqua pour la première fois au Parlement, en 1990, l'adhésion du pays à l'OTAN, était le Ministre des Affaires étrangères amené à sceller l'entrée de son pays dans l'Alliance.

Même après le retour au pouvoir des socialistes en 2005, la Bulgarie a fait preuve d'une loyauté durable et résolue vis-à-vis de l'OTAN. Le pays a d'ailleurs compté parmi les premiers participants à la coalition des volontaires en Iraq et n'a pas suivi l'exemple donné par la suite par certains membres de l'OTAN, qui en ont retiré leur contingent.

La route vers l'adhésion à l'UE, devenue réalité le 1^{er} janvier 2007, a été plus mouvementée. Alors que les négociations avec la CE avaient débuté dès 1999, la stagnation relative des réformes constatée sous les gouvernements en poste à partir de 2001 a empêché la Bulgarie d'intégrer l'UE avec le premier groupe des pays de l'ancien Bloc socialiste, la Commission demeurant très critique quant à la situation dans le domaine de la police, de la réforme du système judiciaire, du crime organisé et de la corruption. En outre, les négociations n'ont pas été conduites au vu et au su du grand public et du monde des entreprises, qui ont été bien surpris, après l'adhésion, de découvrir certains des engagements pris en leur nom. C'est ainsi que le secteur de la transformation du lait, par exemple, a été plongé dans une crise majeure, lorsqu'il s'est avéré que les producteurs n'avaient pas été informés des réglementations européennes.



Tout au long de l'année 2007, il est devenu évident que le pays ne disposait que de capacités administratives très limitées pour accéder aux financements communautaires désormais disponibles et que la situation ne s'améliorait guère dans le domaine judiciaire. On a par ailleurs pu constater que le gouvernement entravait sciemment les engagements pris par l'UE en matière de protection de l'environnement.

À l'évidence, les structures de l'État demeuraient très profondément marquées par certains intérêts privés et partisans, qui nuisaient à la capacité du gouvernement à servir le bien commun. Dans l'attente du retour de gouvernements démocrates-chrétiens faisant preuve de la détermination nécessaire, la volonté des gouvernements de s'attaquer aux faiblesses de la Bulgarie a continué de dépendre de la pression conjuguée de l'opinion publique, de la société civile et de la Commission européenne.

VIII. EXPÉRIENCES SPÉCIFIQUES ET NOUVEAUX DÉFIS À RELEVER

La Bulgarie est entrée tardivement dans l'UE, car elle a entamé son processus de transition en étant grevée par deux lourds handicaps; primo, le pays n'était ni modernisé ni entièrement démocratisé avant 1945; et secundo, la société a eu besoin de beaucoup de temps, après 1989, pour adhérer pleinement à la cause des réformes et des transformations. Toutefois, la Bulgarie a bel et bien achevé la transition, car elle est parvenue à éviter les périls mortels qui menacent des pays de ce type lorsqu'ils tentent de sortir du totalitarisme.

Depuis 1989, la Bulgarie a évité les deux principaux pièges que sont la recherche d'une certaine forme de «troisième voie spécifique nationale» caractéristique de la plupart des anciennes républiques soviétiques et celle d'une homogénéité nationale et ethnique, qui a conduit sous d'autres cieux à des guerres civiles et des États en déliquescence.

Dans le monde post-communiste, la Bulgarie occupe la place quasi unique d'un pays qui a disposé peu ou prou, pendant presque toute la période écoulée depuis 1989, d'un système classique à deux partis séparés par le clivage gauche-droite (BSP-SDS). Plus encore, les partis qui se créent tendent eux aussi à se positionner selon ce clivage. C'est particulièrement vrai des deux nouveaux partis les plus importants que sont le Mouvement national Siméon II (NDSV) et les Citoyens pour

le développement européen de la Bulgarie (GERB). Cette organisation de l'échiquier politique a gardé la Bulgarie des tentations autoritaires.

La Bulgarie se distingue aussi notablement en ce qui concerne le règlement des problèmes ethniques, qui n'ont pas donné lieu à l'émergence de partis politiques ou de mouvements nationalistes ou xénophobes d'importance. La seule exception a été Ataka, qui est entré au Parlement en 2005, mais a vu son soutien populaire régresser depuis lors. La population musulmane, dans sa grande majorité, et la quasi-totalité de la minorité turque (10 % de la population) s'estiment représentées par le Mouvement des droits et libertés (DPS).

En 1996-1997, le grand public, surmontant ses hésitations et une oscillation ancienne entre l'Est (Russie) et l'Ouest (Europe), s'est clairement prononcé en faveur de l'adhésion à l'UE et à l'OTAN, ce qui a protégé la Bulgarie (et la plus grande partie des Balkans orientaux) de l'instabilité explosive qui affectait les Balkans occidentaux et a contribué ce faisant à contenir les troubles dans la région. Le 29 mars 2004, la Bulgarie est devenue membre de l'OTAN et a envoyé des unités militaires dans des régions en crise comme l'ex-Yougoslavie, l'Iraq et l'Afghanistan. Le 1^{er} janvier 2007, elle est devenue membre à part entière de l'Union européenne.

La société bulgare a emmagasiné une expérience considérable en matière de démocratie représentative et de société civile, en particulier dans le dossier des minorités nationales. Les « bonnes pratiques » dont elle peut se targuer en la matière portent sur la représentation réelle et durable des minorités sur la scène politique et médiatique, conjuguée à une implication efficace de celles-ci dans les processus décisionnels. La Bulgarie peut être – et est déjà, dans une certaine mesure – un guide pour les démocraties naissantes qui aspirent à adhérer à l'UE et à l'OTAN. Sous un angle géopolitique plus large, l'expérience qu'a la Bulgarie de la démocratie égalitaire, de l'activisme civique et du pluralisme des médias est riche en enseignements pour éviter la « démocratie contrôlée » telle qu'elle émerge actuellement à l'Est.

Les défis à relever ont trait à plusieurs domaines problématiques, auxquels on n'a jamais opposé une action politique efficace. Les capacités administratives demeurent insuffisantes. La réforme de l'enseignement reste au stade de l'ébauche, même si la volonté gouvernementale et le soutien public minimal sont désormais – enfin – présents. Les questions liées au système judiciaire ne seront pas résolues tant que les structures de l'État demeureront gangrenées par des intérêts privés et qu'il y régnera un niveau de corruption inacceptable pour un pays européen moderne.



Des secteurs tels que celui des soins de santé, où les réformes demeurent en suspens depuis 2001, continuent d'être les victimes d'une dégradation évitable. Et l'efficacité reste un enjeu, face à une productivité en déclin depuis 2006.

Les infrastructures de base demeurent sommaires et incapables de répondre à la demande de la population, aux exigences du développement économique, et même aux normes de sécurité les plus fondamentales. En ce qui concerne la question des minorités, si les enjeux politiques fondamentaux ont été définitivement réglés, l'exclusion de la minorité rom n'en continue pas moins de s'amplifier. Enfin, la Bulgarie demeure incapable de prendre une part réelle dans les discussions et les tentatives de règlement des problèmes internationaux les plus urgents que sont, par exemple, le changement climatique, la question de l'efficacité énergétique ou le respect des droits de l'homme sur la scène internationale.

Quoi qu'il en soit, les moteurs du changement – démocratie chrétienne puissante, société civile et médias – continuent de fonctionner. Au régime minimum, lorsqu'ils se voient privés d'une représentation adéquate, ils veillent à ce que des gouvernements même faibles et hétéroclites ne puissent par trop revenir en arrière. À haut régime, lorsqu'ils bénéficient d'un large soutien et sont représentés au gouvernement, ils ont la capacité de surmonter les carences énumérées ci-dessus et de garantir à la Bulgarie une place à part entière en Europe et dans le concert international des États démocratiques.

Liste des abréviations

URSS	Union des Républiques socialistes soviétiques
SDS	Union des forces démocratiques
BCP	Parti communiste bulgare
BSP	Parti socialiste bulgare
DPS	Mouvement des droits et libertés
FMI	Fonds monétaire international
PPE	Parti Populaire Européen
NDSV	Mouvement national Siméon II
GERB	Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie
DSB	Démocrates pour une Bulgarie forte



ESTONIE: LA RENAISSANCE APRÈS AVOIR FRÔLÉ L'EXTINCTION

Mart Laar

République d'Estonie – Eesti Vabariik

Superficie: 45 227 km²

Population: 1 342 000 (2007)

Capitale: Tallinn

Langue officielle: l'estonien

Devise: l'euro (€)

Système politique: République parlementaire

Adhésion à l'UE: 01.05.2004

I. INTRODUCTION

Si l'on compare le retour de l'Estonie vers l'Europe avec celui d'autres pays d'Europe centrale et orientale, il est clair que l'Estonie compte parmi les pays dont la transition a été la plus réussie. De nombreux analystes ont tenté d'expliquer cette réussite, pour finalement découvrir qu'elle n'était pas seulement le fruit de conditions historiques, économiques ou sociales préexistantes. Elle est due en effet essentiellement aux décisions prises durant la période de transition. De plus en plus d'études ont commencé à épingler l'héritage estonien de résistance au communisme, et notamment la rupture décisive avec le passé communiste au début des réformes, en 1992. Par ailleurs, leur important héritage national et culturel a aidé les Estoniens. La persévérance dont ils ont fait preuve durant un siècle de lutte pour la survie, une perception très tranchée de leur identité et leur fierté nationale ont permis aux Estoniens de traverser les premiers moments pénibles de la première moitié des années 90 et de faire les démarches nécessaires pour retourner

vers l'Europe. Mais il fallait aussi que l'Europe retournât vers l'Estonie, qui avait fait partie intégrante du patrimoine culturel européen commun pendant un millénaire. Faire à nouveau partie de la maison commune européenne, tant au plan politique qu'au plan économique, est devenu la priorité nationale numéro un pour les Estoniens.

II. UNE INDÉPENDANCE ACQUISE PUIS PERDUE

L'Estonie est un petit pays de 1,4 millions d'habitants au bord de la mer Baltique, dans le Nord de l'Europe. Ses voisins sont la Lettonie, au sud, et la Russie, à l'est. La Finlande se trouve à huit kilomètres, de l'autre côté du golfe de Finlande. Avec une superficie de 45 200 km², l'Estonie a une taille comparable au Danemark ou à la Suisse. Sa densité de population est peu élevée. L'estonien appartient aux langues finno-ougriennes (le finnois étant le plus proche de l'estonien). Les ancêtres des actuels Estoniens ont migré vers ce territoire il y a plus de 5 000 ans. La vie des Estoniens a connu un changement radical au XIII^e siècle lorsque les Danois envahirent la partie septentrionale du pays et que les «Chevaliers de l'Épée» allemands se déplacèrent vers la côte balte lors d'une série de croisades nordiques destinées à christianiser et à conquérir le territoire de l'Estonie et de la Lettonie actuelles.

Le territoire de l'Estonie a ensuite été dirigé par l'ordre livonien, par les rois suédois (1561-1710), et la partie méridionale par la Pologne (1560-1645). Quatre villes estoniennes sont devenues membres de la Ligue hanséatique (Tallinn en 1285). Après la victoire de Pierre le Grand sur les Suédois lors de la grande guerre du Nord, l'Estonie fut intégrée à l'Empire russe (1710-1918). Les siècles de domination étrangère ont constitué une menace constante pour l'identité culturelle d'une nation aussi petite, et même pour sa survie physique. Après les ravages de la grande guerre du Nord, en 1712, le nombre d'Estoniens était estimé inférieur à 150 000. Entre le XIII^e siècle et le début du XX^e siècle, la langue estonienne n'avait aucun statut officiel et l'enseignement secondaire et supérieur n'était disponible qu'en allemand ou en russe. Au XIX^e siècle, l'Estonie entama une période de renaissance économique et culturelle. En 1819, les serfs estoniens reçurent des libertés individuelles et, dans les années 1860, ils purent racheter leurs terres aux grands propriétaires terriens. Une classe estonienne éduquée se forma, l'estonien devint une langue



littéraire et des festivals de chants nationaux commencèrent à voir le jour en 1869. En 1905, le groupe culturel Jeune Estonie publia le premier programme pro-européen: «Devenons européens tout en restant des Estoniens».

La possibilité, pour l'Estonie, de concrétiser ses espoirs d'autodétermination est apparue avec la chute du régime tsariste en Russie en février 1917. Sous la pression des Estoniens bien organisés, le gouvernement provisoire russe avait créé, en avril 1917, une province estonienne autonome, gérée par un Conseil national estonien élu par le peuple. En novembre 1917, ce dernier s'autoproclama autorité suprême sur le territoire. Le Conseil national estonien fut vite démantelé par les communistes qui reprirent le pouvoir après le coup d'État de Lénine. De février à novembre 1918, l'Estonie fut occupée par l'armée allemande. Avant cela, le 24 février 1918, juste avant le début de l'occupation allemande, le Comité de salut national, mandaté par le Conseil national estonien, avait proclamé l'indépendance de l'Estonie. Bien que les autorités allemandes aient supprimé le nouveau gouvernement provisoire dirigé par Konstantin Päts, les hommes politiques estoniens poursuivirent leurs efforts diplomatiques à l'étranger. En mai 1918, la Grande-Bretagne, la France et l'Italie reconnurent de facto la République d'Estonie. Immédiatement après l'effondrement de l'empire germanique en novembre 1918, Lénine ordonna à l'Armée rouge d'envahir l'Estonie, dont l'indépendance était perçue comme un obstacle à la progression de la révolution mondiale de la Russie vers l'Europe centrale. Lors de la guerre d'indépendance qui suivit et fut organisée dans la précipitation (novembre 1918 – février 1920), les forces estoniennes parvinrent à chasser l'Armée rouge du pays et défirent de même en juin 1919 une armée volontaire allemande basée en Lettonie (Landeswehr), laquelle avait tenté de rétablir la domination allemande. C'est finalement le 2 février 1920 que fut conclu le traité de paix de Tartu, dans lequel la Russie soviétique reconnaissait «de manière inconditionnelle et pour toujours» l'indépendance de l'Estonie, en renonçant volontairement à tout droit sur son territoire et sur son peuple. En janvier 1921, le Conseil suprême des alliés, à Paris, reconnaissait l'indépendance de l'Estonie; en septembre 1921, l'Estonie devenait membre de la Ligue des Nations.

En avril 1919, alors que la guerre d'indépendance faisait toujours rage, une Assemblée constituante fut élue. En octobre de la même année, une réforme foncière radicale nationalisa et redistribua 97 % des grandes propriétés terriennes aux petits exploitants; en 1920, une constitution libérale mit en place une république parlementaire. En 1922, les Estoniens, qui étaient alors à peu près un million, représentaient 88 % de la population, suivis par les personnes d'origine

russe (8 %), les Allemands, les Suédois et les juifs. Une loi introduisant l'autonomie culturelle pour les minorités – une des premières du genre en Europe – fut adoptée en 1925. Ces années d'indépendance furent marquées par un développement rapide et positif dans tous les domaines. Le PIB estonien par habitant était sensiblement plus élevé qu'en Pologne ou en Espagne, à un niveau proche de celui de la Finlande. Les réussites de ces vingt années d'indépendance devinrent la valeur essentielle sur laquelle, cinquante ans plus tard, la restauration de l'indépendance devait s'appuyer. Plus tard, sous l'occupation soviétique, l'expérience précoce des Estoniens en matière d'ordre civil et de démocratie, d'état de droit et de système éducatif moderne les aida à résister à la soviétisation.

Toute cette évolution politique prit fin avec le pacte germano-soviétique (pacte Molotov-Ribbentrop) du 23 août 1939, en vertu duquel les deux dictatures divisaient secrètement l'Europe de l'Est entre leurs deux sphères d'influence. Les protocoles secrets de ce pacte germano-soviétique constituaient une violation flagrante tant du droit international que des anciens traités des États signataires. À la suite de ce pacte, la Deuxième Guerre mondiale éclata, Hitler attaquant d'abord d'un côté et Staline de l'autre. Le 24 septembre 1939, Moscou accusa soudain l'Estonie de mettre en danger la sécurité de l'Union soviétique et demanda à Tallinn d'autoriser l'Armée rouge à établir ses bases militaires sur le sol estonien. Isolé sur le plan international et confronté à une invasion militaire, le gouvernement estonien obéit à l'ultimatum. En vertu du traité «de coopération et d'assistance mutuelle» du 28 septembre 1939, des bases navales et aériennes soviétiques s'installèrent en Estonie et 25 000 hommes de l'Armée rouge traversèrent la frontière en octobre. Dans le même temps, Staline promit de ne pas mettre à mal la souveraineté de l'Estonie ni son mode de gouvernement. Fin 1939, en violation flagrante du traité, l'Union soviétique commença à utiliser ses bases estoniennes dans une guerre agressive contre un pays tiers, la Finlande. La mise sous contrôle soviétique de l'Estonie se fit en coopération avec l'autre partenaire de l'accord de septembre 1939, l'Allemagne nazie. Une semaine avant l'arrivée de l'Armée russe en Estonie, Hitler avait ordonné à la minorité allemande historique de quitter le pays; quelque 17 000 Allemands estoniens furent «rapatriés» non pas en Allemagne, mais vers les territoires polonais qui venaient d'être conquis.

Au printemps 1940, l'Union soviétique entama les préparatifs en vue de finaliser l'occupation de l'Estonie et des autres États baltes. Au même moment, Hitler envahissait la France. Le 28 mai



1940, le journal officiel soviétique «Pravda» accusa brusquement l'élite politique et commerciale estonienne de sympathies envers l'Angleterre et de «haine envers l'Allemagne et tout ce qui est allemand». À la fin du mois de mai 1940, des unités plus nombreuses de l'Armée rouge commencèrent à se mobiliser à la frontière estonienne. À la mi-juin, près de 160 000 hommes équipés de 600 tanks étaient prêts à envahir le pays, dont les liaisons maritimes et aériennes avec le monde extérieur avaient été coupées. Le 14 juin 1940, le jour même où la Wehrmacht marchait sur Paris, l'Union soviétique adressa un ultimatum à la Lituanie, suivi, le 16 juin, d'ultimatums semblables à la Lettonie et à l'Estonie. Ces trois États baltes étaient accusés de complot contre Moscou et de violation des traités d'assistance mutuelle. Ces ultimatums exigeaient la formation immédiate de nouveaux gouvernements prosoviétiques et l'installation de nouvelles troupes de l'Armée rouge sur leurs territoires. Le 17 juin à l'aube, l'occupation militaire totale de l'Estonie commençait, 80 000 troupes soviétiques supplémentaires faisant leur entrée dans le pays.

En vertu du droit international, la République d'Estonie a été un État occupé à compter du 16 juin 1940. Le plénipotentiaire de Staline, Andre Zhdanov, arriva à Tallinn le 19 juin. Sa mission consistait à réaliser un transfert civil du gouvernement légal à un régime soviétique fantoche. À cette date, l'Armée rouge avait pris le contrôle total du pays. Les unités de l'armée estonienne étaient confinées dans leurs casernes et la Ligue de défense paramilitaire était désarmée. L'appareil sécuritaire soviétique, le célèbre NKVD, commença à procéder à des arrestations et à purger les institutions alors qu'officiellement, la République d'Estonie existait toujours. Afin de dissimuler l'occupation, Zhdanov ordonna aux communistes estoniens (au nombre de 150), d'organiser des manifestations le 21 juin contre le gouvernement en place. Pour la plupart, les manifestants étaient des travailleurs des bases militaires soviétiques, des troupes en civil, ainsi que des Russes des régions frontalières amenés en train à Tallin. Les manifestants prosoviétiques étaient accompagnés de tanks de l'Armée rouge. Le Président Päts, désormais quasiment prisonnier politique des autorités d'occupation, fut contraint d'entériner la nomination du gouvernement prosoviétique qui, au départ, avait promis de préserver l'indépendance dans des conditions proches d'une alliance avec l'Union soviétique. Le programme et les décrets avaient toutefois été rédigés à l'ambassade soviétique par Zhdanov lui-même.

Presque toutes les organisations publiques furent dissoutes, les Communistes prirent le contrôle des médias et l'élimination de ceux qui étaient suspectés d'opposition commença. Désormais,

le Kremlin n'avait plus qu'à chercher une couverture pour masquer la suppression brutale de l'indépendance des trois petits États voisins. Staline ordonna l'organisation d'élections extraordinaires en un mois (les 14 et 15 juin 1940) dans les trois États baltes occupés. Seule une liste officielle de candidats fut désignée, celle de la Ligue des travailleurs estoniens. Toutefois, malgré les pressions politiques et l'intimidation, les véritables partis politiques et groupes patriotiques s'organisèrent et parvinrent à présenter des candidats alternatifs, ce qui ne convenait pas au scénario de Zhdanov: les candidats alternatifs furent alors retirés de force des listes. Les «élections» des 14 et 15 juin ne laissèrent aucune place au choix. Les citoyens furent menacés d'être fichés comme «ennemis du peuple» s'ils n'allaient pas voter. Les bureaux de vote étaient gardés par l'Armée rouge. Les résultats des élections furent grossièrement falsifiés, ainsi que le montrent les protocoles des comités électoraux qui ont été conservés. Le régime soviétique proclama donc la victoire, par 92,8 % des voix, de la Ligue des travailleurs estoniens, un chiffre auquel personne ne crut, ni en Estonie ni en Occident.

Après avoir ainsi créé une certaine couverture légale pour les desseins de Moscou, l'équipe de Zhdanov accéléra les mesures en vue d'une annexion officielle. Le 21 juillet, le nouveau Parlement formé en toute illégalité approuva une résolution faisant de l'Estonie un État soviétique et demandant officiellement l'admission de la République soviétique d'Estonie dans l'Union soviétique. Les demandes des trois Parlements fantoches des pays baltes présentaient la même écriture et furent «dûment» satisfaites par le Soviet suprême de Moscou. L'annexion de l'Estonie par l'Union soviétique fut finalisée le 6 août 1940 à Moscou. Le caractère illégal de la prise de l'Estonie et de l'annexion consécutive a été bien compris et officiellement acté par plusieurs États démocratiques, en particulier par les États-Unis d'Amérique, qui optèrent pour une politique de non-reconnaissance et permirent aux représentations diplomatiques des républiques baltes de poursuivre leurs activités.

III. L'OCCUPATION SOVIÉTIQUE DE L'ESTONIE EN 1940-1941

La première année de domination soviétique dépassa les pires prédictions. La terreur communiste cherchait à anticiper et à supprimer toute protestation ou résistance et elle parvint à répandre

un sentiment de peur généralisé. La destruction visait essentiellement les élites nationales, les fonctionnaires publics, les chefs d'entreprise, les policiers et les militaires. Telle était la politique planifiée d'avance par Moscou. Les organes de sécurité soviétiques (NKVD) commencèrent à opérer en Estonie dès juin 1940, avant que l'Estonie ne soit illégalement intégrée à l'Union soviétique. Le 17 juin 1940, le commandant en chef Johan Laidoner fut déporté à Pensa et, le 30 juillet, le Président Konstantin Päts le fut à Ufa avec sa famille. Tous deux furent arrêtés en 1941 et perdirent la vie en captivité (Laidoner en 1953, Päts en 1956).

Les arrestations atteignirent leur vitesse de croisière en août 1940. Les prisons étaient combles et de nombreux détenus torturés à mort. Sur onze anciens Premiers ministres, quatre furent exécutés, cinq moururent en captivité et un se suicida. Un seul parvint à s'échapper en Suède. Les cours martiales et les exécutions se poursuivirent dans les camps de travaux forcés. Parmi les personnes arrêtées en 1940-1941, seuls deux cents (soit environ 5 %) survécurent. Parallèlement, la société estonienne était soviétisée. Un processus de nationalisation forcée dépouilla presque tous les propriétaires de leurs biens sans compensation. Les entreprises industrielles, les banques, les grandes maisons privées et même les véhicules à moteur privés passaient sous contrôle du gouvernement; les comptes bancaires étaient confisqués. Les exploitations agricoles étaient limitées à un maximum de 30 hectares.

Les premiers crimes massifs contre l'humanité commis par le régime soviétique en Estonie prirent la forme de déportations le 14 juin 1941. Les préparatifs en vue des déportations massives avaient commencé à l'hiver 1940-1941. Le 14 mai 1941, le comité central du Parti communiste et le gouvernement soviétique adoptèrent une directive spéciale top secrète (n° 1299-526). Les forces de sécurité étaient autorisées à réprimer cinq catégories d'habitants, en ce compris les «activités de partis contre-révolutionnaires», les membres d'organisations antisoviétiques et nationalistes, les anciens policiers, les grands propriétaires terriens, les patrons d'usines, les fonctionnaires publics, les anciens officiers de l'armée et les «éléments criminels». L'expression «partis contre-révolutionnaires» rassemblait tous les partis politiques non communistes et l'expression «organisations antisoviétiques et nationalistes» couvrait toutes les ONG et les formations patriotiques, y compris les scouts. Les déportations décidées par Moscou équivalaient à des opérations massives de nettoyage politique menées contre une population civile en temps de paix. Plus de la moitié des quelque 10 000 personnes déportées étaient des femmes, des enfants et des

personnes âgées, entassés dans des wagons à bétail. Ils étaient transportés en tant que prisonniers à des milliers de kilomètres de là et débarqués dans des conditions primitives en tant que main-d'œuvre, confrontés au froid, à la faim et à la négation de leurs droits fondamentaux. Les hommes étaient arrêtés et, souvent, mouraient au cours de leur première année de Goulag ou étaient abattus. Après de longues années, seuls 4331 déportés, soit moins de la moitié, purent regagner leur patrie. Environ 10 % des déportés de 1941 appartenaient à la communauté juive d'Estonie.

L'un des témoignages les plus choquants parmi ceux qui ont été conservés est le journal de **Rein Vare**, alors âgé de dix ans, lequel couvre les années 1941 à 1944. Avec le sérieux d'un adulte, il raconte le décès de ses compagnons de jeu et dessine leurs tombes. Rein décrit le début de la déportation, le trajet vers leur destination sibérienne et les événements qui s'y sont produits. Une grande partie du journal de Rein est consacrée à son père bien aimé, un instituteur de Sausti, près de Tallinn, qui avait été séparé de sa famille et qui est mort de faim durant l'hiver 1941-1942. Sa famille n'ayant pas été informée de sa mort, dans l'imagination de son fils et dans son journal, le père était toujours vivant. En 1946, après la fin de la guerre, Rein Vare et sa sœur purent retourner en Estonie pour vivre auprès de membres de leur famille. Leur mère, qui avait tenté désespérément de retrouver ses enfants, réussit à s'enfuir de Sibérie, mais elle fut capturée à Leningrad avant de gagner l'Estonie et condamnée à trois ans supplémentaires de Goulag. En 1951, Rein Vare, alors âgé de vingt ans et ayant obtenu son diplôme en Estonie, fut une nouvelle fois arrêté. Il fut détenu à la prison Patarei de Tallinn durant quelques mois avant d'être renvoyé en exil en Sibérie. Si les membres restants de la famille Vare parvinrent à regagner leur patrie en 1958, ils n'étaient plus les mêmes personnes. Rein Vare était devenu aigri, il avait des difficultés à garder un emploi et avait tendance à abuser de l'alcool. Il est mort dans la solitude, l'année rendue célèbre par George Orwell – 1984 –, un homme brisé. Son journal n'a été découvert qu'après sa mort et a été publié à l'indépendance de l'Estonie. Le journal de Rein Vare peut être considéré comme la version estonienne du Journal d'Anne Frank.

La première année du régime communiste soviétique eut un impact profond sur le peuple estonien. L'ampleur et la cruauté de la violence systématique étaient à ce point choquantes et contraires au bon sens que la nation dans son ensemble parvint instinctivement à la même conclusion: rien ne pourrait être pire. En règle générale, l'opinion publique estonienne des années 30 avait tendance à avoir moins de sympathie pour l'Allemagne que pour la Russie. Au lendemain du 14 juin 1941, l'Allemagne de Hitler était considérée comme le moindre de deux maux terribles.



IV. L'OCCUPATION NAZIE DE L'ESTONIE (1941-1944)

Totalement coupés des démocraties occidentales, le seul espoir qu'il restait aux Estoniens était de compter sur le déclenchement d'une guerre entre les deux prédateurs, Staline et Hitler. Après l'invasion d'Hitler le 22 juin 1941, le régime communiste considérait la population locale comme un ennemi potentiel. À mesure que l'Armée rouge se retirait, des bataillons de la mort parcouraient le pays, recherchaient et neutralisaient les agents supposés de l'ennemi, et appliquaient la tactique de la terre brûlée. Près de 2 400 personnes furent assassinées par ces bataillons de la mort soviétiques, la grande majorité sans même une décision de justice officielle. Les exécutions les plus massives de prisonniers eurent lieu dans la prison de Tartu, à Tallinn et à Kuressaare (centre administratif de Saaremaa).

Mobilisés de force dans l'Armée rouge, au moins 33 000 hommes furent emmenés en Russie. La majeure partie des 5 600 soldats et sous-officiers estoniens du 22^e corps territorial basé en Estonie (les officiers estoniens du corps avaient été arrêtés en masse au préalable) désertèrent lors des premières rencontres avec les Allemands ou furent faits prisonniers. En août 1941, le reste de ces soldats ainsi que des milliers de conscrits finirent dans les camps de travaux forcés du Grand Nord en tant que personnes «non fiables». Ces camps ne différaient guère des goulags soviétiques, au moins 8 000 Estoniens y périrent l'hiver suivant, de faim ou en raison des conditions de travail inhumaines. Face à la progression allemande, Staline changea ensuite d'avis et, en septembre 1942, le corps national estonien d'infanterie (25 000 à 30 000 hommes) fut constitué avec les conscrits survivants et des Estoniens vivant en Union soviétique. Ce corps d'infanterie participa à l'effort de guerre soviétique et fut démantelé en 1946.

Afin d'échapper à cette nouvelle vague de terreur et à la mobilisation forcée dans l'Armée rouge, des milliers d'hommes décidèrent de se réfugier dans les forêts et commencèrent à s'organiser en groupes d'autodéfense. En de nombreux endroits, les unités partisans appelées «les Frères de la forêt» protégeaient leurs villages de la destruction et tentaient de récupérer leurs compatriotes arrêtés par le NKVD. Dans plusieurs régions, les «Frères de la forêt» s'emparèrent du pouvoir, hissèrent le drapeau estonien et proclamèrent la restauration de la République d'Estonie. Tartu, la deuxième plus grande ville d'Estonie, fut libérée par les «Frères de la forêt». Le 28 août 1941, Tallinn tomba aux mains d'unités allemandes et estoniennes. Les patriotes estoniens hissèrent les couleurs nationales,

le bleu, le noir et le blanc sur la tour Tall Hermann dans le complexe parlementaire. Le lendemain toutefois, les Allemands remplaçaient le drapeau estonien par la croix gammée.

À l'évidence, Hitler n'était pas intéressé par la restauration d'un État estonien même quasi-indépendant. En réalité, une occupation étrangère avait remplacé l'autre. Le 29 juillet 1941, Jüri Uluots, le dernier Premier ministre légitime estonien présenta, en sa qualité de Président constitutionnel, un mémorandum aux autorités allemandes dans lequel il réclamait la restauration de la souveraineté estonienne. Son appel fut ignoré. Peu après, un Conseil d'autonomie estonien avec des pouvoirs strictement limités fut formé. En réalité, le Ministre d'État d'Hitler pour les territoires orientaux occupés, l'Armée allemande et les services de sécurité allemands (Sicherheitsdienst; SD) exerçaient un contrôle total sur le pays. Les plans stratégiques nazis prévoyaient la conversion des États baltes en une zone de colonisation allemande, les éléments de race appropriée étant voués à l'assimilation et le reste de la population à la déportation en Russie.

L'occupation allemande était, à bien des égards, analogue à celle des Soviétiques. La première année, quelque 19 000 personnes furent arrêtées. Parmi elles, environ 45 % furent relâchées après enquête, 5634 furent exécutées et le reste fut envoyé dans les camps de travaux forcés nazis. Aujourd'hui, les noms de 7798 citoyens estoniens exécutés ou ayant péri dans les camps de travaux forcés au cours des trois ans où Hitler détint le pouvoir dans la région sont connus. 929 juifs et 243 Roms qui résidaient en Estonie furent assassinés. Après avoir tué les juifs qui vivaient sur place, les autorités allemandes installèrent plusieurs camps d'extermination en Estonie, vers lesquels les juifs d'Europe centrale et orientale étaient acheminés.

Tout en prétendant s'opposer au communisme, les autorités nazies ne restituèrent pas les biens confisqués par les Soviétiques à leurs propriétaires légitimes pour autant; les agriculteurs étaient autorisés à poursuivre leurs activités, mais ils étaient fortement taxés et leurs derniers droits de propriété étaient en fait suspendus. Cette situation rendit les forces d'occupation allemandes de plus en plus impopulaires parmi les Estoniens. En octobre 1943, les autorités allemandes se lancèrent dans la mobilisation forcée dans les services du travail (Arbeitsdienst) et, plus tard, dans une légion estonienne. Pour y échapper, des centaines de jeunes hommes fuirent secrètement par la mer en Finlande. En décembre 1943, un régiment estonien de volontaires se constitua au sein de l'armée finlandaise. Ils avaient pour but ultime de créer une organisation militaire indépendante en vue de la restauration future de l'indépendance.



En octobre 1943, les forces démocratiques commencèrent à s'organiser clandestinement. Les Estoniens avaient placé leurs espoirs dans la Charte atlantique du 14 août 1941, dans laquelle les dirigeants américains et britanniques s'étaient engagés à restaurer la souveraineté de toutes les nations qui en avaient été privées en raison de la Guerre mondiale. Un comité national clandestin se forma et se réunit pour la première fois le 14 février 1944. Plusieurs de ses membres furent arrêtés en avril et envoyés dans des camps de concentration. Les autres se cachèrent et poursuivirent leurs activités en coopération avec les représentations diplomatiques estoniennes d'avant l'occupation, situées en Suède et en Finlande. En juillet 1944, le comité national publia un manifeste pour la nation estonienne, en se donnant comme objectif premier la restauration de la république démocratique avant le retour de l'Armée rouge.

En janvier 1944, l'Armée rouge avait atteint la frontière estonienne. L'imminence de la perspective horrifiante de voir revenir le régime soviétique incita les dirigeants nationaux à soutenir la mobilisation totale décrétée par les Allemands. Des milliers d'Estoniens qui avaient été intégrés à l'armée allemande participèrent à des combats au nord-est de l'Estonie, qui arrêtaient l'invasion de l'Armée rouge pour plusieurs mois. En septembre 1944, la Finlande sortie de la guerre, Hitler décida de se retirer d'Estonie. Les forces patriotiques tentèrent alors désespérément de tirer parti de cet instant. Le 18 septembre 1944, Jüri Uluots proclama un gouvernement temporaire dirigé par l'ancien ministre Otto Tief. Des affrontements entre soldats estoniens et allemands eurent lieu, et le drapeau national bleu-noir-blanc fut une fois de plus hissé au sommet de la tour Tall Hermann. Le 22 septembre 1944 pourtant, Tallinn était à nouveau occupée par les troupes soviétiques. Les Russes n'eurent à retirer aucun des symboles nazis, les patriotes estoniens s'en étant déjà chargés. Par contre, ils commencèrent à amener les couleurs nationales estoniennes. La plupart des membres du gouvernement temporaire furent arrêtés. Uluots s'enfuit en Suède et y forma un gouvernement en exil. Les Estoniens ne s'étaient fait aucune illusion sur le retour de la domination soviétique. Plus de 80 000 Estoniens (un habitant sur douze) prirent la fuite comme ils le pouvaient de l'autre côté de la mer Baltique, la majeure partie dans de petites embarcations. Les plus chanceux débarquèrent en Suède, d'autres restèrent immobilisés des années dans des camps de déplacés en Allemagne avant de pouvoir gagner les États-Unis, le Canada, l'Australie et nombre d'autres pays.

V. L'OCCUPATION SOVIÉTIQUE DE L'ESTONIE (1944-1986)

Avec le début de la nouvelle occupation, l'Estonie connut une nouvelle vague de terreur, encore plus grave cette fois. Au lendemain de la guerre, au moins 53 000 personnes furent arrêtées en Estonie pour des motifs politiques. Entre 1944 et 1953, pas moins de 30 000 personnes furent condamnées aux camps de travaux forcés soviétiques (la peine était en général de 25 ans), dans lesquels plus d'un tiers – environ 11 000 – laissèrent la vie. La société d'après-guerre avait revêtu la forme de la République socialiste soviétique d'Estonie (RSSE), mais elle était soumise, pour toutes les questions importantes, au contrôle centralisé de Moscou. En 1946, le Parti communiste estonien (une branche du Parti communiste de l'Union soviétique) ne comptait que 7 000 membres, dont 52 % étaient des fonctionnaires et immigrants russes tout juste arrivés en Estonie, 27 % étaient des Estoniens de naissance et 21 % des Estoniens russifiés d'Union soviétique. La dernière catégorie, ainsi que les officiers du corps estonien d'infanterie, formaient la classe dirigeante soviétique locale. En 1947 déjà, une campagne contre les «nationalistes bourgeois» frappa l'élite culturelle, suivie, en 1949-1951, d'une purge des dirigeants communistes locaux. Toutes les Églises eurent à souffrir durement de la répression et de la politique athée officielle. Sur 260 pasteurs luthériens avant l'occupation, il n'en restait plus que 63 en 1952. Les autres avaient été arrêtés ou avaient fui en Occident. En application du plan d'industrialisation planifié par Moscou, des usines d'industrie lourde et de construction navale furent installées, dans un pays qui n'avait ni les matières premières ni la main-d'œuvre nécessaires. Près de la moitié de ces usines servaient à satisfaire les besoins du complexe militaro-industriel soviétique, et employaient des techniciens et des travailleurs venus de Russie. En tant que région frontalière, l'Estonie était couverte de bases militaires soviétiques et était gardée par des milliers de gardes-frontières.

Afin de réprimer l'esprit de résistance, les autorités soviétiques entamèrent les préparatifs en vue d'une nouvelle déportation massive. Le prétexte en fut la nécessité de surmonter la résistance passive des agriculteurs aux politiques de collectivisation. Cette répression fut officiellement appelée «liquidation des koulaks (agriculteurs indépendants) en tant que classe». Les 25 et 26 mars 1949, quelque 21 000 personnes, essentiellement des agriculteurs, furent emmenées hors d'Estonie avec leurs familles pour être réinstallées dans des régions éloignées de Sibérie. Cet acte

de terreur massive déboucha sur la formation de près de 3 000 exploitations agricoles collectives en Estonie en à peine quelques mois. Les agriculteurs devaient remettre leurs terres, leurs machines agricoles et leur bétail aux mains du prolétariat agricole. Les conditions de vie en Sibérie étaient dures toute l'année et les déportés étaient officiellement traités comme des citoyens de seconde classe, politiquement non fiables.

Le sort de 5 000 Estoniens déportés vers la région d'Omsk et installés à proximité de la zone de tests nucléaires de Semipalatinsk fut particulièrement tragique. Entre 1949 et 1956, près de 260 bombes atomiques à hydrogène y furent testées. Les victimes de maladies dues aux radiations sont restées des décennies durant sans information ni aide médicale. Au total, les pertes estoniennes au cours des deux occupations sont estimées à quelque 200 000 personnes, soit 17 % de la population. Aujourd'hui, le nombre de citoyens estoniens en Estonie demeure inférieur à celui de 1939.

Plusieurs changements de ton dans la politique soviétique intervinrent après la mort de Staline en 1953. Après la critique, fomentée par Khrouchtchev, des «excès» de Staline en 1956 et en 1961, la majorité des prisonniers politiques furent relâchés et, peu à peu, les déportés furent autorisés à regagner leur patrie. Leurs biens ne leur furent toutefois pas rendus, et beaucoup ne purent réinvestir leurs anciennes propriétés. Ceux qui avaient subi la répression continuèrent à être considérés comme ces citoyens de seconde classe, qui restaient sous la surveillance des organes de sécurité. En réalité, l'ensemble de la population avait le statut d'otages collectifs, gardés par plus de cent mille hommes de l'Armée rouge et gardes-frontières soviétiques, soit en moyenne un soldat soviétique pour 15 habitants. Les îles et le littoral étaient isolés du reste du pays, en tant que zones frontalières spéciales. Pour pénétrer ces zones, il fallait un permis du ministère de l'intérieur.

Bien que la terreur systématique se fût affaiblie au sein de l'Union soviétique à compter de la deuxième moitié des années 50, elle avait atteint son objectif premier: susciter une profonde aversion pour tout type d'activité indépendante. Dès lors que des milliers de couples arrêtés ou déportés étaient restés séparés durant des années, des dizaines de milliers d'enfants ne purent naître. La politique soviétique officielle en matière de population aggrava les problèmes démographiques estoniens. Les Estoniens qui avaient été expédiés en Sibérie furent remplacés par des dizaines de milliers de colons en provenance d'autres régions de l'URSS. Alors qu'en 1945, les Estoniens constituaient 88-90 % de la population, ils n'en représentaient officiellement plus que 61 % en 1989. Les estimations non officielles sont encore plus pessimistes. En 1979,

le nombre d'Estoniens ethniques (948 000) était toujours inférieur à son niveau d'avant l'occupation (982 000). Les villes estoniennes situées à la frontière avec la Russie, au nord-est de l'Estonie, ont été délibérément transformées en villes 100 % russes, les anciens habitants s'étant vus refuser le droit de rentrer chez eux.

Les éléments économiques et sociaux restants d'une société basée sur la libre propriété ont été totalement liquidés par la nouvelle occupation soviétique. La nationalisation de l'économie a rendu le peuple totalement dépendant du système possédé et contrôlé par l'État. La collectivisation forcée a fait des ravages dans la production agricole, poussant les producteurs agricoles au bord de la famine et entraînant des pénuries d'aliments de base. En 1952, le véritable pouvoir d'achat des salaires en termes de panier alimentaire était estimé à un tiers de celui de 1939. À la fin des années 50 et dans les années 60, les réformes de Khrouchtchev permirent davantage d'initiative locale, afin de stimuler la productivité. Le niveau de vie commença à s'améliorer et, très vite, il fut considéré comme meilleur que dans le reste de l'Union soviétique. Tous ces éléments avaient fait des États baltes, avec leurs connexions étrangères et leurs denrées légèrement supérieures, ainsi qu'avec les restes de leur culture d'avant-guerre, une province soviétique atypique, à l'apparence d'un «Occident soviétique» trompeur, avidement visitée et colonisée par quantité de personnes venues d'autres régions de l'Union soviétique.

À la fin des années 60, les réformes économiques s'arrêtèrent. Tant dans l'industrie que dans l'agriculture, le gigantisme gagnait du terrain et, dans l'exploitation irresponsable des ressources, la qualité était négligée, voire ignorée. En conséquence des projets industriels et miniers à grande échelle planifiés par Moscou, la situation écologique s'aggrava de manière considérable. Même si la production agricole s'améliorait, plus de la moitié était redistribuée par le centre à d'autres régions de l'Union soviétique; les producteurs réels devaient se satisfaire de maigres quotas. La stagnation économique et les conditions sociales précaires étaient de plus en plus considérées comme le fruit de l'essence même du système communiste. Une comparaison entre l'Estonie et la Finlande permettait de le confirmer. Les conditions et le mode de vie en Finlande et en Estonie étaient comparables en 1939. Après 1944, le développement selon les deux systèmes différents avait produit une disparité croissante, alors même que la Finlande avait été handicapée pendant dix ans par l'obligation de payer des réparations massives à l'Union soviétique. En ce qui concerne les caractéristiques sociales et la prospérité de base, les Finlandais avaient



prospéré et les Estoniens pas. En 1987, le PIB par habitant finlandais s'élevait à 14370 dollars américains, sept fois plus que celui de l'Estonie soviétique avec moins de 2 000 dollars américains. À mesure que plus d'informations devenaient disponibles, notamment celles que les Estoniens pouvaient voir à la télévision finlandaise, et à mesure que les voyages devenaient plus fréquents, la population devint de plus en plus consciente de cette disparité et la confiance dans le modèle de développement soviétique n'en fut que plus minée.

La situation devint particulièrement sombre après 1978, lorsque Brejnev poussa l'idéologie du patriotisme et de l'internationalisme socialistes, qui visaient officiellement à fusionner les différents peuples en une nouvelle entité russophone historique, la nation soviétique. Dans les «provinces nationales» telles que l'Estonie, il fallait pour ce faire intensifier la campagne contre les «vestiges du nationalisme» et l'«égotisme provincial», ainsi que la russification aux dépens de la langue et de la culture locales. Les autorités communistes tentèrent d'introduire de façon artificielle de nouvelles traditions soviétiques pour toute l'Union, dans le but de surmonter l'«introversion nationale» et les coutumes religieuses qui avaient survécu. Ces mesures combinées à l'invasion soviétique de l'Afghanistan (où, dans les années 80, des centaines de recrues estoniennes ont été tuées ou mutilées) ont tiré la sonnette d'alarme pour l'avenir de la nation estonienne et de son identité.

VI. LE MOUVEMENT DE RÉSISTANCE EN ESTONIE

La nouvelle occupation soviétique de 1944 avait provoqué un mouvement de résistance armée. Le nombre de «Frères de la forêt» était estimé à environ 30 000, soit près de 4 % de la population totale au début de 1945. Dans la Grande-Bretagne d'avant-guerre, cela aurait représenté 1,6 million de personnes et, aux États-Unis, plus de 5 millions de partisans. En 1949 encore, deux divisions de l'armée soviétique (27 650 soldats) furent déployées contre les partisans. Seule la déportation massive des agriculteurs en 1949 réussit à disperser la base de la résistance, tandis que la défaite de la révolution hongroise en 1956 brisa la résistance morale des derniers 700 hommes qui se cachaient toujours dans la forêt. D'après des informations soviétiques, entre 1944 et 1953, 20 351 résistants furent «neutralisés». Parmi eux, plus de 2 000 auraient péri au

combat. Les partisans ont pour leur part tué environ 2 000 soldats de l'armée rouge, officiers du NKVD et « activistes soviétiques ».

Peu après la mort de Staline en 1953, des groupes clandestins, souvent formés d'étudiants, tentèrent de répandre des idées de liberté et d'apprendre la véritable histoire dans le but de saper la dictature communiste. Ces groupes distribuèrent des brochures patriotiques, hissèrent le drapeau estonien interdit lors des fêtes nationales, stockèrent des armes, détruisirent des symboles et monuments communistes à peine érigés. La plupart d'entre eux s'exposaient, avec tous leurs membres, à une condamnation au goulag.

L'ère Khrouchtchev posa un nouveau dilemme aux Estoniens: persister dans l'opposition mentale acharnée ou s'adapter à la société communiste. Le niveau de vie s'améliorant, les gens pouvaient se concentrer sur leur vie de famille. L'échec des démocraties occidentales à fournir une assistance tangible aux Hongrois en 1956 avait définitivement anéanti tous les espoirs d'avenir des Estoniens. Il était devenu évident que la domination soviétique était là pour rester. Ce constat marqua le début d'une pénible période d'adaptation et de collaboration. Cette adaptation était toutefois mêlée de craintes grandissantes quant à l'avenir de l'identité, de la culture et de la langue nationales. En conséquence de l'industrialisation promue par Moscou et de l'afflux massif de main-d'œuvre en provenance de Russie, un compte à rebours s'était déclenché dans l'esprit de bien des Estoniens, les mettant en garde contre l'imminence du moment où les indigènes deviendraient une minorité dans leur propre patrie. Dans ce contexte, même de nombreux carriéristes soviétiques restèrent intimement partagés entre l'idéologie officielle et leur nationalité menacée. Il est clair aujourd'hui que le prix payé pour une certaine amélioration économique et la liberté individuelle accrue du fait de l'accommodation au système a constitué une déformation durable du tissu moral de la nation.

Après l'élimination du Printemps de Prague en 1968, le mouvement résistant fit sa réapparition. En 1972, deux groupes estoniens clandestins lancèrent un appel aux Nations unies. Insistant sur la continuité légitime de la République estonienne, ils demandèrent aux Nations unies de les aider à repousser les forces d'occupation et à organiser des élections libres. Cinq personnes soupçonnées d'être les auteurs de cet appel furent condamnées en 1975 pour avoir « calomnié » l'Union soviétique. L'objectif était néanmoins atteint: attirer l'attention directe sur l'aspect le plus vulnérable de l'autorité soviétique, à savoir sa nature illégitime. La première conférence



d'Helsinki de 1975 encouragea l'opposition à défendre plus ouvertement les droits de l'homme et les libertés démocratiques. Les défenseurs des droits de l'homme étant inquiétés et arrêtés dans le mépris total des principes d'Helsinki, les noms des prisonniers de conscience circulèrent dans le monde libre et ces personnes bénéficièrent d'un soutien et d'une empathie croissants de la part des organisations de défense des droits de l'homme. Le principal cheval de bataille devint la préservation de la véritable histoire, de la langue et de la culture, et, à travers elles, du mode de pensée occidental.

La russification entamée en 1978 suscita une résistance plus articulée et plus générale. De nouveaux magazines, dont « Addenda à la libre circulation des idées et des informations en Estonie », furent publiés clandestinement et des pétitions envoyées à l'étranger. Le mouvement « Solidarność » en Pologne fut suivi avec grand intérêt. En 1979, au 40^e anniversaire du pacte Molotov-Ribbentrop, quarante-cinq défenseurs de la liberté lituaniens, lettons et estoniens signèrent « l'appel balte », dans lequel ils demandaient à la communauté internationale de rectifier les conséquences du pacte germano-soviétique de 1939. Et en 1983, le Parlement européen fut la première institution internationale à réagir positivement à cet appel.

En 1980, les autorités soviétiques eurent recours à la police anti-émeute pour contrer plusieurs manifestations patriotiques spontanées de jeunes qui protestaient contre la russification de l'éducation. La répression brutale de ces lycéens incita 40 intellectuels estoniens à publier une lettre ouverte dans laquelle ils protestaient contre la violence de la police et contre la destruction de la culture nationale estonienne. Malgré les intimidations, cette lettre extrêmement populaire devint une plate-forme modeste mais véritable autour de laquelle tous les Estoniens patriotiques pouvaient se rallier. Le régime soviétique y répondit par plus de répression et en condamnant encore plus de dissidents à des peines d'emprisonnement. En 1981, le chimiste Jüri Kukk de l'Université de Tartu, qui avait ouvertement contesté le système soviétique en 1978, décéda en prison à la suite d'une grève de la faim. Il devint ainsi un martyr du mouvement indépendantiste.

En raison des protestations populaires, les autorités retardèrent la mise en œuvre des mesures de russification prévues. L'essentiel était pour eux qu'ils savaient que la plupart des démocraties occidentales n'avaient pas encore reconnu l'occupation des pays baltes. Cette approche était soutenue par les communautés estoniennes en exil aux États-Unis, au Canada, en Suède, en Australie, etc., lesquelles coordonnaient leurs activités par l'intermédiaire de diverses associations telles que

le Conseil mondial estonien. Grâce à leurs pressions politiques et aux actions de protestations, elles parvinrent à maintenir la question balte sous les feux de la rampe, ce qui redonna courage et soutien aux défenseurs des libertés dans les territoires occupés. À partir de 1982, le Congrès américain adopta chaque année une résolution commune invitant le Président américain à proclamer officiellement le 14 juin (la date des déportations de 1941) Journée de la liberté balte.

VII. RESTAURATION DE L'INDÉPENDANCE

Au milieu des années 80, l'échec de l'économie soviétique, la frustration morale et la démoralisation de la société étaient devenus une évidence, même aux yeux des dirigeants du Kremlin. Vaincu par la supériorité technologique occidentale dans la course aux armes modernes (la «Guerre des étoiles») et acculé dans une impasse économique et politique totale (officiellement qualifiée de «stagnation»), l'autorité soviétique se vit contrainte d'improviser. Pour sauver le système communiste et l'empire soviétique, la seule option qui s'offrait au nouveau leader, Mikhaïl Gorbatchev, consistait désormais à mettre en œuvre des réformes destinées à motiver les citoyens frustrés à travailler plus efficacement. En introduisant une nouvelle dimension d'ouverture et de publicité (officiellement appelée «glasnost») dans le processus de modernisation, Gorbatchev tenta d'injecter une sorte d'oxygène spirituel dans le système. En autorisant une liberté relative d'expression et de critique, il espérait raviver la foi et la motivation des citoyens pour la cause du socialisme. C'est toutefois l'inverse qui se produisit. Comme le vin nouveau versé dans de vieux récipients, l'oxygène de la liberté de parole fit exploser le cadre monopoliste rigide des réformateurs communistes. La voie était désormais ouverte à de véritables changements.

Dans les premières années de la restructuration de Gorbatchev (officiellement appelée «Perestroïka»), deux questions – l'environnement et l'histoire – devinrent le cheval de bataille de l'opposition nationale en Estonie. Les tentatives visant à restaurer la mémoire historique du peuple préparèrent le terrain des initiatives politiques qui suivirent. En 1986, une Société non gouvernementale du patrimoine estonien fut fondée. En moins d'un an, elle mit en place un réseau d'organisations locales couvrant tout le pays. Elle fut suivie en 1987 d'un mouvement de protestation massive visant à protéger l'environnement naturel contre les projets du Kremlin d'entamer l'extraction à grande échelle de minerai de phosphore. Les manifestants s'opposaient non seulement aux nuisances environnementales possibles, mais aussi à l'introduction imminente d'une



nouvelle main-d'œuvre pour travailler dans les mines. Les actions de protestation mobilisèrent des milliers de personnes, qui finirent par remporter la «guerre du phosphore»: les planificateurs soviétiques durent s'incliner. Cette victoire soudaine encouragea les citoyens à viser plus haut.

Le 23 août 1987, la première réunion politique publique eut lieu à Tallinn. Comme dans les deux autres capitales baltes, les organisateurs, dont certains étaient peu de temps auparavant encore prisonniers politiques, attirèrent l'attention sur le pacte Molotov-Ribbentrop de 1939. Rassemblées au Hirvepark (Parc de la biche), à quelques centaines de mètres à peine des bâtiments du gouvernement, plusieurs milliers de personnes réclamèrent la vérité historique. Elles réclamaient que soient dévoilés les protocoles secrets du fameux pacte de 1939. Des sénateurs américains ayant envoyé à Gorbatchev une lettre d'appui à ce meeting, les organes de répression soviétiques hésitèrent, pour finalement s'abstenir de le réprimer. La réussite du meeting du Hirvepark a constitué un encouragement moral de taille en vue d'autres initiatives. Les citoyens ont commencé à perdre leur crainte profondément enracinée. Les manifestations du mois d'août ont été la première grande percée des aspirations baltes dans les médias internationaux.

Entre août 1987 et février 1988, l'atmosphère en Estonie a davantage changé qu'au cours des quarante années précédentes. Les personnes ont pris conscience de leurs possibilités de protester publiquement. Alors que le 2 février 1988 à Tartu, une manifestation politique commémorant la signature du traité de paix de Tartu de 1920 était violemment réprimée par la police anti-émeute, le 24 février (70^e anniversaire de la République d'Estonie), des milliers de personnes réunies à Tallinn manifestèrent leur allégeance à une Estonie libre, cette fois sans interférence. Un autre événement public à Tallinn, le 25 mars 1988, a marqué l'anniversaire des déportations massives de 1949. En raison de leur hésitation, les autorités soviétiques ont rapidement commencé à perdre de contrôle de la situation. Les premiers jours d'avril 1988, une assemblée plénière de l'Union des arts et lettres estoniens, laquelle rassemblait l'élite des artistes, écrivains et compositeurs, a non seulement énoncé les problèmes d'identité et de culture nationales, mais aussi critiqué vertement les politiques culturelles communistes. Le message de ces leaders culturels, retransmis en direct à la télévision, a constitué un véritable électrochoc pour la nation. De nouvelles initiatives politiques ont suivi. Dans le cadre du programme télévisé estonien «Remettons-nous à penser», le 13 avril 1988, l'économiste Edgar Savisaar a préconisé la création d'un front populaire destiné à mobiliser les gens ordinaires via cette organisation presque officielle à l'appui de la Perestroïka de Gorbatchev.



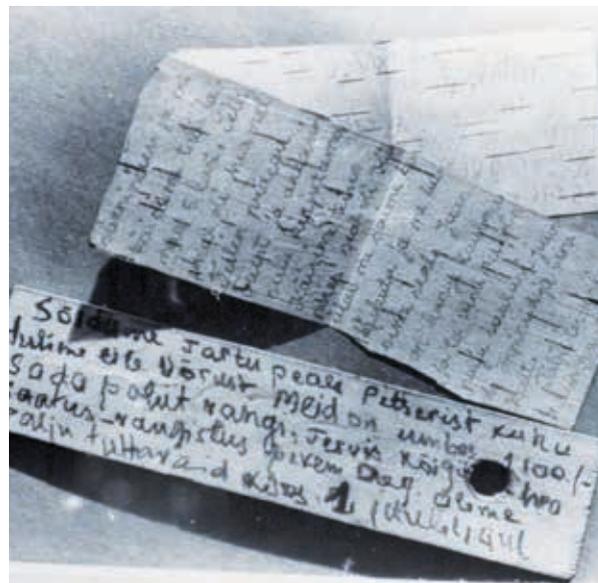
21 juillet 1940, le Conseil d'État estonien est accueilli par les délégations de l'armée et de la marine soviétiques (Musée national estonien).



1941, au château de Kuressaare, les victimes de la terreur rouge (Musée national estonien).



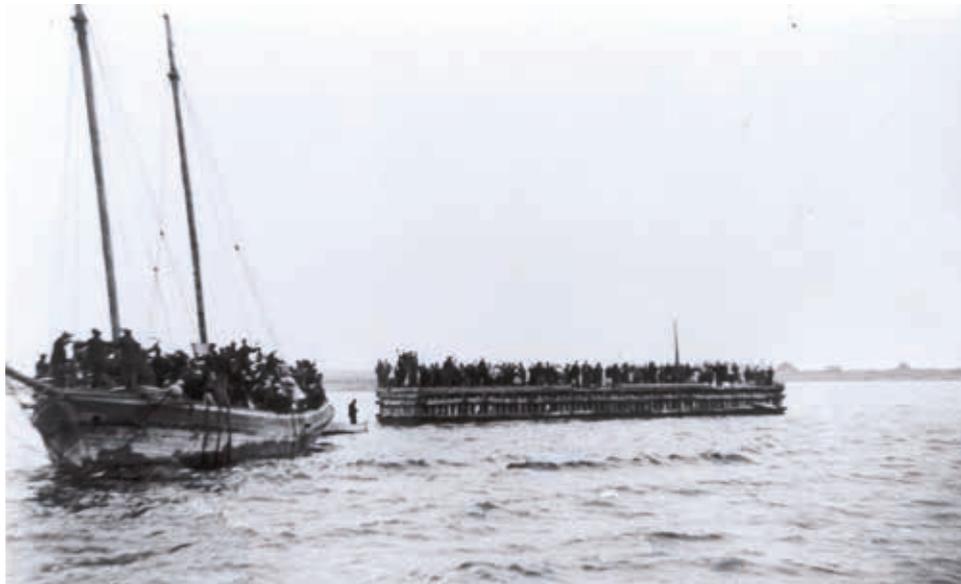
Une affiche parodiant le régime soviétique:
«Le bas est en haut,
le noir est blanc, le jour est la nuit,
ce qui est grand est petit,
ce qui est haut est bas et oui veut dire
non» (Musée national estonien).



1941, des déportés jettent des lettres par la fenêtre (Musée national estonien).



Le bunker des «Frères de la forêt», environ 1941 (Musée national estonien).



1944, Vormsi, une île de l'ouest de l'Estonie; dans le port de Sviby, des habitants de Vormsi quittant le pays. (Musée national estonien)



Camp de réfugiés proche de Leningrad. (Musée national estonien)



1964, zone frontalière, point d'entrée de l'île de Vormsi. (Musée national estonien)



23 août 1988. Le parc de cerfs «Hirvepark» dans le centre de Tallinn a été le berceau de l'initiative citoyenne pour la démocratie en Estonie. La première manifestation à Hirvepark a lieu en 1987, à la date d'anniversaire du pacte Molotov-Ribbentrop, l'accord criminel conclu entre les dictateurs nazis et communistes, qui a scellé le destin des États baltes en 1939. Des milliers de manifestants ont demandé à connaître la vérité, réclamant la publication des protocoles secrets de ce pacte tristement célèbre. Depuis cette date, des citoyens se rassemblent chaque année, le 23 août, à cet endroit. (Tunne Kelam)



11 septembre 1988. «La meilleure chanson estonienne» (Eestimaa laul), au stade de chant de Tallinn. La plus importante manifestation de la «Révolution chantante» a rassemblé quelque 300 000 personnes – soit près d'un tiers des Estoniens vivant sur le territoire de l'Estonie. (Tunne Kelam)



1er mai 1989. La deuxième conférence des nations occupées par l'Union soviétique se tient au manoir de Loodi, dans le sud de l'Estonie. Les organisateurs sont des anciens prisonniers politiques qui ont joué un rôle actif à la tête des nouveaux mouvements démocratiques au sein de leur propre nation. (Tunne Kelam)



Mai 1989, le comité citoyen de Põlva, une petite ville du sud de l'Estonie, a commencé à établir un registre des habitants de celle-ci. La continuité juridique assurée au travers de personnes réelles. (Tunne Kelam)



23 août 1989. À proximité de Tartu, la voie balte, une chaîne humaine unissant quelque deux millions de personnes de Tallinn à Vilnius pour plaider en faveur de la liberté des États baltes. (Musée national estonien)



Février 1990. Les comités citoyens approchent à grands pas de leur objectif – après des activités quasi clandestines, ils sont parvenus, en l'espace d'un an à peine, à figurer sur les principaux placards de la ville de Tallinn annonçant les élections au Congrès estonien. (Tunne Kelam)



11 mars 1990. Ouverture de la première session du Congrès estonien à l'Estonia Concert Hall. (Tunne Kelam)



1996. Lennart Meri, ancien Président estonien (1992-2001), et Ernst Jaakson, diplomate estonien dont la seule contribution a été de maintenir la continuité juridique au travers des services diplomatiques fournis de manière ininterrompue pendant 69 ans, tout d'abord en tant que principal représentant diplomatique de l'Estonie aux États-Unis puis, après l'indépendance, en tant qu'ambassadeur auprès des États-Unis et représentant permanent auprès des Nations unies. (Musée national estonien)



*Réunion du gouvernement estonien, en 2008.
(Service public de la Chancellerie d'État de la République d'Estonie)*

À cette époque toutefois, la situation en Estonie avait changé du tout au tout. Un des événements marquants a été la réunion des Sociétés du patrimoine de toute l'Estonie qui s'est tenue du 14 au 17 avril à Tartu. Les organisateurs ont osé présenter le drapeau national lors d'une réunion publique de 10 000 personnes, affichant à nouveau les trois couleurs nationales interdites depuis longtemps, bleu, noir et blanc, mais sur des bandes de tissu séparées. Immédiatement, ces couleurs ont commencé à se répandre partout. Aux quatre coins du pays, les participants sont retournés chez eux animés d'un nouvel esprit de courage et d'espoir. Fin mai et début juin déjà, on pouvait voir ces trois couleurs dans de nombreux événements publics partout en Estonie.

En mai 1988, les idéaux politiques nationaux ont commencé à attirer des milliers de jeunes. Les musiciens de rock estoniens les plus connus ont transformé le message patriotique en un langage et un style que la plus jeune génération n'a pas tardé à embrasser. D'une certaine manière, les «Cinq chansons patriotiques» d'Alo Mattiisen et Juri Leesment ont jeté un pont entre le réveil national du XIX^e siècle et celui d'aujourd'hui. Lorsqu'au mois de juin, les autorités tentèrent d'interrompre la représentation de ces chansons au square municipal de Tallinn, la foule se rendit sur le terrain où avait lieu le festival de musique, à la périphérie de la ville. C'est ainsi qu'ont commencé les «festivals nocturnes de la chanson» spontanés, au cours desquels des dizaines de milliers de personnes brandissaient le drapeau national, chantaient des chants patriotiques et faisaient la fête nuit après nuit. Ce formidable esprit de rassemblement et d'unité a renforcé le sentiment de force et donné courage aux citoyens. C'est à cette époque que l'artiste Heinz Valk inventa l'expression «révolution chantante».

La révolution chantante a réveillé les masses. Sur le plan politique, durant l'été 1988, les instigateurs du Hirvepark ont préparé une solution alternative au monopole du Parti communiste. Le 20 août 1988, le premier parti politique démocratique sur le territoire de l'Union soviétique – le Parti pour l'indépendance nationale de l'Estonie (ERSP) – était fondé. Tandis que les mouvements précédents s'étaient abstenus de contester ouvertement la dictature communiste et envisageaient leurs programmes de réformes dans le cadre de l'Union soviétique, l'ERSP fit de la restauration d'une République d'Estonie pleinement indépendante sur la base de la continuité légitime son objectif principal. L'ERSP voyait en l'indépendance politique la pièce maîtresse et une condition préalable à toute véritable réforme. Si les élites estoniennes soviétiques se distancaient toujours de l'idée d'une indépendance politique, la jugeant irréaliste et provocatrice, un des plus vieux



tabous politiques était brisé. L'ERSP n'ayant pas été éradiqué, sa création incita la restauration d'un système multipartite non seulement en Estonie, mais aussi ailleurs en Union soviétique.

Ces changements eurent également une incidence sur les structures soviétiques. En septembre 1987 déjà, une proposition d'Estonie économiquement autonome avait été avancée. En juin 1988, Karl Vaino, le haut dirigeant communiste résolument favorable à Moscou avait été remplacé après de longues années par Vaino Väljas, qui donna le feu vert aux activités du front populaire et évita l'élimination des forces démocratiques locales. En novembre 1988, le Conseil suprême estonien publia une déclaration sur la souveraineté, se rapprochant ainsi un peu plus du conflit ouvert avec Moscou.

Les mouvements démocratiques nationaux prirent une nouvelle fois la tête du processus politique. Le 24 février 1989, la Société du patrimoine, l'ERSP et l'Union chrétienne d'Estonie lançaient l'initiative citoyenne la plus importante de l'histoire moderne de l'Estonie, le mouvement des comités de citoyens. Se fondant sur l'existence légitime continue de la République d'Estonie, ce mouvement entreprit de déterminer les citoyens légitimes du pays. Même si les comités ne pouvaient à l'évidence compter sur le soutien des autorités soviétiques et ne disposaient pas des moyens financiers et d'une couverture médiatique suffisante, en un an, les organisateurs arrivèrent à réaliser un véritable recensement politique national et à inscrire 790 000 personnes en qualité de citoyens légitimes de la République d'Estonie, une République qui n'était encore qu'un rêve dans la réalité soviétique. Par ailleurs, 60 000 demandes de citoyenneté furent enregistrées. Les immigrants de l'époque soviétique qui osaient soutenir la restauration de l'indépendance se voyaient promettre des procédures simplifiées lorsque l'indépendance serait restaurée. Des réseaux de comités locaux de citoyens se formèrent dans tout le pays et, en novembre 1989, un comité général des citoyens estoniens fut élu. C'était un réel acte de courage que de se faire enregistrer publiquement en tant que citoyen de la République d'Estonie, tout en continuant à être titulaire d'un passeport interne soviétique. L'effet cumulé de milliers d'enregistrements de ce genre fut comme un véritable et puissant référendum en faveur d'une indépendance à part entière. Le fait de se redécouvrir citoyen de l'Estonie finit par réunir les partisans de tous les groupements politiques, en ce compris du front populaire, dont les dirigeants s'étaient à l'origine opposés au mouvement. Le comité des citoyens offrait une voie alternative au système communiste, en détruisant en l'espace d'un an le peu de crédibilité qu'il restait au parti. Fin 1989, le nouvel objectif politique national était défini: un État-nation indépendant.

Lors de l'élection au Congrès des députés populaires de toute l'Union le 26 mars 1989 convoquée par Gorbatchev et permettant un choix de candidats, le front populaire remporta la plupart des sièges. Au Congrès, les représentants baltes formèrent un groupe uni. Les objectifs fixés étaient l'autonomie économique des États baltes et la dénonciation du pacte Molotov-Ribbentrop de 1939.

Le 23 août 1989, pour marquer le 50^e anniversaire du pacte Molotov-Ribbentrop, quelque deux millions d'Estoniens, de Lettons et de Lituaniens se donnèrent la main pour former une chaîne humaine sans précédent traversant les trois États baltes. Cette image très forte représentait le souhait des États baltes de retrouver la liberté qui leur avait été volée par le fameux pacte. Cet événement fit la une des journaux à travers le monde, attirant encore plus clairement l'attention du monde entier sur la question balte. En décembre 1989, Gorbatchev dut reconnaître que les clauses secrètes du pacte Molotov-Ribbentrop étaient à l'origine de l'occupation des États baltes; il nia toutefois que cela puisse jeter un doute sur le fait que ces pays faisaient bien partie de l'Union soviétique.

Le 24 février 1990, des élections au Congrès d'Estonie eurent lieu. Avec un taux de participation de 90 % des citoyens enregistrés, le Congrès composé de 499 membres se composait de représentants de 31 partis et mouvements (les groupes les plus puissants étant le front populaire, la Société du patrimoine et l'ERSP). Le Congrès d'Estonie se réunit pour la première fois les 11 et 12 mars. Ses décisions reposaient sur le droit international et incluaient une déclaration sur la restauration du pouvoir légitime de l'État, un plan d'action destiné à restaurer l'indépendance et la demande du retrait des troupes d'occupation soviétiques. L'Estonie était bien en passe de retrouver son indépendance. En tant que solution alternative viable et significative aux organes officiels soviétiques, le Congrès a donné à ce moment un exemple qui a été ensuite suivi en Lettonie, en Géorgie, au Tatarstan et ailleurs. Le Congrès a aussi réclamé une période de transition vers l'indépendance en coopération avec le Conseil suprême de la RSSE. Le Président élu de son comité permanent était Tunne Kelam (ERSP).

Les élections du Conseil suprême de la RSSE ont eu lieu en mars 1990. Bien qu'officiellement soviétiques toujours, ces élections étaient pratiquement démocratiques, avec différents partis en lice. Le nouveau gouvernement de l'Estonie soviétique, dirigé par le chef de file du front populaire, Edgar Savisaar, a commencé à éloigner progressivement le pays de la domination soviétique. Une période initiale de coopération avec le Congrès d'Estonie a pris fin lorsque le Premier ministre a commencé à traiter celui-ci comme une opposition.



En janvier 1991, des forces spéciales soviétiques ont conduit des attaques brutales en Lituanie et en Lettonie. L'Estonie y a peut-être échappé en signant un accord de coopération entre les autorités estoniennes et le Président de la Fédération de Russie, Boris Yeltsin. Moscou était toutefois toujours opposé à l'indépendance des États baltes.

Le 19 août 1991, une tentative de coup d'État militaire à Moscou a donné aux nations baltes l'occasion de restaurer leur indépendance. En l'espace d'un jour, les dirigeants du Congrès d'Estonie et du Conseil suprême ont dégagé une entente nationale sur les principes de restauration de l'État et sur les mécanismes de procédure. La décision de créer une Assemblée constitutionnelle a été décisive. Le 20 août 1991, le Conseil suprême a adopté, de concert avec le Congrès, une proposition de restauration de l'indépendance sur la base de la continuité légitime de la République d'Estonie. L'indépendance de l'Estonie a d'abord été reconnue par la Fédération de Russie de Yeltsin, puis par l'Islande et le Danemark. En quelques semaines, les principaux pays occidentaux ont tous rétabli des relations diplomatiques avec l'Estonie à nouveau indépendante. Le 17 septembre 1991, l'Estonie est devenue membre de l'Organisation des Nations unies.

VIII. LES FORCES SOCIALES DE TRANSITION ET DE DÉVELOPPEMENT POLITIQUE EN ESTONIE APRÈS LA RESTAURATION DE L'INDÉPENDANCE

Après la restauration de l'indépendance, il a fallu commencer à travailler sur les documents de base et les structures nécessaires à une société démocratique. Une assemblée constitutionnelle représentant sur une base égalitaire les membres du Congrès d'Estonie et le Conseil suprême, a été élue en septembre 1991. Le Congrès d'Estonie a ensuite déclaré que sa mission en tant que restaurateur légitime de l'indépendance avait été accomplie avec fruit. Le nouveau projet de Constitution, fortement influencé par le modèle politique allemand, a été présenté en avril 1992 et approuvé par référendum populaire le 28 juin 1992. Les élections à la Présidence de la République et au Parlement, le Riigikogu, ont été fixées au 20 septembre 1992.

En janvier 1992, le gouvernement d'Edgar Savisaar a démissionné en raison d'une crise économique et politique. Le nouveau Premier ministre, Tiit Vähi, s'est occupé de l'administration du pays jusqu'aux élections nationales de septembre. À l'été 1992, une réforme monétaire a introduit la couronne estonienne, dont le cours a été fixé par rapport au mark allemand. La responsabilité du système financier estonien a été confiée à un comité monétaire indépendant.

La force motrice sociale de la transition est venue des intellectuels de différentes générations, en particulier des jeunes qui avaient intégré les idées apparemment plus radicales des anciens dissidents. La Société du patrimoine, l'ERSP et le Congrès d'Estonie ont été des foyers dont jaillirent de nouveaux hommes politiques plus démocrates. En 1992, un nouveau mouvement de centre-droite, «Pro Patria» était créé et s'associait au Parti Populaire Européen.

Le 20 septembre 1992, les élections parlementaires donnèrent la victoire à la liste Pro Patria, sous le slogan «Faisons le ménage !». Ce parti préconisait un tournant radical de l'est vers l'ouest, de la société soviétique à une économie de marché libre. Le front populaire de Savisaar sorti troisième fut relégué dans l'opposition. Le 21 octobre, le premier gouvernement démocratique depuis 1940 était formé sous la direction de l'ancien historien, Mart Laar, alors âgé de 33 ans. La coalition de centre-droite rassemblait Pro Patria, les modérés et l'ERSP. Trivimi Velliste, le chef de file de la Société du patrimoine, fut nommé Ministre des Affaires étrangères.

Les élections présidentielles portèrent deux candidats au second tour: l'ancien Président du Conseil suprême de la RSSE, Arnold Rüütel, et le candidat de Pro Patria, l'écrivain Lennart Meri, s'opposèrent au Parlement. Le 5 octobre, le Riigikogu élisait Lennart Meri premier Président de la République depuis l'occupation. Meri, Président depuis 2001, brillant intellectuel et polyglotte, a installé l'image occidentale de l'Estonie sur la scène internationale.

Face à la crise économique dévastatrice qui a suivi l'effondrement de l'économie soviétique, le nouveau gouvernement a immédiatement lancé toute une série de réformes fondamentales, malgré l'opposition féroce des forces politiques associées avec les réseaux et pratiques de l'époque soviétique. La réforme du gouvernement a réduit de façon radicale le nombre de ministres et préparé le terrain pour une fonction publique apolitique. De jeunes fonctionnaires éduqués ont ainsi commencé à remplacer les fonctionnaires de l'époque soviétique. Dans le cadre d'un vaste processus de privatisation, le gouvernement a radicalement réduit la participation directe de l'État dans l'économie, en stimulant l'initiative privée et en créant un



climat favorable pour les investisseurs étrangers. La déclaration du Premier ministre que «le gouvernement n'aiderait que ceux qui veulent s'aider eux-mêmes» a déclenché une vague de réactions négatives, mais a aussi induit un changement fondamental dans la société. La principale réalisation du gouvernement Laar a été de tourner le pays de l'est vers l'ouest en deux ans et de tisser des relations de confiance mutuelle avec les dirigeants occidentaux, qui ont apporté leur soutien à la poursuite des réformes.

Le gouvernement a également mis sur pied et équipé les forces armées estoniennes, en essayant dans le même temps d'évacuer l'armée et les bases militaires russes. À cet effet, l'Estonie a obtenu le soutien politique des pays occidentaux et a pu lier cette question au retrait des troupes russes d'Allemagne. À la suite de l'accord conclu entre les Présidents Yeltsin et Meri, les troupes russes ont finalement quitté l'Estonie le 31 août 1994, en laissant toutefois derrière elles plusieurs milliers de militaires soviétiques à la retraite.

En 1994, les réformes économiques ont commencé à porter leurs premiers fruits. L'économie du pays a commencé à enregistrer une croissance et les conditions de vie des habitants se sont améliorées. Dans le même temps, le mécontentement social a pris de l'élan, dans la mesure où les retraités et les fermiers collectifs de l'époque soviétique estimaient que les progrès étaient réalisés à leurs dépens. En septembre 1994, le gouvernement Laar a été défait au Parlement. L'«Union Pro Patria» (formée de la fusion entre Pro Patria et l'ERSP) a subi de lourdes pertes lors des élections de 1995. Toutefois, la nouvelle coalition pragmatique du Parti de la coalition, emmené par le Premier ministre Tiit Vähi, de 1995 à 1998, et les libéraux nouvellement formés (Parti de la réforme) ont poursuivi les réformes.

Les élections de 1999 ont ramené la coalition de centre-droite de l'Union Pro Patria, du Parti de la réforme et des modérés, emmenés une fois de plus par Mart Laar (1999-2003). L'économie s'est ravivée et des efforts renouvelés ont été consentis afin de préparer l'adhésion à l'UE. La coalition s'est séparée fin 2002. Le gouvernement suivant a été dirigé par Siim Kallas, chef de file du Parti de la réforme, en coalition avec le Parti du centre (successeur du front populaire). Les élections de 2003 ont donné le pouvoir à un tout nouveau parti politique, «Res Publica», qui l'a emporté en préconisant de nouvelles politiques et des «mains propres». Son chef de file, Juhan Parts, est devenu Premier ministre en coalition avec le Parti de la réforme et l'Union du Peuple.

La vie politique estonienne a donc été semblable à celle des autres pays postcommunistes. Il existe toutefois plusieurs grandes différences. En Estonie aussi, des gouvernements fermement engagés en faveur des réformes ont été remplacés par des coalitions qui maintenaient des liens avec le passé. Pourtant, même les gouvernements de gauche et populistes n'ont pu changer l'essence de l'évolution politique du pays. Dans le même temps, ce sont les gouvernements les plus réformistes qui sont restés le plus longtemps au pouvoir (les gouvernements de Mart Laar de 1992-1994 et de 1999-2003). D'autre part, le symbolique «Vilnius express» qui, depuis 1992, a ramené d'anciens communistes au pouvoir presque partout en Europe centrale et orientale, n'a eu presque aucun effet en Estonie. Les partis qui ont succédé au Parti communiste n'ont jamais obtenu plus de 1 % des voix. Dans l'ensemble, la politique du pays est restée stable, ce qu'il faut considérer comme l'un des facteurs les plus importants des réformes réussies de l'Estonie. On pourrait en conclure que les électeurs peuvent chasser du pouvoir les réformateurs radicaux, mais pas nécessairement les réformes qu'ils ont introduites, pour autant que les réformes en question aient été mises en œuvre sans tarder.

IX. LES RÉFORMES ÉCONOMIQUES EN ESTONIE

Les dégâts occasionnés par 50 ans de régime soviétique ont pu être pleinement mesurés lorsque l'Estonie est devenue indépendante. Les opposants au système ne remarquaient que rarement les profonds défauts de l'économie communiste, ou ils n'en saisissaient que peu l'ampleur. Cela a toutefois nourri une sorte d'optimisme superficiel, selon lequel il suffirait seulement de chasser les dirigeants communistes du pouvoir pour que les pays libérés atteignent alors rapidement et automatiquement les normes occidentales de développement. Il était extrêmement difficile de comprendre, de l'extérieur, à quel point les économies communistes étaient en retard et dépourvues de structures. En réalité, le retour à un modèle normal d'économie de marché s'est avéré plus difficile, plus compliqué et plus pénible que prévu. La fin du système économique contrôlé par les communistes avait réellement créé des ravages. Les magasins étaient vides, le rouble russe avait presque perdu toute sa valeur. En deux ans à peine (1992-1993), la production industrielle diminua de plus de 30 %, les salaires réels chutèrent de 45 % et le cours du pétrole augmenta de plus de 10 000 %, tandis que le taux d'inflation annuel dépassait 1000 %. Les habitants faisaient la file



pendant des heures pour acheter de la nourriture, le pain et les produits laitiers étaient rationnés. Avec 92 % des échanges commerciaux avec la Russie toujours, l'Estonie continua à dépendre économiquement de Moscou. Le pays n'était pas préparé à rivaliser sur les marchés libres et les premières quantités de devises étrangères furent obtenues moyennant des exportations massives de bois de construction. L'économie centralisée soviétique et les nombreuses bases militaires russes (exemptes de tout contrôle environnemental) avaient gravement endommagé l'environnement naturel. De nombreux experts étrangers ne voyaient en l'Estonie qu'une des «anciennes républiques soviétiques» avec guère d'espoir d'un avenir meilleur.

Ils n'étaient pas non plus si nombreux en Estonie à croire en la possibilité d'un avenir meilleur. Mais au vu du gouffre qui séparait le pays des conditions de vie européennes normales, les nouveaux dirigeants n'avaient qu'une option: faire le grand saut. Traverser le gouffre en plusieurs bonds était impossible. Il n'y avait pas de temps à perdre. La rapidité a été le facteur décisif. Il est des limites à la confiance que les électeurs placent dans leurs responsables politiques, ainsi qu'au niveau de souffrance que les citoyens sont prêts à endurer. Un programme économique radical, lancé aussi vite que possible après la percée politique, a bien plus de chances d'être accepté qu'un programme radical tardif ou qu'un programme alternatif non radical qui introduirait des mesures difficiles au compte-gouttes. Par ailleurs, la libération d'une domination étrangère peut générer un état d'esprit spécial et donner plus de latitude politique au gouvernement. Ce qui semble presque impossible dans des conditions politiques et économiques «normales» devient faisable aux premiers jours de la démocratie, pour autant qu'il y ait un programme politique préparé et un leadership déterminé à mettre en œuvre les réformes.

Un examen approfondi des expériences en Europe centrale et orientale ne montre aucun lien entre le type de réforme économique introduit et l'intensité de la protestation sociale. On peut même affirmer que la prolongation d'un programme de réformes nécessaires peut rencontrer un mécontentement significatif, alors que des mesures équivalentes rapidement adoptées seront acceptées sans trop de problèmes par la population. Partant, les bonnes décisions prises au bon moment peuvent offrir des avantages à ces pays et garantir une plus grande satisfaction de l'électorat en raison des progrès économiques tangibles. En règle générale, la possibilité de conduire des réformes fondamentales ne dure pas, et elle fait rapidement place à la politique «normale» des partis et des groupes d'intérêt opposés.

Un profond réajustement des attitudes est également essentiel afin d'éviter de rester piégé dans la difficile situation postcommuniste, ce qui entraverait fortement la création d'une économie de marché qui fonctionne, fondée sur l'état de droit et la transparence. À l'époque du socialisme imposé par les Soviétiques, la population n'avait pas l'habitude de réfléchir par elle-même, de se lancer dans des changements ou de prendre des risques personnels. Une part importante de la population devait se libérer de la mentalité totalitaire dont elle avait hérité et selon laquelle quelqu'un d'autre allait prendre la responsabilité et résoudre leurs problèmes. Il était donc nécessaire de donner de l'énergie aux citoyens, de les faire bouger et de les motiver à prendre des décisions et des responsabilités.

Les réformes radicales y ont contribué. La première a été la réforme monétaire en 1992. L'Estonie est devenue le premier pays libéré de l'Union soviétique à introduire sa propre monnaie, la kroon, dont le cours a été fixé sur celui du DEM via un système de comité monétaire. La deuxième décision fondamentale prise par le nouveau gouvernement de 1992 consistait à introduire un budget en équilibre. Sans cela, la réforme monétaire aurait été sans effet. L'Estonie a ouvert son économie, en abolissant toutes les barrières douanières et en introduisant un programme de libéralisation radicale. La réforme foncière a été lancée, afin de restaurer les droits de propriétés des anciens propriétaires et de privatiser presque toutes les entreprises d'État. Une grande attention a été portée à l'état de droit et à la réforme judiciaire et administrative, ce qui a aussi permis de lutter contre la corruption. Le développement économique a été dopé par des réformes fiscales audacieuses; en 1994, un impôt fixe sur les revenus a été introduit et, en 2000, un impôt sur les revenus des sociétés issus des bénéfices réinvestis a été supprimé.

La croissance de l'Estonie a commencé à s'accélérer, atteignant 10 %, et pas seulement pour une année. L'Estonie est désormais méconnaissable. On a même du mal à se rappeler à quoi l'Estonie ressemblait sous le système socialiste. L'Estonie est devenue le premier ancien pays communiste à passer au statut d'économie libre selon l'indice annuel de liberté économique de la Fondation Heritage. Et ce qui est encore plus remarquable, c'est qu'elle n'est pas seulement une «économie libre», mais elle compte en outre parmi les plus libres du monde. Par conséquent, l'Estonie est devenue le pays qui connaît la croissance économique la plus rapide d'Europe. Jusqu'au ralentissement économique mondial en 2008, le taux moyen de croissance économique depuis le début des réformes s'élevait à 7 % par an. L'Estonie est à l'avant-garde de l'e-gouvernement.



Son développement économique réussi a prouvé que les réformes radicales sont la solution pour un avenir meilleur, pour l'amélioration du niveau de vie, pour la baisse de la pauvreté et des inégalités, ainsi que pour faciliter grandement la résolution des problèmes sociaux et des tensions de l'époque communiste. Aussi l'Estonie est-elle bien armée pour relever les défis du nouveau millénaire.

X. LE RETOUR VERS L'EUROPE

Immédiatement après la restauration de l'indépendance, l'économie et la société n'étaient pas les seuls problèmes de l'Estonie: ses perspectives en matière de politique étrangère n'étaient guère optimistes non plus. Tout comme au début des années 20, la communauté internationale était plutôt pessimiste quant aux perspectives pour les pays baltes. Ceux-ci étaient jugés trop dépendants de la Russie pour pouvoir asseoir leur indépendance et leur économie en termes réels. Pour beaucoup en Occident, il était probable que les pays baltes allaient retourner d'une manière ou d'une autre dans l'orbite de la Russie. Moscou en avait fait sa politique néo-impérialiste officielle en 1992 déjà. Cette politique a impliqué une hausse du prix de l'énergie, l'arrêt de la fourniture de gaz et de pétrole à la fin 1992 et l'imposition d'un embargo économique destiné à forcer l'Estonie à renoncer à ses projets de rejoindre l'Occident. Au début des années 90, même les analystes qui évaluaient favorablement les réformes politiques et économiques estoniennes n'espéraient guère voir les États baltes adhérer à l'UE dans un avenir proche. Et les aspirations des États baltes à rejoindre l'OTAN étaient considérées non seulement comme utopiques, mais aussi comme très risquées pour la coopération et l'équilibre internationaux, notamment dans le contexte d'une opposition féroce de la part de la Russie.

L'Estonie a choisi une autre option. L'objectif phare de la politique estonienne est devenu de surmonter la longue séparation forcée et de retourner à l'Europe comme à une maison commune. Cet objectif reposait sur un programme clair de réformes radicales. Une rupture résolue avec l'héritage communiste et la mentalité soviétique a ouvert la voie à une véritable avancée. Ironie du sort: le blocus économique russe a aidé l'Estonie à se détacher de l'ancien système économique soviétique encore plus rapidement.

Lors du retour vers l'Europe, l'Estonie a rejoint le Conseil de l'Europe en mai 1993. En février 1994, l'Estonie a rejoint le programme «Partenariat pour la paix» de l'OTAN. Le 1^{er} janvier 1995, un accord de libre-échange avec l'UE est entré en vigueur. L'Estonie ayant choisi de signer sans période de transition, elle a progressé plus rapidement que les autres candidats dans la pleine intégration à l'UE. Le «miracle économique estonien» a donné de la crédibilité à ses aspirations aux yeux de l'Occident. Il est devenu difficile de refuser les approches d'un État dont le principal article d'exportation vers les pays en transition était – pour reprendre les termes du Vice-président américain Al Gore – «l'espoir». Les aspirations estoniennes ont été indirectement soutenues en 1995 par l'élargissement de l'UE aux pays nordiques, c'est-à-dire aux frontières russes, et aussi par l'ouverture du processus d'élargissement de l'OTAN. En décembre 1997, l'Estonie, ainsi que la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Slovaquie et Chypre, ont été invitées à entamer les négociations d'adhésion avec l'Union européenne. L'ouverture des négociations en 1998 a renforcé la position internationale de l'Estonie et a entraîné des investissements étrangers supplémentaires. Les négociations d'adhésion se sont terminées fin 2002; l'adhésion à l'UE a eu lieu en mai 2004 et a été approuvée par 63 % des électeurs à l'occasion d'un référendum national en juin 2004. Paradoxalement, l'adhésion à l'OTAN, considérée comme encore bien plus difficile à obtenir, a été concrétisée en avril 2004, avant même que l'Estonie n'adhère à l'UE. Avec la réalisation, en 2004, de ces deux grands objectifs nationaux, le retour de l'Estonie vers l'Occident pouvait être considéré comme irréversible.

En adoptant la monnaie commune européenne – l'euro – le 1^{er} janvier 2011, l'Estonie a parfait son intégration dans l'Union européenne.

Aujourd'hui, l'Estonie a de nouveaux défis à relever. Dès lors qu'elle est désormais à la table où sont prises des décisions non seulement sur son sort ou sur celui de ses voisins, mais aussi pour le monde entier, l'Estonie doit être un partenaire fiable et en qui on a confiance pour prendre des responsabilités et œuvrer à un monde nouveau et meilleur. L'Estonie peut être un bon exemple pour les pays en marche vers la démocratie et l'économie de marché, puisqu'elle a montré qu'une transition réussie était possible.

Enn Sarv est né en Estonie en 1921. Il est diplômé du célèbre lycée de Westholm et a entamé en 1939 des études à l'Université de Tartu. Lorsque l'Estonie fut occupée par l'Union soviétique,



Sarv a rejoint le mouvement de résistance nationale contre le communisme. Comme beaucoup d'Estoniens, il espérait qu'en utilisant la guerre contre la Russie et l'Allemagne, l'Estonie pourrait retrouver son indépendance. Lorsque le pays a quand même été occupé par l'Allemagne nazie, Sarv a rejoint le mouvement clandestin de résistance nationale et combattu l'occupation allemande. En 1944, Sarv a été arrêté par la Gestapo et envoyé au camp de concentration de Stutthof. Là, il survécut à l'horreur et rentra en Estonie en 1945, alors que le pays était une nouvelle fois occupé par l'Union soviétique. Il y fut arrêté sous les mêmes chefs d'accusation que sous l'occupation allemande, pour tentative de restauration de l'indépendance estonienne. Après plus de dix ans dans un goulag en Sibérie, Sarv rentra en 1958 en Estonie, et y termina l'université. Il travailla ensuite comme scientifique. Sarv a participé au mouvement de résistance et est devenu, après la restauration de l'indépendance de l'Estonie, un des experts les plus appréciés sur les crimes du communisme.

Liste des abréviations

NKVD	Commissariat du peuple aux affaires intérieures (Narodnyy Komissariat Vnutrennikh Del)
ONU	Nations unies
FP	Front populaire
ERSP	Parti pour l'indépendance nationale de l'Estonie
PMR	Pacte Molotov-Ribbentrop
RSSE	République socialiste soviétique estonienne



HONGRIE: UN SIÈCLE DE TRANSFORMATIONS COMPLEXES

György Schöpflin

République de Hongrie – Magyar Köztársaság

Superficie: 93 030 km²

Population: 10 037 800 (2007)

Capitale: Budapest

Langue officielle: le hongrois

Devise: le forint (HUF)

Système politique: République parlementaire

Adhésion à l'UE: 01.05.2004

I. INTRODUCTION

Le communisme a laissé une empreinte profonde en Hongrie et, pour comprendre les pratiques politiques d'aujourd'hui, il faut bien connaître le système antérieur et les mentalités qu'il a forgées. Pour résumer, la Hongrie d'aujourd'hui est le théâtre d'une guerre civile froide entre ces mentalités, systèmes de valeur et ontologies. En politique, elle revêt la forme d'un affrontement entre deux écoles qui refusent d'avoir à faire à la définition de la réalité de l'autre. Il faut sans doute ajouter à ce conflit les règles formelles et informelles de la communauté internationale et les règles de base de la démocratie. Ce tableau est rendu plus compliqué encore par les dilemmes des derniers modernisateurs – la Hongrie était toujours très agricole en 1945 – et par les tensions entre valeurs nationales et valeurs importées et les discours sur la méthode, la signification et les buts de la modernité. La modernité hongroise devrait-elle être définie principalement, voire exclusivement, par les critères universalistes réels ou supposés de l'Occident ou essentiellement par ses propres ressources nationales particularistes? À cet égard, les communistes n'ont

représenté qu'une tentative parmi d'autres d'imposition d'une modernité universaliste étrangère, imposée avec une brutalité particulière, à laquelle la société hongroise a opposé une résistance à la fois active et passive. La résistance a ainsi généré ses propres valeurs, qui sont venues s'ajouter à l'ensemble des attitudes avec lesquelles la Hongrie a reçu l'effondrement du communisme en 1989.

Le modèle particulier de la période post-1989 est que ces deux approches se sont calquées sur la politique des partis, l'approche particulariste étant représentée par le centre-droite et l'approche universaliste par la gauche. Il en a résulté une hyperpolarisation dans laquelle chaque côté, convaincu d'avoir raison, adopte des positions non négociables. L'héritage communiste fait nécessairement partie de l'arsenal de la gauche. C'est en ce sens que le centre-droite affirme qu'il n'y a pas eu de réel changement de système en Hongrie.

Le système des valeurs communistes a peut-être été rebaptisé « social-démocrate » et la promptitude de l'Occident à accepter cette nouvelle appellation a été la source de bien des difficultés - mais en réalité il continue à influencer la gauche hongroise. Ses principales caractéristiques comprennent la répugnance à accepter, voire le refus, que dans une démocratie, le pouvoir politique doit être exercé au bénéfice du peuple, et non de l'élite du parti, que les règles formelles et informelles du pouvoir existent pour une bonne raison et qu'elles ne sont pas là pour être contournées; que la corruption et le non-formalisme sont inacceptables dans une démocratie moderne et que la gauche n'a pas le monopole du sens de la démocratie.

Dans le même temps, la gauche court le risque d'être prise au piège de sa propre propagande et d'être incapable de saisir la différence entre les mots et la réalité. Ainsi, les modes particuliers de pensées qui se sont développés sous un régime unipartite restent présents aujourd'hui encore, à la différence que le langage marxiste-léniniste a cédé la place à celui de la mondialisation et du marché. D'une certaine manière – horrible s'il en est - il est fascinant de constater à quel point les citoyens peuvent être captivés par un certain métalangage et ainsi perdre leur capacité de réfléchir de manière autonome. Mais pour comprendre comment tout cela est arrivé, il nous faut revenir sur nos pas jusqu'au début du XX^e siècle.



II. LA PREMIÈRE MOITIÉ DU SIÈCLE

L'histoire de la Hongrie au XX^e siècle a été marquée par les césures et les ruptures ainsi que par la continuité et les restaurations, mais, plus que toute autre chose, ce siècle fut caractérisé par un sentiment de perte de la représentation et par la lutte pour la récupérer. Cette lutte n'est pas finie.

Cette perte de représentation a provoqué une profonde division sur la manière de la récupérer, par l'imitation systématique de l'Occident - la marque du succès - ou en se fiant aux ressources intérieures hongroises. Ce clivage, qui trouve ses origines dans la période post-1867, a marqué de son empreinte la politique des partis, la gauche épousant l'importation culturelle illimitée et la droite insistant pour que la modernité hongroise se définisse elle-même selon ses propres critères.

Pour résumer, le XX^e siècle a démarré sur un succès considérable, et la confiance en soi que le succès suppose. La Hongrie était un modèle, elle avait une mission civilisatrice dans la vallée centrale du Danube, et Budapest en était la capitale-vitrine admirée de tous. Bien qu'il fût intégré à l'empire autrichien, le pays était un royaume autonome à part entière. Seules les Affaires étrangères, la défense, et certaines compétences financières dépendaient de Vienne, à quoi il fallait ajouter la *Hausmacht* de l'Empereur - du roi en Hongrie – c'est à dire les pouvoirs réservés au dirigeant.

La construction d'une modernité spécifiquement hongroise était ainsi en bonne voie et son attrait culturel était évident. De même, le développement d'une modernité économique, un aspect central du projet de modernisation, prenait clairement forme. C'est dans le domaine de la modernité politique, l'entrée de la société en politique, que le bât blessait.

Le projet modernisateur avait trois faiblesses, liées essentiellement, celle de la démocratie, celle des classes et celle de l'ethnicité. Le problème de la démocratie, de la répartition des pouvoirs, était inhérent à la situation de 1867, lorsque le roi fut contraint de passer un accord avec l'élite dirigeante, sans laquelle le pays ne pouvait être dirigé que par la répression. Cet accord définissait les pouvoirs de la noblesse inférieure, qui les utilisa ensuite pour lancer un processus de modernisation par le haut – les modèles français ont exercé une certaine influence – dont la majorité de la population n'était pas vraiment exclue, mais auquel, en raison de la nature du projet, elle ne pouvait réellement participer. Toute extension réelle de la franchise, en particulier

aux masses paysannes «sans instruction» diluerait - c'était reconnu - le pouvoir des agents de la modernisation et entraînerait le pays dans une direction totalement indésirable.

Les choses étaient encore plus tendues avec la partie non magyare de la population, soit environ la moitié de la population. Ces 50 % n'étaient pas non plus homogènes, ni en termes d'ethnicité ni en termes de leur capacité à développer leurs propres modèles de modernité. Ainsi les Roumains et les Serbes, qui avaient des États apparentés de l'autre côté de la frontière, étaient séparés des Magyars par leur religion orthodoxe et disposaient de la masse critique pour soutenir une solution alternative, ont-ils pu assez bien résister à l'assimilation. En effet, ces deux groupes de population avaient développé leur propre classe moyenne, et toutes deux s'étaient engagées activement dans la construction d'une identité contradictoire.

Les Allemands, les Slovaques et les Ruthènes n'étaient pas dans la même position et étaient bien plus disposés à envisager la mobilité sociale sous la forme d'un changement identitaire. En règle générale, cela passait par l'émigration – un voyage à la fois réel et symbolique – vers la ville ou vers l'Amérique. Ceci étant, la majorité magyare et l'élite dirigeante ont toujours craint que, si l'ensemble de la population se voyait accorder le droit de vote, ils l'utiliseraient pour démanteler le pays. Il faut rappeler qu'avant 1914, l'équation «langue égale nation égale État», dans le sens normatif, était incontestée (cf. l'Alsace-Lorraine: il n'a jamais été demandé à ses habitants s'ils voulaient réellement être allemands, c'était automatiquement supposé).

Tel était le contexte politique et sociologique des événements de 1918-1920, qui peuvent être considérés comme une catastrophe pour le projet hongrois, une catastrophe dont il doit encore se remettre. En bref, deux processus sont allés de pair: une perte de territoire et la tentative de bâtir une démocratie fondée sur le suffrage universel. La défaite des pouvoirs centraux avait discrédité l'élite et elle donna à la classe moyenne non titrée l'occasion de mettre sur pied un système démocratique qui – espérait-elle – serait suffisamment attrayant pour convaincre les non-Magyars de rester en Hongrie. C'était désespérément naïf, considérant que les non-Magyars avaient des projets bien plus intéressants ou, à tout le moins, d'autres projets qu'ils considéraient plus intéressants. Les «démocratisateurs» de 1918 étaient particulièrement naïfs de penser que l'Occident respecterait leurs visées démocratiques et laisserait intact le territoire hongrois. Au contraire, la France, en particulier, se préparait à donner à ses clients tchèques, roumains et serbes tout ce qu'ils demandaient concernant le territoire et la population de Hongrie.



La radicalisation de la nouvelle élite donna aux Alliés, avec la déclaration de la République soviétique hongroise en 1919, un prétexte parfait pour intervenir militairement en Hongrie et les futurs membres de la petite Entente purent dès lors se servir presque comme ils le voulaient en termes de territoire – presque, parce que l'aspiration tacite de se partager entièrement la Hongrie n'aboutit point. Ce démembrement de la Hongrie passa complètement outre à l'équation précitée «langue égale nation égale État» car la nouvelle distribution laissa près de 3 millions d'incontestables Magyars dans la peau de sujets des États successeurs, un processus qui n'était assurément pas consensuel.

Mais cette perte de territoire et de population était dorénavant étroitement associée à l'expérience de la démocratie, discréditant l'idée-même de démocratie et offrant une nouvelle occasion aux élites d'avant 1914 de retourner au pouvoir. C'est ce qu'ils firent donc, pour instaurer un système copié autant que faire se peut sur le régime ancien, allant même jusqu'à retourner à une forme monarchique de gouvernement, bien qu'ils n'aient pu se mettre d'accord sur la personne d'un monarque. L'amiral Miklós Horthy, en tant que plus haut responsable, fut donc fait régent.

Le conservatisme du nouvel ordre était inévitable. Le changement social, l'entrée de la société en politique notamment, fut identifié au désastre du Trianon, où le traité consacrant le démantèlement avait été signé à titre de simple volet du traité de paix de Paris. L'ordre - nouveau et ancien à la fois - était restrictif et semi-autoritaire, et il rêvait de regagner les territoires perdus et leurs populations, même si l'élite était divisée sur le point de savoir si tous les territoires devaient être reconquis ou seulement ceux qui abritaient une majorité magyare.

Ce système dura jusqu'en 1944. Il était stable, statique même, avec un sens très limité du changement, si ce n'est en ce qui concerne la révision territoriale. Dans les années 30, il était aussi devenu de plus en plus vulnérable aux défis en provenance du bas. Le problème central, et même général, était celui des paysans, près de 3 millions de personnes, c'est à dire pas loin de la moitié de la population hongroise. Le problème de la conversion des paysans en citoyens était loin d'être uniquement hongrois, en effet, c'était à bien des égards le problème majeur de l'Europe des XIX^e et XX^e siècles, mais le régime d'Horthy était inhabituel en ce qu'il n'avait pas de recette à ce problème et n'y voyait pas de difficulté particulière. Le développement économique était lent et l'industrialisation ne parvenait pas à absorber la population rurale. La crise économique de 1929 provoqua l'effondrement des prix agricoles et une grande partie de la population rurale

se retrouva marginalisée économiquement, mais aussi politiquement (dans les zones rurales, le vote était restreint et ouvert, non secret). Dès lors que le radicalisme de gauche avait perdu tout crédit à la suite des événements de 1919, la contestation du statu quo ne pouvait venir que de la droite radicale, seule capable de mobiliser un soutien considérable, ce qui inquiétait fortement le régime d'Horthy, malgré sa capacité à la contenir, en partie par la répression et en partie par l'incorporation.

En 1938, avec l'effondrement de la Tchécoslovaquie, la Hongrie récupéra les régions d'ethnie hongroise de Slovaquie et de Ruthénie. Deux ans plus tard, elle avait regagné les parties septentrionales de Transylvanie et, en 1941, la région Backa de Serbie. Le prix à payer: une alliance, d'abord avec l'Italie fasciste, et ensuite avec l'Allemagne nazie, laquelle avait déjà commencé à attirer la Hongrie vers son système économique en devenant l'acheteur de l'excédent de céréales hongrois. L'entrée en guerre contre l'Union soviétique en 1941 rapprocha davantage encore le pays de l'Axe, même si l'alliance entre Horthy le conservateur et Hitler le radical de droite resta toujours inconfortable. De là le paradoxe de voir au centre de l'Europe contrôlée par les nazis un parti social-démocrate opérer en toute légalité en Hongrie, avec des députés au Parlement. Tout cela devait changer quand l'Allemagne nazie occupa la Hongrie en 1944, y installa son gouvernement fantoche, arrêta les opposants au régime nazi et commença la déportation massive vers Auschwitz des Juifs, jusque là protégés par le régime d'Horthy.

L'Armée rouge entra en Hongrie à l'automne 1944, prit Budapest après un siège dévastateur et, enfin, liquida les derniers vestiges de la Wehrmacht et les nazis hongrois, les croix fléchées, le 4 avril. L'installation du nouveau gouvernement provisoire sous les auspices soviétiques eut lieu à l'automne 1944, mais vu les déprédations de l'Armée rouge, les destructions à grande échelle et le chaos général, ce n'est vraiment qu'en 1945 que le nouvel ordre finit par asseoir son autorité.

Pour revenir à l'argument énoncé au premier paragraphe du présent chapitre, dans la première moitié du XX^e siècle, la Hongrie fut d'abord le théâtre de l'effondrement de 1918-1920, de la désintégration d'un modèle de modernité qui fonctionnait, de l'expérience de la gauche en 1919, laquelle s'est, elle aussi, effondrée, de la restauration d'un système néo-K.u.K. entièrement dévoué au statu quo et résolu à éviter les tentatives de modernité, d'une contestation de la droite radicale, de la guerre et d'un nouvel effondrement, cette fois avec des ravages terribles, suivi par un gouvernement démocratique court, mais pas spécialement porteur de fruits, mis à bas de force par



les communistes, qui imposèrent leur propre expérience radicale. En 1956, une révolution inutile eut lieu et, dans les années 60, le régime de Kádár opta pour la continuité et le conservatisme, jusqu'à ce que lui aussi finisse par tomber en miettes. Dans tous ces événements, les changements sont venus du haut et la société n'a joué qu'un rôle secondaire de figurant, de telle sorte que le passage à la démocratie de 1989 a commencé avec de sérieux handicaps. Avant d'en arriver là toutefois, une analyse de la deuxième moitié du siècle s'impose.

III. LA PLACE DU COMMUNISME DANS LA PENSÉE EUROPÉENNE

Les successeurs des communistes ont beau détester le reconnaître, il est un point où le communisme et le fascisme se rejoignent, c'est lorsque la société entame le douloureux passage de l'identité collective à l'identité individuelle, le passage à la modernité, en d'autres termes. L'anomie, la perte des valeurs induite par le déplacement physique, incitent l'individu à aspirer à une nouvelle identité collective pour remplacer celle qu'il ou elle a perdue. C'est ce que le communisme et le fascisme ont tous deux proposé, ainsi que l'a démontré Hannah Arendt, et c'est la raison pour laquelle ces deux types de systèmes ont pu construire une certaine authenticité pour un temps.

La question suscitée par cette proposition est celle-ci: le passage de l'identité collective à l'identité individuelle est-il un trait universel que l'on retrouve partout dans le monde ou est-il seulement européen? Car dans le contexte européen, il n'a fallu que trois générations pour que l'identité individuelle émerge comme la plus forte. En Russie, les choses ne sont pas aussi tranchées et des pans potentiellement significatifs de la société se contentent d'une identité largement collective qui domine l'identité individuelle; en Europe centrale et du Sud-Est, c'est l'inverse, et certainement en Hongrie. L'exploration complète des raisons expliquant la tension entre l'identité collective et l'identité individuelle nous emmènerait sans doute trop loin de l'histoire du communisme en Hongrie. Un bref aperçu de certaines explications semble toutefois approprié ici.

Deepak Lal prétend que l'Église occidentale, en interdisant l'héritage latéral et en s'instituant héritier ultime, a garanti la croissance continue de ses propriétés, puisque environ deux cinquièmes de tous les mariages restent stériles. La conséquence involontaire de ceci fut la fin

de la famille élargie et de la propriété familiale étendue et l'émergence de la famille nucléaire comme norme en Europe.

Ensuite, les conditions agricoles en Europe ont favorisé la culture sédentaire plutôt que le pâturage et au début du Moyen Âge surtout, la pénurie de terres a nécessité l'établissement du système complexe de régulation foncière et de pouvoir que nous connaissons sous le nom féodalisme. Ce système attribuait une position claire à l'individu dans la hiérarchie féodale. D'autres modèles de développement, comme l'apparition de la ville en tant qu'espace où la complexité pouvait évoluer, ainsi que des formes spécialisées de connaissances et de technologie, induisirent une interaction dynamique qui, au XVIII^e siècle, aboutit à la définition de la personnalité européenne et occidentale de l'individu rationnel et calculateur. Tout ce qu'il fallait, c'était transformer les sociétés encore largement paysannes d'Europe en une communauté de citoyens, ce que les communistes pensaient faire, à la réserve près qu'ils sautèrent quantité d'étapes intermédiaires et entendirent traverser l'histoire à marche forcée, que les peuples concernés soient ou non prêts à suivre.

Au moment où les communistes prirent le pouvoir en Russie puis en Europe centrale et du Sud-Est, l'émergence de l'individu conscient de lui-même avait toutefois rendu les solutions purement collectives non viables, ce qui signifiait que la coercition, la violence et la force allaient devoir être imposées à la société sur une grande échelle. D'où la terreur. Les modèles collectifs de l'individu sous le communisme, s'ils n'ont pas totalement échoué, ont produit une société déformée, fragmentée, qui correspond dans une large mesure à la Hongrie d'aujourd'hui; cela s'applique tant aux identités collectives qu'aux identités individuelles, celles qui furent imposées de l'extérieur ou générées de l'intérieur via le concept étranger de modernité que le communisme représentait.

IV. LES ORIGINES DU COMMUNISME EN HONGRIE

Le communisme en Hongrie renferme un paradoxe étrange. De 1919 à 1989, il est peu de pays où le communisme ait échoué de façon aussi spectaculaire qu'en Hongrie. Pourtant, sitôt ôtées

les couches formelles du communisme – la langue, l'idéologie, certaines institutions – celui-ci s'est avéré remarquablement résistant. C'est comme si les résidus des régimes précédents étaient très difficiles à éliminer. Après tout, dans aucun État successeur de l'Autriche-Hongrie, l'héritage de l'ancien régime n'a été aussi difficile à transformer qu'en Hongrie et il a fallu une guerre perdue et la transformation sociale d'après 1945 pour le faire. Une certaine nostalgie et certaines coutumes et attitudes persistaient. Si c'est vrai, c'est là une bien mauvaise nouvelle, car cela implique qu'il faudra encore de grands bouleversements pour changer les vestiges des habitudes communistes.

Cet argument semblerait suggérer que la société hongroise est tournée vers le passé, traditionnelle dans le mauvais sens du terme, négativement conservatrice. En réalité, il y a une meilleure explication: les régimes imposés de l'extérieur avec lesquels la Hongrie a dû vivre – les transformations des Habsbourg et communistes – ont acquis une réalité et, partant, se sont profondément enracinés en raison même de la résistance qui leur a été opposée. Il est courant d'acquiescer certaines des qualités auxquelles nous résistons; ainsi que l'a indiqué Nietzsche, ceux qui passent leur temps à combattre des dragons deviennent eux-mêmes des dragons.

La première expérience de la Hongrie avec le communisme est ancienne, en 1919, au lendemain d'une guerre perdue, qui – pire encore – s'est soldée par une perte considérable de territoire. La République soviétique hongroise a vécu 133 jours avant d'être écrasée par les troupes interventionnistes roumaines. Cette défaite a laissé sa marque et a rendu les communistes hongrois à la fois prudents et radicaux. La base tant intellectuelle que sociale du communisme hongrois était mince. Ils étaient emmenés par d'anciens prisonniers de guerre, dont bon nombre avaient combattu à côté des Rouges en Russie, et furent rejoints par des socialistes de gauche et des radicaux opposés à la guerre. La base sociale était ce que l'on pouvait attendre d'un pays à peine industrialisé: peu de travailleurs, des paysans sans terre et d'autres éléments marginaux. Ce qui valut un large soutien aux communistes, c'est leur tentative de reconquérir le territoire perdu; d'importantes parties de la Hongrie historique avaient été rapidement occupées par les forces tchèques, roumaines et serbes, soutenues par les Alliés. Lorsque les Bolchéviques se virent contraints de renoncer à leur tentative de reconstituer la Hongrie historique dans une Hongrie communiste historique, une perspective qui terrifiait les Alliés, le soutien dont ils bénéficiaient en Hongrie disparut aussitôt.



Au pouvoir, ils tentèrent de mettre en œuvre des mesures égalitaires d'envergure, lesquelles étaient parfaitement impopulaires, notamment l'insistance sur la collectivisation des terres, qui leur aliéna la population rurale. La population urbaine était tout aussi aliénée par les confiscations et les déprédations de la terreur rouge. Tout cela réduisit effectivement à une peau de chagrin la base sociale sur laquelle les communistes auraient pu construire. Ils restèrent donc une force marginale durant toute la période de l'entre-deux-guerres, illégale et inefficace. Ils portaient en outre les stigmates de la défaite et c'était un cas unique dans le communisme international qu'un parti au pouvoir ait été renversé par la force.

L'enseignement essentiel que les communistes hongrois tirèrent de cette époque est que l'on ne pouvait pas faire confiance à la société, parce que celle-ci avait des idées erronées et était à ce point arriérée et réactionnaire qu'elle ne pourrait jamais voir les grandes vérités éclairantes proclamées par le parti. Bien entendu, ils furent confortés dans cette conviction par le léninisme, qui avançait une proposition assez semblable avec sa doctrine du parti avant-gardiste. Cette qualité particulière du communisme hongrois persista et persiste encore au sein de la gauche hongroise, et la société, en tant que personnes, électeurs et citoyens, est toujours fondamentalement considérée comme un élément étranger et infiniment malléable, qu'il vaut mieux ignorer et neutraliser.

Il s'ensuit que le communisme n'a pas de vraie théorie du changement, pas plus qu'il n'est capable d'expliquer pourquoi la société a réagi différemment à des époques différentes et à des endroits différents; plus important encore, les communistes n'ont même pas pu comprendre les changements qu'ils ont eux-mêmes déclenchés, comme l'industrialisation hyperrapide et la destruction du mode de vie paysan. Par-dessus tout, croyant invariablement en la vérité absolue de leur doctrine, et convaincus que le prolétariat, qu'ils représentaient en tant que parti d'avant-garde, était l'agent transcendantal de l'histoire, les communistes étaient totalement incapables de comprendre la persistance et le renouvellement des sentiments nationaux. Officiellement, l'explication était – on le sait – «la fausse conscience», une sorte de sas de secours verbal: les machinations de la bourgeoisie retorse semblaient capables de parvenir à convaincre les membres de la classe ouvrière que la partie nationale de leur identité transcendait leur conscience prolétaire. Ceci n'expliquait toutefois pas pourquoi ces sentiments nationaux subsistaient après des décennies de régime communiste.

V. LA REPRISE DU POUVOIR

En 1944, lorsque l'Armée rouge entra en Hongrie, le nombre total des membres du Parti était inférieur à un millier; le chef de la police de Budapest s'était d'ailleurs vanté dans les années 30 de connaître personnellement chacun d'entre eux. À cette poignée venaient s'ajouter quelques milliers de sympathisants de 1919 et, surtout, ceux qui s'étaient radicalisés avec la Deuxième Guerre mondiale. Il fallait y ajouter la perte d'autorité, de prestige et de pouvoir de l'élite dirigeante d'après 1919, qui avait dans une large mesure oublié d'accomplir les réformes nécessaires à la modernisation du pays, en dépit de leurs compétences politiques. La gauche radicale trouva une importante source de soutien dans le réservoir de partisans dont la droite radicale avait disposé entre les deux guerres et durant la guerre; ils furent assez nombreux à passer à la gauche radicale. La question n'était pas qu'ils étaient de droite, mais bien qu'ils étaient radicaux et que peu leur importait si le changement radical venait de l'extrême-gauche ou de l'extrême-droite. Les communistes furent ravis de les accueillir dans leurs rangs.

Le Parti communiste hongrois dut toutefois composer avec plusieurs handicaps. On a déjà parlé des stigmates de 1919; il faut y ajouter leur inutilité jusqu'au moment de la défaite, associée à la crainte de l'Union soviétique puis, en 1944-1945, au comportement inqualifiable de l'Armée rouge, qui se fraya un chemin dans le pays en pillant et en violant à tout va. Et le NKVD marchait dans ses pas. Il régnait donc en Hongrie un profond manque de confiance envers le communisme. Les dirigeants du Parti ne l'ayant pas compris, ils furent choqués des résultats des élections plutôt libres de novembre 1945, dans lesquelles ils ne remportèrent qu'un peu moins de 17 % des voix. Le scrutin n'était toutefois pas pleinement libre, puisqu'une partie importante de l'électorat avait été mise sur liste noire sur l'ordre des communistes et que l'on observa des intimidations sporadiques; la présence de l'Armée rouge et les attaques en force de la commission de contrôle des Alliés, dominée par les Russes, n'y ont pas non plus contribué.

Une analyse plus approfondie du scrutin dans son ensemble révèle que, s'il y avait certainement un soutien en faveur du changement, cela ne voulait pas dire que les électeurs hongrois souhaitaient le type de changement préconisé par les communistes. Le Parti des petits agriculteurs remporta la majorité absolue (54 % des voix), tandis que les sociaux-démocrates obtinrent 17 % et le Parti paysan national radical 7 %. Si l'on accepte qu'une partie des suffrages du parti des petits



agriculteurs, notamment ceux des paysans sans terre, s'exprimait en faveur d'une transformation majeure, on se retrouve finalement avec environ une moitié de la société hongroise désireuse d'un certain changement radical, et c'est ce radicalisme dont les communistes ont usé et abusé à leurs propres fins. En somme, ils auraient peut-être préféré avoir un semblant de majorité démocratique, mais ils ne se préoccupèrent guère de ne pas l'avoir, tant que leur marche vers le pouvoir absolu pouvait se poursuivre.

La question de savoir si les communistes étaient déterminés à se saisir du pouvoir absolu immédiatement à leur retour à la politique hongroise en 1945 ou si leur appétit est venu en mangeant est sujette à controverse. Ils ont insisté sur le contrôle de la police secrète, ils ont colonisé les ministères, ils ont placé leurs agents dans toutes les institutions sociales où c'était possible et ont banni les autres, ils ont, eux où leurs maîtres soviétiques, arrêté les politiciens récalcitrants ou les ont envoyés en exil. L'inexpérience de leurs opposants leur a été utile.

D'emblée, les communistes ont, dans leur façon de faire, ignoré ou enfreint le droit, attisé un climat de peur au sein d'une société déjà traumatisée par la guerre et par l'incertitude consécutive, et déployé une violence impitoyable. Lors des élections suivantes de 1947, les communistes pensaient pouvoir dégager une majorité. Après tout, les petits agriculteurs avaient été effectivement éliminés et le dernier tour de vis fut la prétendue conspiration d'un groupe nébuleux, appelé Communauté hongroise - et les autres partis étaient noyautés de l'intérieur. Même ainsi, les communistes ne remportèrent que 22 % des voix, en dépit d'une fraude électorale majeure, et les différents groupes de droite et conservateurs obtinrent de bons résultats. Mais l'essentiel était que le pouvoir du Parlement était déjà devenu secondaire par rapport à la position dominante, sinon monopolistique, obtenue par les communistes dans les institutions de l'État et les autres organes.

À partir de la deuxième moitié de 1947, il y eut une consolidation constante non seulement de l'hégémonie, mais aussi du monopole des communistes. Les sociaux-démocrates furent contraints à la fusion en 1948, et en 1949, la nouvelle constitution signalait qu'aucune alternative n'était possible, ni au niveau de l'organisation ni au niveau de la pensée. Comment cela eût-il été possible? La version stalinienne du communisme n'était-elle pas supposée parfaite?

VI. LE STALINISME

Pour la Hongrie, ainsi que pour l'ensemble de l'Europe de l'Est, le Stalinisme a été l'expérience formative centrale après la guerre, le critère par rapport auquel tous les développements ultérieurs doivent être mesurés. Il faut donc envisager le stalinisme dans toutes ses manifestations et à tous ses niveaux. Son caractère extraordinaire découle en premier lieu de sa portée politique époustouflante. Il est difficile de trouver un précédent à l'expérience conduite par l'Union soviétique dans un État totalement étranger et culturellement assez divers sur une aussi courte période de temps. C'est cette concentration temporelle et la compression du processus impliqué qui ont donné à l'expérience hongroise du stalinisme son deuxième caractère saisissant. Le troisième est l'étendue, la profondeur et l'intensité du processus. Toutes les institutions, toutes les organisations, toutes les formes d'activité commune, tous les individus étaient supposés se conformer à un ensemble prédéterminé de règles ou à subir les conséquences de leur désobéissance. C'est en ce sens que le Stalinisme constitua une tentative de contrôle totalitaire, bien que, même à son apogée, il ne soit jamais parvenu à infiltrer totalement les individus, les intentions et les activités. Il est seulement parvenu à exiger autant que faire se peut la conformité à un modèle de comportement, du moins en ce qui concerne la majorité.

Le stalinisme fonctionnait à différents niveaux, l'idéologie, les institutions, les structures, l'exercice du pouvoir; son influence s'exerçait sur les groupes sociaux et sur la société dans son ensemble. En son centre se trouvait une proposition dérivée de la transformation, par Staline, du marxisme-léninisme, de sorte que cette idéologie représentait la perfection, la distillation de toute la sagesse humaine sous sa forme ultime, par laquelle ces sociétés se dirigeaient vers une utopie séculière. Elle était soi-disant parfaite parce qu'elle était rationnelle à tous égards et dans toutes ses manifestations. L'avantage de cette proposition est qu'elle excluait de façon inhérente toute possibilité d'argumentation au sujet d'idéologies alternatives, de stratégies, de politiques différentes et de leurs mises en œuvre. Il est, en définitive, logiquement impossible de s'opposer à la perfection.

Par conséquent, tout désaccord ou toute discussion était une activité ou une pensée antagoniste, hostile, qui méritait d'être combattue par la punition. Les implications de l'idéologie de la perfection sont très vastes et la manière dont elle a été appliquée visait à lui donner



une extension maximale. Si le marxisme-léninisme est parfait, alors il est capable d'apporter des réponses aux questions non seulement de la politique et de l'économie, mais aussi à celles de la technologie, des sciences naturelles ou de toute autre branche de la connaissance humaine. Inversement, ce que le Stalinisme déclarait être un domaine non existant ou réactionnaire pouvait tout simplement être jeté aux oubliettes. En ce sens, il était logique d'affirmer qu'il pouvait exister une façon marxiste-léniniste de construire un pont, de pratiquer une appendicectomie ou de pêcher un poisson. En d'autres termes, on a ici affaire à une forme de réductionnisme politique sans précédent.

Aucune activité, aussi apolitique qu'elle pût paraître, ne pouvait échapper à la compétence de l'idéologie, parce que, en vertu de sa propre définition, tout est politique et susceptible d'être compris uniquement par la politique. Il s'ensuit également qu'il ne peut y avoir aucune neutralité politique. Ni les individus ni les groupes ne peuvent rester en retrait et dire «nous n'approuvons ni ne désapprouvons le système, nous sommes apolitiques». Le système politique promu par l'idéologie insistait pour que chacun ait l'air de donner son soutien manifeste et continu; dans le cas contraire, on ne pouvait avoir affaire qu'à un ou une sceptique. Mais comment douter de la perfection?

Une fois encore, l'idéologie de la perfection se posait comme omnisciente. Par définition, il ne pouvait y avoir de problème sans solution. Et si les solutions proposées par l'idéologie échouaient, alors cet échec ne pouvait être attribué à l'idéologie, mais à ses antagonistes, aux partisans d'autres idéologies, qui étaient tous hostiles. Par conséquent, le système excluait la possibilité d'erreur. Si quelque chose n'allait pas, ce qui arrivait souvent, il fallait qu'il y ait un responsable. Des phénomènes tels que les accidents, la chance ou l'erreur sincère ne pouvaient exister. Toutes les actions avaient une finalité politique et toutes étaient soit «progressistes» soit «réactionnaires». Dans le même ordre d'idée, la critique ne pouvait exister indépendamment de l'idéologie, elle devait intégrer ses impératifs. Seule la critique réellement autorisée ou, plus exactement, dirigée par l'autorité politique pouvait être exprimée.

La structure politique construite selon les critères de cette idéologie était strictement hiérarchique, disciplinée et enrégimentée. Au centre, il y avait Staline lui-même. Sa volonté était l'impératif suprême politique (et tout autre impératif). Rákosi, le chef de file du parti, le politburo du parti, le comité central et les membres dépendaient tous de Staline. Le Parti hongrois, qui agissait

toujours sur les ordres d'en haut, contrôlait toutes les institutions publiques et sociales, qu'il infiltrait du nouveau courant de pensée. Des structures parallèles de contrôle existaient par l'intermédiaire des conseillers soviétiques placés stratégiquement en Hongrie, comme dans tous les pays d'Europe de l'Est (à l'exception de la Yougoslavie); ils étaient particulièrement actifs au niveau des instruments de coercition, la police secrète et les militaires. Ainsi, une identité tant de forme que de contenu était imposée à la Hongrie. À noter aussi, la remarquable concentration de pouvoir exigée par le système. Il serait exagéré de prétendre que Staline n'avait qu'à pousser sur un bouton pour que, simultanément, il y ait une réponse identique dans chaque État d'Europe de l'Est, mais le degré d'homogénéité imposé dans la zone et l'extension des règles soviétiques étaient toutefois immenses. Vu de l'extérieur, l'apparence d'identité à l'époque était complète. Ce n'est que plus tard qu'il est apparu que la conformité avec l'extérieur ne transformait pas automatiquement le contenu, même si elle ne le laissait pas inchangé.

La proposition centrale de l'expérience de Staline – l'idéologie de la perfection – visait donc à construire un système total dont le retour d'information et l'autolimitation étaient exclus, car dangereux et nuisibles. C'était inhérent à la nature du projet, car, à l'évidence, il ne peut y avoir ni retour d'information ni communication entre les dirigeants et les dirigés lorsque les dirigeants sont déjà en possession tant du passé que de l'avenir. En réalité, bien entendu, gouverner sans retour d'information crée des problèmes énormes et insolubles aux dirigeants, car cela ne fait qu'intensifier les tensions entre les objectifs de l'État et les aspirations de la société. Ces dernières peuvent être ignorées un temps, mais, au final, les désirs de la société déformeront le fonctionnement du système, même si le système n'a aucun instrument cognitif pour les décoder autrement que comme de la conspiration hostile. Les codes moraux de la société ont peut-être été en partie détruits et en partie déformés, mais ils n'ont jamais été entièrement transformés comme Staline le voulait.

L'autolimitation est elle aussi étrangère à la perfection, pour les mêmes raisons. Il n'y a aucune nécessité logique à ce qu'un gouvernement accepte des limites à son pouvoir quand tout ce qu'il fait est supposé parfait. Malheureusement, cette proposition peut être ramenée à la supposition préalable et tacite que les êtres humains sont parfaits ou perfectibles, ce qui n'est manifestement pas le cas, avec des conséquences tant pour la corruption du pouvoir que pour les stratégies de compensation de l'impuissance adoptées par les citoyens. Cette proposition a donc simplement

conforté les communistes dans leur mépris de la société. L'utilisation de la terreur massive était dès lors le résultat logique de la prémisse tacite. Elle a marqué le communisme de manière indélébile, ce qui a eu des répercussions de taille pour la viabilité à long terme du système.

VII. LA TERREUR

En partant de l'existence d'une autorité omnisciente dotée de l'idéologie de la perfection, l'imposition de ce système dans tous les domaines de la société était tout à fait logique, et comme la société était trop arriérée pour comprendre cette perfection, le système devait lui être imposé par la force.

Plusieurs nouvelles institutions, dérivées de modèles soviétiques, furent utilisées pour réduire la société à la soumission. Les plus connus étaient les procès pour l'exemple, d'abord utilisés contre les non-communistes et les anticommunistes, puis contre les déviationnistes potentiels, ceux qui pourraient même en théorie trahir le parti du fait que leurs expériences divergeaient de celles des meilleurs élèves de Staline. La façon dont ces procès se déroulaient était elle aussi inspirée de la pratique soviétique – une salle d'audience, un procureur, une défense, des juges, plusieurs accusés et des aveux. Ce dernier élément mérite d'être souligné, car, contrairement aux procès pénaux occidentaux, l'accusation ne cherchait pas à produire des preuves: celles-ci étaient apportées par l'accusé sous la forme d'aveux. Et ces aveux étaient obtenus par la torture. Le texte de ces aveux était soigneusement préparé et l'accusé était torturé jusqu'à ce qu'il soit prêt à le lire mot pour mot. Les accusations reflétaient les préoccupations à ce moment. Ainsi, en 1949, au procès de László Rajk, les chefs d'accusation portaient sur le soutien au titisme et à l'impérialisme occidental. Plus tard, le sionisme est venu s'y ajouter, même s'il concernait davantage les procès pour l'exemple en Tchécoslovaquie qu'en Hongrie. La culpabilité était décidée à l'avance, de même que la peine.

Les procès pour l'exemple doivent être considérés comme une proclamation de l'omniscience du part: celui-ci a toujours tout su et il découvrira toujours tout. Dans le même temps, il a la capacité totale de se débarrasser des éléments pollués; force est également de constater que cette pollution n'a pas besoin d'être consciente ou délibérée, car l'accusé ne doit pas y croire, mais seulement

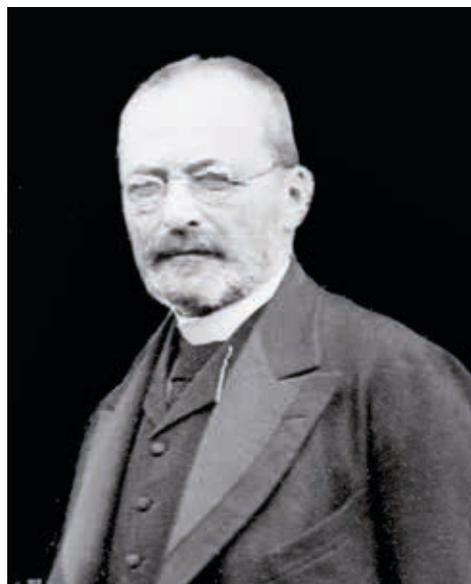


l'avouer. En termes juridiques, on n'essayait pas d'établir le mens rea (intention coupable), seulement la culpabilité déterminée par le parti. Les procès pour l'exemple étaient publics, afin de montrer à la société (et au monde) qu'il n'y avait pas d'autre voie que le communisme et que le fait même d'y songer pouvait avoir des conséquences fatales.

C'est le procès de Rajk qui suscita le plus d'intérêt. Rajk n'était pas un traître, au contraire; c'était un activiste dévoué et dépourvu d'états d'âme, qui avait détruit sans merci des organisations et des individus non communistes en tant que Ministre de l'Intérieur. Mais il avait fait ses armes en Hongrie en tant que communiste clandestin et n'avait pas l'expérience de Moscou. Il a donc fait un excellent bouc émissaire dans la campagne contre le titisme en 1949. Le procès de Rajk s'accompagna d'autres procès de moindre envergure, qui frappèrent un éventail de plus en plus large d'activistes du parti, dont János Kádár, qui arriva au pouvoir après 1956.

Aux procès s'ajoutait l'épuration, la deuxième nouvelle institution. Ses cibles étaient multiples. Le parti, qui s'appelait désormais le Parti des travailleurs socialistes hongrois, exclut de nombreux sociaux-démocrates qui étaient devenus communistes bon gré mal gré à la suite de la fusion de 1948. Ensuite, les quelques fascistes, qui avaient été acceptés bien volontiers en 1945 pour gonfler les rangs du parti, furent également rejetés. Tous ceux qui avaient eu une expérience à l'Ouest étaient considérés comme non fiables, en particulier les vétérans de la guerre civile espagnole, et ceux qui avaient formé le cœur du parti clandestin étaient jugés suspects et éliminés.

Vint ensuite le tour de la classe supérieure et de la classe moyenne, soit environ 100 000 personnes, qui furent expropriées sommairement et envoyées à la campagne, leurs propriétés étant distribuées aux cadres dignes de confiance. Puis l'épuration s'attaqua aux couches sociales inférieures, comme certaines catégories de prolétaires jugés non fiables, tels les imprimeurs aux penchants sociaux-démocrates, puis aux koulaks, la classe ennemie de la campagne (qui étaient les producteurs agricoles les plus efficaces). La collectivisation forcée provoqua l'exil de dizaines de milliers de paysans vers les zones urbaines, en tant que main d'œuvre à bon marché pour les nouvelles industries. Dans les vingt-huit mois qui suivirent le 1^{er} janvier 1950, quelque 850 000 personnes furent sanctionnées par la police, la plupart par des amendes. Dans les trois ans et trois mois qui suivirent 1950, les tribunaux traitèrent 650 000 cas et condamnèrent 387 000 personnes; enfin, en quatre ans, de 1952 à 1955, quelque 1 136 434 personnes firent l'objet d'enquêtes policières qui se soldèrent par une condamnation pour 516 708, soit 45 % des personnes concernées. La plupart



Le comte István TISZA



Le comte Mihály KÁROLYI



István BETHLEN



Mátyás RÁKOSI



Béla KUN



Miklós HORTHY



János KÁDÁR



József ANTALL



La pauvreté dans les années 1920.



Le chef nazi hongrois Ferenc SZÁLASI, et le pont des Chaînes en ruines.



La défaite de l'armée hongroise en Russie.



Budapest après le siège, en 1945.



Tank soviétique détruit après 1956.



Imre NAGY, réhabilité en 1989, reçoit cette fois des funérailles nationales.



Un tee-shirt, environ 2008.

étaient des paysans, happés par le processus de collectivisation, mais il y eut aussi des ouvriers condamnés pour «sabotage», autrement dit pour ne pas avoir atteint des quotas irréalistes.

VIII. LE CHEMIN VERS 1956

Staline est mort le 5 mars 1953. Cette date peut être considérée comme un tournant, dans la mesure où ses successeurs ont compris que la vision stalinienne du communisme était destructrice et dangereuse, personnellement même. Toutefois, ils ne savaient pas clairement quelle direction faire prendre au communisme. Le communisme prit ainsi un «nouveau cours» et accepta quelques changements modestes, comme le ralentissement du rythme effréné de l'industrialisation et la libération des prisonniers politiques. Tout comme le stalinisme avait été imposé à l'Europe de l'Est en général et en Hongrie en particulier, le «nouveau cours» le fut aussi. Dans les deux cas, Moscou ne se préoccupait guère des conséquences volontaires et involontaires de ses changements de cap. Ainsi vont les empires. Mais tandis qu'au sein de l'Union soviétique, le système était suffisamment robuste pour absorber les changements, c'était nettement moins le cas dans les satellites.

En bref, le Kremlin imposa d'abord la nouvelle direction, ce fit planer l'incertitude sur les projets vertigineux d'industrialisation du stalinisme. La réconciliation de Khrouchtchev avec Tito en 1955 était bien plus dangereuse pour Rákosi. L'initiative précipitée de Khrouchtchev eut des conséquences incommensurables pour l'héritage tout entier des systèmes de type soviétique dans tous les États d'Europe de l'Est. La proposition était terriblement simple. S'il pouvait y avoir une voie yougoslave au socialisme qui ne soit plus révisionniste et exclue du canon, pourquoi ne pourrait-il pas aussi y avoir une voie hongroise? Cette question ne pouvait avoir aucune réponse logique tant que l'idéologie officielle était prise au sérieux.

Les institutions mises en place par Tito – l'autogestion dans l'industrie – étaient moins importantes que l'acceptation, par le Kremlin, de sa décision historique, en 1948-1949, de rester au pouvoir et d'insister sur le fait qu'il était communiste, contestant ainsi le monopole du communisme de Staline. C'est cette légitimation d'une alternative communiste au stalinisme que Khrouchtchev, consciemment ou non, amorçait avec la déclaration de Belgrade. L'allégation ancienne que l'Union soviétique était le centre du communisme mondial et qu'elle seule avait



le droit de déterminer ce qui constituait ou pas le socialisme authentique et de prendre des mesures pour supprimer les variantes indésirables cédait du terrain. La possibilité, pour les réformateurs hongrois, de trouver leur propre voie vers le communisme était, semble-t-il acceptable. Une remarque s'impose ici. Les réformateurs dont il est question ici étaient des intellectuels au sein du système. À l'époque, ils continuaient à croire qu'un système communiste était viable et que les distorsions imposées aux systèmes politiques étaient le fruit des méprises de Staline, de la mégalomanie de Rákosi ou de l'attention insuffisante portée à des variantes locales qui n'influençaient pas le cours de l'idéologie.

Voilà qui rendit la vie extrêmement difficile aux dirigeants d'Europe de l'Est qui ne souhaitaient pas le changement et qui estimaient que le système stalinien, auquel ils devaient le pouvoir, était parfaitement acceptable tel quel et n'avait aucunement besoin d'être réformé. Il est devenu pratiquement impossible de défendre le système en termes d'idéologie; il devait plutôt être défendu dans d'autres termes, tels que ceux de la politique des pouvoirs ou de la menace étrangère ou de façon pragmatique, en affirmant que la situation n'était pas encore mûre pour le changement. Ce conflit a fait le lit du communisme de réforme, de 1953 à 1968 environ. Sa fin n'était pas encore pour tout de suite, mais le fait de n'avoir pu relever le défi en termes réels et non au niveau de la propagande (par exemple «notre système est le meilleur parce que c'est le meilleur») aura eu pour effet à terme de vider entièrement le marxisme-léninisme de son contenu. Le conflit au sujet du titisme a été le premier pas dans cette direction.

Un dernier aspect de la réconciliation de Khrouchtchev avec Tito a également causé des problèmes majeurs à Rákosi et aux autres staliniens. Ils avaient, presque sans exception, contribué très activement à la diffamation de Tito en 1948-1949 et étaient d'ailleurs très engagés dans les projets d'invasion de la Yougoslavie. En Hongrie, Rákosi était particulièrement exposé à cet égard. D'ailleurs, Tito réclamait sa tête pour prix de la réconciliation. Mais comme il aurait pu être très embarrassant, pour ces dirigeants, de s'entendre dire qu'après tout Tito n'était pas un mercenaire de la conspiration impérialiste-sioniste-trotskiste – comme ils l'avaient crié sur les toits quelques années auparavant – mais un communiste loyal, on décida de l'ignorer et, pour faire bonne mesure, d'en accuser Beria.

La question des communistes locaux exécutés pour avoir été titistes était bien plus problématique. Si Tito n'était pas un ennemi, il en allait de même de ceux qui avaient été condamnés à mort pour



titisme. La question s'est donc posée indirectement: comment se faisait-il que Rajk et les autres victimes de l'épuration avaient été exécutés pour quelque chose qui n'était pas criminel? Et quid des responsables de leur exécution, quelle devait-être leur responsabilité? Rákosi s'était vanté deux ans plus tôt que c'était sa vigilance personnelle qui avait permis de démasquer Rajk, sauf qu'il s'est avéré qu'il n'y avait en fait rien à démasquer. Et quid des aveux faits en audience publique par ces personnes? Comment avaient-ils été obtenus, qu'était-il arrivé au procès pénal? Dans les pays où la déstalinisation entraîna des perturbations, la lutte pour la réhabilitation devint un cheval de bataille des conflits politiques de la moitié des années 50.

Aucun des trois facteurs décrits plus haut, que ce soit conjointement ou séparément, n'aurait suffi à déstabiliser le moindre État d'Europe de l'Est, bien que la Hongrie soit entrée en effervescence après le dernier coup de Khrouchtchev, celui du discours secret. Le 26 février 1956, lors d'une session secrète spéciale du 20^e Congrès du Parti communiste d'Union soviétique, d'où les représentants étrangers étaient exclus, Khrouchtchev accusa Staline d'avoir été un despote meurtrier. Il accusa le très sage petit père des peuples d'avoir été un tyran, d'avoir envoyé des milliers de bons communistes à la mort et d'avoir causé des torts indescriptibles à l'Union soviétique et à l'héritage idéologique de Lénine. Les raisons de Khrouchtchev, comme avec la déclaration de Belgrade, doivent pour l'essentiel être replacées dans le contexte de la lutte pour le pouvoir à la tête de la direction soviétique. Se retrouvant coincé entre le présidium et le comité central, Khrouchtchev porta ce conflit devant le Congrès et, même s'il enjoignit le secret, il porta son assaut dans l'arène publique. En très peu de temps, la nouvelle et les détails du discours secret circulaient.

Leur effet sur le climat politique d'Europe de l'Est fut très différent de la réaction plus placide en l'Union soviétique. Le discours sema l'incertitude parmi les cadres et incita les intellectuels à se poser de nouvelles questions, en particulier en Hongrie (et en Pologne), mais les retentissements se firent aussi sentir en Tchécoslovaquie et en RDA. La question de l'agenda socialiste et de ce que Staline avait fait fut mise sur le devant de la scène avec une urgence plus grande que jamais. Les critiques des pratiques locales avaient désormais une base incomparablement plus solide.

En revanche, les staliniens et même les conservateurs au sein de l'élite qui n'étaient pas nécessairement engagés envers tous les principes du stalinisme, mais cherchaient une vie paisible, étaient consternés. Non seulement leur inspirateur idéologique majeur était mort à peine trois ans

plus tôt, mais il s'avérait en plus qu'ils avaient commis une grossière erreur en mettant leur foi en lui. La dénonciation de Staline, pour un moment au moins, fut comme un seuil. Toute personne au pouvoir était confrontée à la question de savoir de quel droit elle était au pouvoir et quelle idéologie elle servait. La légitimité du pouvoir telle qu'elle était perçue par ceux au pouvoir était en question. Dans les pays où la remise en question était déjà bien avancée, c'était un coup dur, qui a donné du fil à retordre aux staliniens. Mais même là où le système restait relativement stable, les dirigeants durent faire face à de plus en plus de critiques et de questions. Le moral des partis dirigeants était durement secoué.

En Hongrie, deux facteurs locaux vinrent encore aggraver la situation. Le premier fut la réhabilitation de Béla Kun en 1956. Il était désormais reconnu que Kun avait été un communiste loyal et il est devenu possible de réexaminer le sort de la République soviétique hongroise de 1919. Cela avait toutefois bien moins d'importance pour l'opinion hongroise qu'un événement qui avait eu lieu l'année précédente: le traité de l'État autrichien et la reconnaissance par l'Union soviétique de la neutralité autrichienne.

Cet événement exerça une influence considérable sur certains courants de pensée hongrois, car non seulement l'Autriche était géographiquement proche de la Hongrie, mais sa proximité culturelle en faisait aussi un modèle très attrayant à suivre. Si l'idée de neutralité était acceptable pour l'Autriche, pourquoi ne le serait-elle pas pour la Hongrie? Et si l'Autriche était neutre, pourquoi était-il nécessaire que l'Union soviétique maintienne quatre divisions soviétiques sur le sol hongrois, puisque la justification initiale de leur présence était de garantir les lignes de communication soviétiques avec l'Autriche? Ces questions ne reçurent aucune réponse, si ce n'est un rejet catégorique, mais elles devaient refaire surface en octobre 1956.

Entre 1953 et 1956, l'unité des dirigeants du Parti fut rudement mise à l'épreuve par ces événements et elle commença clairement à s'effiloche vers la fin, notamment parce que le parti hongrois devait faire face aux interventions autoritaires du Kremlin dans la composition de la tête du parti. Les 13 et 14 juin 1953, une importante délégation de haut niveau de la direction hongroise fut convoquée à Moscou, dont Rákosi et Imre Nagy. Au Kremlin, ceux-ci se firent sermonner par Beria, qui leur ordonna d'adopter immédiatement la direction collective et, de manière personnellement offensante, enjoignit Rákosi de renoncer aux politiques de forte mobilisation qui avaient poussé la Hongrie au bord du gouffre. Nagy devenu Premier ministre



accusa un peu plus tard vertement Rákosi et ses associés devant le comité central, les accusant de comportement antiparti. C'était là le début d'une profonde fissure au sein du parti hongrois, qui a dû contribuer fortement à l'éruption de la révolution en 1956.

Nagy toutefois ne put jamais lancer ses réformes. Il ne put faire publier son discours devant le comité central, et Rákosi, soutenu par le Kremlin, contre-attaqua. Certains changements furent opérés. Il fut notamment mis fin à la collectivisation, le rythme de l'industrialisation se ralentit et les prisonniers politiques commencèrent à être libérés. Nagy cherchait à utiliser la bureaucratie gouvernementale pour apporter des changements, mais il se rendit compte que le parti annulait la plupart de ses ordres. Ce conflit persista jusqu'aux premiers mois de 1955, lorsque Nagy eut une petite attaque cardiaque. Son protecteur à Moscou, Malenkov, tomba et Rákosi le fit destituer.

Quelques mois plus tard, Nagy fut exclu du parti et disgracié, mais le mal était fait. Une partie suffisante de l'intelligentsia avait été inspirée et la confiance en soi de l'apparat était suffisamment ébranlée pour rendre la situation de plus en plus instable. Le discours secret de Khrouchtchev avait fait l'effet d'une bombe dans ce milieu. Rákosi tenta encore de réimposer le stalinisme à une société peu désireuse de se soumettre et, après le 20^e Congrès, sa position devint pratiquement indéfendable. Il perdait de son autorité et de son emprise sur la machine du parti.

Il s'était depuis longtemps déjà mis les intellectuels à dos. Leur but était la réhabilitation de Rajk et, en mai 1956, après que Rákosi eut malgré lui accepté que, peut-être, Rajk était innocent, il fut ouvertement invité à démissionner. Il tint bon et ce n'est que le 18 juillet, alors qu'on assistait à une polarisation des positions, que Rákosi était limogé et, même alors, il fallut la présence de Mikoyan, le solutionneur omniprésent du Kremlin, pour s'assurer de son départ. Mais une fois de plus, le choix de son successeur, Ernő Gerő, par le Kremlin, s'avéra un désastre. Gerő avait le même profil que Rákosi, mais n'avait même pas l'aptitude de Rákosi à exercer le pouvoir. Il s'ingénia à compliquer la situation en exacerbant encore la polarisation. Cependant, même si la situation était très inconfortable, ce n'est pas en soi la division à la tête du parti, qui entraîna le soulèvement.

Les divisions entre dirigeants hongrois remontaient à bien plus loin et étaient très enracinées. Le remplacement de Rákosi par Gerő arriva trop tard pour arrêter la descente, car le moral aux échelons supérieurs du parti avait commencé à s'éroder. Durant la période cruciale allant de juillet

à octobre 1956, personne à la tête du parti n'était capable de rassembler les fidèles du parti - apparat et membres - et de leur donner un sens suffisant, compte tenu des nouvelles conditions, pour l'encourager à soutenir un nouveau but. Pour aggraver la situation, le parti était aussi en train de perdre la loyauté de l'intelligentsia qui le soutenait, laquelle commençait à estimer qu'une transformation plus radicale que celle que le parti pouvait concevoir était en perspective et, plus effrayant encore, qu'elle pouvait être plus attrayante que tout ce que le parti avait à offrir.

Par ailleurs, beaucoup d'intellectuels avaient trouvé une nouvelle motivation et une nouvelle mission autour d'un ensemble d'idées librement construit que l'on pourrait appeler, pour utiliser un terme confus et trompeur, «communisme national». Les débats du cercle Petöfi, les idées exprimées dans *Irodalmi Ujság* et ailleurs auraient emmené la Hongrie bien loin du système soviétique qu'on lui avait imposé après 1949. Les critiques incessantes de l'été 1956, associée à la ruine intellectuelle des dirigeants, ébranlèrent l'élite. La situation approchait dangereusement de l'explosion.

Deux événements mirent le feu aux poudres. Le 6 octobre, la cérémonie de ré-investiture de László Rajk – un moment de pur symbolisme politique – eut lieu. Rajk, qui avait été un Ministre de l'Intérieur sans cœur au lendemain de la guerre s'était soudain métamorphosé en symbole de démocratie et en victime de la terreur stalinienne. Pour bien saisir l'importance de cet événement, il faut resituer la date de cette réinvestiture. Elle eut lieu le jour d'un anniversaire profondément imprégné du sens de la révolution et de la libération dans l'univers affectif des Hongrois. C'est le 6 octobre 1849 que les dirigeants de la révolution de 1848, les martyrs d'Arad, furent mis à mort par les Autrichiens, les tyrans étrangers de l'époque. L'importance de cette date ne pouvait échapper à personne. Une foule de 150 000 à 300 000 personnes est parvenue à la même conclusion. C'était la répétition générale, le moment où des milliers d'individus atomisés ont réalisé qu'ils n'étaient pas seuls et perdus dans la crainte du système, le moment où la possibilité d'un changement de régime revenait à l'ordre du jour.

Le 23 octobre, une foule encore plus dense, cette fois avec un objectif explicitement politique – apporter son soutien à des événements parallèles en Pologne – contrairement au caractère implicite du rassemblement du 6 octobre, descendait dans les rues pour réclamer la liberté politique et la démocratie. La révolution avait commencé.

IX. RÉVOLUTION de 1956: ÉCHEC ET VICTOIRE

Les révolutions sont extraordinairement difficiles à définir de façon cohérente. On sait plus ou moins ce qu'elles sont, mais tous les travaux comparatifs sur les révolutions ont tendance à patauger en essayant de trouver leurs caractéristiques structurelles communes. On peut s'accorder pour dire que les révolutions comprennent un changement de régime, une discontinuité, de nouveaux modes de légitimation et de légalité, ainsi qu'un changement relativement rapide, mais on ne peut pas dire avec certitude quand une révolution est finie.

Dans ce cas, une révolution doit-elle être réussie pour en être une? La révolution française a été suivie de la restauration en fin de compte, y compris de celle de la monarchie, mais elle a enraciné une tradition républicaine très profonde qui n'a pas pu être défait, ainsi qu'une certaine acceptation du rôle de la foule en politique – c'était visible même en 2005. La restauration a même été plus lente dans le cas de la révolution russe.

Nous pouvons donc affirmer qu'une révolution qui est plus qu'un coup d'État doit réunir les éléments suivants:

- > un changement radical et de la spontanéité,
- > un projet politique et un héritage;
- > (quelques) conséquences irréversibles;
- > une mobilisation massive.

Les événements survenus en Hongrie en 1956 sont d'autant plus intéressants qu'un grand nombre de commentateurs non hongrois leur refusent le statut de révolution et les considèrent comme un soulèvement, ce qu'ils ne feraient assurément jamais avec la révolution française – «le soulèvement français de 1789» semble particulièrement idiosyncrasique. Pourquoi devrait-il en être autrement dans le cas des événements de 1956? La raison n'est pas très claire à première vue, mais il est possible de l'expliquer par une interaction de différents facteurs.

D'abord il y a l'ignorance (à ne jamais sous-estimer) et l'incapacité ou le refus d'établir une distinction entre révolution et soulèvement. Ensuite il y a le refus, parce que, dans

la pensée occidentale, en particulier celle de gauche, les révolutions sont positives, progressistes et moralement favorables. Or, la révolution hongroise s'opposait à un régime de gauche et a été ignorée par une partie considérable – pas tous – de la gauche, au motif qu'il s'agissait d'une anomalie inconfortable. L'analyse d'A.J.P. Taylor qu'il fallait choisir entre «le clérico-fascisme» et l'invasion soviétique n'était pas si inhabituelle. Puis il y a eu le syllogisme de David Irving – tout aussi banal – selon lequel «le communisme était une invention juive; 1956 était un événement anti-communiste; 1956 n'était donc qu'un soulèvement antisémite». Simple et faux.

Ensuite, la culpabilité résiduelle d'avoir abandonné l'Europe centrale et du Sud-Est à l'Union soviétique a peut-être aussi joué un rôle. La gauche occidentale y a toujours été disposée, comme en a témoigné son dégoût par la solidarité en 1981.

Enfin, 1956 est laissé de côté parce qu'il ne cadre pas avec les catégories prédéterminées de la pensée. Il fut ou pourrait être caractérisé de la sorte, à la fois de gauche et de droite, à la fois national et européen dans ses implications. 1956 a suscité des questions tacites à propos de la libération nationale en Europe à une époque où la décolonisation était dans l'air en dehors de l'Europe. 1956 fut à la fois démocratique et égalitaire. Ce fut peut-être un inconvénient majeur tant pour l'Union soviétique que pour les États-Unis, puisque le partage de Yalta se trouvait remis en question et la rhétorique américaine de retour en arrière prise au mot – une grave erreur, comme nous le savons. En outre, la révolution hongroise de 1956 semblait ne pas avoir de conséquences palpables. La Guerre froide persistait, les Russes apparaissaient comme bestiaux, les Hongrois étaient héroïques (ou irresponsables, c'est selon), sans parler du fait que la Hongrie devait se racheter d'avoir été le dernier satellite d'Hitler. Quoi qu'il en soit, l'Occident remplit ses obligations en accueillant quelque 200 000 réfugiés.

En Hongrie bien sûr, 1956 a toujours été considéré comme une révolution ou une contre-révolution, mais une «contre-révolution» reconnaît quand même les qualités révolutionnaires de ce qu'il s'est passé. L'effondrement du régime de Kádár en 1989 a tourné précisément autour de cette question, lorsque, le 28 janvier 1989, les autorités communistes ont reconnu que 1956 n'était pas une contre-révolution, mais un soulèvement populaire.

Quelles sont les raisons pour lesquelles, 50 ans plus tard, ces événements peuvent toujours être considérés comme ayant un sens révolutionnaire?



Ces événements avaient à la fois la qualité de la vitesse et celle de l'accélération. Ce qui était impensable un jour est devenu la norme deux jours plus tard. Il y a eu un changement de perspectives extraordinairement rapide. Puis il y avait la spontanéité: personne ne s'est proposé de faire la révolution, il n'existait aucun plan, mais une grande fluidité dans laquelle aucun des acteurs ne pouvait envisager les conséquences de ses actions. La révolution a complètement éliminé l'ancien régime. Si une tabula rasa est possible, alors la Hongrie s'en est approchée en 1956. Les communistes ont perdu toute légitimité et n'avaient d'autre moyen de la regagner qu'en reprenant le pouvoir par la force.

Le programme de la révolution était radical et novateur. Bill Lomax voit dans les conseils de travailleurs le cœur du projet, mais l'histoire ne se résume pas à cela. Plusieurs nouvelles institutions ont été amenées par la révolution, dont la particularité majeure a été une participation populaire massive, ce qui n'est guère surprenant compte tenu de l'exclusion totale de la population de toute action politique sous le stalinisme. Parmi ces institutions, citons les manifestations dans les rues, l'autogestion (territoriale ainsi que sur le lieu de travail), la parole donnée à tous ceux qui la voulaient et le retour au système pluripartite, c'est-à-dire à la démocratie représentative. Comment la démocratie directe et représentative aurait fonctionné dans la pratique, comment le tout se serait ajusté, nous ne le savons pas, parce qu'il n'y a jamais eu la possibilité de la faire fonctionner (je suis moi-même sceptique).

Durant la révolution, l'unité nationale, sociale et civique était remarquablement étendue. Les différences de classe ont été (brièvement) oubliées, tout comme les clivages urbain-rural, jeune-vieux et autres. Il y avait là-dessous un concept frappant d'harmonie sociale qui n'aurait pas duré. Il convient de noter que quelque chose de semblable sous-tendait les événements de 1968 en Tchécoslovaquie et de 1980-1981 en Pologne. La portée européenne de 1956 devait démontrer que le communisme n'était pas ce qu'il prétendait être, qu'il n'était ni consensuel ni démocratique et qu'il reposait sur la violence. Dans le même temps, il pouvait être renversé: tel est le message que l'Europe a eu des difficultés à accepter et à comprendre. Pour beaucoup, le communisme était là pour toujours et ils renâclaient à accepter la possibilité qu'il puisse disparaître, même en 1989.

X. LES ANNÉES KÁDÁR

Ce qu'il s'est produit après 1956 peut franchement être appelé la troisième et dernière prise de pouvoir communiste en Hongrie (après 1919 et 1945-1949). Cela s'est accompli par la terreur et par la menace de la terreur. En tout état de cause, il n'était pas possible de se débarrasser de la révolution – elle avait eu un effet marqué tant sur les dirigeants que sur la population. Cette proposition est rarement comprise comme une partie de la période d'après 1956, et il s'agit pourtant d'une dimension essentielle du régime communiste. En somme, même les révolutions qui ont échoué ont des conséquences et aucune restauration n'est à 100 % effective. Il n'était aucunement possible, pour le régime de Kádár du début de reproduire le haut stalinisme des années 50. Surtout, la révolution – ou contre-révolution comme le régime de Kádár tenait à l'appeler – avait porté un coup dévastateur au parti dirigeant. Elle a mis les communistes face au fait que leurs doctrines et méthodes étaient totalement détestées par ce prolétariat même au nom duquel et au profit duquel ils étaient censés diriger.

La révolution ratée a entraîné une sorte d'anomie, une perte de la justification d'être du pouvoir, une conscience divisée, parce qu'elle a montré que les narrations des communistes n'avaient pas l'approbation. Elle a fait comprendre que la terreur pour la terreur, comme sous Rákosi, n'était pas justifiée par la fin, mais contre-productive, parce que, même si elle contenait la situation, elle alimentait le ressentiment ou la passivité. En d'autres termes, au début des années 60, le régime a accepté qu'il avait besoin d'une certaine forme de consentement, une nouvelle manière d'exercer le pouvoir.

Ces facteurs sont à la base de l'innovation de Kádár dans les années 60, que l'acceptation – et non un soutien actif – était suffisante pour maintenir le régime communiste en place pour ce qui était de la majorité, tandis que, dans le même temps, le régime rassemblait un noyau solide de partisans avec une participation active dans la version du communisme formulée à la fin du khrouchtchevisme. Il convient de noter ici, comme toujours, l'importance des changements au sein de l'Union soviétique. Khrouchtchev avait compris que l'imposition inflexible des règles soviétiques aux États satellites d'Europe de l'Est ne fonctionnait pas et qu'il fallait dès lors leur laisser une certaine latitude pour envisager des solutions alternatives, dans des limites strictes. Le caractère strict de ces limites n'apparu clairement qu'en 1968, lorsque le parti tchécoslovaque

franchit le seuil de tolérance avec son expérience radicale (mais condamnée) dans le cadre d'une démocratie unipartite. Mais au début des années 60, personne ne le savait, pas même le Kremlin.

La latitude dont jouissait Kádár visait à pouvoir offrir à une société effrayée un accord unilatéral. En échange de son maintien au pouvoir, le pouvoir politique resterait en dehors du quotidien de la population. Ils auraient le choix pour les affaires de moindre importance et ils seraient autorisés à avoir un certain bien-être économique contre leur passivité politique. Le pouvoir arbitraire du parti serait partiellement supprimé, l'erreur politique ne serait plus considérée comme de la conspiration hostile, un niveau peu élevé de consumérisme deviendrait toléré et le contrôle exercé par le parti sur l'économie serait rendu plus flexible au moyen du nouveau mécanisme économique.

L'accord tacite était que le parti conserverait son monopole d'initiative et d'action politiques, par crainte de voir réapparaître des visées révolutionnaires, que 1956 serait retiré de la sphère publique (l'euphémisme «les événements malheureux de 56» fut alors inventé), qu'il ne serait aucunement question de liberté de la presse ou de remise en cause du rôle prépondérant du parti ou de la connexion de la Hongrie avec Moscou. Ce système fonctionna pendant un certain temps dans ces conditions. Il avait substitué la stabilité politique à la légitimité politique – l'ombre pour la substance – et il fonctionna tant que toutes les parties concernées étaient disposées à l'accepter. Le résultat sociologique – une conséquence en partie intentionnelle du dessin originel – a été l'émergence d'un pan important de la société ayant un intérêt dans le système ou, du moins, dans quelque chose qui continuerait à garantir la survie de ce système.

En ce sens, la dépolitisation appliquée par le régime donna naissance à une barrière dépolitisée que l'on ne pouvait franchir qu'au péril du système lui-même. Dès lors que le changement est toujours déstabilisant et qu'il a des conséquences imprévisibles, la quête de stabilité du système de Kádár était devenue conservatrice et, au fil du temps, stagnante, avec des perspectives qui se rétrécissaient. Pourtant, la société changeait, tout comme le monde autour de la Hongrie, surtout avec l'arrivée de Gorbatchev, dont la Perestroïka fut un événement très mal venu pour les dirigeants vieillissants des dernières années de Kádár.



XI. L'EFFONDREMENT DU COMMUNISME

Par ailleurs, les dirigeants étaient incapables de renouveler leur légitimité, notamment parce qu'ils ne pouvaient même pas voir le problème. De même, un activisme renouvelé ayant pour but de relancer un parti idéologique aurait enfreint les barrières placées 30 ans plus tôt par crainte de troubler la stabilité du régime. Il s'avéra aussi que l'on ne pouvait plus compter sur la connexion avec Moscou dès lors que les dirigeants soviétiques s'étaient embarqués dans un processus de renouvellement, car cela aurait nécessairement supprimé le soi-disant prétexte soviétique, au sens « nous voudrions vraiment la réforme, mais les camarades soviétiques le verraient d'un mauvais œil ».

Ainsi, les révolutions ratées n'échouent jamais complètement, mais elles ont toujours des conséquences involontaires. Dans le cas de la Hongrie, la société s'est retrouvée dans la peau d'une Belle au bois dormant, qui en est finalement venue à aimer sa somnolence. C'est de ce point de vue que 1956 a exercé et exerce toujours des effets tardifs qui ont façonné tant les dirigeants que les dirigés dans les années qui ont suivi la fin du communisme. Cette façon de tourner le dos au communisme, et c'était davantage un adieu tranquille qu'un déchirement spectaculaire, n'a eu pratiquement aucun impact sur la population, contrairement à la Tchécoslovaquie ou, disons, à l'Estonie. La réinvestiture d'Imre Nagy le 16 juin 1989, un événement presque populaire, a été soigneusement surveillée, supervisée et chorégraphiée.

Il y avait en Hongrie une contre-élite assez inexpérimentée politiquement, et une société n'y comprenant pas grand-chose en pouvoir ou en gouvernance. Je suppose qu'ils étaient nombreux à l'époque à croire que la fin du communisme en tant que système et mode de légitimation apporterait une transformation en profondeur, à la faveur de laquelle ceux qui avaient été exclus du pouvoir pourraient désormais l'exercer. C'était sans compter sur l'expérience politique bien plus grande des bénéficiaires de l'ancien système, qui étaient déterminés à préserver leurs privilèges et à se saisir des biens de l'État, à maintenir leurs réseaux, leurs ressources etc., ainsi que sur leur refus total de toute forme d'autolimitation démocratique ou de limites éthiques à l'action. Ils n'ont accepté que le minimum, le résultat des élections, la cour constitutionnelle et, dans une certaine mesure, la désapprobation européenne.



De ce point de vue, l'on comprend mieux pourquoi 1956 est contesté et pourquoi tant la gauche que la droite veulent se l'arroger. La gauche voudrait en dériver sa légitimité pour le présent, en tant qu'héritiers d'une révolution sociale, et la droite y voit une révolution démocratique, nationale et anticommuniste. Bien que la révolution de 1956 ait été jugulée par la force et qu'elle ait échoué en ce sens seulement, elle perdure de différentes manières, complexes, indirectes et parfois déformées.

Le système a démontré une considérable faculté de rester en place et est resté largement inchangé jusqu'à sa désintégration en 1989. Il a apporté à la société hongroise un mode de vie tolérable et une stabilité, en même temps qu'il a peu intégré le plus grand nombre dans son fonctionnement. Les instruments de coercitions opéraient à l'intérieur de certaines limites, même si les activités de la police secrète étaient étendues; s'il l'on se tenait à l'écart de la politique, on n'était guère inquiet, même si la menace de la coercition était toujours présente.

En toute logique donc, le système a commencé à s'effondrer en 1988, laissant derrière lui une société qui s'était habituée à une stabilité qui ressemblait davantage à une absence de changement, qui était politiquement très expérimentée, qui n'avait aucune connaissance réelle des conditions du marché et un sens très vague de la relation entre démocratie et liberté. Le souvenir de 1956 était donc le point central, l'évènement symbolique autour duquel tous pouvaient s'organiser dans l'opposition au régime communiste, et cela incluait les communistes réformateurs. Il importe de souligner que c'était exclusivement symbolique. Le souvenir traumatisant de la violence et de la dévastation était bien vivant et, en 1989, il a servi à contenir l'action. Il y avait une sorte de détermination craintive à ce qu'il n'y ait pas de révolution au sens de 1956. Autre résultat, comme souvent dans la lutte pour les symboles: une fois l'objectif initial atteint, l'unité se désintégra et 1956 se retrouva ensuite disputée entre la gauche et la droite.

Les faiblesses du système le privaient toutefois de tout avenir à long terme. Premièrement, sa stabilité dépendait du maintien au pouvoir de Kádár et dans la mesure où son âge commençait à entrer en ligne de compte – il était né en 1912 - le problème de la succession apparut à l'horizon. Deuxièmement, il y avait le facteur soviétique cité plus haut. Tant que le Kremlin restait pris dans son conservatisme, Kádár et le kádàrisme étaient en sécurité, mais avec la montée de Gorbatchev, qui avait compris que le changement de l'Union soviétique était inévitable, la position de Kádár est devenue incertaine également. Troisième facteur: l'engagement du système envers la stabilité,

qui, après un temps était devenue stagnation, essentiellement parce qu'il n'avait pas, et ne pouvait avoir, de théorie du changement. Quatrièmement, la dépendance de la Hongrie vis-à-vis du monde extérieur – compte tenu de sa dépendance commerciale, c'était inévitable - a rendu les chocs pétroliers traumatisants. Dans les années 80 déjà, les comparaisons internationales montraient clairement que même une économie planifiée centralement et gérée intelligemment était moins performante qu'une économie de marché, cf. la Corée du Sud. Cinquièmement, les générations commençaient à changer peu à peu, les plus jeunes n'étant plus traumatisés par les souvenirs de 1956 et après. Sixième facteur: le déclin du système, ainsi que l'attrait correspondant de l'Occident. Pour reprendre les termes de Weber, le système a cessé d'être exemplaire et, dès lors, contraignant. Pour le dire en des termes simples, en créant une complexité toujours plus grande, mais en éliminant les instruments politiques pour la gérer, le kádàrisme s'est progressivement miné lui-même. D'où le changement de régime de 1989.

De manière générale, les dirigeants du système de Kádár se trouvaient dans un piège politique et idéologique dont ils ne pouvaient s'échapper qu'en se retirant. La stabilité ne comptait plus, parce qu'elle était considérée comme acquise, le communisme en tant qu'idéologie s'était effondré, peu de personnes le prenaient encore au sérieux et l'Union soviétique n'était plus une source de soutien. En outre, à la fin des années 80, l'élite, qui flairait le changement, avait commencé à manœuvrer pour s'emparer des biens d'État.

La signification de 1989 était et reste contestée. Était-ce une révolution, un changement de régime ou simplement un transfert de régime? Ceux qui avaient espéré un nettoyage en profondeur des écuries d'Augias allaient être déçus et le caractère graduel du changement de régime a permis le sauvetage du pouvoir communiste (réseaux, argent, bâtiments, organisations, etc.), qui devait refaire surface sous la forme d'une sorte de système néo-communiste, mais officiellement démocratique. La démocratie était toutefois incomplète, puisqu'elle ne s'était déployée que pour diriger par consentement et non pour soutenir une infrastructure véritablement démocratique. Voilà où en étaient les choses en 2008.



LETTONIE: LA DESTINÉE BALTE ET LA RENAISSANCE D'UNE NATION

Antonijs Zunda

République de Lettonie - Latvijas Republika

Superficie: 64 589 km²

Population: 2 294 600 (2006)

Capitale: Riga

Langue officielle: le letton

Devise: le lat (LVL)

Système politique: République parlementaire

Adhésion à l'UE: 01.05.2004

I. INTRODUCTION

L'histoire de la Lettonie et des autres pays baltes au XX^e siècle est très complexe. Pour bien comprendre l'évolution et les problèmes économiques, sociaux et politiques actuels de la Lettonie, il faut garder à l'esprit qu'elle a été occupée à trois reprises. La Lettonie a été occupée par l'Union soviétique de 1940 à 1941 et par l'Allemagne nazie de 1941 à 1945. Après la seconde Guerre mondiale et à nouveau jusqu'en 1991, la Lettonie a été intégrée à nouveau à l'Union soviétique. Chacun de ces régimes d'occupation poursuivait ses propres objectifs, qui étaient tout à fait contraires aux souhaits de la majorité de la population lettonne.

Bien que la Lettonie n'ait pas existé en tant qu'État indépendant de 1941 à 1991 du fait de son occupation, de son annexion et de son intégration à l'Union soviétique, plus de 50 pays dans le monde ont continué à la reconnaître en droit international, exprimant ainsi leur opposition à la politique expansionniste illégale de l'URSS. La non-reconnaissance internationale

de l'annexion a été très importante pour les Lettons, et durant les longues décennies d'occupation, elle les a aidés à maintenir un esprit de résistance au régime soviétique. Elle a également contribué de façon générale au rétablissement rapide et réussi de l'indépendance de la Lettonie en 1990/1991.

Sur la route de l'indépendance, la Lettonie a dû faire face aux nombreuses conséquences graves du régime soviétique. Il a fallu réformer en profondeur le système économique et politique. Le Front populaire de Lettonie est devenu une force politique importante. Au cours d'une période relativement courte en 1991, la Lettonie a jeté les bases d'un État démocratique basé sur la règle de droit. De nouvelles structures ont été mises en place pour l'administration publique, l'armée, la police et les garde-frontières. Le pays est passé d'une économie soviétique planifiée à une économie de marché et a adopté une nouvelle devise, le lat. Dès le début du rétablissement de l'indépendance, il a fallu organiser un retrait rapide de Lettonie des troupes de la Fédération russe. Ce retrait est devenu effectif le 30 avril 1994 par la signature d'un traité spécial. Le retrait de l'armée russe a sonné la fin de l'occupation de la Lettonie, qui avait duré plus de quatre décennies. Le jeune État letton s'est trouvé confronté au problème grave du statut des résidents non lettons. Ce problème est dû au fait qu'à l'époque du régime soviétique, des centaines de milliers d'immigrés sont venus s'installer en Lettonie. Ce problème est en cours de résolution par un processus de naturalisation basé sur la règle de droit et les principes démocratiques.

La Lettonie a rejoint l'OTAN en avril 2004 et l'UE en mai de la même année. En s'intégrant à une union de pays économiquement développés, la Lettonie a pu développer rapidement sa propre économie, améliorer la qualité de vie et le bien-être de ses citoyens et renforcer son système de sécurité sociale. Étant donné son histoire compliquée, le principal avantage pour la Lettonie est le sentiment de sécurité et de stabilité dans le temps qui découle de l'appartenance à l'UE. Après une période extrêmement complexe au XX^e siècle, après des transformations économiques et politiques fondamentales, la Lettonie a rejoint la communauté des pays démocratiques et envisage son avenir au sein de cette communauté.

II. L'INDÉPENDANCE NATIONALE ET LES DEUX RÉGIMES TOTALITAIRES (1940-1945)

La Lettonie se trouve sur la côte Est de la mer Baltique, et son histoire a toujours été influencée par la politique de grandes puissances agressives. Après l'invasion des croisés allemands au XIII^e siècle, les Lettons ont été privés de la possibilité de créer leur propre État indépendant. À partir du XVIII^e siècle, après plusieurs guerres entre les grandes puissances qui luttaient pour le contrôle de la région balte, le territoire de la Lettonie a été intégré à la Russie pendant deux cents ans. Après la Première Guerre mondiale, l'effondrement des empires allemand, russe et austro-hongrois a permis l'apparition sur la carte européenne de plusieurs nouveaux États, dont la République de Lettonie. L'indépendance du pays a été déclarée le 18 novembre 1918.

Entre les deux guerres mondiales (1918-1940), c'est-à-dire pendant sa première période d'indépendance, la Lettonie a connu une réussite remarquable en matière de croissance économique, d'éducation et de culture. La Constitution nationale adoptée en 1922 définissait la Lettonie comme un État démocratique dirigé par le peuple. Cette Constitution précisait les droits des minorités ethniques et garantissait l'égalité entre toutes les nations. La Lettonie était en train de se développer sous la forme d'un État caractérisé par la tolérance ethnique. L'inviolabilité de la propriété privée a également été confirmée par la loi. Tous les citoyens bénéficiaient de libertés et de droits démocratiques importants. La Lettonie organisait des élections municipales et parlementaires libres, respectait la liberté de la presse et des activités politiques, possédait un système judiciaire indépendant, etc. La Lettonie était une république parlementaire, mais le Cabinet des ministres possédait des pouvoirs importants et pouvait adopter seul des actes législatifs pendant les vacances parlementaires. L'État avait à sa tête un Président au rôle largement représentatif et sans responsabilités politiques. Le Président avait la possibilité de dissoudre le Parlement, mais il fallait que cette décision soit approuvée par un vote au niveau national. En cas de vote négatif, le Président était tenu de démissionner.

Pendant cette période d'indépendance, la Lettonie a été un pays stable et économiquement prospère. L'économie, ravagée durant la Première Guerre mondiale, a connu une relance rapide. Des progrès importants ont été accomplis dans l'industrie, l'agriculture et le commerce extérieur. La Lettonie se rapprochait du niveau de développement des pays européens les plus avancés. Dans les années 1930, par exemple, les exportations de beurre de la Lettonie et de l'Estonie arrivaient en deuxième

et troisième position après celles du Danemark. Les entreprises industrielles fabriquaient des produits de qualité. La plus célèbre de ces entreprises était l'«Usine Électrotechnique Nationale» (VEF), qui fabriquait des radios, des ampoules électriques et même le plus petit appareil photo du monde, le «Minox». Des progrès importants ont également été accomplis en matière d'éducation. Au milieu des années 1930, la Lettonie était le premier pays d'Europe en termes de nombre d'étudiants. Le pacte criminel Molotov-Ribbentrop, signé le 23 août 1939 par l'Union soviétique et l'Allemagne nazie, a mis fin à ce développement réussi de la Lettonie. Ce pacte divisait l'Europe de l'Est et la région balte en deux sphères d'influence dévolues à ces deux États agressifs. La Lettonie est tombée dans la sphère d'influence de l'Union soviétique en septembre-octobre 1939. Sous la menace de la force, l'Union soviétique a contraint la Lettonie et les autres pays baltes à signer des «accords d'assistance mutuelle» permettant l'installation de bases militaires dans ces pays. La Lettonie a ainsi dû subir une restriction de sa souveraineté nationale, et elle est devenue en pratique un protectorat soviétique.

En juin 1940, alors que l'Allemagne nazie envahissait la France, le dictateur soviétique Joseph Staline a décidé d'occuper les pays baltes et de les intégrer à l'Union soviétique. Le 16 juin, le gouvernement letton a reçu un ultimatum soviétique exigeant la formation immédiate d'un nouveau gouvernement et l'admission sur le territoire letton d'un contingent illimité de troupes soviétiques. Le 17 juin, l'URSS occupait tout le territoire letton. L'URSS a violé unilatéralement tous les accords antérieurs signés avec la Lettonie (le traité de paix de 1920 et le traité de non-agression de 1932). Bien consciente de la suprématie militaire évidente de l'URSS, tout comme le Danemark face à l'Allemagne en avril 1940, la Lettonie n'a pas résisté et a cédé aux exigences soviétiques.

L'occupation de la Lettonie a été coordonnée par l'ambassade de l'Union soviétique à Riga et par l'envoyé spécial du Kremlin Andreï Vishinski. L'Union soviétique a tout d'abord décidé de former en Lettonie un «gouvernement du peuple» dirigé par Augusts Kirhensteins. Tous les autres partis étant interdits, le Parti communiste est devenu le parti unique. Sur l'ordre de Moscou, le gouvernement fantoche de Kirhensteins a annoncé des élections parlementaires en Lettonie les 14 et 15 juillet 1940. Ces élections ont été organisées dans le but de donner une légitimité au régime d'occupation. Le 21 juillet, le «Parlement du peuple» nouvellement élu, bafouant la Constitution de la République de Lettonie, a adopté une décision d'adhésion à l'Union soviétique. La Lettonie a ainsi été intégrée illégalement et en toute hâte à l'Union soviétique, devenant elle-même une république socialiste soviétique. La première phase d'occupation était

terminée. Les États-Unis, la Grande-Bretagne et d'autres pays d'Europe de l'ouest ont refusé de reconnaître la légitimité de cette action de l'Union soviétique.

Au cours de la période 1940-1941 (jusqu'au début de la guerre germano-soviétique), le régime d'occupation mis en place par l'Union soviétique a modifié fondamentalement le système économique et politique de l'État. Un régime dictatorial et totalitaire a été instauré en Lettonie, abolissant toutes les institutions démocratiques qui avaient existé à l'époque de l'indépendance. Le régime a lancé la nationalisation de l'industrie et du commerce, y compris des banques. La terre a été déclarée propriété de l'État. Les principales entreprises - VEF, «Vairogs», «Tosmare» et d'autres ont été intégrées au système économique soviétique et placées sous le contrôle des syndicats. Des changements radicaux ont été imposés dans le domaine de la culture et de l'éducation afin de convertir la nation à l'idéologie communiste. L'armée lettonne a été réorganisée et transformée pour devenir le Corps Territorial N° 24. Jusqu'au 22 juin 1941, quand l'Allemagne a occupé la Lettonie, la répression avait touché 19,4 % des officiers.

Des opérations massives de répression et de terreur ont été lancées contre la population. Le régime soviétique s'est attaqué avec une cruauté particulière aux fonctionnaires, aux responsables politiques, aux intellectuels ainsi qu'aux grands industriels et hommes d'affaires de l'époque de l'indépendance. Le 21 juillet, le Président letton Karlis Ulmanis a été déporté de Lettonie. Il est mort le 20 septembre 1942 dans la prison de Krasnovodsk. Les signes de colonisation et de «russification» étaient évidents. De très nombreux Russes ont été transférés en Lettonie, parmi lesquels des membres de l'appareil du Parti communiste et des institutions soviétiques, des officiers et des soldats de l'Armée rouge ou encore des représentants des institutions répressives. Pendant la première année du régime soviétique, l'agriculture a subi des transformations radicales. Une réforme agraire imposée dans la précipitation a privé les agriculteurs de leurs terres pour les distribuer aux paysans sans terres. Le régime soviétique a propagé la notion de collectivisation et de création de fermes collectives.

En mai 1941, le gouvernement soviétique et le Comité central du Parti communiste ont décidé de lancer une déportation massive de civils depuis la Lettonie et les autres républiques baltes vers les régions de l'extrême Nord de l'URSS. Cette opération a été menée par le Commissariat du Peuple de la sûreté d'état de l'URSS, en coopération avec les appareils de sécurité de la Lettonie soviétique sous la direction d'Alfons Noviks et de Semion Shustin. Des collaborateurs locaux, choisis parmi les activistes du Parti communiste et les membres des institutions soviétiques, ont contribué à dresser les listes de personnes à déporter et ont participé au processus de déportation.

En Lettonie, les déportations ont eu lieu dans la nuit du 14 au 15 juin 1941. Cette cruauté inhumaine a touché 15 424 personnes, parmi lesquelles 3 000 enfants de moins de 16 ans. 6 081 déportés sont morts, soit 39,43 % du total. Entre 1957 et 1959, la plupart des déportés survivants ont été relâchés et autorisés à rentrer en Lettonie. De juin 1941 à mai 1945, la Lettonie est tombée sous le contrôle d'un autre occupant, l'Allemagne nazie. C'était la deuxième occupation en un an. Le régime nazi a eu de graves conséquences pour le développement économique, politique et démographique de la Lettonie. La Lettonie n'a pas retrouvé son indépendance, elle a été intégrée à la région que l'Allemagne appelait «Ostland». Le plan global «Ost» conçu par le gouvernement allemand prévoyait la colonisation et la germanisation de la Lettonie.

Dès les premiers jours, le régime nazi a lancé la répression contre la population civile, et notamment les juifs, dont il a commencé l'extermination. L'Holocauste a provoqué la mort de près de 70 000 juifs lettons, soit plus de la moitié de la population juive de Lettonie. Une petite partie de la population lettone a également participé à ces crimes, le «commando Arajs». Au cours de l'occupation nazie, environ 100 000 civils ont été exterminés en Lettonie (ce total comprend environ 2 000 Roms et 2 271 malades mentaux).

Lorsque la situation sur le front de l'Est s'est détériorée, le régime nazi a décidé d'intégrer des Lettons à ses forces armées. L'Allemagne a ainsi formé des bataillons de police lettons et la légion SS volontaire lettone (divisions 15 et 19). Au total, environ 110 000 Lettons ont été mobilisés. Près de la moitié d'entre eux sont morts à la guerre. Les soldats lettons ont été envoyés sur le front de l'Est, ils ne se sont pas battus contre les alliés à l'Ouest.

Dans les dernières années de la guerre, en 1944/1945, l'Union soviétique a occupé la Lettonie à plusieurs reprises. Volontairement ou de force, des dizaines de milliers de Lettons ont quitté leur pays natal pour devenir réfugiés. La principale raison poussant certains à fuir vers l'Ouest était la crainte du régime de terreur communiste, des déportations et d'une nouvelle répression. La propagande du régime nazi et l'évacuation forcée des civils ont également contribué à cet exode. Au cours de cette période, environ 200 000 personnes ont quitté la Lettonie. Selon certains experts, le préjudice infligé à l'économie lettone représente environ 660 millions de dollars américains. Au total, pendant la seconde Guerre mondiale, la Lettonie a perdu environ 120 000 personnes durant les combats (civils et militaires confondus). Avec l'ajout des réfugiés et des personnes rapatriées, ces pertes s'élèvent à environ 450 000 personnes, soit près d'un quart de la population totale.

III. CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DU RÉGIME COMMUNISTE (1944-1990)

À la mi-juillet 1944, lors du retrait des troupes allemandes, l'Armée rouge est entrée en Lettonie par l'est. Ce fut le début de la réoccupation du pays par l'Union soviétique. Le régime soviétique a succédé au régime d'occupation de l'Allemagne nazie. Ce processus s'est terminé le 8 mai 1945 avec la capitulation sans conditions de l'Allemagne. Le système politique et économique de l'Union soviétique a été reproduit en Lettonie.

L'intégration de la Lettonie à l'Union soviétique lui a fait perdre une partie de son territoire. Le 22 août 1944, le Présidium du Soviet Suprême de la RSS de Lettonie, basé à l'époque à Moscou, a pris la décision de céder à la Russie une partie de la région lettone d'Abrene. La cession à la Russie de la ville d'Abrene et de six autres communes s'est faite en violation de la Constitution de la RSS de Lettonie. Les documents montrent qu'il n'y a même pas eu de réunion du Présidium. Le 23 août, le Présidium du Soviet Suprême de l'URSS a adopté un décret par lequel ces anciens territoires lettons étaient intégrés à la région russe de Pskov.

Dès les premiers jours, le régime d'occupation soviétique a lancé la répression à l'encontre de la population. Le 29 janvier 1949, le Conseil des Ministres de l'URSS a décidé de procéder à des déportations massives depuis toutes les républiques baltes. Du 25 au 30 mars, 44 271 personnes ont été déportées depuis la Lettonie vers les régions de l'extrême Nord de la Russie. Dans son rapport présenté en séance plénière du Comité central, le Premier Secrétaire du Parti communiste letton, Janis Kalnberzins, a indiqué qu'entre 1945 et 1953, la répression en Lettonie avait touché 119 000 personnes. Parmi ces personnes on compte 72 850 arrestations, 43 702 déportations et 2 321 assassinats. Certains historiens, en Lettonie comme en Russie, estiment que la répression politique a touché 140 000 personnes, voire même 190 000. Sur toute la durée du régime soviétique, 240 000 personnes ont été victimes de la répression politique. La répression visait ceux qui exprimaient des opinions nationalistes, qui résistaient d'une façon ou d'une autre à la puissance d'occupation, qui avaient occupé des fonctions importantes pendant l'indépendance ou qui possédaient des biens importants. Toutes les personnes accusées de défendre la culture occidentale (comme le «Groupe français», un mouvement intellectuel qui s'intéressait à la littérature et à l'art français) étaient la cible de répressions. La répression en Lettonie s'est assouplie au début

des années 1950 après la mort du dictateur Staline. Elle n'a cependant jamais cessé, ce qui a permis au régime soviétique de maintenir la société dans la peur.

La Lettonie occupée est devenue l'une des quinze républiques unies de l'URSS. Le Parti communiste, au pouvoir illimité, était la force politique décisive du pays. Le régime communiste exploitait également des attributs et des symboles pseudo-démocratiques: il y avait le Conseil suprême (Parlement) de la République Socialiste Soviétique de Lettonie, le Conseil des Ministres (gouvernement), des armoiries, un drapeau et même un hymne national. Ces institutions n'avaient aucun pouvoir réel, elles ne faisaient que créer l'illusion d'une certaine souveraineté. Toutes les décisions importantes étaient prises à Moscou ou par le Comité central du Parti communiste de Lettonie. La Lettonie soviétique n'était donc pas dirigée par le chef du gouvernement ni par le Parlement, mais par le Premier Secrétaire du Parti communiste. Ce poste a été occupé successivement par Janis Kalnberzins (1940-1959), Arvids Pelse (1959-1963), Augusts Voss (1966-1984), Boris Pugo (1984-1988) et Janis Vagris (1988-1990).

Hormis le Premier Secrétaire, le Deuxième Secrétaire du Parti communiste jouait également un rôle essentiel dans le gouvernement de la Lettonie. Nommé par Moscou, il supervisait la situation et jouait indirectement le rôle d'un vice-roi. Le Parti communiste de Lettonie possédait des unités structurelles à travers tout le pays. Tout comme les institutions de la répression (le bureau du procureur, la milice et le comité de la sûreté de l'État), ces unités étaient chargées de soutenir et de consolider le régime d'occupation soviétique. Une autre caractéristique typique était l'existence d'une nomenclature composée des responsables du régime (appareil soviétique et du parti, syndicat, Komsomol, dirigeants économiques) nommés avec l'approbation de la direction du Parti communiste.

Le régime soviétique a également tenté de renforcer le pouvoir du Parti communiste par des mesures législatives. Ainsi, la section 6 de la Constitution de 1978 de la RSS de Lettonie souligne que la force motrice et directrice, le cœur de l'État et des organisations publiques est le Parti communiste de l'Union soviétique. C'est le Parti qui, sur la base de la doctrine marxiste-léniniste, définissait les grandes lignes du développement de l'État, sa politique intérieure et extérieure, et s'efforçait de donner à sa lutte pour la victoire du communisme un caractère planifié et scientifique. Une propagande massive a été lancée pour influencer l'opinion publique et la rendre favorable au régime. Pour empêcher l'expression de la volonté du peuple, une censure



stricte a été mise en place et contrôlée par le Conseil principal de la littérature. Ce Conseil veillait scrupuleusement à ce qu'aucune information défavorable au régime soviétique, aucune critique de sa politique nationale ou économique ne soit véhiculée par la littérature, l'art, la télévision, la radio ou la presse. Le discours prononcé par le Premier Secrétaire du Parti communiste de Lettonie August Voss en séance plénière du comité central en 1971 est révélateur de cette attitude. Il y déclarait qu'un écrivain ou un artiste pouvait décrire tous les aspects de notre réalité, même les côtés négatifs. Mais pour pouvoir illustrer ces réalités, les artistes devaient toujours respecter strictement la position du parti et de la classe ouvrière.

La propagande du Parti communiste a toujours souligné l'obligation, pour un citoyen soviétique, de rester fidèle aux idéaux communistes, d'être internationaliste, de sacrifier ses intérêts personnels en faveur de la société, etc. Au fil du temps, la société a découvert l'écart séparant la propagande communiste de la réalité. Le régime a fait tout ce qu'il a pu pour masquer ou ignorer les problèmes existants ou pour présenter la vie et ses problèmes sous un jour favorable. Ces manipulations ont provoqué des contradictions et un certain malaise moral au sein de la société, l'envie de cacher ses opinions et ses pensées réelles.

La période de l'immédiat après-guerre, jusqu'en 1953, a été marquée par le règne de Staline. C'est au cours de cette période qu'a eu lieu l'essentiel de la consolidation du régime totalitaire soviétique en Lettonie. L'objectif premier de Moscou était de compléter la «soviétisation» de la Lettonie. La tâche principale de l'éducation et de la culture était de répandre l'idéologie communiste dans l'ensemble de la société. Des répressions massives ont été lancées contre tous ceux qui défendaient des positions nationalistes. Le régime soviétique s'efforçait, par tous les moyens possibles, d'imposer aux Lettons une vision idéologiquement et politiquement biaisée de l'histoire de leur pays. Des efforts considérables ont été déployés pour priver les citoyens de leur mémoire, pour minimiser ou nier les réalisations de la période d'indépendance entre 1918 et 1940. Le régime a accordé un soin particulier à la représentation des événements de 1940 en Lettonie, affirmant avec insistance qu'il n'y avait pas eu d'occupation et que la nation, après la «révolution socialiste», avait décidé «volontairement» de rejoindre l'Union soviétique. La réalité historique concernant la politique menée par l'URSS en Lettonie et dans les autres pays baltes a donc été grossièrement déformée. Mais malgré tous les efforts du régime communiste, les Lettons se sont transmis de génération en génération la vérité sur ce qu'il était arrivé à leur pays.

Dans les années 1950, afin d'affaiblir l'identité lettone et d'accélérer la « russification » du pays, le régime soviétique a lancé une grande campagne de promotion de la langue et de la culture russes. Le russe a été enseigné de plus en plus dans les écoles d'enseignement général, les écoles techniques et professionnelles et les établissements d'enseignement supérieur, acquérant ainsi un prestige supérieur à celui du letton. Cette politique a permis au russe de devenir progressivement la langue dominante au détriment du letton dans de nombreux secteurs de l'industrie, dans les organismes publics et même dans la vie quotidienne. En 1989, 89 % de la population parlait couramment le russe.

Le festival du solstice d'été, si populaire en Lettonie, a été interdit à l'époque du Premier Secrétaire du Parti communiste de Lettonie Arvids Pelse. La propagande officielle décrivait ce festival comme désuet, contraire à l'esprit de l'époque, et affirmait qu'une société socialiste ne pouvait pas entretenir des traditions païennes. Toutes les références du festival du solstice ont été interdites dans la musique, la littérature, le cinéma et même la cuisine. Ainsi, le populaire « fromage du solstice » a été rebaptisé « fromage paysan ». Même les manuels scolaires ont été modifiés pour supprimer toute référence à la tradition du festival du solstice. Le solstice d'été n'a retrouvé sa position officielle que vers la fin du régime soviétique, en 1988.

Le régime soviétique a combattu férocelement la religion et l'Église. L'enseignement religieux était interdit dans les écoles et les fêtes d'église étaient interdites. L'État menait une propagande athée intensive, au point que les programmes universitaires comprenaient un cours sur l'athéisme. Le pouvoir en place a tenté de limiter les activités de l'Église en la taxant lourdement et en lui imposant d'autres contraintes. La plus célèbre cathédrale orthodoxe de Riga a été fermée en 1961 et transformée en une salle d'exposition et un planétarium.

L'économie a également subi des transformations radicales. L'industrie, l'agriculture, le commerce et d'autres secteurs ont été entièrement nationalisés. Les citoyens ont perdu leurs biens sans aucune compensation. L'entreprise privée a été d'abord limitée, puis complètement interdite. L'économie est passée entièrement sous le contrôle de l'État et a été soumise à une planification stricte.

Le secteur agricole a connu une collectivisation généralisée. Des mesures répressives ont été prises pour obliger les agriculteurs à rejoindre des fermes collectives. La première ferme collective a été créée dès 1946 en Lettonie. Le système agricole soviétique était médiocre, avec des coûts élevés



et une faible productivité. Les petites fermes auxiliaires dirigées par la population étaient nettement plus efficaces et produisaient des quantités importantes de viande, de lait et d'autres produits. Durant le régime de Nikita Khrouchtchev en URSS, l'agriculture a subi différentes campagnes.

La structure économique globale de la Lettonie a connu une transformation radicale mettant l'accent sur le développement intensif de l'industrie. Des dizaines de nouvelles usines ont été construites au cours des années 1950 et 1960. De grosses entreprises industrielles ont été mises sur pieds pour fabriquer des produits destinés à l'exportation vers d'autres républiques. Cette politique ne reposait sur aucun principe économique objectif. Des travailleurs ont été transférés en masse depuis la Russie, la Biélorussie, l'Ukraine et la Moldavie. Ces migrations ont fini par bouleverser la structure démographique de la Lettonie. Au début de 1980, les Lettons ne représentaient que 52 % de la population totale. Les tendances observées permettaient de prévoir qu'en conséquence de la politique menée par Moscou, les Lettons risquaient de devenir minoritaires dans leur propre pays.

Le développement forcé de l'industrie a entraîné une augmentation rapide de la population des principales villes lettones telles que Riga, Daugavpils, Jelgava, Ventspils, Valmiera et Rezekne. Au cours des années 1960 et 1970, la Lettonie a connu une urbanisation rapide qui a entraîné une pénurie de logements. Dans les années 1960, le gouvernement a lancé la construction à grande échelle de blocs d'appartements en béton. Ces immeubles étaient mal conçus, tant du point de vue architectural qu'au niveau urbanistique. Les nouveaux quartiers résidentiels ne possédaient pas les infrastructures nécessaires et manquaient de jardins d'enfants, de magasins et d'infrastructures de soins de santé. Malgré la construction de nombreuses nouvelles maisons, la crise du logement restait grave, principalement dans la capitale Riga. Certaines familles devaient attendre dix ans ou plus avant d'obtenir un appartement. La situation des Lettons était d'autant plus difficile que les nouveaux venus, les anciens officiers de l'armée soviétique et les membres de la nomenclature bénéficiaient d'un traitement préférentiel.

De façon générale, les principaux indicateurs économiques et sociaux montrent qu'au cours de la période soviétique, la Lettonie a commencé à prendre du retard sur les pays dont elle avait été à peu près l'égale à l'époque de l'indépendance, comme les pays scandinaves. Ce retard démontrait l'inefficacité, la stagnation et la crise du système soviétique.

IV. RÉSISTANCE À L'OCCUPATION ET À LA DICTATURE

Au début de l'après-guerre, une très grande partie de la population lettone était prête à résister au régime d'occupation. Cette résistance a pris typiquement deux formes différentes: une lutte armée menée par des partisans nationaux appelés «frères de la forêt» et une résistance non violente. Après l'entrée de l'Armée Rouge dans la partie orientale de la Lettonie à l'été 1944, les premiers groupes de «Frères de la forêt» se sont formés spontanément et ont entamé une lutte armée contre le pouvoir soviétique. L'escalade de la répression à l'encontre de la population a favorisé le développement du mouvement de résistance. Dans un premier temps, les «Frères de la forêt» ont été rejoints par ceux qui avaient collaboré activement avec le régime nazi: les anciens policiers, les légionnaires qui avaient été intégrés aux troupes allemandes, les fonctionnaires de la gouvernance territoriale et d'autres. Les «Frères de la forêt» étaient des hommes jeunes, entre 20 et 30 ans. Ils ont ensuite été rejoints par les fils des nouveaux paysans, par l'intelligentsia rurale et par d'anciens soldats et officiers de l'armée de la République de Lettonie qui avaient conservé l'idéal d'un État indépendant de Lettonie. Après la guerre, de nombreuses personnes en Lettonie pensaient qu'une nouvelle guerre éclaterait bientôt entre les pays occidentaux et l'Union soviétique et elles se sont donc engagées activement dans la lutte contre le régime d'occupation soviétique.

La lutte armée des «frères de la forêt» contre le régime soviétique n'était pas un phénomène isolé. Des mouvements semblables sont apparus en Lituanie, en Estonie, en Ukraine, en Pologne et dans d'autres pays d'Europe de l'Est. Des groupes relativement importants de «Frères de la forêt» se sont formés en 1944/45. Dans la région de Balvi et de Vilaka par exemple, l'«Union Nationale des Partisans Lettons» a été créée sous le commandement de Peteris Supe. Cette unité comptait environ 400 «frères de la forêt». Ses activités couvraient toute la partie nord du Latgale ainsi que le nord et le centre de la Vidzeme. Ce n'est qu'en 1953 que les forces de sécurité soviétiques sont parvenues à exterminer cette union. Deux unions de «Frères de la forêt» étaient actives dans la région du Kurzeme: l'«Organisation des Partisans du Nord-Kurzeme» et l'«Organisation Nationale des Partisans Lettons». Selon les archives historiques, environ 20 193 personnes ont rejoint des unités de «Frères de la forêt» et mené près de 2 659 opérations contre le régime

soviétique. Parmi ces partisans, 2 422 ont été tués au combat et 7 342 ont été arrêtés. Au cours de leurs opérations, les «frères de la forêt» ont tué 259 militaires soviétiques, 111 membres du KGB, 199 combattants des bataillons pénitentiaires ainsi que 1 070 activistes du régime soviétique.

Les «Frères de la forêt» ont connu leur période d'activité maximale entre 1944 et 1949. Non contents de se défendre, ils attaquaient activement les dirigeants, l'armée et les forces de sécurité soviétiques. Au cours des années qui ont suivi, le durcissement de la répression et les campagnes de propagande menées par le régime soviétique ont permis de restreindre les activités des «Frères de la forêt». Ceux-ci n'ont plus mené d'opérations de grande envergure. La stratégie offensive des années précédentes a cédé la place à une stratégie de survie. Certains «Frères de la forêt» se sont rendus volontairement aux autorités soviétiques. Ces redditions ont été facilitées par le décret d'amnistie adopté en 1955 par le Soviet Suprême d'URSS. En un an, environ 350 «Frères de la forêt» se sont rendus.

Outre leurs opérations de combat, les «Frères de la forêt» s'efforçaient de publier des journaux clandestins, des tracts et des déclarations qu'ils diffusaient parmi la population. Ces activités étaient particulièrement importantes dans la mesure où elles révélaient la politique menée par le régime soviétique d'occupation. Au cours des guerres menées par les «Frères de la forêt», 14 journaux ou bulletins d'information de tailles différentes ont été publiés en Lettonie.

Dans la deuxième moitié de l'année 1944, le régime soviétique a créé des formations militaires spéciales, des bataillons d'extermination comptant plus de 44 000 combattants. Cette réaction témoigne de l'efficacité du mouvement des «Frères de la forêt» dans la Lettonie d'après-guerre. Des bataillons d'extermination ont été créés dans toutes les régions de Lettonie. Chaque bataillon comptait en moyenne 800 combattants. Les petites villes possédaient des unités d'extermination de 25 à 30 soldats. Ces unités étaient l'élément de base de la lutte du régime soviétique contre les «Frères de la forêt» dans les régions rurales de Lettonie. Ces bataillons recrutaient parmi la population soviétique locale ou parmi ses partisans.

Les services de sécurité soviétiques ont également utilisé des agents doubles dans les unités. Ces agents contribuaient non seulement à l'extermination d'un groupe de «Frères de la forêt», mais permettaient également de découvrir ses sympathisants et ses réseaux d'approvisionnement en nourriture et en armes. Dans sa lutte contre les «Frères de la forêt», le régime a aussi persécuté brutalement leurs familles et leurs proches. Même les jeunes enfants ont été victimes de cette politique de terreur. Les «Frères de la forêt»

qui étaient faits prisonniers étaient souvent torturés et mutilés. Afin d'intimider les populations locales, les corps des «Frères de la forêt» étaient souvent exposés en public dans les villages. Une pratique courante consistait à incendier les maisons des «Frères de la forêt» et de leurs proches.

L'instauration du régime soviétique en Lettonie a également suscité une résistance non violente. De nombreux groupes se sont formés illégalement pour tenter de rassembler et d'analyser des informations sur les politiques menées par le régime soviétique. Ces groupes imprimaient des brochures, des déclarations et même de petits bulletins d'information dans lesquels ils incitaient la population à désobéir au régime soviétique. La résistance non violente consistait par exemple à endommager les drapeaux soviétiques dans les endroits publics, détruire les portraits officiels des dirigeants de l'URSS, dresser le drapeau de la République de Lettonie, écrire des slogans antisoviétiques sur les murs et dans les rues, etc. Le fait d'écouter la station radio «Voice of America» ou de diffuser les informations émises par cette radio était également considéré comme de la résistance au régime. Différentes associations scolaires et différents groupes se sont également livrés à des actions de résistance non violente. Entre 1947 et 1957, les services de sécurité soviétiques ont découvert plus de 100 associations estudiantines antisoviétiques. Les Églises traditionnelles de Lettonie ont également opposé une résistance importante au régime: Églises catholique, luthérienne, baptiste, vieille-ritualiste et orthodoxe. Les Églises ont imprimé des publications illégales dans lesquelles elles expliquaient à la population l'existence de Dieu et Son rôle dans la vie spirituelle des hommes. C'était pour elles la seule façon de lutter contre la propagande en faveur de l'athéisme que le régime diffusait dans les écoles, les établissements d'enseignement supérieur et les communautés ouvrières. Le chef actuel de l'Église catholique de Lettonie, le cardinal Janis Pujats, avait lancé une imprimerie clandestine à l'époque soviétique. Durant la période soviétique, l'Église baptiste a distribué 600 publications illégales écrites à la main et à la machine. En signe de protestation, les Églises ont également organisé des congrégations non enregistrées qui prononçaient des sermons non soumis au contrôle des autorités officielles. Malgré la liberté de religion proclamée par la Constitution de l'Union soviétique, les Églises et leurs serveurs subissaient des pressions constantes et différentes formes de restrictions de la part du régime soviétique. Avant l'occupation de la Lettonie par l'Union soviétique en 1940, le pays comptait 190 prêtres catholiques. En 1973, les différentes formes de répression (arrestations, déportations, assassinats) avaient réduit ce nombre à 70. Six prêtres avaient perdu le droit de servir la congrégation et d'enseigner le christianisme aux enfants.

Dans les années 1960, des changements importants sont intervenus dans l'organisation de la résistance et dans l'idéologie. Certains tentaient encore parfois de former des groupes



clandestins, mais ceux-ci étaient en général découverts et dissous rapidement. L'opposition au régime et à ses politiques s'est manifestée davantage à travers les activités de personnalités ou de petits groupes. Certains dissidents ont commencé à critiquer ouvertement la vie sous le régime soviétique. Ce mouvement a acquis en fait le caractère d'une résistance démocratique et nationale. Les dissidents réclamaient généralement de l'Union soviétique qu'elle respecte ses engagements en vertu des accords internationaux qu'elle avait elle-même conclus et qu'elle respecte également les principes et les normes fixées par la législation nationale. L'objectif principal des dissidents lettons était de lutter pour le droit de la nation lettone à l'autodétermination, pour le rétablissement d'un État indépendant, pour la sauvegarde de la culture et de l'identité nationales et contre la russification.

L'intervention des troupes soviétiques et d'autres pays du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie en août 1968 a provoqué des protestations contre le régime soviétique en Lettonie. Même des membres du Parti communiste ont protesté contre cette intervention. En 1969, en signe de protestation contre l'invasion de la Tchécoslovaquie, l'étudiant Ilja Rips a tenté de s'immoler par le feu à proximité du monument de la Liberté de Riga. De nombreux tracts illégaux ont été distribués et des slogans contestataires ont été peints sur l'asphalte, les murs des maisons et les clôtures. Certains habitants ont même envoyé des lettres de protestation aux autorités publiques.

Les dissidents estimaient qu'un de leurs rôles essentiels était d'informer la population de ce qu'il se passait en réalité, de sensibiliser la société et de maintenir l'esprit de résistance. Pour parvenir à cet objectif, il y a eu quelques tentatives visant à unifier les forces d'opposition baltes. Le 20 août 1977, plusieurs dissidents baltes ont adopté un document prévoyant la création d'un Comité Suprême destiné à coordonner les mouvements nationaux en Lettonie, en Lituanie et en Estonie. Le KGB a tenté de mettre fin à ces tentatives en arrêtant plusieurs dissidents. À l'époque de la détente entre l'Est et l'Ouest, dans les années 1970, le régime soviétique a éprouvé de plus en plus de difficultés à réprimer les dissidents. Les dirigeants des pays occidentaux et les organisations internationales des droits de l'homme protestaient contre la répression menée par le régime soviétique. La lettre écrite par le communiste letton Eduards Beklavs et par ses partisans (lettre dite des «17 communistes») décrivant la situation en Lettonie a suscité une attention particulière en Occident. Les auteurs sont parvenus à faire passer ce document à l'Ouest, où il a connu un écho important. Cette lettre critiquait ouvertement la politique du régime, soulignant que cette politique

avait pour objectif de «russifier» la Lettonie. Elle critiquait également la politique visant à faciliter l'afflux massif d'immigrés en Lettonie. Elle pointait du doigt l'absence de démocratie et les violations des droits de l'homme en Lettonie. Les autorités soviétiques ont tout fait pour prouver que la lettre des 17 communistes lettons était un faux et qu'elle ne reflétait pas la réalité.

Dans sa lutte contre les dissidents, l'Union soviétique a souvent eu recours à des méthodes répressives. Au début des années 1960 par exemple, le poète Knuts Skujenieks a été arrêté et condamné à une longue peine de prison. En 1961, Gunars Astra a été condamné à 15 ans de goulag. Les dernières grandes arrestations de dissidents en Lettonie avant l'effondrement du régime soviétique ont eu lieu à l'époque où Youri Andropov était Secrétaire général du PCUS. En 1983, Gunars Astra ainsi qu'Ints Calitis, Lidija Doronina-Lasmane et d'autres dissidents ont été condamnés à plusieurs reprises. Des dizaines de personnes ont reçu des avertissements officiels et ont été poursuivies. Passant en audience devant la Cour suprême de la RSS de Lettonie le 15 décembre 1983, Gunars Astra a déclaré: «Je suis convaincu que ces temps disparaîtront comme un horrible cauchemar. Je tire ma force du seul fait de me tenir ici et de respirer. Notre nation a l'habitude de la souffrance, elle survivra donc à ces temps obscurs». Dans les années 1970 et 1980, certains dissidents ont été expulsés vers l'Occident. Ce fut le cas par exemple des frères Olafs et Pavils Bruvers.

Dans la deuxième moitié des années 1980, les mouvements de défense des droits de l'homme ont connu un regain d'activité en Lettonie. Le groupe «Helsinki 86» a été créé pour contrôler le respect par l'URSS des documents signés lors de la conférence de l'OSCE de Helsinki en matière de droits de l'homme. Le 14 juin 1987, ce groupe a organisé de grandes manifestations pour protester contre le régime communiste de Lettonie. Le régime soviétique était déjà en crise et ce rassemblement n'a pas suscité de répression importante, bien que le KGB ait obtenu la déportation à l'Ouest de plusieurs membres du groupe «Helsinki 86».

V. ÉVOLUTION DU RÉGIME SOVIÉTIQUE ENTRE 1950 ET 1980

Après la mort du dictateur soviétique Joseph Staline en 1953, le régime soviétique a entamé une évolution connue sous le nom de «dégel de Khrouchtchev». À cette époque, les différentes forces



politiques de plusieurs républiques soviétiques, y compris la Lettonie, ont réclamé une réforme du régime dictatorial, une plus grande liberté, un relâchement de la dépendance vis-à-vis du centre (Moscou) et une plus grande indépendance dans les nominations aux postes-clés. Cette approche a été adoptée également par l'un des «héritiers de Staline», Lavrentiy Beria, chef des services de sécurité de l'État et membre influent du Comité central du PCUS. Il a réclamé le renforcement des cadres nationaux dans les partis communistes des différentes républiques et dans l'appareil de gouvernement. Il a insisté pour que les dirigeants des différentes républiques maîtrisent la langue locale, faute de quoi ils n'avaient pas le droit d'occuper ces fonctions et devraient être rappelés en Russie. Le 12 juin 1953, Moscou a pris une décision dans ce sens concernant la RSS de Lettonie. Peu après, le 22 juin, le Comité central du Parti communiste de Lettonie a exprimé des idées similaires en séance plénière. Il a souligné le fait que de nombreux fonctionnaires ne connaissaient pas le letton, et que le letton était victime de discrimination et risquait de disparaître de l'usage officiel.

C'est ainsi que les «communistes nationalistes» ont pris le commandement du Parti communiste et du gouvernement. Ils n'avaient pas l'intention de détruire le régime communiste, mais ils souhaitaient le réformer et le démocratiser. Les membres de ce groupe protestaient contre l'industrialisation forcée de la Lettonie et l'immigration massive en provenance d'autres républiques. Ils voulaient que les postes de direction du Parti soient occupés par des Lettons et souhaitaient protéger le rôle de la langue et de la culture lettone. Les communistes nationalistes ont également réclamé une plus grande ouverture par rapport à l'histoire de l'Union soviétique et de la Lettonie. Les dirigeants communistes nationalistes les plus connus de Lettonie sont le premier adjoint du Président du Conseil des Ministres Eduards Berklavs, le Deuxième Secrétaire du Comité central du Parti communiste de Lettonie Vilis Kruminis, l'économiste Pauls Dzerve, le Ministre de l'Agriculture Aleksandrs Nikonovs, le chef de la division de l'agriculture du Comité central du Parti communiste de Lettonie Antons Lurins et d'autres encore.

La déstalinisation lancée par Nikita Khrouchtchev et l'assouplissement du régime soviétique ont suscité un grave conflit entre deux camps apparus au sein de l'élite du Parti communiste de Lettonie et du gouvernement. L'un de ces camps était celui des anciens staliniens opposés à toute modification du régime soviétique. Le deuxième groupe par contre, celui des communistes nationalistes, rêvait d'abolir le socialisme stalinien et de mettre en pratique les véritables principes du marxisme-léninisme. Ces deux groupes s'opposaient sur la question de savoir ce qui était

le plus important pour la Lettonie, ses propres intérêts ou les exigences et les priorités de Moscou. Contrairement aux communistes nationaux, les staliniens méprisaient la langue et la culture lettones et insistaient sur la supériorité de la langue et de la culture russes.

En Lettonie, le camp stalinien était composé de membres de l'ancienne nomenclature fortement opposés aux réformes de Khrouchtchev. Il s'agissait de cadres du Parti et des institutions soviétiques, du Comité de la sûreté de l'État et de la zone militaire de la Baltique. Les représentants les plus connus de ce camp étaient le Secrétaire du Parti communiste chargé de l'idéologie, Arvids Pelse, le chef d'un département du Comité central du Parti communiste, Augusts Voss, le général Alexander Gorvatov et le rédacteur en chef du journal «Lettonie soviétique» (Sovetskaja Latvija).

En décembre 1956, Khrouchtchev rencontra les dirigeants de la RSS de Lettonie, le Président du Conseil des Ministres Vilis Lacis, le Premier Secrétaire du Parti communiste Janis Kalnberzins et le Président du Présidium du Soviet Suprême Karlis Ozolins. Au cours de cette réunion, ces dirigeants demandèrent à Khrouchtchev de limiter l'immigration vers la Lettonie, de nommer aux postes de commandement des personnes connaissant la langue et les traditions lettones et de reconsidérer le projet artificiel de construire des usines entièrement dirigées par le syndicat en Lettonie. Khrouchtchev a alors admis que les propositions des dirigeants lettons étaient fondées et a reconnu l'existence d'un certain déséquilibre en Lettonie.

Mais les communistes nationalistes de Lettonie ne s'étaient pas dotés d'une structure organisationnelle distincte. Ils ne possédaient pas d'unités structurelles ni de programmes d'activités propres. Il s'agissait plutôt d'un groupe de personnes partageant des visions similaires et soutenues par la jeune génération de la nomenclature ainsi que par les intellectuels de Lettonie. L'impact de ces réformistes s'est fait sentir en 1958 lorsque Fiodor Kashnikov, bien que poussé et soutenu par Moscou, ne fut pas élu au poste de Deuxième Secrétaire du Comité central du Parti communiste de Lettonie. Cette élection manquée ébranla le pouvoir central, car il s'agissait d'un refus sans précédent dans les relations entre Moscou et le Parti communiste d'une république. Estimant que Kashnikov avait été victime d'une politique antirusse en Lettonie, Moscou lança des contre-mesures.

Eduards Berkļavs était un opposant farouche à l'immigration forcée en Lettonie. En tant que Président-adjoint du Conseil des Ministres, il avait essayé d'empêcher l'afflux massif d'immigrants et leur installation permanente dans la capitale Riga. Sur cette question, il avait même obtenu



le soutien du gouvernement de l'URSS en prouvant que Riga n'avait pas les capacités requises pour loger tous les immigrants. Les communistes nationalistes ont essayé d'imposer pour Riga les mêmes restrictions à l'immigration depuis d'autres républiques que celles qui étaient appliquées à Moscou, Leningrad et Kiev. Cette approche a été particulièrement mal accueillie par les anciens officiers de l'armée soviétique, qui considéraient Riga comme un lieu de résidence très attrayant.

En décembre 1956, les communistes nationalistes lettons ont obtenu l'adoption par le bureau du Comité central d'une décision relative à l'enseignement du letton et du russe. Cette décision soulignait le fait que de nombreux employés des administrations publiques de la république maîtrisaient mal le letton, qui se trouvait donc exclu de l'usage officiel. Elle expliquait que la documentation des entreprises ainsi que les textes des événements politiques et culturels de masse étaient souvent rédigés en russe quelle que soit la composition ethnique de la main-d'œuvre. Tout cela provoquait une inégalité entre les Lettons et les Russes et suscitait diverses formes de nationalisme. Afin d'améliorer la situation, le Comité central du Parti communiste de Lettonie exigea alors l'organisation de formations en russe et en letton dans les organisations du Parti, dans les entreprises et dans les institutions. Il donnait au personnel dirigeant de ces organisations deux ans pour maîtriser ces deux langues à un niveau suffisant pour tenir une conversation.

De nouvelles approches apparurent également en matière de politique de l'éducation. Les nouveaux programmes accordaient une plus grande attention à l'éducation esthétique ainsi qu'à l'histoire et à la culture lettones. Les responsables du système éducatif letton ont estimé qu'il fallait prolonger les études d'un an par rapport au système utilisé par la Fédération de Russie. Ils justifiaient cette proposition par la nécessité, pour les étudiants lettons, d'apprendre à la fois le letton et le russe. Moscou a rejeté cette proposition. En 1958, les relations entre les staliniens et les communistes libéraux au sein du Parti communiste de Lettonie ont empiré. L'aile réactionnaire du Parti communiste est devenue plus active, au point que le Comité central du PCUS de Moscou a envoyé une délégation d'inspection spéciale à Riga.

Lorsque le chef de l'Union soviétique, Nikita Khrouchtchev, s'est rendu à Riga en 1959, les staliniens sont parvenus à le convaincre que les nationalistes occupaient tous les postes de direction du Parti communiste letton et que les Russes étaient victimes de discrimination à Riga. Moscou a alors décidé de procéder à une purge au sein du pouvoir en Lettonie. Le 25 novembre, le Premier Secrétaire du Parti communiste de Lettonie Janis Kalberzins et le Président du Conseil des Ministres Vilis

Lacis ont démissionné de leur poste. L'un des communistes nationalistes les plus connus, Eduards Berkļavs, a été limogé. Il a en fait été déplacé vers la région de Vladimir en Russie, où il est devenu chef du Conseil cinématographique. Au cours du mois suivant, le rédacteur en chef du journal «Lutte» (Cina) Pavels Pizans, l'éditeur du journal de Riga Osvalds Darbins et l'éditeur du magazine «Zvaigzne» Raphaël Blums, ainsi que bien d'autres encore, ont été démis de leurs fonctions. Cette purge a entraîné le limogage de plus d'un millier de personnes. Le réactionnaire Arvids Pelse a été nommé Premier Secrétaire du Parti communiste de Lettonie. Il a poursuivi l'épuration politique et le remplacement des dirigeants progressistes jusqu'en 1962.

Après la chute de Khrouchtchev et l'arrivée au pouvoir de Leonid Brejnev, des changements similaires ont également touché l'élite du Parti communiste de Lettonie. August Voss a été nommé Premier Secrétaire, alors même que ce Letton originaire de Russie ne parlait pas le letton. Ces changements marquent le début de ce que l'on appelle la «période de stagnation» pour la Lettonie. Il n'y avait plus de lutte pour le pouvoir aux échelons supérieurs. L'objectif premier était de maintenir de bonnes relations avec Moscou et d'ignorer les priorités nationales. Les années 1960 et 1970 ont été marquées par un contrôle politique et idéologique strict et par une centralisation du pouvoir. Pourtant, le régime n'était plus en mesure de contrôler partout et toujours toute la population. Les intellectuels et les segments les plus actifs de la société constataient clairement l'écart entre les paroles et les actes des représentants du pouvoir. Les membres de la nomenclature avaient accès à tout, et les autres devaient se partager les restes. Cette situation a contribué à aliéner la société du pouvoir en place, elle a créé un fossé entre les élites, la nomenclature et les citoyens ordinaires. Une partie de la société s'est plongée dans l'alcool, manifestant une indifférence croissante par rapport à la réalité environnante.

Dans les années 1960, suivant docilement les instructions du centre, les nouveaux dirigeants de la république ont soutenu le développement rapide d'industries dirigées entièrement par les syndicats. Cette époque a vu notamment la construction d'usines chimiques et sidérurgiques, d'usines de fabrication de machines, de chantiers navals et d'usines de fabrication de radios et d'équipement électronique. La Lettonie, comme les autres républiques baltes, était de plus en plus industrialisée. Conformément à la politique de développement de l'industrie chimique annoncée par Khrouchtchev, quatre grandes usines chimiques ont été construites en Lettonie durant la première moitié des années 1960: l'usine chimique d'Olaine, l'usine de fibre de verre de Valmiera,

l'usine de production de fibres chimiques de Daugavpils et l'usine de traitement des matières plastiques d'Olaine. L'usine électrotechnique nationale (VEF) et l'usine radio de Riga baptisée du nom d'Andreï Popov ont été considérablement agrandies. L'usine ferroviaire de Riga a obtenu le monopole de fabrication des voitures de chemin de fer pour l'Union soviétique.

Moscou ne s'intéressait pas à un développement équilibré de l'économie. Les matières premières, la main-d'œuvre et les ressources énergétiques manquantes étaient transportées jusqu'en Lettonie. C'est ainsi que dès les années 1960-1970, 43,3 % de la main d'œuvre était originaire d'autres républiques soviétiques. Par exemple, au moment de la construction de l'usine de minibus Jelgava, presque toutes les pièces de rechange nécessaires étaient importées de Russie et d'autres républiques. L'usine textile d'Ogre et l'usine «Lauma» construite dans la ville de Liepāja connaissaient des situations similaires.

Pour le régime soviétique, l'indicateur principal de production était le respect obligatoire des volumes fixés par le plan national. La qualité des produits finis était négligée en raison d'une pénurie permanente de toutes sortes de marchandises en Union soviétique. La qualité de la production n'était assurée que dans l'industrie militaire, et de plus en plus d'usines militaires ont été construites en Lettonie au cours des années 1960 et 1970. À cette époque, plus de 15 % de la main-d'œuvre travaillait dans la fabrication de matériel militaire. Ce pourcentage était nettement supérieur à celui de la Lituanie et représentait plus du triple de celui observé en Estonie.

En raison de ce déséquilibre, le secteur agricole s'était toujours trouvé dans une situation économique plus difficile. La situation était similaire en Lettonie. Le régime soviétique avait nationalisé les terres et collectivisé les exploitations. Les formes traditionnelles de production furent abandonnées, ce qui entraîna des problèmes sociaux, démographiques et même moraux dans les régions rurales. Pendant les premières années de l'agriculture collective (fin des années 1940, début des années 1950), les agriculteurs des fermes collectives étaient en fait traités comme des serfs: sans l'autorisation du Président de la ferme collective, ils n'avaient pas le droit de quitter la ferme ou de déménager. Les fermiers recevaient pour leur travail lourd et pénible une rémunération ridicule. Il a fallu très longtemps pour que la production agricole retrouve son niveau d'avant-guerre, ce qui témoigne de l'inefficacité de l'agriculture collective. Le chef du Parti communiste de Lettonie, Janis Kalberzins, l'a d'ailleurs admis dans un rapport. Les fermes collectives souffraient des prix d'achat très bas fixés par l'État, des impôts considérables et de diverses autres charges obligatoires, comme par exemple les quotas obligatoires d'approvisionnement en bois de construction. L'époque

Khrouchtchev a engendré de nouvelles difficultés pour les paysans quand, pour des raisons politiques, ils ont été contraints d'abandonner les petites fermes auxiliaires individuelles qui constituaient l'une des sources de revenus des agriculteurs en collectivités. La campagne menée par Khrouchtchev en faveur d'une culture obligatoire du maïs a également porté préjudice à l'agriculture lettone.

À partir des années 1960 cependant, les discriminations à l'encontre des agriculteurs des fermes collectives diminuèrent et les prix d'achat augmentèrent; l'État avait lancé un système de pension pour les agriculteurs et la population rurale vit ses revenus et sa protection sociale s'améliorer. Le gouvernement a autorisé les fermes collectives à développer diverses nouvelles formes de production (fabrication d'aliments en boîte, production de céramique, brasseries etc.), ce qui a permis d'améliorer les revenus des employés. Malgré plusieurs tendances positives dans les années 1970 et 1980, le principal problème du développement rural restait le rendement de la production. Selon de nombreux indicateurs, l'agriculture de la RSS de Lettonie n'avait pas encore atteint le rendement qu'elle affichait à l'époque de l'indépendance. Ainsi le rendement de la culture des pommes de terre, qui était de 7 670 kilogrammes par hectare en 1940, n'était encore que de 7 010 kilogrammes par hectare en 1975. La situation était similaire pour la culture du blé. La récolte totale d'1,4 million de tonnes enregistrée en 1940 n'a été dépassée qu'en 1981. Au cours de cette même période, l'approvisionnement de la population en denrées alimentaires a commencé à se détériorer parce qu'une partie toujours plus grande de la production était envoyée à Moscou. Cette situation a provoqué le mécontentement de la population.

Le manque d'efficacité de la politique économique soviétique a entraîné des problèmes graves. Cette crise a provoqué une augmentation de l'inflation en Lettonie, les habitants laissaient leur argent dans les banques, le pouvoir d'achat ne cessait de baisser et il y avait une pénurie considérable de produits essentiels. La Lettonie a même connu une pénurie de pain en 1963/1964, et une pénurie de produits laitiers dans les années 1980. Différents produits fabriqués étaient également difficiles à obtenir. Ainsi, il fallait parfois attendre jusqu'à dix ans pour acheter une voiture. Il y avait également pénurie d'articles ménagers, de vêtements modernes et de chaussures. Les gens s'efforçaient d'acquérir les articles dont ils avaient besoin au marché noir ou en faisant jouer des relations pour obtenir des marchandises rares. Ce système entraîna une corruption importante au sein de la société.

Le régime soviétique se souciait peu de la protection de l'environnement. Pour organiser les processus de production, le gouvernement favorisait généralement l'approche la moins



chère et la plus rapide. Les technologies utilisées dans l'industrie et dans l'agriculture étaient souvent polluantes. Le complexe industriel du port marin de Ventspils était un exemple typique de cette approche. Afin d'économiser les ressources, l'infrastructure de traitement des produits chimiques dangereux de Ventspils avait été construite d'une façon telle que tous les risques pour la population de la ville n'étaient pas éliminés. L'économie municipale des grandes villes ne parvenait pas non plus à suivre le rythme de l'accroissement de la population. C'est ainsi que dans plusieurs villes, la qualité de l'eau courante s'est détériorée en raison des mauvaises performances des centrales d'épuration. Les unités militaires soviétiques installées sur le territoire de la Lettonie ont infligé des dommages sérieux à l'environnement en ignorant les réglementations mises en place par le gouvernement et les municipalités.

Le régime soviétique a également transformé la vie culturelle de la Lettonie. Au cours de la période stalinienne de la fin des années 1940 et du début des années 1950, la culture n'a fait aucun progrès, l'accent étant mis sur la sauvegarde du patrimoine culturel national. Les canons de l'idéologie communiste et les principes du réalisme socialiste ont été imposés à tous les aspects de la culture. Il fallait faire l'éloge de la culture russe et vanter son influence majeure sur le développement de la culture lettone. Plusieurs tendances indiquant une libéralisation de la vie culturelle sont apparues au cours de la deuxième moitié des années 1950 et dans les années 1960. Les réalisations artistiques nationales ont commencé à être reconnues, et il est devenu possible de mentionner les artistes et les écrivains de la période de l'indépendance. L'intelligentsia créative a pu travailler de façon nettement plus libre et plus diversifiée dans des genres différents. Toutes sortes de pressions et de mesures de coercition étaient par contre exercées contre les artistes exprimant une critique même implicite du régime en place. Ces artistes faisaient typiquement l'objet d'une diffamation publique, leurs œuvres n'étaient plus publiées et ils étaient exclus du processus culturel. Les poètes Knuts Skujenieks et Vizma Belševica furent les victimes de ces répressions, tout comme l'écrivain Visvaldis Lams.

Dans les années 1970 et 1980, la génération d'après-guerre est arrivée sur la scène culturelle lettone. Ces artistes avaient connu la terreur et la répression, et craignaient moins le régime soviétique que les générations antérieures. Ces jeunes artistes, musiciens et écrivains connaissaient mieux les réalités du monde. Leurs manifestations créatrices faisaient preuve d'une liberté beaucoup plus grande. C'est également une époque de contacts croissants avec les émigrés lettons passés à l'Ouest. Mais le régime soviétique suivait de près l'évolution de la vie culturelle dans

la RSS de Lettonie et réprimait toutes les manifestations qui lui semblaient indésirables. C'est ainsi qu'en 1984, l'exposition d'artistes créatifs «Nature, environnement, homme» a été fermée prématurément, et certains groupes de rock populaires parmi les jeunes ont été interdits (par ex. le groupe «Perkons»).

Bien que le régime soviétique ait toujours essayé de contrôler et de gérer strictement la vie culturelle de Lettonie, la culture nationale s'est malgré tout développée par le biais d'une certaine interaction avec l'évolution du monde et s'est écartée de la glorification naïve de l'idéologie soviétique. Les meilleures traditions de l'époque de l'indépendance ont été préservées, comme par exemple le Festival national letton de la chanson et de la musique, symbole du pouvoir spirituel et de la puissance des chansons.

VI. LA CRISE DU RÉGIME SOVIÉTIQUE ET LE DÉBUT DU TOURNANT (1987-1990)

Au début des années 1980, la situation économique, sociale et politique de l'Union soviétique a provoqué une grave crise de régime. Les indicateurs économiques ont connu une grave détérioration, tout comme ses relations avec l'Occident. Il est devenu de plus en plus évident que l'URSS, tant du point de vue économique que technologique, était à la traîne des pays les plus développés. La maladie et l'âge ont emporté en un bref laps de temps trois Secrétaires généraux du PCUS. Il régnait une certaine méfiance, et certains ont commencé à douter de la capacité du régime à provoquer des changements positifs dans le monde. C'est dans ce contexte que Mikhaïl Gorbatchev a été élu Secrétaire général du PCUS en avril 1985. Il représentait la mouvance qui avait compris la nécessité de réformer et de libéraliser le régime. Gorbatchev estimait qu'il fallait moderniser d'urgence l'économie soviétique à la traîne, mettre un terme à la corruption au sein de la nomenclature du parti et des autorités soviétiques et surmonter la stagnation et le manque d'enthousiasme qui paralysait la société. Le nouveau chef du Parti communiste a annoncé la glasnost et le lancement de la Perestroïka.

Gorbatchev considérait les républiques baltes comme le laboratoire idéal pour expérimenter la Perestroïka et la glasnost, parce qu'il pensait que les dirigeants et les sociétés de Lettonie,



d'Estonie et de Lituanie comprendraient nettement mieux l'essence de la réforme et lui manifesterait un plus grand soutien. Mais Gorbatchev n'avait pas évalué correctement l'état d'esprit de ces sociétés et ce que serait leur réaction face à l'ouverture et au changement. Les intellectuels de Lettonie et des autres républiques baltes se sont jetés sur cette chance de s'exprimer sur les réalités de l'Union soviétique et ont commencé à plaider pour l'indépendance et le rétablissement de leurs États.

Le groupe «Helsinki 86» a été créé à Liepaja en juillet 1986. Ce groupe parlait ouvertement de l'occupation de la Lettonie par l'Union soviétique, de la répression et des crimes commis envers la nation lettone par le régime soviétique. Le groupe «Helsinki 86» envoya une lettre à Gorbatchev lui demandant de les aider à exercer le droit, prévu à l'article 69 de la Constitution de la RSS de Lettonie, à faire sécession de l'Union soviétique. La lettre s'exprimait en ces termes: «Permettez-nous de décider nous-mêmes de notre destinée. Permettez-nous de manger notre propre pain et de vendre le reste aux autres. Permettez-nous de rencontrer librement toutes les nations du monde. Nous n'avons jamais fait de mal à aucune nation et nous ne méritons pas d'être enfermés ni de nous entendre dire avec qui nous pouvons être amis ou non.»

La grande manifestation organisée à Riga le 14 juin 1987 par le groupe «Helsinki 86» représenta un autre tournant dans l'affaiblissement du système soviétique. En souvenir des victimes des déportations de civils organisées par l'Union soviétique le 14 juin 1941, les manifestants déposèrent des gerbes au pied du Monument de la Liberté. C'est en Lettonie qu'a commencé la «révolte du calendrier», une série de grands rassemblements et de manifestations de masse organisées à des dates importantes pour exprimer le mécontentement vis-à-vis du régime soviétique. C'est ainsi que le 23 août, date anniversaire de la signature du pacte criminel Molotov-Ribbentrop, un grand rassemblement a de nouveau été organisé autour du Monument de la Liberté. La milice et le KGB ont tenté d'interrompre le rassemblement et ont procédé à l'arrestation de plusieurs participants. Un autre rassemblement de protestation a été organisé le jour anniversaire de la fondation de la République de Lettonie. Les forces répressives du régime l'ont dispersé et ont arrêté plusieurs participants. Ce mouvement national a continué à se développer vers la fin de l'année. Un groupe de militants enthousiastes a tenté de restaurer la maison du souvenir en l'honneur du premier commandant en chef de l'armée lettone, Oskars Kalpaks. Des activistes du club écologiste ont lancé une campagne contre la construction d'une



Riga. Occupation militaire de la Lettonie le 17 juin 1940.
L'Armée rouge lance les opérations d'occupation le 17 juin au matin.
Photo du Musée d'histoire et de la navigation de Riga.



Les 14 et 15 juillet 1940. Manifestations de masse à Riga organisées avec la complicité de l'Armée rouge. À cette occasion, les manifestants brandissent des portraits de Staline, Molotov et d'autres dirigeants soviétiques.
Photo du Musée de la guerre de Lettonie



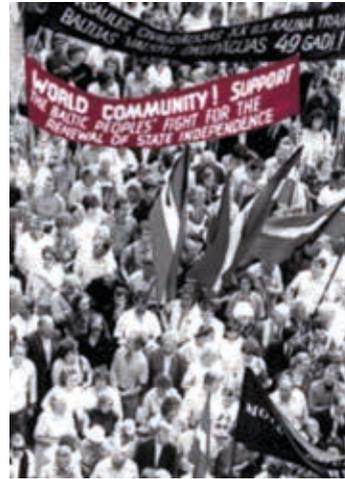
Octobre 1944. Deuxième occupation soviétique (1944-1991). L'Armée rouge à Riga.
Photo du Musée d'histoire et de la navigation de Riga



1944. Le mouvement de résistance lettone – les «Frères de la forêt». De nombreux Lettons ont résisté à l'occupation soviétique.
Photo du livre «Latvian Legionnaires» (Daugavas Vanagi, 2005).



Le régime soviétique impose le passage à l'exploitation agricole collective en Lettonie. Des paysans sont contraints de quitter leur maison pour rejoindre les kolkhozes.
Gunārs Birkmanis. Musée letton de la photographie n°7960/119



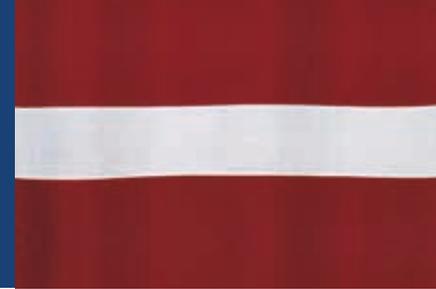
La «Révolution chantante», 1987-1991. Les mouvements de libération des pays baltes, qui ont été les premiers en Union soviétique, ont reçu le nom de «Révolution chantante».
Photo du Musée du Front populaire de Lettonie.



La voie balte - Tallin-Riga-Vilnius, le 23 août 1989. Quelque deux millions de personnes se sont donné la main pour former une chaîne humaine de plus de 600 km traversant les trois pays baltes. Cette manifestation originale a été organisée pour attirer l'attention du monde entier sur le destin historique commun de ces trois pays.



La voie vers l'indépendance.
Barricades sur la place du Dôme à Riga, 1991.
Photo du Musée du Front populaire de Lettonie



Sommet de l'OTAN à Riga, les 28 et 29 novembre 2006. La Lettonie devient membre de l'OTAN. Sous la Présidence de Vaira Vīķe-Freiberga, l'adhésion de la Lettonie à l'OTAN est devenue une réalité. Photo: J. Kūmiņš



Le traité d'adhésion de la Lettonie à l'Union européenne est signé à Athènes le 16 avril 2003 par la Présidente lettone, Vaira Vīķe-Freiberga, et le Premier ministre Einars Repše.
Photo: J. Kūmiņš

centrale hydroélectrique sur le fleuve Daugava, près de Daugavpils. Toutes ces actions ont continué d'ébranler les fondations du régime en place.

L'élite politique de la RSS de Lettonie était divisée sur la façon de traiter les manifestants. Les forces réactionnaires préconisaient une approche plus dure des manifestants, alors que d'autres pensaient qu'il fallait dialoguer avec eux. L'opinion qu'il fallait canaliser ces protestations publiques dans le cadre de la Perestroïka lancée par Gorbatchev l'a finalement emporté. Le 25 mars 1988, le gouvernement a autorisé l'Union des Écrivains de la RSS de Lettonie à organiser un rassemblement commémoratif au cimetière militaire en l'honneur des victimes du régime soviétique. Le 27 avril, la milice n'est pas intervenue pour disperser une grande manifestation (environ 10 000 personnes) organisée à Riga pour protester contre la construction du métro de Riga.

L'évolution de la situation durant l'été 1988 a apporté la preuve que les intellectuels s'étaient lancés dans une opposition active au régime en place. Les 1^{er} et 2 juin 1988, une séance plénière élargie de l'Union des Écrivains aborda ouvertement les questions historiques, la suppression du letton de l'usage officiel, la situation démographique et l'immigration incontrôlée. Le discours prononcé lors de cette séance plénière par Mavriks Vulfsons, professeur à l'Académie des Arts, a résonné largement dans le pays. Il y soulignait que l'analyse des événements survenus en Lettonie en juin 1940 démentait clairement la version soviétique officielle d'après laquelle la Lettonie aurait connu une révolution soviétique. Vulfsons y déclarait également que l'Union soviétique, profitant du pacte Molotov-Ribbentrop, avait en réalité occupé les États baltes.

C'est en 1988 qu'a été créée l'organisation patriotique «Front populaire de Lettonie» (FPL). Le régime souhaitait que le Front soit uniquement une organisation publique agissant dans les limites du système politique en place, qui soutiendrait la restructuration lancée par Gorbatchev en Union soviétique. Dès son lancement pourtant, le Front populaire s'est montré plus radical et ses activités ont dépassé le cadre initialement prévu. Les activités du journal publié par le Front populaire, «Éveil» (Atmoda) en étaient une illustration manifeste. Le programme adopté par le Front populaire envisageait d'obtenir la souveraineté de la Lettonie au sein de l'Union soviétique. Le Front populaire était une organisation de masse forte de plus de 100 000 membres et réunissant aussi bien des communistes réformateurs que des nationalistes et des anticommunistes convaincus. Janis Peters, Sandra Kalniete, Ivars Godmanis, Dainis Ivans, Romualds Razukas et d'autres encore ont joué un rôle important dans la création du Front populaire. Le FPL a plaidé de plus en plus activement en faveur de la souveraineté et de l'indépendance de la Lettonie.



Cette évolution inquiétait les forces réactionnaires. En janvier 1989, avec l'accord et le soutien de Moscou, ils organisèrent à Riga le Congrès constituant du Front international des Travailleurs de Lettonie. L'Interfront bénéficiait du soutien du parti et de la nomenclature soviétique, des chefs de la zone militaire de la Baltique, mais aussi des grandes entreprises gérées par les syndicats, c'est-à-dire par des représentants du pouvoir en place. L'une des personnes à l'origine de l'Interfront était le Deuxième Secrétaire du Parti communiste, Vitaliy Sobolev. L'Interfront était fortement opposé à toute forme d'autonomie de la Lettonie ou à sa sécession de l'URSS. Il s'agissait essentiellement d'une organisation regroupant les russophones et ceux qui souhaitaient maintenir le régime soviétique. Son objectif était de porter un coup aux forces nationalistes et de renforcer les parties de la société favorables à Moscou. Le 31 mai, conscient de l'état d'esprit dans lequel se trouvait la société, le Conseil du FPL a lancé un appel à discuter de la question de l'indépendance politique et économique complète de la Lettonie. La manifestation «La voie baltique» organisée le 23 août a signalé une certaine radicalisation de la société et du soutien en faveur de l'idée d'indépendance. Cette manifestation avait été organisée pour commémorer le cinquantième anniversaire de la signature du pacte Molotov-Ribbentrop. À travers la Lettonie, la Lituanie et l'Estonie, environ 2 millions de personnes se sont donné la main pour former une chaîne humaine de 595 kilomètres de long de Tallinn à Vilnius. En réaction, le Comité central du PCUS a diffusé la déclaration suivante: «La situation des républiques soviétiques baltes suscite une préoccupation croissante. Les événements qui s'y développent touchent les intérêts de toutes les nations soviétiques, de la patrie soviétique dans son ensemble. Les choses sont allées trop loin». Mais il en est resté là, parce que le régime avait peur d'utiliser la force pour mettre fin à l'éveil national des républiques baltes.

En mars 1989, le Front populaire a remporté une victoire importante lors des élections au Soviet des Députés du Peuple de l'URSS (le Parlement de l'URSS). Les candidats du Front populaire ont remporté 80 % des mandats attribués à la RSS de Lettonie. Ces élections ont révélé la popularité du Front populaire non seulement parmi les Lettons, mais également parmi la population russophone. Le régime soviétique et le Parti communiste perdaient progressivement le pouvoir en Lettonie. Les élections au Conseil suprême de Lettonie du 18 mars 1990 en ont apporté une preuve supplémentaire: le FPL est ses partisans ont remporté 131 des 201 sièges.

VII. DE LA DÉCLARATION D'INDÉPENDANCE À LA NAISSANCE D'UN ÉTAT INDÉPENDANT (4 MAI 1990 – 21 AOÛT 1991)

En remportant les élections au Conseil suprême (Parlement) de Lettonie, le Front populaire pouvait espérer obtenir l'indépendance de la Lettonie par la voie politique. Les débats relatifs à l'adoption de la déclaration d'indépendance de la Lettonie ont débuté au printemps 1990. La Lituanie avait déjà déclaré son indépendance le 11 mars, et l'Estonie le 30 mars. Le Front populaire de Lettonie ses députés ont envisagé plusieurs façons de rétablir l'indépendance. Les plus radicaux considéraient qu'il fallait déclarer l'indépendance immédiatement. Les plus modérés étaient favorables à une indépendance plus progressive, passant par ce qu'ils appelaient une «période de transition». Le 4 mai, le Conseil suprême de Lettonie a approuvé la déclaration d'indépendance à 138 voix pour et une abstention. Les 57 députés du groupe d'opposition «Égalité» associé à l'Interfront n'ont pas participé au vote. La déclaration affirmait le rétablissement de la République de Lettonie et de sa Constitution. Parallèlement, une période d'indépendance a été définie pour parvenir à l'indépendance complète. Anatolijs Gorbunovs a été élu à la présidence du Conseil suprême, et Ivars Godmanis est devenu le premier Premier ministre de Lettonie lorsque le pays a retrouvé son indépendance. Le FPL avait pris le pouvoir politique en Lettonie.

Il régnait un enthousiasme euphorique au sein de la population en faveur de l'indépendance. Mais de graves problèmes économiques apparurent également. L'un de ces problèmes était le manque de produits de consommation courante (viande, sucre, alcool, savon etc.). Les entreprises industrielles manquaient de matières premières. Le 14 mai 1990, le dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev signa un décret affirmant que les déclarations d'indépendance adoptées par les républiques baltes n'étaient pas conformes à la Constitution de l'URSS, qu'elles étaient illégitimes et donc sans effet. Le Comité de protection de la Constitution et des citoyens de l'URSS et de la RSS de Lettonie, regroupant les organisations opposées à l'indépendance de la Lettonie, fut fondé le 20 mai. Alfreds Rubiks, le Premier secrétaire du Comité central du Parti Communiste de Lettonie, fut nommé à sa présidence. Les 14 et 15 mai, les forces réactionnaires tentaient de pénétrer de force dans le bâtiment du Conseil suprême (Parlement) de Lettonie et d'y lancer une insurrection.

Une question cruciale était de savoir si les unités du ministère de l'intérieur et les employés du Comité de sûreté de l'État soutiendraient le nouveau gouvernement. Les membres de la milice (police) étaient divisés. Certains étaient loyaux à la République de Lettonie alors que d'autres se joignaient aux opposants de l'indépendance de la Lettonie. Les unités armées spéciales de la milice, appelées OMON, étaient, elles aussi, hostiles au gouvernement. Le Bureau du procureur de la RSS de Lettonie était également divisé. Le Comité de sûreté de l'État de la RSS de Lettonie, dirigé par le général Edmunds Johansons, a adopté une attitude relativement favorable au processus d'indépendance. Johansons a même rejoint le gouvernement dirigé par Godmanis.

À l'automne 1990, le gouvernement letton a tenté de lancer des négociations avec Moscou concernant différentes questions économiques et politiques communes. Le Président de l'URSS, Mikhaïl Gorbatchev, était convaincu que les difficultés économiques allaient obliger la Lettonie et les autres républiques baltes à rester au sein de l'Union. Le 26 novembre, un projet de nouveau traité d'Union a été envoyé à la Lettonie. Ce traité prévoyait le maintien de toutes les républiques baltes au sein de l'Union soviétique. En Lettonie, plus d'un million de personnes ont signé une pétition contre ce traité. De nombreux signes semblaient indiquer un virage plus réactionnaire dans la politique de l'URSS et faisaient craindre l'instauration d'un régime dictatorial et l'utilisation de la force contre les aspirations indépendantistes des républiques baltes. Certains monuments de l'époque de l'indépendance, nouvellement restaurés, furent profanés et détruits à l'explosif. Le 6 décembre, le groupe réactionnaire «Comité de salut public de Lettonie» lançait un appel à Gorbatchev lui demandant d'instaurer le pouvoir présidentiel en Lettonie et de mettre fin aux activités des forces indépendantistes. Le commando armé OMON prit le contrôle de la Maison de la presse de Riga. Les relations entre la Lettonie et l'URSS étaient tendues. Le soutien exprimé par Boris Eltsine, Président du Soviet Suprême de la Fédération de Russie, a largement contribué à renforcer la position de la Lettonie.

La confrontation entre les forces indépendantistes et les groupes prosoviétiques a atteint son paroxysme en janvier 1991. En Lituanie, la station de télévision «Vilnius TV» a été attaquée par les forces militaires soviétiques. Cette attaque a fait 14 morts et 110 blessés. Dans le même temps, le Front populaire de Lettonie a lancé un appel à la population lui demandant de se rassembler sur la Place du Dôme pour protéger le Conseil suprême et d'autres sites stratégiquement importants. Cette manifestation nationale a attiré plus de 700 000 personnes sur les rives du

fleuve Daugava, à Riga, pour protester contre la violence et les morts de Vilnius. Les ministres et le Conseil des Ministres ont adopté une motion demandant à la population lettonne d'apporter à Riga du matériel agricole lourd ainsi que des camions pleins de troncs d'arbres pour construire des barricades.

Au même moment, les dirigeants réactionnaires du Parti communiste, soutenus par le commandant de la zone militaire de la Baltique, se préparaient à renverser le Conseil suprême légitimement élu ainsi que le gouvernement de Lettonie. Le 13 janvier, ces forces exigeaient que le pouvoir soit remis entre les mains du Comité de Salut Public de Lettonie, dirigé entre autres par Alfreds Rubiks. Le 15 janvier, ce comité annonçait qu'il prenait le pouvoir en Lettonie. Le 20 janvier, le commando OMON lançait l'assaut contre le bâtiment du ministère de l'intérieur. Cinq personnes y perdirent la vie.

L'apparition de barricades a démontré la détermination de la population à défendre son droit à l'indépendance. Le pouvoir des défenseurs des barricades résidait dans leur supériorité morale face à l'agression soviétique. Grâce aux médias, le monde entier a découvert la détermination des nations baltes à recouvrer leur indépendance perdue suite aux occupations. L'action déterminée des défenseurs de l'indépendance a semé le doute au sein du gouvernement soviétique de Moscou, et il n'y a pas eu de combats ni d'effusion de sang à Riga. Fin janvier 1991, un équilibre fragile était apparu entre les forces indépendantistes et les groupes prosoviétiques. Le Conseil suprême, le gouvernement et les municipalités continuaient de travailler alors que les forces ralliées au pouvoir central gardaient le contrôle des sites capturés par le commando OMON et l'armée soviétique. Les deux camps avaient bien conscience que ce partage du pouvoir ne pouvait pas durer.

Le 3 mars, le gouvernement de Lettonie a organisé un référendum sur le maintien ou non du pays au sein de l'Union soviétique. Le taux de participation a atteint 87,5 %. Une large majorité, soit environ 78,3 % de la population, s'est prononcée en faveur de l'indépendance. Le chef de l'URSS, Mikhaïl Gorbatchev, a été contraint de lancer des négociations avec le gouvernement de Lettonie. Ces négociations, relatives au statut futur de la Lettonie et à ses relations économiques avec l'URSS, furent compliquées et laborieuses. En juillet, Moscou a soumis un nouveau projet de traité d'union. La Lettonie subissait des pressions considérables, et Moscou la menaçait de sanctions économiques. Le gouvernement de l'URSS exigeait la conscription de la jeunesse



lettonne dans l'armée soviétique. Pendant ce temps, le commando OMON lançait des attaques violentes aux points de passage des frontières des pays baltes. Le 31 juillet, sept personnes étaient tuées lors d'une attaque contre le poste frontière lituanien de Medininkai. Tout indiquait que Moscou n'accepterait pas l'indépendance des républiques baltes.

Le 19 août 1991, Moscou connaissait une tentative de coup d'État. Le Comité d'État pour l'état d'urgence, composé de huit personnes (Guennadi Ianaëv, Boris Pougov et d'autres), tentaient de reprendre le contrôle du pays. En Lettonie, le Premier Secrétaire du Parti communiste Alfreds Rubiks et le commandant de la zone militaire de la Baltique Fiodor Kouzmine se rallièrent aux putschistes et exigèrent la démission du gouvernement soviétique. Des unités spéciales de l'armée soviétique, alliées au commando OMIN, prirent le contrôle de la radio et de la télévision publiques, des lignes téléphoniques internationales et d'autres infrastructures. Trois jours plus tard cependant, il était devenu manifeste que le coup d'État de Moscou avait échoué. Les putschistes n'étaient pas parvenus à neutraliser le Président de la Fédération de Russie, Boris Eltsine, qui exhortait la population à désobéir aux conspirateurs.

Après l'échec du coup d'État de Moscou le 21 août, le jour même où le commando OMON tentait de prendre d'assaut le Parlement, le Conseil suprême de Lettonie adoptait la loi constitutionnelle sur l'indépendance de la République de Lettonie. Cette loi prévoyait que la période transitoire annoncée le 4 mai 1990 était terminée et que le pays avait retrouvé son indépendance pleine et entière. Les forces réactionnaires avaient été battues en Lettonie également.

Le 24 août 1991, Boris Eltsine reconnaissait l'indépendance de la Lettonie au nom de la Fédération de Russie. La veille, l'Islande avait été le premier pays à le faire. La Belgique, le Danemark, la Finlande, la Hongrie et d'autres pays ont suivi rapidement cet exemple. La Communauté européenne a reconnu l'indépendance de la Lettonie le 27 août, les États-Unis le 2 septembre. Le 18 septembre, 79 pays avaient déjà reconnu la République de Lettonie. Le 17 septembre, la Lettonie a été admise au sein de l'ONU. La tâche la plus importante qui attendait désormais le gouvernement de Lettonie était de conduire les réformes économiques et politiques nécessaires pour renforcer cette indépendance.

VIII. LES RÉFORMES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES ET LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉTAT DE 1991 À 2004

Après la déclaration d'indépendance de la Lettonie le 21 août 1991, la tâche la plus importante consistait à lancer de grandes réformes économiques et politiques. Le gouvernement devait donner une nouvelle structure aux administrations publiques, créer sa propre armée et son propre corps de gardes-frontières. Il fallait veiller à établir l'ordre et le respect de la loi dans l'ensemble du pays. Rares étaient ceux qui avaient une vision claire de ce qu'il fallait faire. Après le rétablissement de l'indépendance, la société était traversée par un sentiment d'euphorie et la conviction que les réformes seraient rapides et sans douleur. Pourtant, la transition du système totalitaire soviétique à un système démocratique et à l'économie de marché n'a pas été simple. Certains politiciens voulaient s'inspirer du modèle scandinave d'économie sociale de marché pour les réformes en Lettonie, un modèle basé sur une fiscalité importante, l'intervention de l'État dans l'économie et un degré important de protection sociale. Mais c'est finalement le modèle néolibéral qui l'a emporté, un modèle basé sur la privatisation des entreprises publiques, une réforme fiscale et monétaire, une discipline budgétaire stricte, etc.

La Lettonie a opté pour ce que l'on appelle la «thérapie de choc», avec la suppression du contrôle des prix et une transition rapide vers l'économie de marché. Le gouvernement était convaincu que la libéralisation des prix permettrait de prendre plus rapidement conscience de la situation économique réelle du pays, de mettre fin aux pénuries de biens et de commencer à remettre en circulation les économies importantes accumulées par la population. Le problème le plus grave auquel la société était confrontée à l'époque était l'inflation élevée, qui avait atteint 1 051 % en 1992. Cette inflation a diminué progressivement au cours des années qui ont suivi, pour atteindre 119 % en 1994.

Dans le cadre du processus de réforme, une monnaie provisoire a été instaurée: le rouble letton, remplacé ensuite par le lat. Lors de l'adoption du lat, la valeur de celui-ci a été fixée à 200 roubles. Le lat avait un taux de change élevé et il était aligné sur les DTS. Ces mesures ont été prises pour assurer la stabilité macroéconomique et réduire le taux d'inflation. Mais la Lettonie, comme d'autres États de l'ancien bloc socialiste, n'a pas échappé aux catastrophes bancaires et financières.

La plus importante de ces catastrophes fut l'effondrement de la banque commerciale «Baltija» en 1995. Cette faillite a touché les intérêts financiers de plus de 100 000 personnes ainsi que de nombreuses municipalités et institutions publiques. Un autre phénomène typique de cette époque était la création de sociétés d'investissement éphémères qui, sur le principe de la pyramide, soutiraient de l'argent aux investisseurs avant de faire faillite ou de disparaître.

En juillet 1990, la décision du Conseil suprême sur la réforme a lancé une réforme fondamentale de l'agriculture. La loi relative à la privatisation des entreprises agricoles et des coopératives de pêche prévoyait que la privatisation serait appliquée à toutes les fermes collectives, les fermes soviétiques et les entreprises agraires. Cette loi donnait une autorité considérable aux communautés des entreprises agricoles et aux comités de privatisation. Cette réforme agraire eut pour conséquence de restituer à leurs anciens propriétaires les terres et les bâtiments confisqués par le régime soviétique. Le nombre d'exploitations agricoles en Lettonie est passé à 40 000 en 1993, et à 250 000 en 1995 (y compris les exploitations domestiques individuelles).

L'une des caractéristiques de la réforme agraire a été la diminution du volume de production agricole. Alors que l'agriculture représentait 21,9 % du PIB en 1990, ce chiffre a presque été divisé en deux en quelques années. Les agriculteurs privés étaient devenus les principaux producteurs de produits agricoles. Certaines erreurs commises au cours du processus de privatisation ont permis aux anciens Présidents et responsables des fermes collectives de devenir les principaux propriétaires privés.

Le processus de privatisation a également touché d'autres secteurs de l'industrie. Les PME et les entreprises de commerce, de transport ainsi que les entreprises industrielles, les appartements et les banques ont été privatisés. La privatisation des grandes entreprises publiques n'a commencé qu'au milieu des années 1990, et le processus de privatisation a été relativement lent. Vers la fin de l'an 2000 cependant, la plupart des grandes entreprises publiques avaient été privatisées. Seules quelques entreprises de monopoles restent aux mains de l'État, telles que «Latvenergo» (énergie électrique) et «Latvijas Dzelzceļš» (chemins de fer lettons). La privatisation s'est faite en échange d'argent ou de bons de privatisation.

L'évolution du modèle économique de la Lettonie a également entraîné des modifications fondamentales de sa structure. La part des entreprises industrielles dans le PIB de la Lettonie a

diminué rapidement. Cette part était de 36,5 % du PIB total en 1990, et de 14,8 % seulement en 2001. Ceci s'explique en partie par la fermeture de nombreuses entreprises dirigées par les syndicats. Parallèlement, le rôle joué par le secteur des services a augmenté rapidement - de 31,9 à 70,4 %. Cet essor s'explique en grande partie par le transit, via la Lettonie, de produits pétroliers en provenance de Russie. Au cours de cette période, le rôle de l'agriculture a lui aussi connu une diminution importante, passant de 21,9 à 4,4 %. La production a diminué non seulement du fait du changement de modèle de propriété, mais aussi en raison de l'augmentation du prix des matières premières et de la perte des marchés de l'ancienne Union soviétique. Le chômage a lui aussi augmenté rapidement. À la fin des années 1990, le taux de chômage officiel se situait entre 7 et 8 % de la population active. Vers la fin des années 1990, la Lettonie avait largement surmonté la crise économique et affichait un taux de croissance du PIB d'environ 6 à 7 %. Malgré ces réalisations, la Lettonie avait le taux de croissance le plus faible des pays baltes et les salaires les moins élevés.

Des différences considérables sont apparues entre la situation socioéconomique des villes en plein essor comme Riga et Ventspils et celle des régions rurales en crise de l'est du pays. Cette disparité se manifestait par un chômage important, des salaires moins élevés et une protection sociale moindre. En 2004 par exemple, le taux de chômage était de 4,5 % à Riga alors qu'il atteignait 20 à 27 % dans l'est de la Lettonie (Latgale). Les revenus inférieurs de cette région s'accompagnaient pour sa population de chances réduites en matière d'éducation et de soins de santé. Ces phénomènes négatifs ont provoqué un exode de la main-d'œuvre et de la population ainsi qu'une dénatalité.

La Lettonie et les autres pays baltes ont été mis à rude épreuve en 1998, au moment de la crise financière et de paiement de la Fédération de Russie. Les entreprises lettones de transformation des aliments, notamment de poisson, en ont souffert considérablement. De nombreuses entreprises ont fait faillite. Cette situation était d'autant plus grave que la Russie n'appliquait pas le traitement préférentiel à ses échanges commerciaux avec la Lettonie. Les marchandises lettones étaient donc moins compétitives sur le marché interne russe que celles en provenance d'autres pays. En raison de désaccords politiques, la Russie a également commencé à réduire ses exportations de pétrole via la Lettonie. Toutes ces évolutions ont donc poussé la Lettonie à se tourner davantage vers les pays de l'UE pour son commerce extérieur, au détriment de la Russie.

En 2001, 61 % des exportations et 53 % des importations de la Lettonie se faisaient avec des pays de l'Union européenne.

Pour la Lettonie, le rétablissement de l'indépendance a entraîné différents problèmes de politique intérieure et extérieure. Une question essentielle était de savoir si la Lettonie était la continuation du premier État indépendant (1918-1940) ou un État entièrement nouveau. La plupart des pays occidentaux reconnaissaient la continuité de l'État letton depuis cette première période d'indépendance. Cuba, la Chine, la Russie et l'Albanie ne reconnaissaient cependant pas la légalité de cette continuité et considéraient la Lettonie comme un nouvel État. La forme de reconnaissance de la souveraineté de la Lettonie dépendait de la façon dont chaque pays interprétait l'occupation des États baltes en juin 1940. Certaines organisations internationales ont même adopté une attitude contradictoire. Ainsi, alors que la Lettonie avait fait partie de l'Organisation internationale du travail fondée en 1921, elle a dû adhérer une nouvelle fois à cette organisation après son indépendance. Le Conseil de l'Europe, par contre, a reconnu la continuité de l'État letton.

La reconnaissance officielle de la continuité de l'État a permis à la Lettonie de résoudre positivement la question de ses biens situés à l'étranger, de reprendre possession des immeubles de ses anciennes missions diplomatiques et de ses dépôts d'or. Au tout début des années 1990, le Royaume-Uni, la France, les USA et la Suisse ont rendu à la Lettonie les dépôts de devises et d'or faits dans les banques de ces pays durant la première période d'indépendance de la Lettonie. Il a fallu très longtemps pour que la Lettonie reprenne possession des immeubles de son ancienne ambassade à Paris, que le gouvernement français avait cédé à l'Union soviétique à l'été 1940. Ce n'est que le 24 mars 2004 que la Lettonie et la France ont pu signer un accord concernant ces bâtiments. La France s'est engagée à rembourser à la Lettonie la valeur de ces bâtiments.

Après l'indépendance, une question essentielle était celle de la reconnaissance internationale des frontières de la Lettonie, notamment avec la Russie. Cette question avait déjà été résolue par le traité de paix du 11 août 1920 entre les deux pays. Mais la Fédération de Russie, en tant qu'héritière juridique de l'URSS, refusait de reconnaître la validité de ce traité de paix. Dans les négociations, les Russes affirmaient que ce traité n'avait qu'une signification historique et qu'il ne s'agissait pas d'un document légalement contraignant. La Lettonie quant à elle s'est efforcée de mettre cette question à l'avant-plan. Elle estimait que la Fédération de Russie avait

enfreint ce traité en annexant la ville d'Abrene et les six villages avoisinants. Le 22 janvier 1992, le Conseil suprême de Lettonie a adopté une décision spéciale refusant de reconnaître l'annexion de la ville d'Abrene et de ces six villages. La déclaration adoptée par la Saeima (le Parlement) le 28 août 1996 concernant l'occupation de la Lettonie souligne également cette question. Face à l'enlisement des négociations avec la Russie concernant la frontière, la Lettonie a annoncé en 1997 qu'elle était prête à signer un « accord technique frontalier ». Cet accord a permis de lancer les négociations relatives à la préparation de l'accord frontalier et de percevoir les frontières des deux États telles qu'elles existent naturellement. Ce n'est qu'en 2007 que la Lettonie et la Russie ont signé un accord frontalier, par lequel la Lettonie renonce pour toujours à ses revendications territoriales concernant Abrene (aujourd'hui appelée Pitalovo) et les six villages avoisinants. La Russie est parvenue à imposer sa vision à la Lettonie sur la question frontalière.

Pour renforcer l'indépendance de la Lettonie, il fallait résoudre la question brûlante de la citoyenneté. Une approche possible consistait à accorder la citoyenneté à toutes les personnes qui résidaient en Lettonie au moment de l'indépendance et qui se déclaraient fidèles à la Lettonie. L'autre approche possible était d'accorder la citoyenneté uniquement à ceux qui avaient été citoyens de la République de Lettonie le 17 juin 1940 (au moment de l'occupation) et à leurs descendants. C'est sur la base de ces principes que le 15 octobre 1991, le Conseil suprême a adopté une résolution « relative au rétablissement des droits des citoyens de la République de Lettonie et aux principes de base de la naturalisation ». Cette résolution a provoqué un grave mécontentement parmi les non-Lettonnes, parmi la population potentiellement exclue de la citoyenneté. La Russie a également exprimé de violentes critiques vis-à-vis de cette résolution, accusant la Lettonie de faire preuve de discrimination à l'égard des Russes habitant en Lettonie. Dans un certain sens, les non-Lettonnes ne s'identifiaient plus à l'État letton et envisageaient leur avenir avec une incertitude croissante.

Le 22 juillet 1994, le Parlement de Lettonie a adopté une loi relative à la citoyenneté appliquant un système de quotas de naturalisation. Cette loi permettait chaque année un nombre de naturalisations égal à 0,1 % du nombre de citoyens. Ce quota s'est attiré les critiques de l'OSCE. Face à ces critiques, le Président letton Guntis Ulmanis a refusé d'entériner cette loi. La loi a ensuite été révisée, abandonnant le principe des quotas et prévoyant que les candidats à la citoyenneté seraient répartis en différents groupes selon leur âge et la date de leur arrivée en Lettonie.

La nouvelle version de la loi sur la citoyenneté a défini le « système de la fenêtre », promettant la naturalisation de chaque groupe dans un certain délai. La naturalisation commencerait par le groupe le plus jeune.

En 1995, après l'adoption de la loi sur la citoyenneté, le Conseil de naturalisation a été créé et le processus de naturalisation des non-citoyens a pu démarrer. Le 28 avril, le Parlement a adopté une autre loi relative aux citoyens de l'ancienne Union soviétique vivant en Lettonie. Ceux-ci ont été reconnus comme des résidents permanents de Lettonie. Cependant, le processus de naturalisation des non-citoyens n'a démarré que très lentement. Les normes fixées par la loi permettaient la naturalisation de 150 000 personnes entre 1995 et 1998, mais 11 400 personnes seulement ont fait usage de ce droit. Le statut de non-citoyen n'avait aucun impact réel sur la vie quotidienne, et ces personnes n'étaient donc pas pressées de se faire naturaliser. Par ailleurs, après la modification de la loi lettone sur la citoyenneté, plusieurs organisations internationales (dont l'OSCE) ont critiqué certaines restrictions injustifiées imposées aux droits des non-citoyens. Ainsi, les non-citoyens ne pouvaient pas travailler comme avocats, acquérir des biens immobiliers, travailler dans le secteur pharmaceutique ou piloter des avions. Bon nombre de ces restrictions ont été progressivement supprimées, mais les taux de naturalisation restaient faibles. De nombreux non-citoyens n'avaient pas de raison objective de vouloir acquérir la citoyenneté, et beaucoup pensaient également qu'il s'agissait d'une procédure fort compliquée.

En 1997-1998, de nouveaux débats ont été lancés au sein de la société lettone et du Parlement concernant une nouvelle modification de la loi sur la citoyenneté. Ces nouveaux amendements étaient soutenus par le Parti libéral Voie lettone (Latvijas Ceļš) et par les partis de gauche Parti du consensus du Peuple (Tautas saskaņas partija) et le Parti démocrate Maître (Saimnieks). Le parti aux tendances nationalistes Pour la patrie et la liberté/Parti national pour l'indépendance de la Lettonie (Tēvzemei un Brīvībai/ LNNK) était contre les changements proposés. Le Président Guntis Ulmanis défendait la nécessité de ces amendements, notamment la suppression des fenêtres de naturalisation et la naturalisation automatique des enfants des non-citoyens nés en Lettonie après l'indépendance. Les amendements proposés ont été adoptés le 22 juin 1998, y compris les deux principes défendus par le Président. Suite à cette adoption, 36 députés ainsi que l'alliance Pour la patrie et la liberté/Parti national pour l'indépendance de la Lettonie ont déclaré que les amendements à la loi sur la citoyenneté étaient contraires aux intérêts du peuple letton et à

la Constitution, et ont demandé à ce que leur application soit suspendue pendant deux mois. Une campagne de collecte de signatures a été lancée pour l'organisation d'un référendum. Cette pétition a rassemblé environ 224 000 signatures, et une consultation populaire à ce sujet a été organisée le 3 octobre 1998. Plus de 487 000 (52,5 %) des personnes ayant participé à ce référendum ont soutenu les amendements à la loi sur la citoyenneté. Les taux de naturalisation ont également commencé à augmenter progressivement. En 2004, 69 288 personnes avaient obtenu la citoyenneté depuis le début des naturalisations. Les experts expliquaient cette augmentation du taux de naturalisation par l'adhésion de la Lettonie à l'OTAN et à l'UE. Malgré cela, la Lettonie comptait toujours plus de 450 000 non-citoyens. Cette situation s'expliquait en partie par l'attitude de la Russie, qui insistait pour que tous les non-citoyens de Lettonie soient naturalisés immédiatement et qui exigeait la mise en œuvre de ce que l'on appelait «l'option zéro citoyenneté». La politique menée par la Russie a influencé le comportement de certains non-citoyens, qui considéraient que l'État letton devrait leur accorder automatiquement la citoyenneté sans procédure de naturalisation.

Une autre question délicate pour le gouvernement letton était l'obtention du retrait des troupes russes le plus rapidement possible. Cette question a été soulevée pour la première fois par le Soviet suprême de la République de Lettonie dans l'appel lancé en novembre 1990 au Président de l'URSS, Mikhaïl Gorbatchev. Le 1^{er} février 1992, les deux États sont parvenus à un accord prévoyant le début du retrait des troupes environ un mois plus tard. Mais le processus de retrait était très compliqué et il s'est prolongé. Afin de préserver son influence dans la région balte, le Président russe Boris Eltsine a déclaré le 28 octobre 1992 qu'il conditionnait le retrait des troupes à la garantie des droits de la population russophone. La Russie a invoqué l'absence d'infrastructures destinées à accueillir les troupes retirées de Lettonie. Elle affirmait qu'il lui fallait d'abord construire des baraquements pour les soldats, des logements pour les officiers et les membres de leurs familles. La position du gouvernement russe sur cette question était influencée aussi bien par des facteurs politiques internes (pression exercée par le commandement de l'armée et par l'opposition) que par les réalités politiques extérieures.

Pour parvenir plus rapidement à une solution, les pays baltes ont fait appel à leurs principaux partenaires occidentaux, notamment aux États-Unis, ainsi qu'aux organisations internationales. Lors de leur réunion du 10 juillet 1992, les dirigeants de l'OSCE ont signé un document



demandant à la Fédération de Russie de retirer sans délai ses troupes des pays baltes. Le 25 novembre 1992, le Conseil de l'Assemblée générale des Nations unies a adopté une résolution similaire. Le Premier ministre suédois Karl Bildt a également joué un rôle positif par son soutien et ses efforts de médiation avec la Russie. Les États-Unis ont également fait pression sur la Russie. Afin d'assouplir la position de la Russie, les pays occidentaux ont créé une fondation spéciale destinée à financer la construction de logements et d'autres infrastructures destinées aux troupes russes retirées des pays baltes. Bien que le retrait des troupes russes de Lettonie ait commencé en mars 1992, il a fallu longtemps pour parvenir à un accord sur la date du retrait définitif. La Russie s'efforçait de retarder cette date le plus possible. Au cours des négociations du mois de mai 1993, la Russie a exigé le droit de garder la base navale de Liepāja jusqu'en 1999, la station d'interception électronique de Ventspils jusqu'en 1997 et la station d'avertissement précoce de Skrunda jusqu'en 2003. Mais face à la pression internationale, la Russie a cédé et conclu un accord avec la Lettonie le 30 avril 1994. Cet accord prévoyait le retrait complet des troupes russes pour le 31 août. La Lettonie s'est engagée quant à elle à garder la station d'avertissement précoce de Skrunda opérationnelle jusqu'au 31 août 1998, et a signé un bail spécifique de quatre ans à cet effet. L'accord relatif au retrait des troupes comprenait une condition particulièrement défavorable à la Lettonie. Cet accord prévoyait en effet que 21 000 retraités de l'armée russe pourraient rester en Lettonie en tant que résidents permanents. L'État letton s'engageait à leur accorder le droit à la propriété et à leur assurer une couverture sociale complète. Une partie de la société a accueilli avec un certain scepticisme les accords conclus avec la Russie. Le gouvernement a été critiqué pour avoir fait trop de concessions à la Russie. La station d'avertissement précoce de Skrunda a cessé de fonctionner en 1998, mais sa démolition a eu lieu un an plus tard. La mission de l'OSCE en Lettonie a largement contribué au respect du calendrier des accords, en effectuant des contrôles sur les différents sites et en obligeant la Russie à respecter ses engagements. La Lituanie fut le seul pays balte à obtenir le retrait des troupes russes dès le 31 août 1993.

Une fois l'indépendance retrouvée, le pays est passé du totalitarisme à la démocratie. De nombreux partis politiques se sont formés tout au début des années 1990. Dans un premier temps, différents partis qui avaient existé à l'époque de la première indépendance de la Lettonie se sont reconstitués: le Parti social-démocrate des travailleurs et l'Union des agriculteurs lettons, représentant les intérêts de la population rurale. L'Union des Démocrates chrétiens (KDS) a également été créée au début des années 1990, et a obtenu 6 des 100 sièges lors des premières

élections parlementaires. La KDS, les conservateurs et les libéraux étaient favorables à des réformes économiques et sociales rapides. Contrairement à ce qu'il s'est produit dans d'autres pays anciennement socialistes, le Parti communiste réformé (le parti des « communistes nationalistes ») n'est pas parvenu à conserver son influence dans le pays. Le Parti socialiste représentait les forces pro-Moscou de Lettonie. Après l'indépendance, il a progressivement perdu son influence face au Front populaire de Lettonie, une organisation de masse qui a permis l'apparition d'un système multipartite. Le FPL a connu une crise et un déclin rapide à partir de l'été 1993 et de son échec lors des premières élections parlementaires démocratiques après l'indépendance.

Après la crise des politiques économiques et sociales menées par les néolibéraux au milieu des années 1990, des forces politiques populistes sont arrivées sur le devant de la scène. Lors des sixièmes élections législatives par exemple, le mouvement populiste « Pour la Lettonie » dirigé par Joachim Siegerist a obtenu 16 sièges sur 100 au Parlement. D'autres partis populistes ont connu un certain succès, comme le Parti démocratique Maître (Saimnieks) et le Parti Unité. Incapables d'apporter des solutions spécifiques aux problèmes émergents, ces partis ont disparu rapidement de la scène politique de Lettonie.

Les critiques exprimées à l'encontre des politiques libérales ont obligé le parti le plus influent, Voie lettone (Latvijas ceļš), à modifier la stratégie économique qu'il avait défendue jusque-là. Au lieu du libéralisme, ses politiques ont commencé à insister sur la nécessité d'une économie de marché avec une orientation sociale. Dans le système politique de Lettonie, les forces conservatrices nationalistes étaient représentées par le parti Pour la patrie et la liberté/Parti national pour l'indépendance de la Lettonie (Tēvzemei un Brīvībai/LNNK) et la mouvance de gauche était représentée principalement par le Parti socialiste, qui préconisait un rôle de régulation important pour l'État en matière d'économie et de résolution des problèmes sociaux. Ce parti était opposé aux privatisations à grande échelle et voulait sauvegarder les grandes entreprises publiques. Le Parti socialiste était favorable au maintien de liens étroits avec la Fédération de Russie.

La Lettonie a déjà organisé cinq élections parlementaires depuis le rétablissement de l'indépendance. Ces élections sont la preuve que la population lettone a gardé son intérêt pour le processus politique. En moyenne, environ 70 % des électeurs participent aux élections parlementaires et environ 60 % participent aux élections municipales. Plusieurs référendums ont été organisés en Lettonie. Plusieurs ONG sont actives en Lettonie. Au vu de ces processus, on peut conclure



que les réformes ont permis à la Lettonie de réussir sa transition du totalitarisme à la démocratie. Malgré leur manque d'expérience des activités politiques, les citoyens lettons ont pris peu à peu conscience de leur rôle dans le processus de décision de l'État et dans le développement d'une société civile. À la fin des années 1990, divers groupes tels que les travailleurs du secteur médical, les enseignants et les agriculteurs ont commencé à s'organiser pour exprimer leur opinion et obliger le gouvernement à prendre des décisions susceptibles d'améliorer leur condition. Les citoyens ont acquis peu à peu l'expérience de la politique et les compétences nécessaires pour exprimer et défendre leurs intérêts. En 1993, 978 ONG étaient actives en Lettonie. En 2004, leur nombre était passé à 7 704. De nombreuses personnes s'inquiètent de l'influence excessive de certains groupes économiques et des plus riches sur les décisions de l'État, mais aussi du degré élevé de corruption dans le pays.

Le régime soviétique a légué à la Lettonie une série de problèmes juridiques et moraux graves. Il est absolument essentiel d'enquêter sur les activités des personnes impliquées dans des crimes contre l'humanité et dans différentes formes de répression à l'époque du régime communiste. L'ancien chef du Parti communiste Alfreds Rubiks a été condamné pour trahison pendant le processus d'indépendance. L'ancien commissaire du peuple chargé de la sécurité de la RSS de Lettonie Alfons Noviks et l'un des organisateurs des grandes déportations, Mikhail Farbutch, ont été condamnés pour génocide contre la nation lettone. Le partisan soviétique Vasily Kononov, qui avait traité les civils avec brutalité au cours de la Seconde Guerre mondiale, a été reconnu coupable de crimes de guerre le 30 avril 2004 par la commission des affaires pénales de la Cour suprême de Lettonie.

Un autre problème auquel le jeune État letton se trouvait confronté était celui de la politique des minorités et de l'intégration. Le 19 mars 1991, le Conseil suprême a adopté la loi « relative au libre épanouissement des groupes ethniques et nationaux de Lettonie et à leur droit à l'autonomie culturelle ». Cette loi prévoyait que toutes les minorités ethniques avaient le droit de cultiver et de préserver les traditions de leur culture nationale. L'État était responsable du respect de ces droits. Dès le début des années 1990, de nombreuses organisations se sont formées pour défendre les minorités polonaises, ukrainiennes, russes et autres. Des écoles destinées aux minorités juives, polonaises, ukrainiennes et estoniennes ont été créées. Le Cabinet des ministres a créé le département des affaires nationales. Dans les années 1990, le problème des minorités

était typiquement perçu comme un problème de relations entre les Lettons et les Russes. Des tensions ethniques sont apparues au printemps 2004, lorsque la minorité russe a protesté contre l'augmentation du nombre de sujets enseignés en letton dans les écoles russes.

Sur le plan de la politique étrangère, la tâche la plus importante était d'accélérer l'intégration de la Lettonie au sein des structures politiques, économiques et de sécurité occidentales, afin de garantir la stabilité et la pérennité de l'État. L'un des principaux objectifs de la politique étrangère était le développement d'une coopération régionale avec les voisins directs de la Lettonie, la Lituanie, l'Estonie et les pays scandinaves. Au cours des années 1990, le soutien exprimé par les États-Unis a largement contribué à renforcer l'indépendance du pays. À ce jour encore, le gouvernement russe ne reconnaît pas l'occupation des pays baltes en 1940. Cette attitude témoigne d'une certaine résurgence de la pensée impérialiste et de l'ambition de la Russie de maintenir une certaine influence dans la région.

IX. INTÉGRATION AU SEIN DE L'UNION EUROPÉENNE ET DE L'OTAN

Dès les premiers jours de son existence, la sécurité a été l'une des premières préoccupations du jeune État letton. Pour assurer cette sécurité, il fallait organiser des forces armées modernes et s'intégrer aux structures mises en place par les États occidentaux. La création de forces armées lettones basées sur les principes démocratiques a commencé à l'automne 1991. Le principe du contrôle parlementaire de l'armée et du ministère de la défense a été confirmé. Outre les forces armées, une garde nationale importante a été créée avec des unités réparties sur l'ensemble du territoire. En juin 1995, le Parlement a adopté le concept de défense letton basé sur la formation d'une armée régulière, sur le développement d'une garde nationale et sur une coopération étroite entre ces deux entités en matière de défense. Le principe de la défense totale du territoire a été adopté, et le pays a développé parallèlement sa coopération avec l'OTAN.

Les premiers pas en direction de l'OTAN ont été accomplis dès le mois de décembre 1991, avec l'adhésion de la Lettonie au Conseil de coopération Nord-Atlantique. En 1994, sur l'initiative des États-Unis, tous les pays intéressés se sont vus proposer la participation au programme

«Partenariat pour la paix» de l'OTAN. La Lettonie a considéré ce programme comme une chance à ne pas manquer pour se préparer à rejoindre l'alliance. En 1995, l'OTAN a annoncé qu'il accepterait de nouveaux membres dans un avenir proche, mais que le processus d'élargissement serait progressif et que les pays candidats devraient respecter certains critères. Les critères principaux étaient les suivants: contrôle civil des forces armées au sein de l'État, bonnes relations avec les pays voisins, absence de différents conflits ethniques et politiques, frontière commune avec un pays membre de l'OTAN. Lors du sommet de l'OTAN de 1997, il a été décidé que la République tchèque, la Hongrie et la Pologne seraient admises au sein de l'OTAN deux ans plus tard. Ce sommet a également approuvé le principe d'une poursuite de l'élargissement, malgré les objections de la Russie.

Au cours du sommet de l'OTAN organisé en 1999 à Washington, les États baltes ont été désignés pays candidats. La situation avait évolué favorablement pour la Lettonie, qui avait reçu certaines indications lui permettant d'espérer une intégration à l'OTAN dans les prochaines années. Le pays a lancé à cette époque une réorganisation intensive des forces armées et du ministère de la défense. Un plan d'action spécifique a été élaboré pour définir les tâches à accomplir par la Lettonie pour adhérer à l'OTAN. Une condition difficile imposée par l'OTAN était de porter à 2 % du PIB la part du budget national consacrée aux forces armées. En 2003, il a été décidé d'intégrer les unités de la garde nationale aux forces armées. Le concept de défense nationale a également été révisé, abandonnant le principe de défense territoriale totale et soulignant les capacités de défense collective. L'accent serait désormais mis sur la formation de forces armées professionnelles afin d'assurer les capacités nécessaires pour participer au système de défense collective de l'OTAN, pour prendre part à la coopération militaire internationale et pour créer une nouvelle image des forces armées au sein de la société. Des efforts importants ont été consentis pour permettre aux soldats lettons de participer aux missions de l'OTAN et aux missions d'autres organisations internationales. Au printemps 2004, les forces armées lettones avaient les effectifs suivants: 1 200 soldats, 11 650 gardes nationaux, 1 350 officiers, 1 900 sous-officiers, 1 000 appelés.

Le 21 novembre 2002, à l'occasion du sommet de l'OTAN à Prague, la Lettonie et six autres pays ont été invités à entamer des négociations d'adhésion. En 2004, quatorze ans après avoir retrouvé son indépendance, la Lettonie a atteint l'un des principaux objectifs de sa politique étrangère en devenant membre de l'organisation de sécurité transatlantique et en cimentant ainsi son

indépendance. Cette adhésion à l'OTAN était particulièrement importante pour la Lettonie, vu l'histoire compliquée qu'elle avait connue au XX^e siècle. L'adhésion de la Lettonie et des autres pays baltes à l'OTAN a contribué à renforcer la sécurité et la stabilité de la région. Elle a également contribué à la modernisation des forces armées nationales, à l'augmentation de leurs capacités de combat et au renforcement de leur prestige. À l'heure actuelle, la participation de soldats lettons aux missions de maintien de la paix en Afghanistan, en Irak, au Kosovo et ailleurs est perçue comme un élément important pour renforcer cette stratégie.

Dès les premiers jours de son indépendance retrouvée, la Lettonie a toujours souligné son désir de s'intégrer à la communauté des États européens. La décision prise par la Commission européenne le 27 août 1991 était très importante à cet égard dans la mesure où elle a jeté les bases de meilleures relations entre la Lettonie et l'UE. Le gouvernement letton a toujours souligné qu'il défendait les mêmes principes et valeurs que l'Union européenne: la démocratie, les droits de l'homme, la prospérité et la stabilité. En 1992, les États baltes et les pays d'Europe de l'Est ont été inclus dans le programme d'assistance européen PHARE destiné à faciliter les réformes économiques et politiques. Le 11 mai, la Lettonie a signé son premier accord économique et commercial avec la Communauté européenne. Cet accord garantissait une libéralisation maximale des relations économiques entre la Lettonie et les pays de la Communauté. Le préambule de cet accord soulignait d'ores et déjà l'ambition de la Lettonie de conclure ultérieurement un accord d'association. La Lettonie a tout fait pour renforcer ses relations avec l'UE et a annoncé rapidement que l'un des principaux objectifs de sa politique étrangère était d'adhérer à la Communauté européenne. Lors du sommet de Copenhague de 1993, l'UE s'est déclarée favorable à l'adhésion de nouveaux États membres moyennant le respect de critères stricts: stabilité institutionnelle, respect de la démocratie, de la règle de droit et des droits de l'homme, existence d'une économie de marché fonctionnelle, capacité de participer à la concurrence au sein de l'UE, respect des droits des minorités, capacité de respecter les obligations des États membres.

L'accord de libre échange signé le 18 juillet 1994 représente une étape importante dans les relations entre la Lettonie et l'UE. L'UE a accepté que la Lettonie maintienne pendant encore quatre ans des droits d'importation sur le bois de construction, les peaux d'animaux non traitées, la ferraille et le gypse. Cette mesure avait pour objectif de faciliter le développement de ces secteurs miniers et industriels d'une importance capitale pour la Lettonie. Cet accord prévoyait également



des privilèges réciproques en matière de commerce de produits de l'agriculture et de la pêche. En réalité, cet accord a marqué le début de la réorientation progressive du commerce extérieur de la Lettonie, qui s'est détourné de la Russie et des autres pays de la CEI au profit des pays de l'UE. En mai 1994, la Lettonie a approuvé le programme d'intégration au sein de l'UE. Un Office de l'intégration européenne a également été créé afin d'assurer une coopération plus étroite entre les institutions publiques pour atteindre les objectifs poursuivis.

L'année 1995 a été particulièrement importante pour le développement des relations entre la Lettonie et l'UE avec la signature, le 12 juin, de l'accord d'association entre la Lettonie et l'UE. En 1997, la Commission européenne a publié le document «Agenda 2000», qui contenait des conclusions relatives à tous les nouveaux pays candidats et des recommandations concernant le lancement de pourparlers d'adhésion. Le 12 décembre, le Conseil européen de Luxembourg a décidé d'inclure les 11 pays candidats dans le processus d'adhésion. La Lettonie et la Lituanie faisaient partie du «deuxième groupe» de négociations alors que l'Estonie, mieux préparée, faisait partie du premier groupe. Les négociations avec la Lettonie ont commencé en février 2002 et se sont terminées en décembre 2002. Le 16 avril de l'année suivante, à l'occasion du Conseil de l'UE d'Athènes, la Lettonie et les autres pays candidats ont signé le traité d'adhésion. Du côté letton, ce traité a été signé par la Présidente Vaira Vīķe-Freiberga et par le Premier ministre Einaris Repše.

La loi lettone exigeait que le traité d'adhésion à l'UE soit approuvé par référendum. Lors du référendum organisé le 20 septembre 2003, 66,97 % des participants ont soutenu l'adhésion de la Lettonie à l'UE. 32,26 % des participants ont voté contre l'adhésion. L'adhésion formelle de la Lettonie à l'UE s'est achevée le 1^{er} mai 2004, après que tous les États membres de l'UE eurent ratifié le traité d'adhésion. La Lettonie est désormais un État membre à part entière de l'Union européenne et elle est parfaitement intégrée à son espace économique, social, juridique et politique commun. La Lettonie désigne un membre de la Commission européenne et envoie neuf députés au Parlement européen. La Lettonie a rejoint l'Espace Schengen en décembre 2008 et espère devenir membre de l'union monétaire européenne dans un avenir proche.

X. LA LETTONIE ET L'AVENIR DE L'UNION EUROPÉENNE

En 2008, la République de Lettonie a fêté ses 90 ans d'existence en tant qu'État. Le pays a connu une histoire mouvementée au cours de cette période. La Lettonie a connu trois périodes d'occupation au XX^e siècle, et ces occupations ont eu un impact considérable sur le développement politique, économique, démographique, psychologique et moral de la nation. Sur ces 90 années d'existence, la Lettonie n'a connu que 37 années d'indépendance. Pendant de nombreuses années, des puissances d'occupation étrangères ont présidé à la destinée de la nation lettone. Les Lettons chérissent d'autant plus leur indépendance retrouvée et leur droit de décider de l'avenir de leur pays.

Les priorités pour l'avenir de la Lettonie sont le développement économique rapide du pays, la prospérité et le bien-être de ses habitants, le développement de l'éducation et de la culture, l'intégration au sein de l'UE et de l'OTAN et l'instauration de conditions susceptibles de garantir une indépendance irréversible. Pour atteindre ces objectifs, la Lettonie est devenue un État membre de l'Union européenne et de l'OTAN. Il faut remarquer que dès ce début de XXI^e siècle, la coopération économique au sein de l'UE a déjà atteint un niveau élevé. L'Union économique et monétaire a été mise en place, un système monétaire unique fonctionne, les pays collaborent en matière de sécurité et de politique étrangère, d'affaires intérieures et de justice. L'UE est unie par des valeurs et des principes communs. Elle possède une démocratie avancée et garantit le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. La société lettone se réjouit de la chance de rejoindre un groupe de pays aussi développés et stables.

L'échec du traité sur une Constitution pour l'Europe, rejeté par des référendums en France et aux Pays-Bas, a ébranlé la préparation de la Lettonie et des autres États membres de l'UE à une intégration plus poussée. La Lettonie était favorable à ce traité. La critique exprimée dans différents pays envers la Constitution a provoqué une certaine confusion et un temps d'arrêt au niveau de la Communauté, des États membres et des élites politiques. La question de l'avenir de l'Union européenne est de plus en plus d'actualité. S'agira-t-il de l'union volontaire d'États européens, comme ce fut le cas jusqu'à présent ou d'États-Unis d'Europe, c'est-à-dire d'une superpuissance européenne restreignant considérablement la souveraineté des différents États? La question de l'identité future de l'Europe est essentielle. L'expérience réussie de cinquante ans d'intégration garantit que l'Europe saura faire face aux défis qui se présentent.

Pour la poursuite du processus d'intégration, l'Europe devra s'inspirer de ses valeurs communes et se baser sur ses réalisations passées en matière d'intégration économique, politique et sociale. La sécurité économique de l'Europe doit être mise au premier plan, tout comme le renforcement de sa compétitivité dans un monde globalisé, le respect des intérêts d'une communauté de citoyens ou encore le renforcement de la démocratie et des droits de l'homme. Il faut conserver et développer tout ce qui fait l'attrait de l'Europe: le degré élevé de développement scientifique, les nouvelles technologies, la monnaie unique, la protection de l'environnement, la sécurité sociale de sa population, l'égalité entre les États, la souveraineté et la solidarité, la règle de droit, la prévisibilité. À l'avenir, il est important que l'UE réduise considérablement les différences entre les anciens et les nouveaux États membres, entre les grands et les petits pays, entre les pays riches et les pays moins développés. L'intégration doit se poursuivre sur la base des réalisations passées, en définissant en permanence de nouveaux objectifs et de nouvelles tâches présentant un intérêt égal pour tous les États membres de l'Union européenne. La force de l'UE réside dans la solidarité et l'égalité de toutes ses nations, elle ne doit jamais représenter uniquement les intérêts de Bruxelles. L'avenir de l'Europe unie dépend de la capacité de toutes les nations qu'elle réunit à dépasser l'étroitesse des intérêts nationaux et à agir au nom d'intérêts communs.

Souvenir de déportés

Elfrida Misiņa - souvenirs de la déportation du 14 juin 1941 et de la vie en Sibérie:

Au matin du 14 juin, je me préparais à me rendre à mon travail dans la coopérative de consommateurs «Espoir» (Ceriba) de Liepāja, dont j'étais directrice des ventes. Quatre hommes en uniforme et qui parlaient le russe sont arrivés et ont dit que je devais les suivre avec mon mari. L'un de ces soldats est parti chercher mon mari (Paul Misins, né en 1915), qui travaillait dans la chaufferie de l'hôpital. On ne nous a rien dit sur l'endroit où nous allions. L'un des soldats a jeté quelques objets dans une couverture et ils nous ont emmenés. À la gare, mon mari a dû embarquer dans une autre voiture. On m'a emmenée dans la région de Krasnoïarsk avec les autres femmes et les enfants.

Je me suis retrouvée dans la ferme collective «Révolution» du village d'Iltyoukovo, dans le district de Novosiolovo de la région de Krasnoïarsk. Tous les Lettons qui avaient été emmenés là, cinq adultes

et cinq enfants, vivaient dans la même pièce. On nous a examinés comme des esclaves et on nous a répartis entre différentes fermes collectives selon je ne sais quels critères. Mon travail consistait à nouer des gerbes. Je gagnais de l'argent en faisant toutes sortes de petits boulots, du tricot et de la couture. En novembre 1941, j'ai donné naissance à une fille. Elle était très fragile et elle est morte à l'hôpital de Novosiolovo à l'automne 1942. Mon mari, qui avait survécu à sa déportation dans la région autonome de Komi, m'a rejointe à l'automne 1944. Il avait dû faire un travail physique très dur. Il m'a dit que seuls 3 des 68 déportés de Komi avaient survécu. Mon mari était très malade, ses dents étaient noires et il en avait perdu beaucoup, ses cheveux étaient tombés et il marchait difficilement. Le 27 août 1946 j'ai donné naissance à mon fils Visvaldis, qui est handicapé depuis son enfance. La femme du ministre letton de l'Agriculture, Katrina Bieznieks, a également été déportée à Novosiolovo avec son fils Uldi. Son mari Janis Birznieks l'a rejointe en 1951. Il est mort à l'hôpital à l'automne.»

Arnolds Treide - souvenirs (né en 1926, déporté le 14 juin 1941, libéré en 1957). Je venais de terminer ma première année au collège technique de Liepaja quand, le matin du 14 juin, nous avons tous été conduits à la gare de Karaosta (port militaire) où un long train nous attendait avec de nombreux wagons aux fenêtres grillagées. Les chefs de famille ont été séparés des autres par des mensonges et par la ruse. Le wagon Pullman de Liepaja contenait plus de 50 personnes, rien que des femmes et des enfants. Ayant déjà 15 ans, j'étais le plus vieux des enfants.

Notre train comptait environ 90 wagons, et il était tiré par deux locomotives. Les chars de l'occupant avaient traversé la frontière le 17 juin 1940. Un an plus tard exactement, notre long train passait la frontière dans la direction opposée. Une année à peine avait passé - l'année de l'horreur - mais quelle douleur elle avait infligé à notre pays et à la nation! Au bout de trois semaines, nous avons atteint le fleuve Ienisseï. Les convoyeurs qui nous avaient soigneusement gardés tout au long du voyage ont refermé les portes, ont jeté leur fusil et leur sac sur l'épaule et sont retournés à la gare. Ils avaient fait leur travail. Mais nous sommes restés là, sous le ciel nu, dans notre malheur. Nous avons découvert la pire torture de la Sibérie, les moustiques. Ces petits insectes s'infiltraient n'importe où et infligeaient des piqûres douloureuses. Nous n'avions aucun moyen de nous protéger, et ce sont les enfants qui en souffraient le plus. Ils avaient les yeux gonflés, leurs bras les démangeaient et ils se grattaient les jambes jusqu'au sang.

Les patrons en culotte de cheval et bottes en «kirza» (toile goudronnée) sont venus dans le camp choisir des travailleurs. Ils n'avaient pas besoin de vieux ni de femmes avec des enfants, mais les hommes les plus forts avaient déjà été emmenés vers les camps de la mort. Ils nous ont emmenés dans le centre régional, 100 kilomètres plus loin sur la taïga, et ils nous ont répartis sur différentes fermes collectives. Au début, chaque famille a reçu 5 kilos d'avoine moisie.

Liste des abréviations:

GOULAG	Acronyme de Glávnoie Oupravlénie Lageréi, la «Direction principale des camps de travail».
KDS	Kristīgi demokrātiskā savienība (Union des Démocrates chrétiens)
Latvijas PSR	Latvijas Padomju sociālistiskā republika (République socialiste soviétique de Lettonie)
LNNK	Latvijas nacionālā neatkarības kustība (Mouvement pour l'indépendance nationale de Lettonie)
LNPA	Latvijas Nacionālo partizānu apvienība (Union nationale des partisans lettons)
LTF	Latvijas Tautas fronte (Front populaire de Lettonie)
OMON	Milicijas īpašo uzdevumu vienība (Brigade spéciale de la police)
PSKP CK	Padomju Savienības Komunistiskās partijas Centrālā komiteja (Comité central du Parti communiste d'Union soviétique)
VEF	Valsts elektrotehniskā fabrika (Usine électrotechnique nationale)



LITUANIE: UN COMBAT SÉCULAIRE POUR LA LIBERTÉ

Vytautas Landsbergis

République de Lituanie – Lietuvos Respublika

Superficie: 65 301 km²

Population: 3 403 300 (en 2006)

Capitale: Vilnius

Langue officielle: le lituanien

Devise: le litas lituanien (LTL)

Système politique: République parlementaire

Date d'adhésion à l'UE: 01.05.2004

I. INTRODUCTION

Être membre de l'Union européenne représente pour la Lituanie une chance de contribuer à un objectif commun de paix et de prospérité, tout en s'extirpant d'un passéisme hérité d'une époque soviétique aux accents colonialistes pour relever les nouveaux défis du XXI^e siècle, qui sont énergétiques, démographiques, climatiques et moraux. En outre, le pays fait face à un autre défi de taille: le nouvel élan expansionniste inconsidéré de la Russie, qui, au-delà de la Lituanie, concerne et va concerner l'Europe entière. Comment ne pas voir que la Russie, en s'en prenant à certains États membres, tente de saper la construction européenne et la solidarité entre les États membres de l'UE? La Lituanie est consciente que ce genre de menace est loin d'avoir disparu. L'UE et la Lituanie partagent aujourd'hui le même destin.

II. MILLE ANS D'HISTOIRE

L'année prochaine, la Lituanie fêtera ses mille ans d'existence. En 1009, en effet, on trouve le pays cité par son nom dans les chroniques (annales) de la ville allemande de Quedlinburg. Il est donné comme repère géographique de l'endroit où Brunon, l'un des premiers missionnaires venus apporter la foi chrétienne dans les contrées d'adorateurs de la nature de la mer Baltique, trouva la mort. Le pays était déjà connu à l'époque. Il était peuplé de tribus guerrières partageant une langue commune, différente des langues slaves et germaniques, et prêts à unir leurs forces pour combattre ensemble leurs voisins. Au XIII^e siècle, la Lituanie était déjà un État unifié sous le roi Mindaugas, converti au christianisme, à qui l'on apporta sa couronne depuis Rome. Toutefois, il fallut encore attendre un siècle et demi avant que la Lituanie adopte définitivement le christianisme, cent cinquante ans pendant lesquels les Lituaniens durent se défendre contre des missionnaires armés qui, en réalité, n'étaient autres que d'agressifs envahisseurs venus de l'Ouest. Ce ne fut qu'en 1410, lors de la grande bataille de Grünwald, que, ayant joint leurs forces, les deux États alliés du Grand-duché de Lituanie et du royaume de Pologne parvinrent à battre les chevaliers teutoniques et à repousser pour une période prolongée leur «Drang nach Osten». À l'époque, le territoire lituanien s'étendait déjà considérablement à l'Est et englobait Kiev et la Crimée. L'État collectait des taxes à Novgorod la Grande et disputait la sphère d'influence de sa voisine, la Grande-principauté de Moscou, connue en Europe sous le nom de Moscovie. Ces épisodes de l'histoire politique permettent de comprendre pourquoi le statut d'État était et reste très cher aux yeux de la société lituanienne noble et instruite, que l'on appelait à l'époque, et encore plus tard, la «nation civile». L'État lituanien de l'époque était doté d'un ordre juridique élaboré. Respecté dans les vastes étendues de l'Europe de l'Est du XVI^e au XVIII^e siècle, le célèbre code pénal et administratif lituanien ou Statut de la Lituanie, fit office de vecteur d'unification bien avant que ne naisse l'idée d'une Union européenne. Sur son territoire, la Lituanie chercha à faire appliquer l'Union de Brest, l'œcuménisme de l'époque.

En 1791, l'Union de Pologne-Lituanie ou République des Deux Nations, fut le premier ensemble européen à adopter une Constitution, qui, pour quelques années, allait faire d'elle une monarchie constitutionnelle. En 1795, la république fut rayée de la carte par ses puissants voisins, la Russie, l'Allemagne et l'Autriche, qui se partagèrent les territoires de ce qui avait été le Grand-duché

de Lituanie et le royaume de Pologne réunis. On peut voir dans cet événement un certain précédent au pacte Molotov-Ribbentrop de 1939. L'assujettissement des nations provoquera des soulèvements récurrents en Lituanie comme en Pologne, dirigés la plupart du temps contre la très lourde oppression russe. À la fin du XIX^e siècle, la résistance des Lituaniens se muta en résistance culturelle. Même la langue et les livres lituaniens étaient interdits dans le territoire annexé. C'est dans ce contexte que mûrit l'idée de restaurer un État lituanien indépendant qui couvrirait, pour l'essentiel, les terres tribales de l'origine. La fin de la Première Guerre mondiale, qui scella la chute de trois empires européens, allait constituer une occasion. La société lituanienne éclairée, qui, en 1905 déjà, avait convoqué un Congrès unique des délégués, le Grand Seimas de Vilnius, déclara non seulement l'instauration, mais plutôt la restauration historique de l'État indépendant de Lituanie, par la volonté unanime de ses délégués réunis au Conseil de Lituanie, le 16 février 1918. Elle proclama en même temps son indépendance de toute relation d'État ayant pu autrefois lier la Lituanie à toute autre nation. Cette déclaration, qui allait devoir être défendue dans les guerres d'indépendance qui allaient opposer le pays à la Russie et à la Pologne, toutes deux revendiquant l'autorité sur la Lituanie, fut finalement confirmée en 1920 avec l'élection démocratique d'un Parlement, qui allait se réunir en assemblée constituante. La consolidation territoriale de l'État fut particulièrement difficile. La partie occidentale du territoire lituanien, cédée par l'Allemagne dans le traité de Versailles, ne fut annexée à la république qu'en 1923, alors que la capitale, Vilnius, et la région qui la bordait à l'est furent occupées puis annexées par la Pologne dès 1920 et pendant dix-neuf ans. Cela n'empêcha la Lituanie de continuer à se développer, et elle serait assurément parvenue à surmonter ses difficultés démocratiques internes et à suivre le modèle choisi par ses voisins scandinaves s'il n'y avait eu les événements de 1939-1940.

III. LES TRAGÉDIES DU MILIEU DU XX^e SIÈCLE

Le destin du pays et de sa nation fut alors dicté par les événements tragiques de la Seconde Guerre mondiale. Il convient de revenir sur le contexte historique dans lequel s'opéra cette nouvelle destruction de la Lituanie. Ni l'Allemagne ni l'Union soviétique ne manquèrent

l'occasion de recourir à un expansionnisme vindicatif, en violation tant des traités internationaux que des garanties données antérieurement à la Lituanie quant à sa souveraineté. En mars 1939, l'Allemagne entreprit une nouvelle fois d'envahir le territoire lituanien, y compris le seul port du pays, Klaipėda. Cet acte intervint peu après que Staline eut proposé à Hitler son amitié (un gage d'amitié qui, peut-être, encouragea les nazis à ajouter une agression à leur palmarès). Six mois plus tard, la nouvelle stratégie politique soviétique allait être scellée par un traité collusoire dans lequel les deux puissances prévoyaient de diviser l'Europe en provoquant une « nouvelle grande guerre » (conformément à la vision de Staline). Premièrement, elles décidèrent de se partager certains pays situés le long de leurs frontières respectives et énumérés dans les protocoles secrets du 23 août 2009. La Finlande, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne et même la Bessarabie, province orientale de la Roumanie, virent ainsi leur destin scellé de manière criminelle. À la suite de cet accord, l'Allemagne et l'Union soviétique attaquèrent la Pologne sur leurs fronts respectifs. L'URSS envahit la Finlande peu après. Quant aux États baltes, ils parvinrent à résister jusqu'en juin 1940, mais l'armée soviétique finit par pénétrer en Lituanie, en Lettonie et en Estonie. Elle y renversa les gouvernements en place et s'empressa d'en organiser l'annexion, par le biais d'une incorporation à l'URSS et de la soviétisation. Comença alors pour ces pays une période de dépendance qui allait durer un demi-siècle.

Ainsi donc, la Seconde Guerre mondiale allait marquer, pour la Lituanie et les autres États baltes, un retour au combat pour la liberté, qui allait durer pendant de longues années. Malgré qu'elle partagea le sort de ses voisins et malgré le douloureux amalgame de l'histoire, la Lituanie avait ses particularités.

En 1940-1941, la soviétisation, accompagnée d'une répression pour des motifs politiques, nationaux et sociaux et au nom de la prétendue « lutte des classes », allait pousser à l'unification des forces patriotiques et indépendantistes lituaniennes. Elles se fixèrent pour but d'organiser, à la première occasion favorable, le soulèvement de la population. Cette occasion, semblait-il, allait arriver avec le début de la guerre germano-soviétique, précédée par les premières déportations en masse. Les Allemands, les premiers, lancèrent une offensive à la frontière lituanienne, le 22 juin 1941. Les insurgés lituaniens saisirent l'occasion. En deux jours, avant l'arrivée des forces allemandes, ils prirent le contrôle des grandes villes de Kaunas et Vilnius et proclamèrent la restauration de l'indépendance lituanienne sous un gouvernement provisoire.



Sur le plan politique, cette action, largement soutenue par la société lituanienne, visait notamment à souligner l'illégalité et le rejet de l'annexion du pays par l'Union soviétique en 1940.

Par leurs contacts à Berlin, les insurgés savaient également que des actes tels qu'une déclaration d'indépendance étaient interdits par les Allemands. En manifestant une telle désobéissance, ils entendaient également souligner leur opposition morale à la dictature du futur nouvel occupant. L'Allemagne et son administration militaire (Militärverwaltung) ne reconnurent pas le gouvernement provisoire et, après six semaines, en ordonnèrent la dissolution, procédant par là à une curieuse reconnaissance par la négative du gouvernement lituanien, reconnaissance qui fut encore plus curieuse dans le chef de Viatcheslav Molotov, lequel jura, à Moscou, de se venger des Lituaniens. Le gouvernement provisoire eut le temps de restaurer l'ancien système national d'administration locale, de tribunaux et d'éducation et de proclamer une loi de dénationalisation, mais il fut dépouillé de tout réel pouvoir exécutif par l'administration militaire, puis civile (Zivilverwaltung) allemande. L'Allemagne, qui avait déjà rejeté la déclaration d'indépendance lituanienne, ne proposa pas non plus au pays une « alliance » sur le modèle slovaque et croate, même si c'eût été bien plus bénéfique pour Berlin. En conséquence, la Lituanie passa, en 1941, sous statut de pays occupé par le Reich, avant d'être très vite intégrée à la nouvelle province orientale allemande, l'Ostland. Les nazis n'attendirent pas pour se livrer à la persécution et au massacre des juifs, qui connurent leur apogée aussitôt après la liquidation du gouvernement provisoire. Des commandos spéciaux de la SS furent dépêchés à cette fin, mais ceux-ci cherchèrent également l'aide de collaborateurs locaux. En Lituanie occupée, la résistance allait prendre la forme d'activités politiques clandestines et de boycotts. Une structure politique alliée, appelée « comité suprême pour la libération de la Lituanie » vit le jour. Au printemps 1944, une armée de volontaires fut rassemblée afin de résister au retour du pouvoir militaire et politique soviétique et d'assurer la survie de la Lituanie dès la fin de la guerre, que l'on espérait proche (à l'instar de la Finlande, qui parvint à franchir cette étape). Toutefois, cette armée « locale » dut d'abord se rebeller et prendre les armes contre les forces allemandes qui battaient en retraite. Elle en sortit décimée. Cet épisode déboucha sur une seconde période d'occupation soviétique, qui durerait de nombreuses années, jusqu'à la restauration de l'indépendance du pays en 1990. Malgré les droits reconnus aux États baltes par la Charte de l'Atlantique, les soi-disant « libérateurs soviétiques » ne se retirèrent pas après la capitulation de l'Allemagne. De plus, les alliés occidentaux acceptèrent les exigences de Staline et lui abandonnèrent Königsberg. Géopolitiquement, donc, la Lituanie

et les États baltes allaient se retrouver de facto du côté soviétique (même si, sans doute dans le but de d'apaiser la conscience des Alliés, il avait été précisé que Königsberg et sa population sans défense ne seraient confiés aux autorités soviétiques qu'«en l'attente du traité de paix»).

La seconde occupation soviétique, à l'instar de la première, s'accompagna de violences armées, de procès et d'une soviétisation forcée. La résistance armée s'organisa d'abord dans les régions, avant de rejoindre les forêts et d'entamer, au nom de l'État occupé, une lutte clandestine unie contre l'occupant. En 1949, la résistance unie prit le nom de «mouvement lituanien de lutte pour la liberté», un mouvement doté d'un conseil central et d'un code militaire. La presse, elle, se chargeait de la diffusion de ses idées auprès de la population. Le mouvement adopta également les principes constitutionnels de la future Lituanie indépendante: après le retrait des occupants, le Président du conseil du mouvement devait prendre provisoirement les fonctions de Président, le temps d'assurer l'organisation d'élections libres et démocratiques. La population, et en particulier les habitants des villages transformés en kolkhozes, soutenaient la résistance, ce qui leur valut une répression cruelle de la part des forces spéciales soviétiques du NKVD, des forces régulières et des collaborateurs recrutés localement. Les vagues de déportation se succédèrent rapidement. En tout, quelque 150 000 personnes furent déportées vers des contrées éloignées et inclementes de l'URSS, dont elles ne pourraient jamais revenir. Ces mesures, ainsi qu'une succession d'exécutions et de trahisons brisèrent la résistance lituanienne, qui fut dissoute en 1954, sur l'ordre des chefs militaires. Le dernier combattant lituanien pour la liberté ne fut tué qu'en 1965. Après la restauration de l'indépendance, les autorités lituanienes entreprendront de livrer une réévaluation adéquate sur le plan juridique des dix années de «guerre après la guerre»: les membres de la résistance sont à présent qualifiés de «soldats volontaires nationaux» et les dirigeants des districts militaires et du conseil central sont reconnus comme seul gouvernement légitime de la Lituanie entre 1944 et 1954.

IV. CALVAIRE DE L'OCCUPATION SOVIÉTIQUE ET NOUVELLES FORMES DE RÉSISTANCE

Malgré la mort de Staline, la puissance occupante mit en place un régime communiste fantoche en Lituanie. Le génocide allait se poursuivre, sous une forme non plus physique, à l'exception

de meurtres occasionnels, mais plutôt économique et culturelle, dans le but de soviétiser, de coloniser et, au final, d'absorber pleinement la Lituanie au sein d'une Union soviétique «unifiée et éternelle». La résistance allait également se poursuivre dans les espaces de liberté religieux et culturels avec, ça et là, des flambées de contestation, à l'image de l'auto-immolation de l'étudiant Romas Kalanta à Kaunas au printemps 1972, mais aussi le développement d'une presse dissidente, l'organisation de fuites vers le monde libre (le cas le plus connu étant celui du marin Simas Kudirka) et le maintien de la représentation diplomatique de la Lituanie indépendante d'avant-guerre auprès de l'Occident démocratique. L'objectif premier de ce combat politique était d'empêcher la légitimation internationale de l'occupation. Ce ne fut pas en vain: aucun État de l'Europe démocratique (à une exception près) et des deux Amériques ne reconnaitra la légalité de l'annexion de la Lituanie. Grâce aux efforts combinés des dissidents et des diplomates, le cas de la soumission des peuples baltes allait être évoqué à plusieurs reprises au Congrès des États-Unis et même au Parlement européen, à partir de 1983. En 1990, à l'heure où le Parlement issu des élections libres allait adopter son premier acte juridique constitutionnel en déclarant la restauration d'un État indépendant, la République de Lituanie, toujours sous occupation militaire soviétique, possédait encore une représentation dans au moins trois capitales: Washington, Londres et le Vatican. L'État restauré pouvait donc s'adresser aux démocraties occidentales qui, de bonne foi, n'avaient pas reconnu son occupation et son rattachement à l'URSS, pour leur demander, tout naturellement, de reconnaître son indépendance. Ce sera loin d'être simple, mais il importe d'abord de revenir sur ce qui allait rendre possible le rétablissement constitutionnel sur le plan juridique.

Cette Union soviétique impérialiste, coupable d'atrocités en Hongrie, en Tchécoslovaquie et dans les territoires sur lesquels elle avait autorité directe, cette Union soviétique qui avait tenté de remporter la Guerre froide en Afrique, en Asie et en Amérique centrale et, finalement, avait connu l'échec en Afghanistan, approchait inexorablement de la faillite politique, économique et morale. Conscient de ce danger, le gouvernement communiste de l'URSS élaborait un plan de réformes censé sauver l'Union en renonçant à toute nouvelle expansion et toute nouvelle confrontation avec l'Occident, contre qui elle avait d'ores et déjà perdu la course économique et militaire. Les réformes en question, connues sous le nom de Perestroïka, marquèrent l'avènement d'une économie plus libérale, avec le transfert du monopole du capital public dans les mains «privées» de l'élite communiste, et d'une plus grande liberté de pensée et d'expression.

Ce mouvement fut associé au nom du dirigeant de la nouvelle génération, Mikhaïl Gorbatchev. Les démocraties occidentales furent soulagées de voir s'éloigner le spectre d'un conflit nucléaire planétaire. Quant à ceux des citoyens de l'Union soviétique qui avaient conservé un esprit démocratique et le goût des libertés, ils sentirent que le temps était venu d'agir pour changer l'histoire, en dénonçant et en se distançant des auteurs de méfaits, en exigeant la justice et de réels changements, dont le passage à un ordre démocratique débarrassé du pouvoir oligarchique usurpé d'un «parti» unique. Perceptibles à Moscou et à Leningrad, parmi les étudiants et dans les mines parmi les travailleurs maltraités, ces changements émergèrent également dans diverses pseudo-républiques soviétiques, notamment dans les États baltes sous occupation, qui n'avaient oublié ni les excès tyranniques de Staline ni leurs propres combats pour la liberté.

La Perestroïka débuta en 1985. Deux ans plus tard, les États baltes furent secoués par des mouvements publics de protestation contre l'occupation soviétique (le 23 août 1987 à Vilnius, le «Jour du ruban noir»). Trois mouvements de masse firent leur apparition en 1988: deux fronts populaires, en Estonie et en Lettonie, et le Sajūdis (mouvement réformateur) en Lituanie.

Le Sajūdis, mouvement réformateur de Lituanie, fut créé à Vilnius le 3 juin 1988, lors d'une réunion regroupant pour l'essentiel des membres de l'intelligentsia académique et artistique. Il s'agissait d'unir des initiatives déjà existantes mais dispersées, des clubs et des cercles agissant pour les droits de l'homme, la protection de la culture nationale et de la langue lituanienne, la sauvegarde de l'environnement, le rétablissement et la diffusion de la vérité historique et la conservation des monuments historiques et culturels.

À la base du mouvement se trouvait la liberté d'expression et de rassemblement ainsi que la liberté de débattre des fondements de l'organisation de l'État, parmi lesquels la modification des comportements obsolètes et le remplacement des fonctionnaires inaptés. Par «liberté», les membres du Sajūdis entendaient la liberté universelle de choix, ou, en d'autres termes, la démocratie. Pour donner un poids réel à leurs exigences, il fallait que les pouvoirs démocratiques soient unanimes et soutenus par la majorité de la société. Pour ce faire, le Sajūdis créa des groupes de soutien. D'autres émergèrent spontanément à travers tout le pays. L'apparition du premier organe indépendant du mouvement, Sajūdžio žinios («les nouvelles du Sajūdis»), publié sans la moindre forme d'autorisation, allait amorcer une véritable explosion de la presse libre dans toute la Lituanie, dans les régions et dans les villes de toutes tailles. Le Sajūdis prit l'habitude



d'organiser de gigantesques rassemblements attirant des dizaines, voire des centaines de milliers de personnes pour exposer ses idées, ses projets et ses revendications. Incapable d'arrêter le mouvement, le gouvernement essaya plutôt de le couvrir, en le traitant comme une organisation de facto, bien que longtemps sans existence officielle et menacée directement et indirectement de répression.

De la fin de l'année 1988 au début de l'année 1990, plusieurs grands événements politiques se succédèrent. Le Sajūdis convoqua une grande réunion de tous les représentants lituaniens (plus de 250 000 personnes) pour commémorer les 49 ans de la conspiration stalino-hitlérienne et toutes ses victimes et faire entendre ses revendications à l'encontre des dirigeants soviétiques. Il convoqua ensuite une assemblée constituante chargée de faire du mouvement une véritable organisation dotée d'un programme et d'une structure cohérente, malgré l'absence de reconnaissance officielle. Une diète, composée de membres élus du Sajūdis fut créée: le Seimas (qui allait s'imposer comme représentation légitime de la nation au détriment du pseudo-parlement désigné par le Parti communiste). Lors de sa session des 15 et 16 février 1989, le Seimas affirma le droit à l'indépendance de la Lituanie, qu'il se fixa comme objectif. Au printemps de la même année, le Sajūdis remporta triomphalement la première élection pluripartite au Congrès des députés du peuple de l'URSS (à Moscou) face au Parti communiste au pouvoir dans le pays. En front commun avec les mouvements populaires analogues de Lettonie et d'Estonie, le Sajūdis mena également son combat politique aux côtés d'autres démocrates lors de deux sessions du Congrès des députés du peuple à Moscou en 1989, lequel décida à une réelle majorité de déclarer nul et sans effet le pacte Molotov-Ribbentrop. Suivit la «voie balte», une grande manifestation au cours de laquelle 2,5 millions de personnes formèrent une chaîne humaine entre Vilnius et Tallinn pour réclamer leur liberté vendue 50 ans plus tôt. Cet événement allait marquer la planète. Enfin, en 1990, les mouvements populaires remportèrent les élections aux nouveaux Parlements nationaux.

V. LA RESTAURATION DE L'INDÉPENDANCE

La victoire du Sajūdis aux élections lituaniennes fut telle que le Président du Parlement et Chef de l'État fut élu dans ses rangs, avec une majorité de plus de deux tiers, face au dirigeant du



15 juin 1940. Invasion par l'armée soviétique, qui franchit la frontière de la République indépendante de Lituanie. À minuit, celle-ci avait reçu un «ultimatum» ferme enjoignant le peuple à ne pas résister.



Les corps des 260 prisonniers et du personnel de la colonie pénitentiaire à régime renforcé de Pravieniškės, qui ont été tués le 26 juin 1941 par les troupes du NKVD.



A. Barauskas, un fonctionnaire de la police des frontières, est arrêté le même jour à son domicile près de la ville de Varena, avant d'être assassiné sous les yeux de sa famille par l'envahisseur soviétique, le but étant de semer la terreur pour dissuader toute résistance.



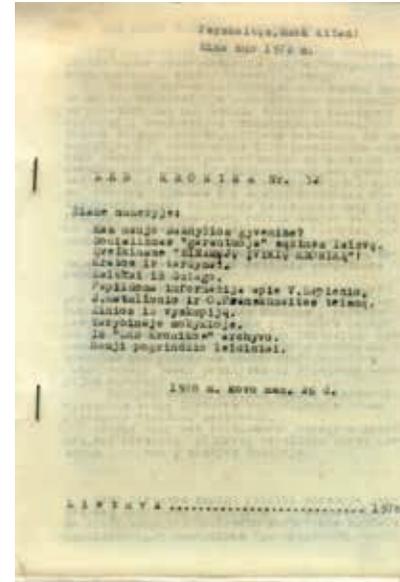
Déportations massives de civils vers le pays occupant – l'URSS; ceux-ci ne reverront jamais leur pays.



Résistance armée face à la deuxième occupation soviétique. Les dirigeants du district de Jūra durant l'hiver 1949. Cet hiver-là également, les leaders du mouvement de lutte pour la liberté élaborent et signent une déclaration jetant, à titre provisoire, les bases de la restauration de la démocratie en Lituanie. En 1999, cette Constitution historique provisoire devient l'acte de restauration de la République de Lituanie (1990).



Innombrables cimetières de déportés lituaniens dans l'extrême-nord de l'URSS



Publication clandestine de la célèbre chronique de l'Église catholique lituanienne



Atelier de typographie clandestin dans la maison de Vytautas Andziulis



Un déporté et sa maison en tourbe



Le Sajudis, mouvement réformateur (Perestroïka) et de libération de la Lituanie, est établi! Vilnius, les 22 et 23 octobre 1988



La délégation lituanienne se retire du Congrès des députés du peuple, Moscou, le 8 juin 1989.



Après l'adoption de l'acte de restauration de l'État indépendant de Lituanie, Vilnius, le 11 mars 1990, les dirigeants ainsi que l'ensemble du Conseil suprême chantant l'hymne national.



La voie balte – la plus importante manifestation au monde a rassemblé quelque 2,5 millions de personnes qui se sont donné la main, formant une chaîne humaine de Vilnius à Tallin, en vue de revendiquer la liberté de leur pays, la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie.



Les trois dirigeants des États baltes en compagnie du Président de la Russie démocratique, Boris Eltsine. Un accord est signé le 27 juillet 1990 à Jurmala, près de Riga, afin de préparer les accords bilatéraux relatifs à la reconnaissance mutuelle et à la normalisation des relations.



Agression soviétique – assaut contre la tour de la télévision à Vilnius, le 13 janvier 1991.



Le Ministre islandais des Affaires étrangères, J. B. Hannibalsson, à Vilnius, le 20 janvier 1991, juste après le carnage. À côté – le Président du Conseil suprême de la République de Lituanie, Vytautas Landsbergis. L'Islande est le premier pays à rétablir les relations diplomatiques d'avant-guerre avec la Lituanie redevenue indépendante.



Manifestation au Parlement après la nuit de massacres, le 13 janvier 1991.



Le traité jetant les bases des relations entre les États est signé à Moscou le 29 juillet 1991. La procédure de ratification s'achève par un échange de lettres de ratification le 4 mai 1992, à Vilnius. La Russie reconnaît la Lituanie en tant qu'État souverain établi par l'acte de restauration du 11 mars 1990; les deux pays condamnent l'annexion illégale de la Lituanie par l'URSS en 1940.



La délégation lituanienne à l'Assemblée générale, le 17 septembre 1991 – jour de l'adhésion de la République de Lituanie à l'Organisation des Nations unies.



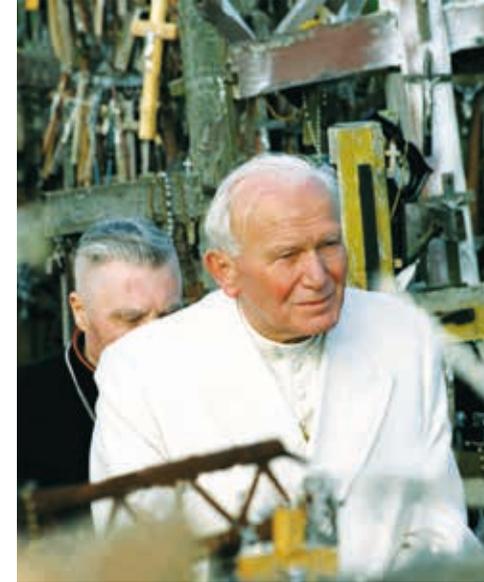
Lénine quitte Vilnius, le 22 août 1991.



L'exploitation privée fait son retour en Lituanie, succédant au système des kolkhozes imposé par le régime soviétique. La Reine Margrethe II du Danemark visitant la maison d'un paysan polonais près de Vilnius, le 31 juillet 1992.



Un accord programmant le retrait des troupes russes dans un délai d'un an est signé le 8 septembre 1992 à Moscou par les Ministres de la Défense, en présence des deux Chefs d'État.



Lors de sa visite en Lituanie en septembre 1993, plusieurs jours après que le pays ait été libéré des troupes d'ex-Union soviétique, le pape Jean-Paul II effectue un pèlerinage à la Colline des Croix en compagnie du cardinal de Lituanie, V. Sladkevicius.



Le Président G. W. Bush et le Président de Lituanie V. Adamkus à Vilnius le 23 novembre 2002. Ils annoncent les bonnes nouvelles: la Lituanie va rejoindre l'OTAN.



À Salcininkai, dans le sud de la Lituanie, une école secondaire moderne a été baptisée «École secondaire du Millénaire de la Lituanie».



Citoyens d'Europe – la jeune génération pleine d'enthousiasme participe activement au référendum sur l'adhésion à l'Union européenne.



Vilnius – Capitale européenne de la Culture. 1er janvier 2009.

Parti communiste lituanien. En un jour, le Parlement adopta une série d'actes juridiques visant la restauration de l'indépendance du pays avec, en dernier lieu, une Constitution provisoire sur le modèle de l'éphémère Constitution de 1938. Les constitutions soviétiques furent déclarées nulles et sans effet pour la République de Lituanie. Cet acte central, essentiel à la continuité et à la restauration de l'État indépendant, fut adopté sans voix contre. À peine put-on dénombrer six abstentions. Les armoiries historiques de l'État furent rétablies, au même titre que l'ancien hymne et l'ancien drapeau de la Lituanie indépendante.

C'était le 11 mars 1990. L'Estonie et la Lettonie, elles, emboîteront le pas à la Lituanie les 24 mars et 4 mai 1990, respectivement. Cependant, elles n'iront pas aussi loin que la Lituanie, qui avait opté pour un statut d'absolue indépendance, là où les deux autres décréteront une période de transition, comme si ces textes avaient toujours été adoptés selon le point de vue de la «république» soviétique. (Il faudra attendre le putsch d'août 1991 à Moscou pour que les deux Parlements lèvent cette ambiguïté). Au contraire de ses deux voisins baltes, donc, la Lituanie avait défié ouvertement le Kremlin, et au moment le plus opportun. En effet, la troisième session du Congrès des députés du peuple de l'URSS devait s'ouvrir à Moscou le jour suivant, le 12 mars, pour élire Mikhaïl Gorbatchev comme Président (bien que celui-ci n'eût jamais été élu comme député du peuple). Le Kremlin avait donc mieux à faire que, peut-être, réagir avec cruauté à la décision lituanienne. Ce ne fut que le 14 mars que le Congrès adopta une résolution annulant les actes du Parlement lituanien et lui lança un ultimatum, l'enjoignant d'obéir à l'autorité «centrale». Le Président du Parlement lituanien répliqua en faisant savoir que la Lituanie, souveraine et indépendante, n'avait pas à se plier aux résolutions adoptées par le Parlement d'un pays étranger. Ainsi furent exposées les positions de chacun et la rupture fondamentale qui allait mener à la confrontation internationale, dangereuse, voire par moments sanglante, des quelque dix-huit mois qui allaient suivre. Ses paramètres sont multiples.

Le 12 mars déjà, le Parlement lituanien avait adressé une lettre à Mikhaïl Gorbatchev, Président du Parlement de l'URSS, lui proposant d'entamer des négociations en vue de la normalisation des relations entre les deux États. La réponse de Gorbatchev (qui, évidemment, ne fut pas donnée par écrit) fut: «Jamais!» Ce dernier voyait la Lituanie comme une partie de son propre État, là où la Lituanie voyait deux États entre lesquels elle proposait de nouer des relations amicales. De cette opposition émergea la première question et le premier défi lancés par la Lituanie à son voisinage:

un ou deux États? Le régime communiste soviétique – le «Kremlin» – tenta d'abord de saper l'autorité du gouvernement lituanien de l'intérieur, en jouant de son influence sur plusieurs structures de l'État (forces de police, industries) et sur des figures importantes de l'ancien régime. Il tenta également de démontrer l'impuissance de la Lituanie face à sa propre puissance militaire, pour, finalement, un mois plus tard, décréter un blocus économique, tout en tentant de maintenir, du mieux qu'il le pouvait, son blocus diplomatique.

L'Union soviétique et Mikhaïl Gorbatchev en personne usèrent de leur substantielle influence sur la scène internationale pour empêcher les pays occidentaux de reconnaître la restauration de l'indépendance lituanienne. La Pologne et le Canada reconnurent immédiatement l'indépendance du pays et adressèrent leurs félicitations au Parlement lituanien. Le Parlement de la RSS de Moldavie, pourtant aligné sur le modèle soviétique, vota également en faveur de la reconnaissance de l'indépendance restaurée. Le Ministre australien des Affaires étrangères adressa à la Lituanie ses félicitations personnelles, offrant au pays une reconnaissance un peu hâtive. Les débats furent particulièrement animés à l'Assemblée nationale en France. Quant à la réaction de la Maison blanche, elle fut d'abord relativement chaleureuse, mais se refroidit rapidement. Il devint évident que, confrontés à la pression exercée par l'Union soviétique, les gouvernements démocratiques n'entreprendraient aucun réel effort de restauration de leurs relations diplomatiques bilatérales avec la Lituanie à ce stade. L'équipe de Mikhaïl Gorbatchev mit essentiellement deux arguments en avant: (1) la reconnaissance de la Lituanie entraînerait, par «effet dominos», la chute de l'Union soviétique, avec d'effroyables conséquences sur la scène mondiale, et divers mouvements séparatistes occidentaux allaient suivre l'exemple de la Lituanie (la même rhétorique que celle employée aujourd'hui dans le cas du Kosovo); et (2) la reconnaissance de la Lituanie porterait un grave coup au prestige de Gorbatchev et à ses réformes, les fondamentalistes prendraient le pouvoir et le nouvel ordre mondial, si soigneusement élaboré, s'écroulerait. Pour se défendre, la priorité de la Lituanie allait être de combattre cette politique soviétique sur le plan diplomatique. Pendant ce temps, le nouvel État indépendant allait se doter d'institutions démocratiques en suivant ses nouvelles lois.

Le Premier ministre ainsi que le plus haut dignitaire de l'État, le Président du Parlement, se rendirent un peu partout et rencontrèrent les Chefs d'État ou de gouvernement de la Norvège, de l'Islande, du Canada, des États-Unis, du Royaume-Uni, de la France et de l'Allemagne. Ils



allèrent même à Prague et à Moscou. Conformément à leur objectif, ces efforts contribuèrent de manière significative à l'obtention d'une nouvelle reconnaissance à part entière pour le pays. Mikhaïl Gorbatchev dut baisser les bras et entamer des négociations. En coulisses, cependant, il planifiait une attaque militaire. En revenant de Prague, où il s'était rendu à l'invitation du Président tchèque Havel, le Président du Parlement et Chef de l'État lituanien rencontra à Moscou Boris Eltsine, le chef du nouveau mouvement démocratique russe. Ils discutèrent des futures relations russo-lituanienues.

Le 12 mai 1990, les États baltes, réunis à Tallinn, restaurèrent leur entente tripartite d'avant-guerre. C'est en tant que «Conseil des États baltes» qu'ils appelleront l'URSS à la normalisation de leurs relations et agiront auprès des organisations internationales pour retrouver leur place légitime en tant qu'anciens membres de la Société des nations. Les trois Chefs d'État rencontrèrent Boris Eltsine sur la côte balte, à proximité de Riga, dans le but de négocier des traités bilatéraux avec la Fédération de Russie, en court-circuitant le «pouvoir central» soviétique.

En Occident, les Lituanienues concentrèrent leurs efforts diplomatiques à Washington et à Paris et surtout dans les pays nordiques, à commencer par les plus petits. La Tchécoslovaquie et l'Islande proposèrent leurs territoires respectifs comme terrains neutres ainsi que leurs services pour les négociations entre la Lituanie et l'URSS. Paris fit la même offre à Moscou. À l'automne, le Président français déclara, lors d'une conversation avec le Président du Seimas, que l'or de la première République de Lituanie, conservé par la Banque de France, serait restitué à l'État restauré. Ce faisant, il reconnaissait la continuité de l'État lituanien. L'URSS fut forcée de lever le blocus économique de la Lituanie décrété au mois d'avril. Lorsque les États baltes tentèrent d'imposer leur présence au Sommet de Paris, il fallut un ultimatum de Mikhaïl Gorbatchev pour que leurs ministres des Affaires étrangères quittent la salle de réunion, contraints et forcés. À la fin du mois de décembre, l'Althing, le Parlement islandais, donna le feu vert à son gouvernement, en rappelant la validité de la reconnaissance acquise par la Lituanie avant la guerre. La Lituanie, de son côté, avait déjà averti le Kremlin qu'elle se retirerait intégralement du système budgétaire et fiscal de l'URSS à compter du 1^{er} janvier 1991. L'empire décida de ne plus attendre et de lancer l'offensive militaire qu'il avait planifiée.

VI. UNE PROVOCATION VIOLENTE CONTRÉE AVEC SUCCÈS

L'année 1991 allait s'ouvrir sur des événements qui allaient sceller le destin de tous, de la Lituanie à l'Union soviétique, en passant par l'Occident et l'ensemble du monde démocratique. Le plan des Soviétiques était de simuler le renversement du gouvernement indépendant par une population prétendument insatisfaite et d'en profiter pour redéployer leurs forces armées spéciales. Dans la nuit du 12 au 13 janvier 1991, ils lancèrent une offensive militaire, censée s'achever en une nuit, sans que la communauté internationale, trop préoccupée par la guerre du Golfe, n'y prête attention. Quatorze personnes furent tuées et une centaine de défenseurs pacifiques de la liberté, non armés, furent blessés à Vilnius, alors qu'ils tentaient de protéger de leurs corps les bâtiments de la télévision et du Parlement. Les réactions internationales ne tardèrent pas. En Russie, on assista à d'énormes manifestations en soutien de la Lituanie. La solidarité témoignée par le Président russe, Boris Eltsine, aux États baltes obligea le Kremlin à battre en retraite et marqua la tragique victoire de la Lituanie. La répression violente des Soviétiques à Riga connut également l'échec et l'offensive sur Tallinn fut annulée. (L'histoire dit que le commandant tchéchène des forces soviétiques déployées sur place, le général de l'armée de l'air Djokhar Doudaïev, qui plus tard allait devenir le Président d'une Tchétchénie en quête d'indépendance, n'y était pas étranger.) Le Parlement européen, montrant qu'il traitait la Lituanie comme un État souverain, condamna les agissements de l'URSS à Vilnius, qu'il qualifia d'agression et d'invasion. L'Islande dépêcha son ministre des Affaires étrangères, Jon Baldvin Hannibalsson, à Vilnius. En février, l'Althing vota la reprise des relations diplomatiques et en informa le gouvernement lituanien. La déclaration bilatérale à cet effet était en préparation depuis le début du mois. Le blocus diplomatique imposé par le Kremlin commença à se fissurer. L'URSS mit un terme aux négociations prétendument entamées avec la Lituanie et de véritables négociations purent être entamées avec la Fédération de Russie. Celles-ci furent couronnées de succès et conduisirent à la signature, à Moscou, le 29 juillet, du traité sur les fondements des relations entre la République de Lituanie et la République fédérale soviétique de Russie. (L'échange des documents ratifiés aura lieu à Vilnius le 4 mai 1992.)

Par ce traité, la Russie reconnaissait l'État lituanien restauré le 11 mars 1990 et condamnait l'annexion de la Lituanie par l'URSS en 1940. Ce fut un revers pour le Kremlin, toujours opposé à l'indépendance de la Lituanie. En représailles, sept officiers lituaniens prisonniers allaient être sauvagement exécutés à la frontière entre la Lituanie et l'URSS deux jours plus tard. Cependant, la chute de l'URSS se profilait déjà. À l'échec du putsch des 19, 20 et 21 août 1991 succéda immédiatement la reconnaissance, à l'Est comme à l'Ouest, de la Lituanie et des autres États baltes avec, à la clef, le rétablissement de relations diplomatiques bilatérales. Le 17 septembre 1991, les trois pays furent admis aux Nations unies. Ainsi donc, les États baltes parvinrent à restaurer leur indépendance en se limitant à une action politique et diplomatique pacifique. Il restait à se débarrasser sans délai de l'ancienne armée d'occupation qui, à la fin de l'année, passa dans le giron de la Russie. En la matière, la Lituanie, forte de son expérience, sut se montrer favorable à Eltsine, de sorte que, après la percée diplomatique de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe à Helsinki les 9 et 10 juillet 1992, les deux pays signèrent, à Moscou, le 8 septembre 1992, un accord prévoyant le retrait des troupes russes en l'espace d'à peine une année. Cet accord fut respecté: les forces russes quittèrent la Lituanie avant de quitter la Pologne, l'Allemagne, la Lettonie et l'Estonie. Le pays reçut pour une visite historique le pape Jean-Paul II en septembre 1993.

VII. PERSPECTIVES D'ADHÉSION AUX STRUCTURES OCCIDENTALES

Dès 1992, la Lituanie, attelée à la réforme de son économie, adhéra au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale. Dans le même temps, elle mit en circulation une devise provisoire lui permettant de quitter la zone du rouble postsoviétique. Forte de traités internationaux régissant ses relations avec la Russie voisine, mais également avec le Belarus, la Pologne et l'Allemagne, la Lituanie allait commencer à approcher le Conseil de l'Europe, la Communauté européenne et l'OTAN. L'adhésion à l'UE et à l'OTAN allait devenir la nouvelle priorité nationale. Ce double objectif était considéré comme aussi essentiel à la sécurité de la Lituanie que la restauration de son armée, qui allait être formée aux nouveaux principes de coopération au sein de l'OTAN.

Une analyse géopolitique permet en effet de constater qu'il fut utile à la Finlande comme à la Suède d'affirmer leur totale indépendance sur le plan de la politique internationale, pour adhérer ensuite à l'UE. Cella allait servir d'exemple aux trois États situés sur les côtes orientales de Mare nostrum.

La mer Baltique allait effectivement retrouver son statut antérieur de «Méditerranée du Nord»: devenue russe de facto, elle redevenait européenne. Cela allait être un nouveau facteur de renaissance pour les États côtiers de la rive orientale, qui retrouvaient leurs intérêts maritimes, leurs frontières et leurs zones économiques. La Russie ne se consolait jamais de la «perte» des ports de la Baltique et tente toujours d'en reprendre le contrôle par des moyens détournés.

Dès 1991, le Conseil des États baltes souleva d'importantes questions concernant les vestiges de la Seconde Guerre mondiale restés dans les eaux de la Baltique. Il s'agissait en fait d'une invitation à déclarer la Baltique «zone dénucléarisée» et à trouver une solution globale face au danger représenté par les énormes quantités d'armes chimiques allemandes en train de rouiller au fond de la mer et faisant planer sur les États côtiers la menace d'une véritable catastrophe écologique. La Lituanie tenta également d'insister, aux côtés d'autres pays, sur la nécessité de démilitariser Kaliningrad. Cependant, ces problèmes de sécurité restent sans solution à ce jour. Le projet germano-russe Nord Stream est même venu augmenter le danger de voir les fonds peu profonds de la Baltique définitivement condamnés par les rejets industriels chimiques et par l'explosion des munitions qui viendraient à être dérangées. Simultanément, le projet ouvre la perspective d'un retour de l'armée russe dans la Baltique. Sous le prétexte de protéger l'oléoduc, la Russie pourrait procéder à une annexion de facto des eaux internationales. En 2002 déjà, la marine russe avait été déployée au large de la Lituanie pour protéger un forage pétrolier. Cependant, ces préoccupations restent encore une fois sans écho.

À la fin de l'année 1993, les principaux partis lituaniens parvinrent à un consensus et encouragèrent le Président à demander l'adhésion du pays à l'OTAN. À l'époque, cependant, les deux processus euro-atlantiques se trouvèrent paralysés par des luttes et manœuvres politiques. Pendant dix ans, la Lituanie devra, dans ce qui sera perçu comme la poursuite de sa lutte pour la liberté, combattre les aspirations de la Russie postsoviétique, soucieuse de rétablir son hégémonie. À côté des doutes et exigences spécifiques de l'OTAN et de l'UE par rapport aux «devoirs» de l'élève lituanien, persistera encore et toujours la pression de la Russie, qui, comme sous Gorbatchev, allait continuer



de promettre à la ronde l'avènement d'une nouvelle ère (la fin de la guerre froide prononcée avec empressement par l'Occident), en posant à demi-mot comme condition le respect de ses «intérêts légitimes» dans les États baltes.

La Lituanie se verra ainsi contrainte de dénoncer systématiquement et à la moindre occasion les droits imaginaires revendiqués par la Russie sur son «voisinage proche» et de rappeler à l'Occident qu'elle ne fut jamais une «république soviétique», mais bien un État occupé par l'URSS. La Russie, par ailleurs, tenta de contraindre le pays à donner la priorité à l'adhésion à l'Union européenne et à sa «force tranquille», au détriment de l'adhésion à l'OTAN, de manière à éviter la montée en puissance dans la région d'une force «rivale» et provocatrice. Aujourd'hui, la Géorgie et l'Ukraine se trouvent dans la même position. La Lituanie a toujours dénoncé cette attitude et affirmé sa volonté de poursuivre simultanément ces deux objectifs prioritaires, sans exclure toutefois une adhésion plus rapide à l'OTAN si la possibilité lui en était offerte.

Forte d'avoir retrouvé sa place sur la scène internationale, la Lituanie indépendante s'engagea sur la voie de l'adhésion à l'UE avec la signature, le 11 mai 1992, d'un accord de coopération économique et commerciale. Un accord de libre-échange sera ensuite signé avec la Communauté européenne le 18 juillet 1994, avant d'être intégré à l'accord d'association de 1995, qui consolidera les relations entre l'Union européenne et la Lituanie et reconnaîtra la candidature du pays au statut de membre à part entière. La Lituanie participera ensuite à la stratégie de l'UE pour les pays d'Europe centrale et orientale. Notons qu'entre-temps (au début de 1994, plus précisément), le pays s'était porté candidat à l'adhésion à l'OTAN. Pendant toute l'année 1995, cependant, il fut impossible de dire si l'Alliance n'allait pas céder à la pression russe et renoncer à inviter, puis à accepter les États baltes, en les laissant dans la sphère d'influence russe. Certes, la Lituanie avait obtenu le retrait complet des forces russes dès le 1^{er} septembre 1993, mais ces dernières restèrent en Lettonie quelques années de plus, tout en renforçant leur présence autour de Kaliningrad, où elles faisaient étalage de leur modernisation afin d'exercer une pression sur les pays voisins. Malgré l'insistance de la Russie, la Lituanie parvint à éviter la signature d'un accord sur le transit militaire. Le transit de moyens militaires vers Kaliningrad se poursuivra sur la base d'un règlement provisoire renouvelé chaque année. Ce faisant, la Lituanie allait garder ouverte la porte de l'OTAN et poursuivre sur la voie atlantique en participant au partenariat

pour la paix, dans l'attente d'un plan d'action pour l'adhésion. Les chances de la Lituanie seront portées par le développement de relations amicales avec la Pologne, elle-même candidate à l'OTAN et à l'UE, qui se traduiront par la mise en place d'une assemblée commune des deux Parlements (dès 1997) et un partenariat stratégique. La signature, par les États baltes et les États-Unis, d'une «charte de partenariat» quadripartite contribuera également de manière importante à l'affirmation de l'adhésion à l'OTAN comme «but commun».

L'année 1997 allait marquer un tournant. À l'occasion du sommet de Madrid, l'OTAN reconnut expressément la volonté des États baltes d'adhérer un jour à l'Alliance. Parallèlement, le Congrès des États-Unis commença à libérer des fonds afin de soutenir notre mise à niveau. Trois haut-gradés retraités de l'armée des États-Unis, d'origine lituanienne, furent envoyés en Lituanie pour appuyer les efforts du pays. L'un d'eux fut nommé commandant en chef de l'armée et le développement d'une véritable armée sur le modèle occidental et répondant aux normes de l'OTAN allait progresser à grands pas. Peu à peu, la Lituanie renforcera sa participation aux opérations internationales de maintien de la paix. Elle oeuvre à présent à la protection de l'Afghanistan, où elle participe à la reconstruction de toute la province de Ghor. C'est le 23 novembre 2002 que le Président américain George W. Bush, faisant étape à Vilnius au retour du sommet de l'OTAN qui s'était tenu à Prague, annonça la bonne nouvelle: les membres de l'OTAN, réunis en sommet, considérant les États baltes suffisamment prêts, les invitaient à rejoindre l'Alliance. Sous les salves d'applaudissements, il annonça sur la place de l'hôtel de ville du vieux Vilnius que dorénavant «quiconque prendrait la Lituanie pour ennemi aurait également pour ennemis les États-Unis d'Amérique». La majorité des Litvaniens y vit un réel gage de libération de l'agresseur oriental.

Le 8 décembre 1998, la Lituanie se porta officiellement candidate à l'adhésion à l'Union européenne. Les temps étaient alors difficiles: la crise financière russe touchait également la Lituanie, qui en souffrait davantage que ses voisins. Le PIB chuta et le chômage augmenta (jusqu'en 2001), tandis que les exportations battaient de l'aile. (Elles se rétabliront, puis repartiront à la hausse dès 2000.) Malgré ces obstacles, la Lituanie parvint à répondre aux objectifs de préadhésion et même à résoudre le problème qui, à l'époque, semblait le plus difficile, voire insurmontable: la fermeture de la centrale nucléaire d'Ignalina, avec l'aide de l'UE et de ses États membres. À la suite d'accords internationaux, le pays se dotera à cet effet des instruments juridiques nécessaires bien qu'impopulaires. Ces instruments ont permis la fermeture du dernier



réacteur nucléaire lituanien en 2009. Dès 2002, alors que la Lituanie n'était pas encore membre de l'UE, les diplomates russes n'ont pas ménagé leurs efforts en vue d'obtenir de l'UE une exception de transit vers Kaliningrad (corridor et dispense de visa), en violation de la souveraineté de la Lituanie. Cependant, l'Union européenne tiendra bon. 2003 sera une année cruciale, qui verra le succès du référendum sur l'adhésion à l'UE, suivi de la signature et de la ratification du traité d'adhésion. La Lituanie deviendra membre à part entière tant de l'OTAN que de l'Union européenne en 2004. Les premières élections au Parlement européen auront lieu cette année-là. Le pays sera le premier à ratifier le défunt traité établissant une Constitution pour l'Europe, avant de ratifier, en 2008, le nouveau traité de Lisbonne. La Lituanie assurera la Présidence du Conseil de l'Union européenne au second semestre 2013. Ce faisant, il s'agira du premier des trois pays baltes qui exercera la Présidence depuis qu'ils ont rejoint l'Union européenne au printemps 2004.



POLOGNE: PAYS D'UN PAPE ET DE «SOLIDARITÉ»

Włodzimierz Bernacki

République de Pologne: Rzeczpospolita Polska

Superficie: 312 834 km²

Population: 38 115 800 habitants (2006)

Capitale: Varsovie

Langue officielle: le polonais

Monnaie: le zloty (PLZ)

Système politique: République parlementaire

Date d'adhésion à l'UE: 01.05.2004

I. INTRODUCTION

Tout comme 1918 a été pour les Polonais l'année d'une nouvelle indépendance, 1945 a marqué le retour à l'assujettissement. Et tout comme les Polonais n'ont eu de cesse de reconquérir leur indépendance pendant 123 années de lutte, ils n'ont nullement renoncé à ces efforts au lendemain de l'année 1945. Cette longue lutte, ils l'ont menée sur plusieurs fronts: actions militaires (pendant les années 40), grèves et manifestations, mise en place de structures n'obéissant pas au pouvoir communiste et création de systèmes d'éducation et d'information indépendants. Le syndicat Solidarność (Solidarité) a été le mouvement qui a cristallisé dans les années 80 toutes ces ambitions et expériences. Ce syndicat a permis d'unifier la classe ouvrière et l'intelligentsia dans la lutte contre le communisme. Solidarność, dont l'appellation renvoie à l'idée de solidarité sociale par opposition au concept marxiste-léniniste de lutte des classes, est devenu le syndicat grâce auquel la société polonaise s'est délivrée du joug communiste. Cet immense succès s'explique essentiellement par le fait que ce mouvement prouvait de manière irréfutable que seule la solidarité

entre tous les membres de la société était susceptible de mener à la victoire. La solidarité sociale a porté le coup de grâce à un système totalitaire qui se nourrissait de la désintégration et de la division de la société, comme Hannah Arendt et Erich Fromm l'ont signalé. Le mouvement Solidarność prônait la solidarité envers les opprimés, les sans-emploi, les prisonniers; c'est ce qui lui a permis de saper les fondements du régime totalitaire.

Ce fut Solidarność qui, grâce à une lutte constante, a été le moteur des négociations de la «table ronde» ainsi que des premières élections législatives de 1989, au cours desquelles les Polonais se sont prononcés en faveur d'un Premier ministre non communiste, une première depuis la Seconde Guerre mondiale.

Aujourd'hui, la Pologne, qui est membre de l'UE et de l'OTAN, peut enfin commencer à envisager sa situation géographique entre la Russie et l'Allemagne comme une bénédiction plutôt que comme une malédiction.

II. DOUBLE INVASION

En novembre 1918, après 123 années de servitude, la Pologne a recouvré son indépendance, dans l'aboutissement d'un engagement direct mené dans les années 1918 et 1919 sur les plans militaire, politique et diplomatique. Elle a dû défendre cette indépendance nouvellement acquise face à la Russie bolchévique, ce qui revenait à défendre toute l'Europe de l'Ouest de l'invasion communiste – souvenons-nous de la bataille de Varsovie en 1920. En septembre 1939, à l'issue des invasions menées par le Troisième Reich (le 1^{er} septembre) et l'Union soviétique (le 17 septembre), le gouvernement polonais a été contraint à l'exil. Le Président de l'époque, Ignacy Mościcki, a démissionné en faveur de Władysław Raczkiewicz. Ce dernier a été nommé Premier ministre, et a exercé cette fonction jusqu'à sa mort tragique en juillet 1943, à la suite de quoi Stanisław Mikołajczyk lui a succédé. Pendant la guerre, le gouvernement de la République de Pologne était le seul organe dirigeant légitime et reconnu par la communauté internationale. Son organisation s'articulait autour d'une structure étatique clandestine très développée et d'une armée elle aussi clandestine, la plus grande d'Europe. Au cours des premières années de la guerre, le gouvernement contrôlait les zones occupées tant par les Allemands que par les Russes. Le but



poursuivi par les occupants était d'éradiquer toute trace de l'élite intellectuelle du pays. Ainsi, des professeurs d'université polonais ont été déportés dans des camps de concentration et des milliers d'officiers polonais ont été massacrés à Katyn.

À partir de juin 1941, date à laquelle le Troisième Reich a envahi le territoire de son ancien allié, l'Union soviétique, la décision est prise de restaurer le communisme en Pologne. La première tentative en ce sens, qui consistait à transférer un groupe d'initiative au-delà de la ligne de front, s'est soldée par un échec, mais la seconde, menée en décembre 1941, a été une réussite. Ce groupe deviendra le Parti ouvrier polonais (PPR), une formation communiste en liaison directe avec Moscou. Le PPR comptait si peu de membres qu'il était souvent qualifié de «parti du divan»: une image ironique selon laquelle tous ses membres pouvaient prendre place sur un même divan. Il recevait également ses ordres directement des dirigeants communistes de l'Union soviétique, pour qui il s'est révélé un instrument extrêmement précieux. En fait, c'est grâce au PPR que la lutte contre les structures clandestines de l'État polonais a été aussi efficace: toutes les informations nécessaires, du point de vue tant militaire que politique, étaient obtenues par le PPR. C'est également le PPR, qui avait entre-temps (le 1^{er} janvier 1944) intégré dans ses structures le Conseil national de l'intérieur (KRN), qui a par la suite fourni un argument à Staline, dont ce dernier s'est servi pour convaincre ses alliés: il faudrait tenir compte de certaines structures politiques au moment de réorganiser le pouvoir politique en Pologne après la guerre.

En juillet 1944, tandis que l'Armée rouge franchissait la frontière russo-allemande de 1941, les autorités soviétiques ont créé le Comité polonais de libération nationale (PKWN). Malgré l'existence d'un gouvernement polonais légitime et de structures étatiques clandestines, les Soviétiques ont commencé à transférer certains pouvoirs aux communistes du PKWN, tout en continuant d'exercer sur ceux-ci un contrôle politique et militaire direct. Au cours de l'un des épisodes les plus honteux de cette époque pour les communistes soviétiques et polonais, ces derniers ont laissé l'occupant allemand réprimer l'insurrection de Varsovie, à la suite de quoi la capitale de la Pologne a été littéralement rasée.

En raison des concessions dont faisaient preuve les gouvernements du Royaume-Uni et des États-Unis vis-à-vis de la politique menée par Staline, le Conseil de l'unité nationale a été créé. Le premier rôle y était dévolu aux dirigeants en rapport direct avec les communistes du PPR,

qui détenaient les postes clés: l'armée et la police. Pouvant désormais compter sur l'approbation de l'Ouest, Staline pouvait commencer à éliminer tous ses ennemis politiques. Les dirigeants de la résistance polonaise ont été arrêtés, transférés à Moscou pour y être jugés, et condamnés à de lourdes peines de prison. Les chefs des grands partis politiques, tels que le PSL, le SN, le PPS ou le SP, qui s'opposaient à la transition vers le communisme ont été soit arrêtés soit contraints de quitter le pays (comme Stanisław Mikołajczyk du Parti populaire polonais ou Karol Popiel du Parti ouvrier). Les militants locaux étaient éliminés par le biais d'assassinats politiques, de peines de prison ou d'intimidations. Certaines unités militaires clandestines qui avaient lutté contre l'occupant allemand se sont rebellées contre l'État communiste. Des milliers de personnes auraient trouvé la mort pendant cette période désignée par l'euphémisme de «consolidation du pouvoir du peuple».

Outre les actions purement politiques et militaires visant l'éradication physique des ennemis politiques, des tentatives ont également été menées afin de mettre en place un nouveau système d'organisation politique. Cette organisation consistait à éliminer les anciens partis démocratiques et à les remplacer par de nouveaux qui soient à la solde du pouvoir communiste. C'est ainsi que le Parti populaire uni a été créé en remplacement du PSL, que le Parti ouvrier, anticommuniste (démocrate-chrétien), a été éliminé au profit du nouveau Parti démocrate et que les survivants du PPS indépendantiste ont été intégrés au sein du Parti ouvrier unifié polonais (le PZPR a été fondé en 1948 à l'issue de la fusion du PPR et des activistes prosoviétiques du PPS). Dans un premier temps, les nouvelles autorités fonctionnaient sur la base de la «petite Constitution» de 1945, en rupture avec le système politique mis en place par la Constitution de 1935. Bien que les Trois Grands aient souligné la nécessité d'organiser immédiatement des élections législatives en Pologne, les communistes, craignant une défaite si des élections «totalement» libres devaient avoir lieu, ont décidé de les reporter au mois de janvier 1947. En juin 1947, les autorités ont tenu un référendum qui devait servir à déterminer si un trucage à grande échelle des résultats des élections était possible. Cette expérience s'est révélée concluante au-delà de toute attente: en dépit des protestations du SP et du PSL, aucune puissance occidentale n'a rien tenté sur le plan politique quand il est apparu que les résultats du référendum avaient été truqués. Il en a été de même en janvier 1947 quand, alors que les résultats non officiels des élections donnaient le PSL pour vainqueur, il a été annoncé, sur la base de résultats truqués, que le «bloc des partis démocratiques», d'obédience communiste, avait remporté les élections. Sur le terrain, cela s'est

traduit par une mainmise absolue du Parti communiste sur la Pologne. Immédiatement après, la liberté de religion a été officiellement restreinte et les lieux tant publics que privés ont été soumis au contrôle de la police politique. Le pouvoir communiste a franchi une nouvelle étape majeure vers sa consolidation lors de l'adoption d'une nouvelle Constitution le 22 juillet 1952, constitution qui avait été rédigée sous la supervision directe de Joseph Staline sur le même modèle que la constitution soviétique des années 30.

III. INSTAURATION D'UN RÉGIME TOTALITAIRE

Désireux de se faire accepter par au moins une partie de la société, le pouvoir communiste a décidé de nationaliser l'industrie et de mener des réformes agraires. À l'issue de cette nationalisation, la plupart des entreprises sont devenues la propriété de l'État, même si, officiellement, seules les sociétés occupant plus de 50 personnes pouvaient être nationalisées. Et évidemment, les compensations n'avaient qu'une valeur purement symbolique. Malgré tout, la loi de nationalisation est toujours réputée légale aujourd'hui, et seules les sociétés qui ont été nationalisées en violation des dispositions de cette loi peuvent prétendre à une reprivatation.

Selon les principes marxistes-léninistes de l'économie socialiste, la forme de propriété prédominante était la propriété d'État; dans la droite lignée de ce raisonnement, la gestion et le contrôle de l'économie ont été confiés au pouvoir communiste. La détention par des sociétés privées des moyens de production était un reliquat du capitalisme qu'il convenait de combattre de toutes les manières possibles. Ce qui fut fait: le commerce privé a été réfréné et l'artisanat fortement limité. Tous les artisans ont ainsi été contraints d'adhérer à des coopératives contrôlées et gérées par l'État.

La réforme agraire n'était qu'un outil de propagande. Le but poursuivi par les autorités communistes n'était autre que la collectivisation de l'agriculture. Cependant, la politique menée à cet égard par le pouvoir communiste s'est soldée par un échec, en dépit de la forte répression qui a sévi entre 1949 et 1953. La résistance des communautés rurales était telle que la Pologne est devenue l'un des rares pays du bloc de l'Est où la propriété privée des terres a été maintenue.

Puisqu'il leur était impossible de déposséder les paysans de leur terre, les communistes ont décidé d'introduire des limitations très restrictives des privilèges liés à la possession de terres ainsi que l'obligation de procurer à l'État des biens et des marchandises à des prix d'achat extrêmement bas. Ce système de livraison obligatoire a été en vigueur jusqu'en 1972.

Sous le régime communiste, l'économie polonaise était complètement subordonnée au développement et à la production de l'industrie lourde, qui était considérée par le pouvoir comme la base de la puissance militaire. L'économie communiste se caractérisait notamment par l'exploitation économique, reposant sur la mise en pratique des principes socialistes en matière de concurrence, qui exigeaient d'accroître les normes de production tout en diminuant le salaire des travailleurs. Le développement économique était planifié au niveau central en fonction de plans quinquennaux, qui concernaient la même période pour tous les États dépendants.

Au cours des premières années de l'après-guerre (de 1945 à 1947), la principale motivation idéologique de la société était la reconstruction d'un pays meurtri par la guerre. Toutefois, après que la Pologne eut rejeté le plan Marshall et que le rideau de fer se fut abattu, les autorités communistes ont encouragé la population à travailler avec ardeur afin de pouvoir faire face à la menace militaire représentée par l'impérialisme occidental et les mouvements contrerévolutionnaires. Pour comprendre les processus traversés par la Pologne après 1945, il est nécessaire d'envisager le terme de «révolution» dans son acception utilisée par les communistes: une révolution non seulement politique mais aussi économique et culturelle. Selon les principes de Karl Marx, le pouvoir du Parti communiste devait s'étendre à trois domaines: la politique, l'économie et la culture. Les politiques ont été particulièrement agressives en ce qui concerne la culture spirituelle, qu'il y avait lieu de pleinement subordonner au pouvoir politique et à son contrôle. La réalisation de cet objectif passait par l'éradication du principal adversaire, l'Église catholique. C'est pourquoi, entre 1947 et 1956, les autorités ont tenté d'éliminer l'Église de la sphère sociale. À cette époque, de nombreux membres du clergé ont été victimes d'arrestations et de procès spectaculaires, le cardinal Wyszyński lui-même ayant été arrêté.

Le pouvoir communiste avait également la mainmise sur l'éducation et en a profité pour introduire à tous les niveaux de l'enseignement des programmes unifiés fondés sur une «vision du monde scientifique» qui était en fait l'affirmation du matérialisme dialectique. Cette vision du monde «scientifique» était aussi un moyen de propager le matérialisme historique, en vertu duquel



le communisme était le stade ultime du développement de toutes les communautés humaines. Des idées telles que le «principe d'incertitude» d'Heisenberg ou la théorie de la relativité d'Einstein étaient jugées comme contraires à la vision du monde scientifique, ainsi que tous les scientifiques qui adhéraient aux découvertes de la génétique. D'éminents philosophes de l'avant-guerre ont été limogés des universités, comme à l'école de Lvov-Varsovie par exemple, ainsi que des sociologues et des historiens dont la vision de la science était contraire à la méthodologie marxiste.

La seule forme d'art officielle – en littérature, en peinture et en sculpture – était celle qui se conformait au canon prolétaire marxiste. Les artistes de cette période étaient tenus de suivre les règles du «réalisme socialiste». Dans les années 50, le jazz était par exemple interdit et l'accès à la musique rock fortement restreint. La police politique secrète surveillait et contrôlait de près les communautés scientifiques et artistiques, et chaque œuvre d'art était évaluée au regard du canon officiel et censurée si elle n'était pas conforme. À l'instar de ce qui s'est passé dans l'Allemagne nazie, les œuvres jugées «inconvenables» étaient soit détruites (matériellement: les livres étaient par exemple réduits en pulpe, le papier étant à l'époque un bien précieux) soit interdites de diffusion. Les médias – la presse, la radio et finalement la télévision – étaient soumis à une censure tellement méticuleuse qu'ils ne faisaient que renforcer le pouvoir du Parti communiste.

La Pologne est le pays qui a le premier (de septembre 1939 à juin 1941), et d'une manière plus directe que les autres, subi les effets de la soviétisation. Après 1945, de très nombreux membres des structures militaires clandestines polonaises, qui avaient lutté contre l'occupant nazi pendant la guerre, ont commencé à livrer bataille contre le pouvoir communiste. Notons que non seulement les communistes polonais appartenant au Comité polonais de libération nationale (PKWN), fondé par Moscou et dépendant totalement de celle-ci, mais aussi l'armée soviétique, stationnée en territoire polonais jusqu'à la fin des années 90, ont tenté d'éliminer la résistance. C'est l'administration militaire qui a organisé les déportations de résistants polonais vers les confins de la Russie en 1945 et en 1946. Citons comme exemple marquant de cette politique la déportation de seize membres de la résistance polonaise et la tenue en Russie du tristement célèbre «procès des seize». Face à de telles actions, les Polonais devaient se doter de structures totalement nouvelles: le 2 septembre 1945, le mouvement «Liberté et indépendance» (WiN) a vu le jour. Son objectif principal était de lutter pour le rétablissement de la démocratie en Pologne et pour les droits civils de la société. Et, après que les communistes eurent ouvertement déclaré

la guerre à tous les opposants du nouveau régime, le WiN a également décidé de mener des actions militaires. En 1946, les premiers dirigeants du WiN ont été arrêtés, mais le mouvement lui-même n'a pas été affaibli. En plus de lutter directement contre les structures clandestines, les communistes ont également créé des divisions spéciales au sein du ministère de la sécurité publique qui étaient chargées de mener des assassinats politiques visant les membres de certains partis politiques légaux, notamment du PSL et du SP. Entre 1946 et 1948, les unités militaires clandestines anticomunistes opéraient dans de nombreuses régions de la Pologne. Dans le même temps, des cours martiales ont légalement condamné plus de 23 000 personnes, dont 676 à mort.

Outre les organisations politiques, telles que les partis politiques, et les structures militaires (les unités clandestines armées), l'Église catholique a été un acteur de premier plan dans la lutte contre le régime antidémocratique. Tout comme l'Église avait soutenu pendant la Seconde Guerre mondiale ceux qui luttaient contre l'Allemagne nazie, de nombreux membres du clergé ont, une fois la guerre terminée, prêté assistance aux opposants au nouvel ordre politique. Le système communiste, pour qui la religion était une espèce de «conscience erronée» et l'institution de l'Église une relique féodale, a mené dès les années 40 une politique fortement antireligieuse et anticléricale.

Cette politique s'est traduite, d'une part, par des actions telles que l'arrestation et l'incarcération de membres du clergé – citons l'arrestation de l'évêque Kaczmarek et l'emprisonnement du cardinal Wyszyński – et, d'autre part, par la mise en œuvre d'une politique à long terme propageant l'athéisme par la restriction de l'éducation religieuse des jeunes (interdiction de l'enseignement religieux dans les écoles) et par la limitation de l'emploi et de l'avancement des adeptes de pratiques religieuses.

IV. PREMIÈRES VAGUES DE PROTESTATION ET NOUVELLES VAGUES DE RÉPRESSION

En 1952, le pouvoir communiste est finalement arrivé à maturité en Pologne avec l'adoption, le 22 juillet 1952, de la Constitution de la République populaire de Pologne. Cette constitution s'inspirait fortement de la Constitution soviétique des années 30 et son projet de texte final a été

approuvé par Joseph Staline. La date du 22 juillet n'a pas été choisie au hasard: c'était le huitième anniversaire de la création du Comité polonais de libération nationale (PKWN), fondé en 1944 par le pouvoir soviétique. En abandonnant la tradition de l'équilibre des trois pouvoirs, en supprimant le poste de Président, en approuvant la création d'un Parlement monocaméral (la Diète) et en éliminant les élections libres au niveau local comme au niveau du Parlement, la nouvelle Constitution a mis un terme à la tradition constitutionnaliste d'avant-guerre. En vertu de cette nouvelle Constitution, la République de Pologne est devenue la République populaire de Pologne et l'ancien Président, Bolesław Bierut, est devenu le Président du Conseil d'État. Hormis le PZPR, la sphère politique comptait deux autres partis, le SD et le ZSL, mais ces derniers n'étaient que des partis fantoches.

Pour le régime communiste, l'année 1956 a été une année historique. C'est en effet en 1956 qu'a eu lieu le XX^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, au cours duquel Nikita Khrouchtchev a prononcé son discours sur le «culte de la personnalité». D'un point de vue politique, ce discours est devenu un document qui a permis un échange partiel entre les élites dirigeantes des pays du bloc de l'Est. Étrangement, le chef de la délégation polonaise, Bolesław Bierut, est tombé malade pendant le Congrès. Il a attrapé la grippe et y succombera. C'est dans un cercueil qu'il est rentré en Pologne. Edward Ochab a été désigné comme son successeur à la tête du Parti ouvrier unifié polonais (PZPR), et a occupé brièvement cette fonction, jusqu'à l'automne 1956.

En 1956, le mécontentement de la population face à la manière dont le pays était dirigé éclate pour la première fois à grande échelle. Au mois de juin, des travailleurs des usines industrielles de Poznań se soulèvent contre les autorités. Ce soulèvement était une conséquence directe du relèvement des normes de production, de la pénurie dans les magasins et de la hausse des prix des aliments. Dans un premier temps, les manifestations étaient pacifiques, mais elles se sont transformées en une résistance armée. L'armée – 10 000 soldats ainsi que 40 chars et véhicules blindés – a été appelée pour pacifier les manifestants. Au final, 80 personnes seront tuées et plus de 500 seront blessées. La vague de protestation se propage à tout le pays. Bien qu'ayant officiellement déclaré que les manifestations étaient l'œuvre de provocateurs incités par les impérialistes, le pouvoir communiste a été contraint de tenter de modifier la structure de l'autorité du Parti. En octobre, Władysław Gomułka est désigné à la tête du Parti, lui qui avait été libéré de prison deux

années auparavant. Pour de nombreux Polonais, la nomination de Gomułka était la preuve que les tendances réformatrices du Parti portaient leurs fruits et devenaient désormais prédominantes.

Certes, la fin de l'année 1956 et le début de l'année 1957 ont été marqués par une libéralisation du système communiste, qui s'est traduite par la limitation des activités de censure, par le retour de l'enseignement religieux dans les écoles et par un rôle accru des syndicats locaux. Cependant, au cours de l'automne 1957, le gouvernement de Gomułka est revenu aux anciennes méthodes de l'exercice du pouvoir, en concentrant toutes les activités, au niveau tant politique qu'économique, entre les mains des instances strictement hiérarchiques du Parti communiste, selon les principes du centralisme démocratique. La Diète n'était qu'un semblant de Parlement, étant donné que les députés étaient choisis parmi les membres acceptés par le PZPR et qu'aucun candidat ne pouvait être refusé. En d'autres termes, tous les membres de haut niveau étaient acceptés. La moitié des sièges était garantie au PZPR et le reste à ses partis satellites. La police politique secrète (UB) a connu un retour en grâce, et elle a intensifié ses actions en surveillant les milieux non conformistes.

Après l'annonce de la prochaine commémoration du millénaire de l'État polonais, l'Église catholique a été la cible de répressions agressives. L'enseignement de la religion a à nouveau été interdit dans les écoles, les programmes des séminaires de théologie étaient contrôlés, le service militaire a été rendu obligatoire pour les anciens séminaristes, les bibliothèques religieuses étaient perquisitionnées et la construction de nouvelles églises était interdite. Les célébrations de l'acceptation du christianisme par un ancien souverain polonais, Mieszko Ier, revêtaient un caractère strictement séculier. Quelques jours avant les célébrations, les évêques polonais ont demandé pardon à leurs homologues allemands et leur ont accordé le leur. La seconde moitié des années 60 a été une période de crise politique et économique continue. Le système centralisé d'économie socialiste est arrivé à un point mort, face au manque d'accès à de nouvelles technologies, ce qui à son tour était dû au manque de capitaux d'investissement. Conformément aux souhaits des autorités, l'industrie dominante était l'industrie lourde car, selon elles, celle-ci procurait à la Pologne un avantage sur le monde capitaliste. Tout ce système était un exemple parfait d'économie planifiée centralisée, ce qui était en fait une économie de pénurie.

Pendant les années 60, des mouvements contestataires sociaux, politiques et religieux ont vu le jour. En 1966, la commémoration du millénaire de l'acceptation du christianisme a été célébrée



de manière indépendante, des intellectuels ont protesté contre la politique culturelle menée par les autorités en signant la «lettre des trente-quatre intellectuels» (1964), les mouvements révisionnistes au sein du PZPR gagnaient de l'importance, la «lettre ouverte de Jacek Kuroń et de Karol Modzelewski» a été publiée (1964) et, enfin, l'organisation Ruch (Mouvement) a vu le jour, dont les membres jugeaient le pouvoir bolchévique illégal et dont l'objectif avoué était de lutter contre le communisme. En 1966, des milliers de Polonais ont participé aux célébrations du millénaire, marquant leur soutien à l'Église catholique. Enfin, en mars 1968, après l'interdiction par la censure de la pièce patriotique *Dziady* écrite par Mickiewicz, une vague de protestations étudiantes contre la politique du pouvoir communiste a secoué toutes les grandes villes universitaires. 2 732 personnes ont été arrêtées et 1 616 ont été exclues des universités. Les autorités ont récupéré ces manifestations d'une manière digne de Machiavel, arguant qu'elles étaient inspirées par des Polonais d'origine juive, ce qui a servi de prétexte pour mener des purges dans les instances du Parti et au sein de l'administration de l'État. En 1968 et 1969, plus de 15 000 citoyens d'origine juive ont ainsi été contraints à l'exil.

La crise économique constante a mis en lumière toutes les lacunes de l'économie socialiste de la République populaire. En décembre 1970, face à la pénurie des biens de première nécessité, les autorités ont décidé d'augmenter le prix d'une grande partie des produits de consommation courante. Le prix de la farine a été augmenté de 16 %, celui de la viande de 17 %, celui des céréales de 30 %... Des vagues de protestation massives ont rapidement éclaté dans le nord du pays. Le travail a cessé dans les ports de Gdynia et de Gdańsk, et ces contestations se sont une nouvelles fois propagées dans tout le pays. Comme en 1956, les autorités ont appelé l'armée pour pacifier les manifestants. Six d'entre eux ont été abattus le 15 décembre à Gdańsk, 18 le 16 décembre à Gdynia et 16 le 17 décembre à Szczecin. Au total, selon les chiffres officiels, 45 personnes ont été tuées dans tout le pays et 1 165 ont été blessées, il y a eu plus de 3 000 arrestations et dix chars ainsi que 18 véhicules blindés ont été incendiés. Au lendemain de ces événements, et en réaction à une pacification aussi violente des manifestations, les autorités ont décidé de limoger le Premier Secrétaire, Władysław Gomułka, et de le remplacer par Edward Gierek, un membre du Parti dont la présence constante au plus haut niveau lui permettait d'être l'homme de la situation. Sa première tâche a consisté à mener une nouvelle purge au sein du Parti, ce qui a permis de remplacer les anciens activistes par de nouveaux. Il a également mené une grande réforme administrative: en 1972, les «communes» ont été instaurées en tant qu'unités administratives

rurales, en remplacement des «assemblées», et, en 1973, les unités administratives collégiales (les «présidioms») ont été remplacées par les voïvodes, Présidents et autres chefs. En 1975, les districts ont été supprimés, ce qui a donné naissance à un système à deux strates: voïvodies et communes. De telles modifications ont permis à Gierek d'instaurer un climat de confiance au sein de la société, qui pensait que des réformes radicales avaient été menées, mais en fait le seul résultat a été la création d'une nouvelle classe de population qui devait tout au nouveau pouvoir et qui en dépendait complètement.

Sur le plan économique, Gierek a décidé de faire ce qu'aucun de ses prédécesseurs n'avait osé: emprunter auprès des banques occidentales. Les fonds prêtés par les «impérialistes européens» ont ainsi servi à financer des investissements économiques gigantesques. Cependant, cet argent a souvent été dépensé en pure perte, faute de planification centralisée efficace et de systèmes appropriés de gestion de l'économie. Dès 1975, les signes d'une nouvelle crise économique ont fait leur apparition et le rationnement de nombreux produits, dont le sucre, a été introduit. Afin de faire face à la crise économique, les autorités ont décidé de modifier la constitution et ont introduit des dispositions supplémentaires. Ainsi, la République populaire de Pologne était désormais un pays socialiste (et plus un État de démocratie populaire, comme on pouvait le lire auparavant dans la Constitution), la gestion du pays était confiée de manière officielle au Parti ouvrier unifié polonais (PZPR) et le caractère inextricable des relations de la Pologne avec la Russie soviétique était mis en avant. Les tentatives visant à officialiser la position constitutionnelle du Parti étaient pleinement révélatrices de ses craintes quant à son avenir politique. Malgré les nombreuses protestations populaires (comme la «lettre des cinquante-neuf intellectuels» ou la «lettre des cent un»), ces amendements ont été adoptés le 10 février 1976 par le Parlement de la République populaire, avec une seule voix contre (celle de Stanisław Stomma). Au cours de l'été 1979, les autorités ayant annoncé à la population qu'elles entendaient augmenter le prix de la plupart des marchandises, notamment du sucre (hausse de 100 %) et de la viande (69 %), de nouvelles protestations publiques ont éclaté, cette fois à Ursus et à Radom. Des arrestations massives s'ensuivirent: 634 personnes ont été arrêtées, dont 72 ont été condamnées à de lourdes peines de prison et plus de 200 ont dû payer de fortes amendes. Afin de fournir une assistance financière et juridique aux opprimés, des membres de l'intelligentsia ont fondé le Comité de défense des ouvriers (KOR). Peu après, d'autres mouvements ont vu le jour: le Mouvement pour la défense des droits de l'homme et du citoyen (ROPCiO), le Comité pour des syndicats



libres, le mouvement «Jeune Pologne» et la «Confédération pour une Pologne indépendante» (KPN) dans l'opposition. En mai 1977, après l'assassinat par la police politique d'un membre du KOR, l'étudiant Stanisław Pyjas, ses collègues ont créé le Comité étudiant de solidarité (SKS).

Il convient d'insister sur le fait que, pendant la seconde moitié des années 70, un système d'édition échappant à la censure a fait son apparition, dont le principal représentant était la maison d'édition indépendante NOWA.

V. UN PAPE POLONAIS ET LA MONTÉE EN PUISSANCE DE «SOLIDARITÉ»

L'élection de Karol Wojtyła comme pape le 16 octobre 1978 a marqué un tournant dans la culture politique polonaise au sens large. Cet événement en soi ainsi que les visites ultérieures du pape en Pologne ont provoqué un regain notable des sentiments indépendantistes et anticommunistes. L'attitude inflexible du pape Jean-Paul II envers les autorités communistes a eu un effet très encourageant sur les Polonais, surtout à des moments tels que sa visite à Varsovie en 1979, à l'occasion de laquelle il a prononcé ces mots extraordinaires: «Que descende ton Esprit. Et qu'il renouvelle la face de la terre! De cette terre!»

La fin de la décennie a coïncidé avec un effondrement total de l'économie. En 1980, Gierek a introduit des prix réglementés, mesure qui, une fois encore, a provoqué des protestations massives. Au même moment, Lech Wałęsa est apparu comme le chef incontesté du mouvement anticommuniste. En 1981, il a signé un accord avec le gouvernement en vertu duquel, entre autres, il était désormais permis de fonder des syndicats indépendants et autonomes. Ce point s'est par la suite révélé comme le succès le plus significatif obtenu par les ouvriers en grève car, désormais, ils pouvaient enregistrer de manière officielle le syndicat Solidarność (Solidarité). Ce nouveau syndicat, dirigé par Wałęsa, compta bientôt plus de neuf millions d'adhérents. Il s'agissait en fait de la première institution légale à être indépendante du pouvoir communiste, ce qui a sapé le système. D'autres syndicats indépendants et organisations politiques autonomes ont rapidement commencé à apparaître.

Solidarność était doté de la structure fortement hétérogène d'un syndicat ainsi que de celle d'une organisation politique réunissant différents groupes sociaux, professionnels et politiques (des ouvriers ainsi que des professionnels). Des membres du Comité de défense des ouvriers (KOR), aguerris lors des précédentes confrontations avec le pouvoir communiste, y ont joué un rôle de premier plan, en tant que conseillers du Président. Grâce à Solidarność, le début des années 80 était annonciateur de liberté pour les Polonais.

Toutefois, les concessions des autorités n'étaient que purement tactiques. Comme par le passé, les dirigeants se succédaient: Gierek céda sa place à Stanisław Kania, qui la céda ensuite au général Wojciech Jaruzelski. La ligne politique, elle, restait inchangée. Dans la pratique, depuis les protestations ouvrières des années 80, le principal enjeu était de trouver un moyen de protéger la mainmise communiste sur la Pologne. L'arrivée au pouvoir du général Jaruzelski voulait dire que la voie de la confrontation avait la préférence. Des conseillers militaires dressaient des plans pour l'instauration d'un état de siège depuis le printemps 1981, et celui-ci a finalement été décrété le 13 décembre 1981.

En décrétant l'état de siège, le pouvoir communiste souhaitait rétablir les conditions politiques qui régnaient avant les années 80, quand le Parti communiste détenait le pouvoir politique absolu. Malgré la terreur policière et militaire (lors de la pacification des manifestations de mineurs dans la mine de charbon de Wujek, neuf personnes ont été tuées), l'isolement et l'emprisonnement des dirigeants de Solidarność, les assassinats politiques (tels celui de Jerzy Popiełuszko, un prêtre qui défendait ardemment le mouvement pour l'indépendance), les structures clandestines de la résistance restaient intactes. L'état de siège revenait à transférer tous les pouvoirs aux autorités militaires, au niveau central autant que local, et à délégaliser toutes les organisations. Par ailleurs, les civils ne pouvaient plus quitter leur domicile, le courrier était contrôlé ainsi que les appels téléphoniques (en fait, les téléphones n'ont pas fonctionné tout le mois qui a suivi le 13 décembre 1981), les journaux ont cessé de paraître, le nombre d'émissions de télévision et de radio était strictement limité et toutes les stations émettant en langue polonaise depuis l'étranger étaient de plus en plus brouillées.

Pour la majorité des militants de Solidarność, l'état de siège a été la preuve que le principal objectif des autorités communistes était de s'accrocher au pouvoir. Les années 1980 à 1982 ont clairement démontré que toutes les concessions accordées par les autorités étaient le résultat d'une faiblesse

passagère et qu'il ne s'agissait que d'une manœuvre tactique visant à ce que les communistes regagnent des forces avant de porter le coup fatal à l'opposition.

Désormais illégales, Solidarność et d'autres organisations ont entrepris de grandes actions clandestines. La période allant de 1982 à 1988 a été marquée par l'existence clandestine d'un parti indépendant et de structures syndicales: hormis Solidarność, la Confédération pour une Pologne indépendante (KPN), le Parti démocrate-libéral «Indépendance» et le PPS (Parti socialiste polonais) agissaient dans l'ombre. De nombreux journaux indépendants étaient également publiés (Tygodnik Mazowsze, Hutnik, Solidarność Walcząca, Wiadomości et Obserwator Wielkopolski, par exemple), ainsi que plus de cinq milliers de livres et autres ouvrages imprimés. Au printemps 1982, Radio Solidarity a commencé à émettre.

La situation économique de la Pologne au lendemain de l'année 1981 était véritablement catastrophique: face à une crise économique marquée par des pénuries du marché et par une inflation galopante, les autorités ont décidé de rationner la plupart des biens de première nécessité – tels que la viande, le beurre, la farine, le lait en poudre, le chocolat, l'alcool, les cigarettes, l'essence, la poudre à lessiver, le savon, les chaussures –, dont chaque habitant ne pouvait acquérir qu'un certain quota. D'autres biens étaient rationnés selon des principes différents, comme les téléviseurs, les réfrigérateurs et les machines à laver.

En 1983, le plan socio-économique national a été adopté. Son but était de mettre un terme à la chute de la production industrielle, en visant à ce que, avant 1985, 85 % de la production de douze années auparavant soient réalisés, mais, une fois encore, le processus de planification au sein de l'économie centralisée a complètement échoué. En 1988, les prix ont été à nouveau augmentés – de 60 % cette fois –, et à nouveau des protestations sociales ont éclaté. Les autorités ont réalisé que ce nouvel affrontement face à l'opposition pourrait bien être le dernier. À l'automne 1988, le Premier ministre Mieczysław Rakowski a tenté de sauver la position du PZPR en réformant l'économie, opérant une transition vers une économie de marché libre tout en préservant l'intégralité du pouvoir politique détenu par les communistes, sur la base des modèles chilien ou coréen. Ces tentatives se sont elles aussi soldées par des échecs. Les résolutions juridiques adoptées à l'époque avaient comme objectif essentiel de confier les propriétés de l'État à des membres du Parti.



Des milliers de soldats de l'armée de l'intérieur ont poursuivi la lutte pour l'indépendance en combattant les autorités communistes. Sur la photo: une des divisions militaires clandestines, sous la direction du commandant Zygmunt Szendzielarz «Łupaszka», septembre 1945 (Archives de l'Institut de mémoire nationale).



Les élections législatives truquées du 19 janvier 1947 ont été précédées d'une vague de terreur visant à la destruction de l'opposition – le Parti des paysans polonais. Sur la photo: Józef Hachlica, l'un des membres du Parti des paysans polonais, assassiné par les membres du service de sécurité. (Archives de l'Institut de mémoire nationale).



Les corps de combattants clandestins tués dans les affrontements avec les autorités communistes, profanés par les membres du service de sécurité (la division d'Eugeniusz Lipiński «Mrówka» de l'Union militaire nationale). (Archives de l'Institut de mémoire nationale).



Le 28 juin 1956, des travailleurs de Poznań manifestent dans les rues pour réclamer «du pain et de la liberté». La répression violente qui s'ensuit, fait soixante-quatorze victimes parmi les manifestants. (Archives de l'Institut de mémoire nationale).



Les habitants de la ville socialiste modèle que Nowa Huta était censée devenir protestent lorsqu'une croix est ôtée de la place sur laquelle une église devait être érigée. L'armée réagit en utilisant armes, matraques et gaz contre les manifestants. Sur la photo: une rue de Nowa Huta après la manifestation. (Archives de l'Institut de mémoire nationale).



Les célébrations religieuses à l'occasion du 1000e anniversaire de l'introduction du christianisme en Pologne rassemblent des millions de personnes venues témoigner de leur foi. Sur la photo: le Cardinal Wyszyński préside les célébrations à Jasna Góra, le 3 mai 1966. (Archives de l'inspection salésienne de Pila).



En mars 1968, des jeunes protestent contre la politique des autorités communistes en ce qui concerne la liberté d'expression. Des heurts avec l'armée se produisent dans plusieurs villes. Sur la photo: l'armée a recours au gaz lacrymogène à Varsovie. (Archives de l'Institut de mémoire nationale).



En décembre 1970, manifestation d'ouvriers dans le nord du pays. L'armée utilise la force contre les ouvriers des chantiers navals. Le nombre officiel des victimes est de 45. Le siège du Parti communiste de Szczecin est en feu. (Archives de l'Institut de mémoire nationale).



*En décembre 1970, manifestation d'ouvriers dans le nord du pays.
L'armée utilise la force contre les ouvriers des chantiers navals.*



*En décembre 1970, manifestation d'ouvriers dans le nord du pays.
L'armée utilise la force contre les ouvriers des chantiers navals.*



*Le 15 juin 1976, les travailleurs de Radom, Ursus et Plock manifestent contre la hausse des prix.
La manifestation est brutalement réprimée par l'armée. Sur la photo: échauffourées devant
le siège du Parti communiste à Radom. (Archives de l'Institut de mémoire nationale).*



En réaction à la brutalité dont les autorités ont fait preuve à l'égard des ouvriers manifestants, l'opposition met en place une aide pour les victimes de cette répression. Stanislaw Pyjas, l'un des activistes ayant pris part à cette action, est un étudiant qui a par la suite été tué par le service de sécurité. En réaction à sa mort, des étudiants de Cracovie organisent une «marche noire» et instaurent un comité étudiant de solidarité indépendant. (Archives de l'Institut de mémoire nationale).



La première visite de Jean-Paul II dans son pays natal en juin 1979 suscite d'importants espoirs, non seulement en Pologne, mais aussi dans d'autres pays du bloc de l'Est. Sur la photo: des étudiants de Cracovie se préparent à rencontrer le pape (Archives de l'Institut de mémoire nationale).



À l'été 1980, la Pologne se trouve en proie à une vague de protestations qui balaie tout le pays, donnant naissance au mouvement «Solidarność». Sur la photo: Grève des ouvriers des chantiers navals «Lénine» de Gdańsk. (Archives de l'Institut de mémoire nationale).



*La création de «Solidarność» fait naître l'espoir d'une restauration de l'indépendance.
Sur la photo: des milliers de personnes manifestent le jour de l'indépendance interdite –
11 octobre 1980 (Archives de la Fondation du Centre de documentation du mouvement d'indépendance).*



L'état de guerre décrété le 13 décembre 1980 par les autorités communistes avait pour objectif de détruire le mouvement «Solidarność». Sur la photo: opération de répression des salariés de la mine de charbon de Wujek en grève, au cours de laquelle neuf mineurs ont perdu la vie. (Archives de l'Institut de mémoire nationale).



*Malgré les actions de répression, les Polonais manifestent leur soutien au mouvement clandestin «Solidarność».
Sur la photo: manifestation de «Solidarność» à Varsovie, le 31 août 1981.
(Archives de l'Institut de mémoire nationale).*



*La résistance sociale a été favorisée par la publication de centaines de textes par des maisons d'édition clandestines.
Sur la photo: l'une des imprimeries indépendantes.
(Archives de l'Institut de mémoire nationale).*



Jean-Paul II fournit un soutien spirituel à ceux qui réclament la liberté.
Sur la photo: messe célébrée par le pape à Gdańsk Ząska, le 12 juin 1987.
(Archives de l'Institut de mémoire nationale).



À l'été et au printemps 1988, alors que d'importantes usines sont en grève,
des ouvriers réclament la légalisation du syndicat «Solidarność».
Sur la photo: grève au complexe sidérurgique Lénine, mai 1988. (Photo: Andrzej Stawiarski)



Le 4 juin 1989, des élections législatives partiellement libres, remportées par «Solidarność»,
sont organisées, précipitant la chute du régime communiste.
Sur la photo: Manifestation ayant pour slogan «Unis dans la lutte pour l'indépendance»
organisée pendant la campagne électorale. (Photo: Stanisław Markowski)



Il a fallu attendre 1991 pour que soient organisées les premières élections législatives réellement libres
depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. (Photo: Grzegorz Kozakiewicz)



Les changements qui se sont produits après 1989 ont eu pour effet de libérer l'économie du carcan idéologique et ont contribué au développement du pays, mais ils ont également constitué une importante source de mécontentement social. Sur la photo: manifestation de mineurs à Varsovie en 1995. (Photo: Grzegorz Kozakiewicz)



Le pape, que les Polonais ont toujours considéré comme une autorité majeure, rappelle à la nation que la liberté ne peut pas se construire sans s'appuyer sur des valeurs morales. Sur la photo: deux millions et demi de personnes, photographiées ici depuis le monticule Kościuszko, assistent à la messe célébrée par le pape sur l'esplanade de Blonia, à Cracovie, en juin 1997. (Photo: Grzegorz Kozakiewicz)



En 2004, la Pologne devient membre de l'Union européenne. Sur la photo: des partisans de l'UE sont rassemblés sur la place du marché, à Cracovie. (Photo: Grzegorz Kozakiewicz)

VI. TRANSFERT DE POUVOIR

Face à des troubles sociaux massifs et à l'approche de la commémoration des accords d'août, les autorités communistes ont décidé de négocier avec les représentants de l'opposition. Le 31 août 1988, les pourparlers ont été entamés entre le général Kiszczak et le chef de l'opposition, Lech Wałęsa, et ont débouché sur la promesse de négociations lors d'une «table ronde». En décembre, le Comité civique du syndicat Solidarność a été créé, regroupant des associés et des experts coopérant avec l'opposition.

Les négociations autour de la «table ronde» ont débuté le 6 février 1989. Elles avaient pour objectif de parvenir à un accord entre le pouvoir communiste et l'opposition ainsi que de définir les principes devant gouverner la libéralisation du régime en Pologne. Apparemment, les autorités souhaitaient encore conserver le pouvoir, en n'en cédant qu'une infime partie à l'opposition. La «table ronde» a réuni cinquante-sept participants, mais les décisions les plus importantes étaient prises à l'occasion de réunions beaucoup plus restreintes qui avaient lieu à Magdalenka. Ces négociations ont abouti sur la décision qu'il convenait de réformer la structure des hautes instances de l'État: le Conseil d'État serait remplacé par un Président de la République populaire, lequel serait élu, et le Parlement serait complété par une deuxième chambre, le Sénat, qui ferait office de chambre haute. Les nouvelles élections devaient être «partiellement libres»: 65 % des sièges seraient garantis aux communistes et les 35 % restants feraient l'objet d'une véritable compétition démocratique entre les candidats proposés en toute liberté par l'opposition. Au terme des négociations, le gouvernement a autorisé le syndicat Solidarność à opérer à nouveau en toute légalité, en conséquence de quoi ce dernier a été une nouvelle fois inscrit officiellement, de même que le syndicat des agriculteurs (NSZZ RI). D'autres organisations, telles que le KPN, le PPS et l'association d'étudiants NSZ, ont continué de fonctionner. Cependant, pour certaines communautés (notamment Solidarność 80, le Parti indépendantiste polonais, le mouvement «Liberté et Paix», Solidarité militante et le Parti démocrate-libéral «Indépendance»), il convenait de considérer avec la plus grande méfiance toute négociation avec le pouvoir communiste.

Le 7 avril 1989, le Parlement a modifié la Constitution, entérinant les amendements qui avaient été négociés lors de la «table ronde». La date des élections a été fixée au 4 juin 1989. Les

candidats au Parlement étaient d'une part des membres des partis au pouvoir (PZPR, ZSL, SD, PAX) et d'autre part des personnes proposées par le Comité civique de Solidarność.

Notons qu'à la fin des années 80, la police politique a intensifié ses opérations: avant comme après la «table ronde», la police secrète a tenté sans discontinuer d'infiltrer tous les milieux liés à l'opposition. Ces opérations ont continué jusqu'à l'automne 1989. Il semble qu'en dépit des concessions négociées, le pouvoir communiste ait tenté de garder à tout prix le contrôle de la vie politique du pays, et surtout des activités de l'opposition.

Juste avant les élections, Adam Michnik, le dirigeant d'un groupe partenaire de Solidarność, a commencé à publier un quotidien, Gazeta Wyborcza, lequel, en plus de remplir une fonction temporelle (à savoir, en rapport direct avec les élections à venir), servait également d'outil d'information. Outre Gazeta Wyborcza, des titres tels que Tygodnik Solidarność ont commencé à réapparaître, publiés par Tadeusz Mazowiecki.

Lors des élections du 4 juin, le taux de participation s'est élevé à 62,1 %, ce qui n'était pas énorme comparé aux élections précédentes, truquées. Cependant, le résultat des élections a été une surprise pour les autorités communistes: l'ensemble des 35 % des sièges «libres» a été remporté par des représentants de Solidarność. Qui plus est, les candidats communistes de la «liste nationale», qui étaient en fait les grands favoris, n'ont pas récolté suffisamment de voix. Deux semaines plus tard, il a fallu organiser un deuxième tour – où le taux de participation a été de 25 %. Les résultats des élections au Sénat ont été encore plus surprenants pour les autorités: les candidats indépendants ont remporté 92 sièges sur 100 (et, au deuxième tour, ils ont remporté sept sièges supplémentaires). Alors que le pouvoir communiste espérait rallier l'opposition, le 4 juin a été le jour de la victoire pour la révolution menée par Solidarność.

Les listes du Comité civique ont obtenu 260 sièges de députés et de sénateurs (dont 161 députés), ce qui en faisait la deuxième formation politique au Parlement après le PZPR (avec 173 membres). Quant au ZSL et SD, ils ne comptaient respectivement que 76 et 27 députés.

Le 19 juillet, la Diète et le Sénat ont tenu une session conjointe (l'«Assemblée nationale»), au cours de laquelle le général Jaruzelski a été élu Président. Ce dernier a immédiatement confié à un de ses partenaires, le général Kiszczak, la mission de former un gouvernement. Cependant, le général Kiszczak n'a pu obtenir un soutien suffisant au Parlement. Face à une coalition entre

le Comité civique, le ZSL et le SD, le général Jaruzelski a été contraint de confier la formation du gouvernement à un candidat de l'opposition. Le 24 août, la Diète a désigné Tadeusz Mazowiecki au poste de Premier ministre.

Le nouveau Parlement a entrepris de modifier l'ordre juridique existant. En décembre 1989, la constitution a été modifiée: certains amendements n'étaient que purement symboliques (revenir à l'appellation «République de Pologne» et redoter d'une couronne l'aigle servant d'emblème national), mais d'autres étaient d'une importance capitale, tels que le retour aux principes selon lesquels la République de Pologne était un État de pluralisme politique, qui protégeait le droit de ses citoyens à la propriété privée et qui garantissait la liberté d'entreprise.

Un autre amendement constitutionnel est entré en vigueur en mars 1990: les gouvernements locaux ont été déclarés indépendants de l'administration centrale et ont été dotés de la personnalité morale ainsi que du droit de propriété. Cette mesure a permis à la Diète d'adopter une nouvelle loi relative aux gouvernements locaux, en vertu de laquelle les premières élections libres depuis la Seconde Guerre mondiale ont pu avoir lieu.

Le 27 septembre 1990, un autre amendement a été adopté, faisant suite cette fois à la volonté du général Jaruzelski de quitter son poste de manière anticipée. Cet amendement précisait qu'un Président devait être élu par l'ensemble de la nation lors d'élections générales. De telles élections ont eu lieu le 25 novembre 1990 et, le premier tour n'ayant pas permis de dégager un vainqueur, un second tour a été organisé le 9 décembre, au terme duquel Lech Wałęsa a été élu pour un mandat présidentiel de cinq ans. Les deux mandats suivants ont été exercés par Aleksander Kwaśniewski, qui a remporté les élections en 1995 et en 2000. Au printemps 1991, sous l'influence du Président, la durée de la législature parlementaire a été écourtée, et une nouvelle loi électorale a été adoptée en juin. Le 27 octobre, au terme d'élections tenues sur la base de cette nouvelle loi, des membres de 29 partis politiques ont été élus au Parlement. Pour les élections suivantes, une exigence a été introduite, selon laquelle les partis politiques devaient recueillir au moins 5 % des suffrages et les groupes de partis 8 % pour être représentés. Cette condition visait à éviter la fragmentation du Parlement et à faciliter la formation de coalitions. Par opposition aux élections de 1989, celles de 1991 ont été totalement libres et démocratiques. La méthode de démocratisation des structures de l'État suivie en Pologne a pour principale caractéristique que ce furent d'abord les gouvernements locaux, ensuite le Président et enfin le Parlement qui ont



été élus de manière démocratique. L'on pourrait avancer que la «Diète contractuelle» des années 1989 à 1991, qui résultait d'un certain compromis, a existé jusqu'à l'introduction des réformes les plus importantes, ce qui reviendrait à dire que ces réformes ont en fait été supervisées par les anciens dirigeants communistes.

VII. NOUVELLE CONSTITUTION, NOUVEAUX PARTIS

La «petite Constitution», qui réglementait les relations entre les plus hautes instances de l'État, a été adoptée en octobre 1992. En fait, il s'agissait d'une ancienne Constitution remise au goût du jour, parce qu'elle s'inspirait fortement de la Constitution de 1952. La nouvelle petite constitution peut être considérée aujourd'hui comme ayant servi à préserver la continuité juridique entre la République populaire et la III^e République de Pologne. Elle entraîne également que toutes les actions menées selon la loi en vigueur à l'époque de la République populaire étaient en fait légales. Faute de séparation juridique nette entre les deux systèmes, il était désormais impossible de qualifier le pouvoir communiste de régime criminel.

Une Constitution intégralement nouvelle n'a été adoptée qu'en 1997. Paradoxalement, elle a été votée alors que le parti au pouvoir au Parlement était un parti postcommuniste. La Constitution de 1997 a défini la Pologne comme un État démocratique de droit.

En vertu de cette nouvelle Constitution, fondée sur les principes de la séparation des pouvoirs selon Montesquieu, le pouvoir législatif était confié au Parlement bicaméral, le pouvoir exécutif au gouvernement et au Président, et le pouvoir judiciaire à des cours et tribunaux indépendants.

La durée de la période de transition entre les constitutions (de 1989 à 1997) reflétait dans une grande mesure la faiblesse et les carences du système polonais de partis politiques. En 1989, le seul parti disposant de la discipline appropriée et d'atouts suffisants était le Parti ouvrier unifié polonais. Le Comité civique de Lech Wałęsa était loin d'être homogène en matière de politique et de programme. L'Union chrétienne nationale (ZCHN), dirigée par Wiesław Chrzanowski, a été créée au cours de l'automne 1989, et le Congrès libéral-démocrate (KLD), dont le Président était Janusz Lewandowski, l'a été en février 1990. En mai 1990, Lech Kaczyński et son frère

Jarosław ont fondé l'Alliance centriste (PC), et Zbigniew Bujak a créé en juillet le Mouvement des citoyens pour l'action démocratique, qui est ensuite devenu l'Union démocratique et, enfin, après une fusion avec le KLD, l'Union pour la liberté.

Le Parti communiste a lui aussi subi quelques transformations, mais uniquement sur le plan formel et dans une optique utilitaire. Le XI^e Congrès du PZPR a prononcé la dissolution du parti, et la plupart de ses membres ont décidé d'en créer un nouveau, la Social-démocratie de la République de Pologne (SDRP). Ce nouveau parti ne pouvait être associé directement aux crimes de l'époque communiste ni en être accusé, et il était plus facile pour ses membres de gérer les nouvelles anciennes possessions.

Les résolutions de la «table ronde» et le transfert de pouvoir pacifique ont été des facteurs importants qui ont permis à la société d'accepter la politique proposée par des proches de Tadeusz Mazowiecki, d'Adam Michnik et de Jacek Kuron: tirer un «trait épais» sur le passé. En d'autres termes, les dirigeants de l'ancien régime ne devaient faire l'objet d'aucune action en justice et l'ordre juridique communiste devait être reconnu comme étant légitime. Ainsi, les dirigeants de l'État communiste n'ont jamais été reconnus pénalement responsables de leurs actions. En raison de l'existence d'une continuité juridique entre la République populaire et la III^e République, il n'était possible que de faire comparaître devant la justice ceux qui, dans leur lutte contre l'opposition, avaient enfreint les lois en vigueur à l'époque.

Après 1989, alors que la police et l'armée revêtaient désormais une nature politique, il a été nécessaire de mener des procédures de vérification quant à leur personnel, en mettant l'accent sur les services secrets. Au début 1990, les membres de la police politique (UB) ainsi que ceux des services d'espionnage et de contre-espionnage ont fait l'objet de contrôles. Au terme de ces procédures, la plupart d'entre eux ont été démis de leurs fonctions, et ceux qui avaient conservé leur place ont été recrutés dans les nouveaux services.

En 1997, la Diète a voté la loi de lustration, selon laquelle tout citoyen aspirant à une fonction publique (député, sénateur, etc.) devait fournir une déclaration de collaboration ou de non-collaboration avec les services secrets de la République populaire. Avouer sa collaboration n'était pas punissable, mais la cacher si.

VIII. RÉFORMES

Les modifications apportées au système de partis dans les années 90 n'ont pas eu d'effets durables. Le monde politique polonais était en mutation constante, au fur et à mesure qu'avaient lieu des élections législatives, présidentielles ou locales. Apparemment, seule la loi sur le financement des partis politiques, et surtout sa disposition selon laquelle seuls les partis politiques ayant récolté au moins 3 % des suffrages lors des élections législatives pouvaient bénéficier d'une aide financière de l'État, a contribué à stabiliser le système. À l'heure actuelle, de tous les partis qui comptaient des élus au Parlement en 1990, le PSL est le seul à être encore en activité. Notons également que lors des élections de 2007, la différence a fini par s'estomper complètement entre les partis postcommunistes et les partis post-Solidarność.

La Pologne semble désormais en route vers un système bipartite, au sein duquel les positions clés seraient détenues par la Plate-forme civique (PO), libérale, de Donald Tusk, et par le Parti «Droit et justice» (PiS), conservateur, de Jarosław Kaczyński, lequel doit toutefois chercher à conclure une coalition avec d'autres partis afin de former un gouvernement.

L'évolution de l'économie était fortement liée à la transformation politique. Sous le gouvernement de Tadeusz Mazowiecki, la personne chargée d'engager les réformes économiques était le Vice-premier ministre et Ministre des Finances, Leszek Balcerowicz. Dès le mois d'octobre, ce dernier a présenté son plan d'action visant à réformer l'économie polonaise, comprenant entre autres des privatisations (démonopolisation) et la facilitation de l'accès au marché pour l'économie. Il fixait également les mesures à prendre en matière de politique budgétaire et sociale. Le plan de Balcerowicz envisageait de soumettre pendant quelques mois la société à une thérapie de choc qui permettrait d'améliorer le niveau de vie de la population. Selon Balcerowicz, les réformes libéreraient l'esprit d'entreprise des citoyens, muselé par des années de répression. Les actes nécessaires ont été transmis au Parlement en décembre 1989 et sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 1990. La mise en œuvre des réformes économiques a immédiatement provoqué une forte inflation (les prix du charbon et du pétrole ont augmenté de 400 %, celui de l'électricité de 300 %) et une diminution du pouvoir d'achat des citoyens. La convertibilité interne du złoty a été instaurée et le monopole de l'État en matière de commerce international a été levé. L'économie, qui était jusqu'en 1989 une économie planifiée en proie à la crise et à la pénurie constantes, se transformait

en un système où les pénuries internes étaient compensées par des importations de produits moins chers provenant de l'étranger. Une économie dans laquelle le travail était un droit autant qu'un devoir (sous la République populaire de Pologne, les personnes qui tentaient d'échapper au travail étaient sanctionnées) se transformait en un système où le travail était envisagé en catégories commerciales, selon les règles de l'offre et de la demande. Au terme de la première année de réformes, le chômage a explosé, touchant un million de personnes, et 30 % de la société vivait en dessous du niveau social minimal. En juillet 1991 a été ouverte à Varsovie une place boursière, qui ne comptait à l'origine que cinq sociétés mais qui, grâce aux mécanismes du marché et à la privatisation du système économique, est devenue de plus en plus efficace.

Néanmoins, au début des années 90, les perspectives de succès semblaient assez mauvaises. Les répercussions négatives des réformes ont duré beaucoup plus longtemps que Balcerowicz ne l'avait prévu. Entre 1989 et 1991, le PIB a chuté de 20 % et ce n'est qu'en 1992 qu'il a enregistré une légère amélioration (+ 2,5 %). Cette hausse s'est poursuivie entre 1995 et 1997, avec une augmentation de 7 % environ. Il en a été de même pour l'inflation: elle était de 70 % en 1991 et de 44,3 % l'année suivante, avant de chuter à 14 % en 1997 et à 9,8 % en 1999.

Dans un premier temps, la réforme économique de la Pologne a pu avoir lieu grâce à l'appui des citoyens, à la détermination des réformateurs mais aussi grâce à l'aide octroyée au pays par le Fonds monétaire international et par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, qui ont prêté à la Pologne deux milliards de dollars. Les créanciers du pays ont également joué un rôle positif: ils ont annoncé la conclusion d'un protocole pour le remboursement de la dette et, surtout, ont négocié avec le gouvernement polonais une suppression partielle de la dette. Toutefois, c'est le citoyen moyen qui subissait l'essentiel des réformes, ce qui est peut-être la principale raison pour laquelle le parti postcommuniste a remporté les élections de 1993 et a formé une coalition avec le PSL. Ce gouvernement de gauche a suspendu le programme de réforme libéral, mais l'AWS l'a relancé en 1997, après que Balcerowicz a été à nouveau désigné comme Vice-premier ministre et Ministre des Finances.

IX. ADHÉSION À L'OTAN ET À L'UE

Depuis 1945 et la conférence de Yalta, la Pologne s'est trouvée soumise à l'influence soviétique. À partir de 1955, elle formait, avec d'autres pays du bloc de l'Est, le pacte de Varsovie, dont l'objectif était de protéger son territoire plutôt que de contrebalancer l'influence de l'OTAN. Le pacte menait des opérations militaires conjointes comme, par exemple, la pacification des manifestations du «Printemps de Prague». Outre son aspect militaire, l'expérience tchécoslovaque possédait une dimension doctrinale: il est alors devenu évident que la souveraineté des différents membres du pacte de Varsovie était strictement limitée, selon la doctrine Brejnev, laquelle soulignait qu'il était impossible pour un État satellite de l'Union soviétique de quitter la sphère d'influence russe. Plus que l'indépendance, le pacte de Varsovie avait pour but de protéger le socialisme. Ce furent les chefs des forces alliées du pacte qui ont soulevé la question de l'anarchie polonaise en 1980/1981; cette question est revenue à l'ordre du jour en 1988 et en 1989 sous l'impulsion des dirigeants est-allemands et tchécoslovaques. Signalons que l'armée soviétique stationnait sans interruption en territoire polonais depuis 1994.

Outre le contrôle militaire exercé par Moscou sur le territoire polonais, l'économie polonaise était subordonnée dans une mesure tout aussi significative aux livraisons de l'Union soviétique, dont elle dépendait (la Pologne était membre du Conseil d'assistance économique mutuelle). Le moyen de pression le plus convaincant de Moscou à cet égard était l'approvisionnement en gaz et en pétrole. Toutes les actions polonaises étaient supervisées et contrôlées par l'Union soviétique, et, à toute mention de politiques d'émancipation, s'opposait à une réponse douce (économique) ou forte (militaire).

Pour comprendre les relations russo-polonaises de l'époque, il est nécessaire de les remettre dans le contexte du partage bipolaire du pouvoir entre les États-Unis et l'Union soviétique, selon lequel la Pologne appartenait au camp communiste, et de rappeler qu'elles obéissaient à une tradition pluriséculaire de mauvaises relations. C'est à la Russie que les Polonais devaient le morcellement de leur pays, leur privation de nationalité et la pacification brutale des soulèvements nationaux dans le pays.

L'automne 1989 a été d'une importance capitale pour les relations entre la Pologne et l'Union soviétique, alors que la Pologne était déjà dirigée par un gouvernement indépendant et que le mur de Berlin s'effondrait. L'Union soviétique traversait une crise extrêmement grave et était proche de l'effondrement. Dans ces circonstances, le gouvernement polonais s'est tourné vers son voisin occidental pour tenter de se libérer de l'influence soviétique, comme, par exemple, lors de la réunion de 1989 à Krzyżowa (Kreisau) entre Tadeusz Mazowiecki et Helmut Kohl.

La situation était semblable en ce qui concerne les relations entre la Pologne et l'Allemagne, mais celles-ci s'étaient d'autant plus détériorées en raison des stéréotypes négatifs répandus par la propagande communiste, pour qui la République fédérale d'Allemagne représentait une très sérieuse menace pour l'intégrité de son territoire. Cependant, dans l'euphorie accompagnant l'effondrement du communisme, les Polonais ont soutenu la volonté allemande d'unification. Les cérémonies qui ont eu lieu à Krzyżowa à l'automne 1989 ont eu de profondes répercussions politiques et culturelles. Avec le temps, l'Allemagne est devenue l'un des plus ardents défenseurs de l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne.

En plus de l'Allemagne, les États-Unis ont été un autre puissant allié de la Pologne. La visite de Lech Wałęsa au Congrès des États-Unis et le discours qu'il y a prononcé, ainsi que les applaudissements qui l'ont accueilli, n'étaient que des signes extérieurs de la formation de nouvelles alliances. De membre du pacte de Varsovie et allié de Moscou, la Pologne devenait un allié des États-Unis. En 1991, des négociations ont été entamées afin que l'armée soviétique se retire de la Pologne. Parallèlement, le comité consultatif du pacte de Varsovie, réuni à Budapest, a décidé de rompre les alliances militaires et de dissoudre le pacte. Le putsch manqué de Guennadi Ianaïev à Moscou et la prise du Kremlin par Boris Eltsine ont été des événements décisifs pour l'intégration de la Pologne dans l'Europe occidentale. Cependant, le véritable tournant a été l'adoption par le Congrès américain de l'« amendement Brown », qui autorisait les pays appartenant au Groupe de Visegrád à adhérer à l'OTAN. Il est apparu que la coopération avec la République tchèque et la Hongrie a été un facteur déterminant pour l'adhésion à l'OTAN, parce que cette coopération avait permis d'élargir la sphère européenne de stabilité politique et militaire. Le 18 septembre 1993 a été un jour historique pour les Polonais car c'est à cette date que les troupes russes ont finalement quitté le territoire polonais. C'était tout un symbole, quand on sait que l'armée soviétique a annexé le territoire polonais le 17 septembre 1939.



La Pologne a été officiellement invitée à rejoindre l'OTAN en janvier 1999, et, le 17 février, le Parlement polonais a autorisé le Président à ratifier le traité de l'Atlantique nord. Quelques jours plus tard, le traité a été ratifié par le Président polonais Aleksander Kwaśniewski et par le Président tchèque Václav Havel à Prague (le 26 février 1999), avant d'être présenté le 12 mars par les Ministres des Affaires étrangères à Madeleine Albright, la Secrétaire d'État américaine.

C'est de la même manière que les actions en faveur de la sécurité économique et politique ont été menées. En février 1990, Tadeusz Mazowiecki a présenté la candidature de la Pologne aux Institutions européennes de Bruxelles. Le 22 novembre 1991, à l'approche de la dissolution de l'URSS, la Pologne a conclu un accord d'association avec la CEE, avant de rejoindre quatre jours plus tard le Conseil de l'Europe. L'Union soviétique a cessé d'exister le 31 décembre 1991.

Après la ratification de l'accord d'association UE-Pologne par les États membres en février, le gouvernement polonais a présenté une candidature officielle d'adhésion à l'UE en avril 1994. En décembre 1998, l'Union européenne a adressé une invitation officielle au Premier ministre Jerzy Buzek, invitant la Pologne à des négociations d'adhésion. Toutefois, adhérer à l'UE s'est révélé beaucoup plus difficile que rejoindre l'OTAN. Pour remplir les critères fixés par l'UE, deux gouvernements successifs (celui de Jerzy Buzek, du Parti AWS, et celui de Leszek Miller, du parti SLD) et deux législatures parlementaires successives ont entrepris de finaliser la gigantesque tâche d'adapter le système juridique polonais à celui de l'UE et de mener des programmes de réformes radicales dans les domaines de la sécurité sociale et de la santé ainsi qu'en ce qui concerne la structure de l'administration et des gouvernements locaux. Ces dernières réformes sont principalement à mettre à l'actif du gouvernement AWS, qui comptait de nombreux anciens militants de Solidarność. Le dernier pas a été réalisé en l'an 2000, avec l'adoption du traité de Nice, qui accordait à la Pologne 27 voix au sein du Conseil européen, et la date limite pour la clôture des négociations a été fixée à 2002. L'année 2003 a été une année de doute: après un référendum organisé le 8 juin 2003 sur l'adhésion de la Pologne à l'UE, au cours duquel 77,5 % des Polonais s'étaient déclarés favorables, la Convention de l'UE a adopté un nouveau projet de traité constitutionnel, lequel réduisait fortement le nombre de voix octroyé à la Pologne au Conseil. Le député Jan Maria Rokita a alors prononcé ces mots, restés célèbres: « Nice ou mourir », qui devaient servir de ligne directrice au gouvernement polonais dans les prochaines négociations avec l'UE. En dépit de tous ces obstacles, la Pologne est devenue membre officiel de l'Union européenne le 1^{er} mai 2004.

Il importe de replacer dans le contexte de l'adhésion à l'Union européenne l'attitude de l'élite intellectuelle du pays à cet égard. Après 1989, les plus grands bénéficiaires des réformes politiques ont été les milieux scientifiques et culturels. Pendant près d'un demi-siècle, conformément à la volonté du pouvoir communiste, les frontières du pays ont été fermées de manière hermétique et rendues impénétrables aux gens et aux idées. Le marché de l'édition pouvait certes se targuer d'avoir publié de nombreux livres à l'époque de la République populaire, mais seuls les auteurs acceptés par le régime étaient autorisés à publier, et leurs œuvres étaient elles aussi soumises à une censure stricte. Toute personne réfractaire aux règles dictées par l'État, ou pire, qui tentait de publier ses œuvres au travers d'institutions clandestines, était immédiatement inscrite dans une liste d'auteurs dont les travaux ne «convenaient pas à la publication». Un mécanisme semblable était à l'œuvre dans tous les domaines de la culture: les auteurs, acteurs et poètes «progressistes» étaient mis en avant, les «réactionnaires» étaient éliminés. Il était dès lors naturel qu'avec la chute du communisme, toutes les élites créatrices qui avaient été réprimées décident de participer activement à la propagande pro-européenne. Il en a été de même pour l'élite universitaire: grâce à la démocratie nouvellement acquise, les intellectuels pouvaient refaire partie de la communauté scientifique européenne.

L'Église catholique a elle aussi contribué à ce climat propice à l'adhésion: les autorités cléricales encourageaient la population à voter pour l'adhésion en se servant de l'exemple de Mieszko Ier, lequel, parce qu'il avait accepté le christianisme, a uni son territoire à une Europe universaliste sur les plans linguistiques et culturels. Les autorités religieuses ont également insisté sur le fait que les Polonais pouvaient, en retrouvant leur place au sein de l'Europe, enrichir de leur religion la communauté européenne. La position favorable de l'Église a par ailleurs bénéficié du soutien du pape Jean-Paul II.

Les partis pro-européens dominaient également la scène politique. Il convient d'insister sur la continuité et la conséquence des actions menées par les gouvernements successifs, même si ceux-ci étaient souvent très différents, comme le premier gouvernement non communiste de Tadeusz Mazowiecki et le gouvernement social-démocrate de Leszek Miller. Outre les nombreuses similitudes qui caractérisaient les actions entreprises par des Premiers ministres représentant des lignes politiques diamétralement opposées, il y a cependant lieu de mentionner certaines différences.



Les membres de l'ancienne Union pour la liberté (Unia Wolności), qui ont désormais rejoint les rangs du Parti démocrate (demokracy.pl), étaient tous de fervents partisans de l'Union, ainsi que les représentants liés à l'Alliance de la gauche démocratique (SLD) et les membres de la Plate-forme civique. Sur la base de ce constat, l'aile conservatrice de la Plate-forme civique pourrait être perçue comme un parti centriste, c'est-à-dire qu'elle était encore favorable à l'adhésion à l'UE, mais avec quelques réserves. Les partis qui s'opposaient farouchement à l'adhésion étaient la Ligue des familles polonaises et l'Autodéfense de la République de Pologne, pour qui ce processus était une menace pour le pays. Cependant, ces deux derniers partis ne sont actuellement pas représentés au Parlement car ils n'ont pu franchir le seuil de 5 % des suffrages lors des élections de 2007. En 2011, la Plate-forme civique est devenue le premier parti polonais à remporter deux mandats consécutifs depuis la chute du communisme.

Witold Pilecki (1901-1948): décrit par Michael Foot dans son livre «Six Faces of Courage» comme l'un des six hommes les plus courageux de l'époque, Witold Pilecki était officier de l'armée polonaise. Il s'est d'abord fait un nom lors de la guerre russo-polonaise (1919-1921) et a été l'un des derniers soldats à déposer les armes lors de l'invasion allemande de 1939. En 1940, il se fait interner de son propre gré comme prisonnier dans le camp de concentration d'Auschwitz pour y organiser la résistance, et convainc plus de 500 personnes de la rejoindre. Après deux années et demie, il est parvenu à s'évader, et a transmis aux structures clandestines de l'État ainsi qu'au gouvernement polonais en exil un rapport détaillé contenant de précieux renseignements sur ce qui se passait dans le camp. Ensuite, il a combattu lors de l'insurrection de Varsovie et, une fois celle-ci réprimée, a été transféré dans un camp pour prisonniers de guerre. Il a toutefois décidé de retourner en Pologne communiste pour continuer sa lutte clandestine pour l'indépendance du pays. Il a été arrêté, torturé et finalement exécuté par les autorités le 25 mai 1948. Après avoir été injustement condamné à mort, il a déclaré que le camp d'Auschwitz n'était qu'une bagatelle comparé à ce que le pouvoir communiste lui avait fait.

Stanisław Pyjas (1953-1977): Stanisław Pyjas était un étudiant de l'Université Jagiellonienne de Cracovie. Il a été assassiné le 7 mai 1977 sur ordre des services de sécurité (UB). Il avait participé à de nombreuses activités clandestines, telles que la diffusion d'ouvrages indépendants et l'organisation de l'assistance aux opprimés, ce qui lui a valu d'être lui-même opprimé et, par la suite, assassiné. Sa mort a été un choc pour les milieux universitaires, qui ont réagi en créant un comité de solidarité indépendant chargé de lutter pour les droits fondamentaux et de rejeter l'idéologie communiste.

Jerzy Popiełuszko (1947-1984): Jerzy Popiełuszko était un prêtre catholique et l'aumônier de Solidarność. Il a été assassiné par les autorités. En 1980, le prêtre Popiełuszko a commencé à soutenir le mouvement pour l'indépendance. Après la proclamation de l'état de siège, il a célébré des messes au cours desquelles il défendait la vérité et la justice et appelait les autorités à libérer les prisonniers politiques. Il prônait la non-violence conformément au message de Saint Paul, qui avait déclaré que le mal doit être combattu par le bien. Le prêtre Popiełuszko était une cible constante de la répression et de la propagande communiste. Le 19 octobre 1984, il a été enlevé et assassiné par des membres des services de sécurité (UB). Un demi-million de Polonais ont assisté à ses funérailles, et le pape Jean-Paul II a prié sur sa tombe. Aujourd'hui, le processus de béatification de ce prêtre héroïque est en cours.

Liste des abréviations

AWS	Alliance électorale de Solidarité
KLD	Congrès libéral-démocrate
KOR	Comité de défense des ouvriers
KPN	Confédération pour une Pologne indépendante
KRN	Conseil national de l'intérieur
NSZZ RI	Syndicat indépendant et autonome Solidarność des agriculteurs
PC	Alliance centriste
PiS	Parti «Droit et justice»
PKWN	Comité polonais de libération nationale
PO	Plate-forme civique
PPS	Parti socialiste polonais (un parti social-démocrate)
PPR	Parti ouvrier polonais
PSL	Parti populaire polonais (un parti représentant les communautés rurales et paysannes)
PZPR	Parti ouvrier unifié polonais
ROPCiO	Mouvement pour la défense des droits de l'homme et du citoyen
SD	Parti démocrate
SDRP	Social-démocratie de la République de Pologne
SKS	Comité étudiant de Solidarité
SLD	Alliance de la gauche démocratique
SP	Parti ouvrier (un parti démocrate-chrétien)
UB	Ministère de la sécurité intérieure
WiN	Mouvement «Liberté et indépendance»
ZCHN	Union chrétienne nationale
ZSL	Parti populaire uni



RÉPUBLIQUE TCHÈQUE: DU RÉGIME TOTALITAIRE MONOLITHIQUE AUX LUTTES DE POUVOIR DÉMOCRATIQUES

Hynek Fajmon

République tchèque / Česká Republika

Superficie: 78 866 km²

Population: 10 209 600 (2007)

Capitale: Prague

Langue officielle: le tchèque

Devise: la couronne tchèque (CZK)

Système politique: République parlementaire

Adhésion à l'UE: 01.05.2004

I. INTRODUCTION

L'histoire de la Tchécoslovaquie est étroitement liée au régime communiste totalitaire de la période 1948-1989. En Tchécoslovaquie, l'idéologie communiste élaborée à Moscou et transposée aux pays socialistes, c'est-à-dire aux pays de l'ancien « bloc de l'Est », est devenue le symbole du pouvoir totalitaire d'un parti unique, d'un parti qui imposait l'obéissance en punissant cruellement les citoyens critiques vis-à-vis du régime. Le communisme est devenu le symbole de la nationalisation complète de l'économie, de l'interdiction des entreprises privées, du contrôle des médias, de la destruction des valeurs humaines, de la distorsion démagogique de l'histoire ainsi que des événements de cette époque.

Le passage du régime non démocratique à un régime démocratique a été compliqué dans tous les domaines de la vie et de la société. Le domaine législatif n'y a pas fait exception. En Tchécoslovaquie, le pouvoir législatif a souvent dû assumer de lourdes responsabilités pour déterminer l'avenir du pays. Entre 1990 et 1992, il s'est acquitté de cette tâche avec les honneurs. Dans les moments où le gouvernement fédéral était incapable d'agir et de faire preuve de la détermination nécessaire, c'est au sein de l'Assemblée fédérale que ce sont déroulés les débats cruciaux quant à l'avenir des réformes économiques et politiques. Malgré les limitations dont l'Assemblée fédérale souffrait du fait de sa structure inadaptée, cet organe a eu plus d'influence sur l'avenir du pays que tout autre Parlement tchèque par la suite.

II. LA NATURE DE L'ANCIEN RÉGIME

Le système totalitaire tchécoslovaque a été mis en place sur la base du modèle communiste soviétique. Il présentait les caractéristiques suivantes:

- > le rôle moteur du Parti communiste de Tchécoslovaquie, garanti par la Constitution;
- > la nationalisation complète de l'économie;
- > l'interdiction des entreprises privées;
- > une économie régie par des plans quinquennaux;
- > la restriction considérable des voyages à l'étranger, notamment vers les pays considérés comme des «États capitalistes»;
- > le contrôle des médias pour protéger les intérêts du régime et le blocage des sources alternatives d'informations;
- > la subordination totale de la politique étrangère du pays aux intérêts de l'URSS.

D'un point de vue strictement formel cependant, le régime communiste tchécoslovaque conservait tous les éléments constitutionnels et juridiques d'une société civilisée. Le pays possédait une Constitution écrite désignant le Président de la République comme Chef de l'État. Cette définition donnait également à l'État une structure fédérale composée de deux républiques. Au niveau fédéral, il y avait un Président fédéral, un gouvernement fédéral et un Parlement

fédéral (l'Assemblée fédérale, composée de deux chambres). Au niveau des républiques, il y avait le Parlement tchèque (Conseil national tchèque) et le gouvernement tchèque, et la Slovaquie possédait son propre Parlement (Conseil national slovaque) et son propre gouvernement. Ces institutions étaient chargées d'élaborer les lois mises en œuvre sur le territoire de l'État. Le pouvoir et le rôle moteur du Parti communiste de Tchécoslovaquie (KSČ) étaient garantis par la constitution.

Des élections aux organes représentatifs étaient organisées tous les cinq ans. Mais ces élections n'étaient absolument pas libres. Les électeurs pouvaient choisir entre les trois possibilités suivantes:

- > la première possibilité était de se rendre au bureau de vote et de déposer dans l'urne le bulletin unique en faveur des candidats du Front national, dirigé par le KSČ;
- > la seconde possibilité était de se rendre au bureau de vote et de ne pas déposer le bulletin dans l'urne;
- > la troisième possibilité était de ne pas participer à l'élection.

Mais le citoyen qui choisissait l'une des deux dernières possibilités risquait de subir des sanctions de la part du régime, et il exposait également sa famille à de telles sanctions. Par peur de la répression, la plupart des citoyens se rendaient au bureau de vote et votaient pour le parti unique.

La structure fédérale de l'État s'est révélée un facteur important pour l'avenir. La fédération était le résultat d'un accord politique conclu en 1968. La structure des organes gouvernementaux décrits ci-dessus était extrêmement compliquée, même à l'époque totalitaire. La viabilité de ce système était assurée par le KSČ, dont le rôle moteur était garanti par la Constitution.

Une fois la démocratie rétablie, le blocage du processus décisionnel est devenu immédiatement le problème constitutionnel le plus grave du nouveau régime. Le problème principal concernait le Parlement fédéral, conçu sous la forme d'un Parlement bicaméral. La Chambre des Députés du Peuple comptait 200 députés, et la Chambre des Nations en comptait 150. Au sein de la Chambre des Nations, 75 députés représentaient la République tchèque et 75 représentaient la République slovaque. L'adoption d'une loi nécessitait une majorité simple de chacune des chambres ainsi

qu'une majorité simple de chacune des représentations nationales au sein de la Chambre des Nations (interdiction de la domination par la majorité). Les majorités requises étaient encore plus importantes pour les lois constitutionnelles, au point que l'adoption de ces lois nécessitait l'accord de près de trois quarts de tous les députés. Ces lois étaient donc difficiles à adopter. Il s'agissait en fait d'un Parlement tricaméral. Cet héritage institutionnel s'est révélé particulièrement malencontreux pour l'évolution du pays.

III. LE NOUVEAU SYSTÈME DÉMOCRATIQUE

En 1989, la Tchécoslovaquie a connu un changement de régime fondamental. Cependant, il n'y a eu presque aucun changement dans la structure des organes constitutionnels suprêmes. Du point de vue constitutionnel, le changement de régime a eu pour seul effet d'abroger l'article 4 de la Constitution, qui garantissait le rôle moteur du KSČ. Les institutions du Président, du Parlement fédéral, du gouvernement fédéral et des Parlements et gouvernements nationaux restaient identiques aux structures adoptées en 1968. Cette situation a eu un impact important sur la suite de l'évolution politique de la Tchécoslovaquie. Le facteur le plus important a été l'acceptation de quorums de vote élevés au sein du Parlement fédéral. Du fait de la nouvelle répartition des forces politiques, cette condition a provoqué le blocage du Parlement fédéral et entraîné en trois ans la scission de la Tchécoslovaquie en deux États souverains.

Le Parlement fédéral et les Parlements nationaux, hérités de l'époque totalitaire, ont été rétablis au cours de la révolution de velours par le départ volontaire des personnalités les plus compromises et par le remplacement de celles-ci par de nouveaux députés issus des rangs du bloc hégémonique de la Révolution de velours, du Forum civique (OF) et de son homologue slovaque Public contre la violence (VPN). Ce processus a commencé dès janvier 1990. Le remplacement des membres des organes constitutionnels suprêmes de Tchécoslovaquie dans le cadre de la Révolution de velours a commencé au niveau du gouvernement fédéral et s'est poursuivi peu après au sein des gouvernements nationaux. Le changement de composition des organes constitutionnels suprêmes a été le résultat d'un accord entre les représentants de l'ancien régime et les dirigeants de l'OF et du VPN.

Le système totalitaire tchécoslovaque reposait sur le rôle moteur du KSČ. Celui-ci était défini par la Constitution elle-même. Jusqu'en 1989, plus d'1,5 million de citoyens tchécoslovaques (sur une population totale de 15 millions) étaient membres du Parti. Le Parti communiste était organisé sur un mode territorial. Il possédait des antennes dans presque toutes les villes et communes, mais aussi au sein des entreprises et dans le monde professionnel. Les organisations locales du KSČ étaient donc pour ainsi dire actives dans toutes les écoles, tous les bureaux, tous les lieux de travail. Les membres du Parti occupaient la grande majorité des fonctions importantes au sein de l'État. Hormis le KSČ, la Tchécoslovaquie comptait plusieurs autres partis tels que le Parti socialiste tchécoslovaque ou le Parti populaire tchécoslovaque. Ces partis étaient toutefois entièrement subordonnés au KSČ, et ils n'avaient aucun impact sur le fonctionnement du régime. L'opposition politique était réprimée, et les militants de l'opposition étaient emprisonnés.

Deux groupes ont participé activement au changement de régime en Tchécoslovaquie. Le premier groupe se composait d'étudiants des universités et des écoles secondaires. Le second était un mouvement civique exprimant le mécontentement de la population. Il était dirigé par les opposants au régime, par les «dissidents». Ce collectif révolutionnaire était appelé Forum civique. L'une des revendications essentielles de la révolution de 1989 était l'organisation d'élections libres. Les citoyens voyaient dans ces élections libres un espoir de changement. Ils suivaient l'exemple des citoyens polonais, hongrois et d'autres pays d'Europe centrale qui exprimaient les mêmes revendications.

La revendication d'élections libres impliquait une réorganisation fondamentale de tout le système politique de Tchécoslovaquie. Les premières élections libres ont eu lieu en juin 1990, soit sept mois et demi après le renversement du régime communiste. Le premier gouvernement non communiste de Tchécoslovaquie a donc dû, en un temps très court, mettre sur pied un système électoral, organiser l'enregistrement des partis politiques et garantir l'équité de la campagne électorale et du processus électoral. Les groupes politiques ont dû sélectionner leurs candidats, attirer de nouveaux membres, mener une campagne électorale, préparer des programmes électoraux et, enfin, former un gouvernement démocratique. Toutes ces activités étaient nouvelles pour la Tchécoslovaquie, et personne n'avait d'expérience dans ces domaines. Malgré cela, les choses se sont relativement bien déroulées.

La première question, et la plus importante pour la population, était de décider du sort du Parti communiste de Tchécoslovaquie et des autres partis et organisations politiques du régime totalitaire. L'opinion à ce sujet était divisée en deux camps. Les plus radicaux considéraient qu'il fallait dissoudre le KSČ et interdire sa participation aux élections libres. Les modérés quant à eux considéraient qu'il n'y avait aucun problème à laisser le KSČ participer aux élections, où il serait de toute façon battu. Ce conflit s'est poursuivi pendant plusieurs mois, et à l'heure actuelle encore, ses répercussions se font sentir en République tchèque. Le conflit a finalement été résolu comme suit :

- > le rôle moteur constitutionnel du KSČ a été abrogé;
- > une loi a été adoptée pour interdire l'association en partis politiques sur les lieux de travail et au sein des institutions publiques;
- > les partisans de l'ancien régime ont été révoqués des administrations publiques, de la police, des tribunaux et des autres organes gouvernementaux;
- > la loi de sélection (« Screening Act ») a été adoptée;
- > tous les partis politiques ont dû se faire réenregistrer et s'engager à respecter les principes démocratiques.

Ces mesures ont eu pour conséquence de restreindre considérablement l'influence du KSČ au sein de la société et de l'isoler socialement. Les autres partis politiques qui avaient été actifs à l'époque de l'ancien régime sont passés par une phase de mutation interne et se sont adaptés au système démocratique. Le Parti populaire tchécoslovaque s'est bien adapté à la nouvelle situation et s'est transformé en Parti chrétien-démocrate classique. Le Parti socialiste tchécoslovaque par contre, malgré son potentiel considérable, n'est pas parvenu à susciter l'intérêt des électeurs et n'a obtenu aucun siège parlementaire lors des élections libres.

Outre les partis politiques de l'ancien régime, de nouvelles formations politiques sont apparues. Contrairement au KSČ, le Forum civique et Public contre la violence n'étaient pas encore réellement des mouvements organisés. Leur base était mal définie, et leurs structures organisationnelles n'étaient encore qu'à l'état embryonnaire. Malgré ces handicaps, ces deux formations représentaient les principales forces politiques parce qu'elles bénéficiaient du soutien d'une majorité de la population. Les premières élections libres ont confirmé cet état de fait. Mais



outre ces formations, d'autres partis politiques sont également apparus pour saisir cette occasion de participer à la lutte politique.

Après l'effondrement du régime totalitaire en Tchécoslovaquie, il a fallu créer un système politique sur de nouvelles bases. Le principe fondateur du nouveau système politique était la libre concurrence entre les partis politiques lors d'élections parlementaires libres. Une séparation stricte a donc été instaurée entre les partis politiques et l'État proprement dit. Des conditions ont été définies pour l'enregistrement des partis, dont notamment le respect du système démocratique de l'État. Enfin, des règles d'organisation des élections et des campagnes électorales ont été définies. Le système est basé dans son ensemble sur la conviction démocratique que la responsabilité gouvernementale doit être confiée à ceux qui obtiennent la majorité des voix des citoyens au moment des élections.

Les premières élections parlementaires libres, basées sur le système de la représentation proportionnelle, ont eu lieu en juin 1990. Toutefois, certains conflits sont apparus concernant le système de représentation proportionnelle. Ces conflits concernaient principalement ce que l'on appelait les « votes de préférence » et les « listes de candidats indépendants ».

Le conflit relatif aux votes de préférence portait sur la question de savoir si un électeur pouvait uniquement voter pour la liste d'un parti, respectant ainsi automatiquement l'ordre des candidats défini par le Parti, ou s'il pouvait également exprimer un « vote de préférence » en faveur de certaines personnes sur la liste et modifier ainsi l'ordre définitif des candidats sur la liste. Ce conflit a été résolu rapidement par un compromis instaurant 2-4 votes de préférence pour les différents types d'élections.

En ce qui concerne les listes de candidats indépendants, il s'agissait de savoir s'il serait permis d'enregistrer pour les élections des listes de candidats n'appartenant pas à un parti, c'est-à-dire des listes de candidats de formations non affiliées à un parti ou à un mouvement politique. Il a finalement été décidé de ne pas autoriser de telles listes dans le cadre des élections nationales, mais de les autoriser pour les élections locales.

IV. LES DÉFIS DES PARTIS DÉMOCRATIQUES

En Tchécoslovaquie, ceux qui avaient mené la révolution démocratique se sont trouvés confrontés à de nombreux problèmes complexes. L'un de ces problèmes concernait la création de partis démocratiques et le recrutement de membres pour ces nouvelles organisations.

Ce problème était particulièrement délicat parce que, malgré l'attitude généralement favorable des citoyens envers les changements démocratiques, ils ne manifestaient que peu d'intérêt pour une participation directe aux partis politiques. Après la longue dictature du KSČ, l'appartenance à un parti politique était considérée comme suspecte par une grande partie de la population. C'est ainsi que la thèse de la «politique non politicienne» a rassemblé de nombreux adeptes parmi la population. Ce terme désigne la possibilité de participer à la politique en tant qu'homme ou femme politique indépendant(e), c'est-à-dire sans appartenir à un parti politique. Václav Havel, le premier Président non communiste de Tchécoslovaquie, était partisan de cette approche, et il a contribué pendant longtemps à rendre la formation de partis politiques plus difficile.

La création de partis politiques démocratiques a donc été très difficile dès les premiers jours, et aujourd'hui encore, ce processus n'est pas terminé. Mais pour fonctionner, l'État démocratique qu'était devenue la Tchécoslovaquie avait littéralement besoin de dizaine de milliers de personnes, notamment au niveau de la politique locale, des conseils municipaux et des commissions électorales chargées d'organiser les différentes élections.

Le Parti communiste et le Parti populaire ont hérité de la période totalitaire une organisation et des militants bien établis. Le Parti civique démocrate (ODS), qui allait devenir le principal parti de droite sur l'échiquier politique, mais aussi le Parti social-démocrate tchèque (ČSSD), qui allait devenir progressivement un parti hégémonique de gauche, ne possédaient aucune base organisée et ont démarré pour ainsi dire de zéro après 1989. Le Parti civique démocrate a bénéficié de l'héritage de la principale mouvance révolutionnaire, le Forum Civique. L'ODS a donc recruté une grande majorité des militants du Forum civique, et comptait déjà environ 22 000 membres en 1992.

Le ČSSD n'avait pas cet avantage mais il est parvenu à récupérer une grande partie de ses actifs qui avaient été nationalisés par le régime communiste en 1948. Ceci lui a permis d'acquérir

rapidement une position économique forte. Il a construit peu à peu une machine de parti basée sur d'anciens communistes réformateurs, certains membres de l'ancien Parti socialiste tchécoslovaque et plusieurs autres organisations de taille plus modeste. En 1996, le ČSSD comptait déjà plus de 15 000 membres. Les effectifs des deux partis restaient malgré tout relativement peu nombreux. Aujourd'hui encore, cette insuffisance limite leur capacité d'action.

Outre le recrutement de membres et la création de structures organisationnelles, un autre défi pour les partis politiques démocratiques était la sélection des candidats aux élections parlementaires et municipales. Cette tâche était d'autant plus difficile que les délais étaient courts. Les premières élections libres au Parlement fédéral et aux deux Parlements nationaux ont eu lieu sept mois et demi à peine après la révolution, et les premières élections libres aux conseils municipaux ont eu lieu un an seulement après la révolution.

En ce qui concerne les élections parlementaires, le problème était un peu moins compliqué du point de vue numérique. Le Parlement fédéral tchécoslovaque comptait 350 sièges, le Parlement tchèque en comptait 200 et le Parlement slovaque 150. Au total, il a fallu désigner plusieurs centaines de candidats pour occuper un total de 700 sièges parlementaires. Tous les partis politiques avaient la possibilité de présenter des listes et de désigner des candidats pour chacun de ces sièges, mais seuls 6 à 8 partis avaient une réelle chance de faire élire leurs candidats. Malgré cela, il a fallu proposer plusieurs milliers de personnes sur les listes de candidats des partis politiques.

Le Forum Civique et Public contre la Violence ont accordé une attention particulière à ce processus. Ces deux groupes s'attendaient à obtenir le plus grand nombre de nouveaux députés à l'issue des élections libres. Mais d'un autre côté, ils possédaient les structures et les bases les moins développées. Dans ce contexte, ils ont choisi une méthode particulière pour désigner leurs candidats.

Au sein du Forum Civique, il a été décidé que 50 % des places sur les listes de candidats seraient occupées par les dirigeants du mouvement, et que l'autre moitié serait occupée par des candidats élus lors d'élections primaires dans les villes, les districts et les régions. Les dirigeants du mouvement occuperaient les places impaires des listes électorales, les militants des villes et des

zones rurales occuperaient les places paires. Cette approche a permis d'avoir sur la liste aussi bien ceux qui avaient participé directement à la Révolution de velours que ceux qui avaient travaillé dur au niveau local. Mais ce mode de sélection des candidats n'était que temporaire. Dès les élections parlementaires suivantes, en 1992, le Parti démocrate civique, le parti le plus influent du pays, a instauré un système d'élections primaires internes pour tous ses candidats. Ce système est progressivement devenu la norme pour tous les partis politiques tchèques. Ainsi, tout candidat au Parlement doit tout d'abord obtenir les votes des membres de son propre parti. Ce n'est qu'après avoir obtenu leur soutien qu'il peut faire partie de la liste électorale de son parti et demander le soutien des électeurs.

Outre la sélection des candidats, il fallait également régler le problème de l'organisation d'une campagne électorale. La Tchécoslovaquie manquait d'expérience dans ce domaine, les dernières élections libres remontant à 1935. Les dirigeants des nouveaux partis et mouvements politiques ont donc fait appel à des experts venus d'Europe de l'Ouest et des États-Unis. Ils ont invité des personnes impliquées dans les campagnes de différents partis politiques. Ceci a permis de former rapidement la première génération politique démocratique et les directeurs de campagne tchèques.

Comme souvent, il est apparu clairement que la pratique était le meilleur des maîtres. La qualité des campagnes électorales s'est donc améliorée considérablement avec chaque nouvelle élection. Il est également devenu manifeste que tout ce qui fonctionne en Europe de l'Ouest ne fonctionnait pas nécessairement en Tchécoslovaquie. Certaines pratiques de campagne n'ont donc pas été utilisées du tout, comme par exemple le porte-à-porte. Les grandes affiches, les posters de dirigeants politiques et les brochures distribuées dans les boîtes aux lettres ont par contre démontré leur efficacité dès les premières campagnes. Lors des premières campagnes, les grands rassemblements en présence d'acteurs, de musiciens et de personnels politiques ont également prouvé leur efficacité. Ces événements en plein air ont attiré des foules nombreuses et suscité un grand intérêt parmi les électeurs. Ces rassemblements ont cependant perdu de leur attrait par la suite. À l'heure actuelle, les campagnes mettent plutôt l'accent sur une approche personnalisée, l'utilisation de l'Internet et un contact direct entre le candidat/la candidate et l'électeur

Hormis la sélection des candidats et l'organisation de campagnes électorales, les nouveaux partis politiques ont également dû définir ce qu'ils proposaient aux électeurs sous la forme de programmes électoraux. Dans ce domaine également, les Tchécoslovaques manquaient d'expérience. C'est pourquoi les premiers programmes publiés sont restés fort généraux et plutôt déclaratifs. Ce n'est qu'à partir des élections parlementaires de 1992 que l'on a pu assister à une véritable confrontation des programmes entre la gauche et la droite démocratiques.

Bien entendu, les programmes électoraux reflétaient principalement la situation dans laquelle se trouvait la Tchécoslovaquie. Au sein de chaque parti et mouvement, un petit groupe était chargé d'écrire les programmes après avoir consulté des experts en droit, en économie, en politique étrangère et dans d'autres domaines. Dès les premières élections libres cependant, il est apparu clairement que le public s'intéressait assez peu aux propositions spécifiques des programmes électoraux.

La plupart des citoyens préféraient envisager la politique sous la forme de slogans simples, et les programmes électoraux ont donc été transformés en slogans. Au cours de la campagne de 1990, le Forum civique a adopté le slogan «Retour vers l'Europe». Ce slogan symbolisait l'engagement du Forum à ramener la Tchécoslovaquie dans le giron des démocraties européennes, dont elle avait fait partie avant la Seconde Guerre mondiale. Mais ce slogan symbolisait également l'ouverture des frontières pour les touristes tchécoslovaques, qui avaient été privés pendant des décennies du droit de voyager librement. C'est ainsi que «Retour vers l'Europe» est devenu l'un des slogans les plus efficaces des campagnes électorales après 1989.

V. LE PROBLÈME DES GOUVERNEMENTS DE COALITION

Tout comme les autres aspects de la vie démocratique, la formation de gouvernements démocratiques était une expérience nouvelle pour la Tchécoslovaquie après 1989. Le premier gouvernement non communiste a été formé peu après les grandes manifestations citoyennes dans les rues des villes tchécoslovaques. Mais ce gouvernement ne peut pas être considéré comme démocratique dans le vrai sens du terme. On peut considérer que le premier gouvernement démocratique est celui qui a été formé à l'issue des premières élections démocratiques de juin 1990.

Ces élections ont donné naissance à la situation dans laquelle la politique tchécoslovaque et la politique tchèque se trouvent encore aujourd'hui. Il s'agit d'une situation dans laquelle aucun parti politique n'obtient suffisamment de suffrages et de sièges au Parlement pour former seul un gouvernement. Pour obtenir une majorité parlementaire, il est nécessaire de former une coalition de plusieurs partis. Ces partis participent au gouvernement et le soutiennent lors des votes de confiance et de l'adoption des lois. Ceci soulève le problème des «gouvernements de coalition», c'est-à-dire des gouvernements au sein desquels les politiciens de différents partis doivent négocier pour parvenir à des solutions de compromis susceptibles d'obtenir le soutien d'une majorité du Parlement. Ce problème s'est maintenu en politique tchèque jusqu'à aujourd'hui.

Jusqu'à présent, la formation des gouvernements s'est faite selon la procédure suivante: à l'issue des élections parlementaires, le Président invite le représentant du groupe politique ayant remporté les élections à former un gouvernement. Il désigne donc ce représentant en tant que Premier ministre. Cette personne négocie ensuite avec les autres partis, qu'il doit rallier à sa cause afin d'obtenir une majorité parlementaire en faveur de son gouvernement et de sa déclaration de programme. Ceci permet de parvenir à des compromis en matière de programme et de postes au sein du gouvernement. Le Premier ministre désigné présente une liste de Ministres au Président, qui nomme le gouvernement. Le gouvernement rédige une déclaration programme et doit demander un vote de confiance au Parlement dans les quelques jours qui suivent. Lors de sa séance suivante, le Parlement débat de cette question de confiance et procède au vote pour accorder ou non sa confiance au gouvernement. Ce vote montre quels députés sont favorables au gouvernement et lesquels lui sont défavorables. Ceci délimite clairement les positions de la coalition gouvernementale et de l'opposition.

Le problème des gouvernements de coalition reste inchangé sur le fond, mais il peut se manifester de différentes façons. Il s'agit essentiellement de la nécessité de parvenir à des compromis, ce qui oblige tous les partis de la coalition à s'écarter de leurs programmes électoraux. Ceci provoque des tensions au sein de ces partis, et ces tensions se ressentent dans les activités du gouvernement. Dans un système de gouvernement de coalition donc, les conflits de compétences entre ministères, les différences d'interprétation des décisions adoptées par le gouvernement et d'autres problèmes semblables sont monnaie courante. Les conflits au sein de la coalition en ce

qui concerne les ministères de pouvoir, à savoir les ministères de l'intérieur et de la défense, mais aussi dans le domaine des renseignements, peuvent avoir des conséquences graves pour la stabilité du gouvernement.

Le problème des gouvernements de coalition est étroitement lié aux caractéristiques du système électoral. D'une façon générale, on peut considérer que dans une société qui présente une grande diversité ethnique, culturelle et religieuse, la représentation proportionnelle entraîne inévitablement une fragmentation de l'échiquier politique et la nécessité de former des gouvernements de coalition. Inversement, le système de la majorité simple entraîne généralement l'apparition de deux partis dominants qui se succèdent au pouvoir. Chacun de ces partis est généralement en mesure de former seul un gouvernement majoritaire. Ce système permet un fonctionnement plus efficace, et de nombreux critiques du système politique tchèque prônent un passage au système majoritaire.

VI. LE PARLEMENT, LE GOUVERNEMENT ET LE PRÉSIDENT

Dans un régime totalitaire comme en démocratie, la lutte pour le pouvoir ne s'arrête jamais. Toutefois, la démocratie est conçue de façon à ce que cette lutte pour le pouvoir se déroule de façon digne et civilisée dans l'intérêt des citoyens et de la société dans son ensemble. Ce résultat est garanti par l'équilibre des pouvoirs, par le travail de médias libres, par des élections libres, par la garantie constitutionnelle des droits et des libertés des citoyens et par d'autres mécanismes de contrôle et de correction.

Un système démocratique se définit principalement par les compétences des principales institutions (Président, gouvernement, Parlement) et par les relations entre ces institutions, mais aussi par les caractéristiques de son système électoral, le rôle des tribunaux et de nombreux autres aspects. Dans les jeunes démocraties, ces compétences et ces relations sont souvent définies très rapidement dans la période qui suit immédiatement l'instauration du régime démocratique. Il est donc recommandé d'avoir bien conscience des différents résultats que peut entraîner la définition de ces rôles.



Invasion de la Tchécoslovaquie en août 1968.



Le Président de la Tchécoslovaquie communiste, Gustáv Husák, assiste au défilé du 1er mai en compagnie des autres chefs du Parti communiste tchécoslovaque (KSČ).



Procès de Milada Horáková.



Le Président de la Tchécoslovaquie communiste Klement Gottwald.



Le Président tchèque, Václav Havel.



Manifestation de soutien à Václav Havel en tant que Président de la Tchécoslovaquie.



Place de la Vieille Ville, à Prague, le 30 août 2004. Des citoyens tchèques se sont réunis pour célébrer l'adhésion de la République tchèque à l'Union européenne.



Le Secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, en compagnie du Premier ministre tchèque, Miloš Zeman.

En Tchécoslovaquie, et plus tard en République tchèque, la définition de ces paramètres fondamentaux du système démocratique a fait l'objet de luttes acharnées qui ont fini par provoquer la désintégration de la Tchécoslovaquie en deux États souverains différents. Ce combat politique s'est déroulé principalement entre les différentes institutions, mais aussi entre les différents courants politiques. Ce système s'est toutefois stabilisé progressivement, et il fonctionne aujourd'hui sans grands accroc.

La Tchécoslovaquie et la République tchèque ont connu une lutte intense qui a opposé le Président au Parlement. Ce conflit était, dans une certaine mesure, naturel. Václav Havel, la figure de proue des dissidents, symbolisait la révolution victorieuse. Cinq semaines à peine après la révolution, il a été élu au poste de Président par le Parlement. Il a occupé cette fonction pendant un total de 13 ans, avec une seule interruption de six mois. À une époque de bouleversements politiques et économiques, il représentait une autorité naturelle et jouissait du respect d'une grande partie de la population.

Le Parlement, par contre, n'a jamais représenté une telle autorité aux yeux de la population. Même le Parlement élu à l'occasion d'élections libres est devenu impopulaire dès qu'il a manifesté une polarisation accrue. L'opinion publique n'était pas prête à assister à des confrontations politiques ouvertes. Le Parlement a ainsi acquis rapidement la réputation d'un endroit où les députés ne font rien d'autre que de se quereller. Sa crédibilité aux yeux du public en a beaucoup souffert.

Dès sa création en 1918 cependant, le système constitutionnel tchécoslovaque avait toujours reposé sur le principe de la démocratie parlementaire. Ce système, sous une forme réprimée, a même survécu au régime communiste et a été rétabli après la révolution de 1989. Par la suite, ce système a entraîné des conflits de compétences considérables entre le Parlement et le Président. Seule la désintégration de la Tchécoslovaquie et l'adoption de nouvelles Constitutions par les deux républiques souveraines a permis de résoudre cette situation conflictuelle en limitant le rôle du Président et en accordant une plus grande importance au Premier ministre, qui est responsable vis-à-vis du Parlement.

Dans une démocratie parlementaire, l'un des rôles essentiels du Parlement est de contrôler le pouvoir exécutif. Depuis 1990, les médias et le public ont toujours critiqué la façon dont le Parlement remplissait ce rôle. Une transformation radicale de l'économie s'est déroulée



après 1990, consistant principalement en la privatisation du patrimoine considérable de l'État. Ce processus a inévitablement donné lieu à des erreurs, qui ont à leur tour eu une incidence sur les activités de la législature et sur son attitude vis-à-vis du gouvernement.

Au tout début de la démocratie, les relations entre le gouvernement et le Parlement étaient fortement déséquilibrées. Le gouvernement n'était pas suffisamment représentatif, ce qui fait qu'une grande partie des projets de loi, dont certains projets d'une importance capitale, ont été réécrits par le Parlement au point d'en devenir méconnaissables. Il est aussi arrivé fréquemment que le Parlement prenne seul l'initiative et adopte une loi que le gouvernement ne souhaitait pas. Avec le temps cependant, la situation a évolué pour donner au gouvernement la principale initiative en matière de législation. Les partis politiques ont acquis progressivement une influence suffisante pour dissuader dans une large mesure leurs députés de lancer seuls des initiatives législatives, comme ils avaient pu le faire juste après la révolution.

Après la formation d'un gouvernement de coalition et d'une opposition, la culture parlementaire a également commencé à se cristalliser. En conséquence, le contrôle du gouvernement est principalement exercé par les partis d'opposition et par leurs députés au sein du Parlement. Une pratique s'est établie selon laquelle les députés des partis du gouvernement n'adressent pas de questions officielles à «leurs» Ministres au sein du gouvernement. Par conséquent, les députés de l'opposition sont presque toujours les seuls à poser des questions formelles aux Ministres. En matière législative par contre, les députés des partis au pouvoir ont acquis une position importante et la possibilité d'influencer la forme définitive des lois. Les députés de l'opposition n'ont presque jamais cette possibilité, dans la mesure où leurs propositions d'amendements sont généralement rejetées par la majorité gouvernementale.

De 1990 à nos jours cependant, les relations entre le gouvernement et le Parlement ont généralement été bonnes. Aucune motion de censure n'a encore été adoptée contre un gouvernement, bien que plusieurs aient déjà été déposées. Dans les cas où le gouvernement est tombé en cours de législature, le problème a été résolu par le Parlement sans gros problèmes et en bon ordre.

Les relations entre le Parlement et le Président ont également connu une évolution compliquée après 1989. La première grande étape de cette évolution a été l'élection du premier Président

non communiste peu après la Révolution de velours, en 1989. Gustáv Husák, le dernier Président communiste, a démissionné volontairement après avoir nommé un gouvernement non communiste. L'ancien Parlement, encore dominé par les communistes, a été contraint de désigner un nouveau Président. Après quelques hésitations, et après des négociations avec son homologue slovaque Public contre la violence, le Forum civique a nommé au poste de Président Havel, la figure de proue de la Révolution de velours. Au terme de négociations compliquées, un accord a finalement été conclu et Václav Havel est devenu Président en décembre 1989.

Après les élections de 1990, une nouvelle élection présidentielle a eu lieu par souci de légitimité démocratique, et Václav Havel a été réélu. Dès le printemps 1990 cependant, une crise a éclaté entre le Président et le Parlement. Cette crise a été provoquée par la proposition, déposée par le Président, de modifier le nom du pays. Le Président a proposé de supprimer le terme «socialiste» du nom du pays et de lui rendre son appellation traditionnelle de «République tchécoslovaque». Les députés slovaques se sont toutefois opposés à cette solution, et ont finalement obtenu l'adoption du nom «République fédérale tchèque et slovaque».

À la suite des élections parlementaires de 1992, Václav Havel a démissionné du poste de Président de la Tchécoslovaquie en juillet. Après la scission de la fédération en deux États souverains et après l'adoption d'une nouvelle constitution tchèque, Václav Havel a décidé de se porter à nouveau candidat au poste de Président. Début 1993, il a été élu pour un mandat de cinq ans. Il a été élu au poste de Président tchèque une deuxième fois en 1998, et a terminé son mandat présidentiel en février 2003.

Sa présidence a été marquée par des conflits de compétences avec les gouvernements et les Parlements successifs. Ces conflits concernaient principalement les points suivants:

- > le rôle du Président dans la formation du gouvernement (notamment en ce qui concerne la désignation du Premier ministre);
- > la pratique selon laquelle le Président désigne les membres de la Cour constitutionnelle et du Conseil bancaire de la banque centrale.

Ces conflits ont été provoqués en partie par une définition ambiguë de ces procédures dans la Constitution tchèque, et en partie par des conceptions politiques différentes du rôle de ces institutions.

Le problème de la crédibilité du Parlement aux yeux de l'opinion publique est un phénomène très complexe. Plusieurs évolutions simultanées en apportent la preuve. De façon strictement objective, il y a tout d'abord la chute du taux de participation aux élections législatives, et plus généralement aux élections à tous les organes représentatifs. Ce phénomène est d'autant plus particulier que la principale revendication des citoyens lors de la Révolution de velours était de pouvoir participer à des élections libres. Une fois que ces élections libres ont été instaurées, l'intérêt des citoyens a commencé à décliner. Le taux de participation a diminué systématiquement lors de chaque élection parlementaire. Au cours des premières élections parlementaires, le taux de participation était de 96,8 %. Lors des dernières élections parlementaires de 2002, le taux de participation n'était plus que de 58 % des électeurs.

Le problème de la crédibilité du Parlement est étroitement lié au processus compliqué de création des partis politiques démocratiques. Dans une démocratie parlementaire libre, personne n'est obligé de participer aux élections et l'État ne peut pas punir ceux qui ne participent pas aux élections, comme c'était le cas à l'époque totalitaire. En principe les partis politiques sont supposés être les principaux acteurs du processus. Ils doivent proposer des programmes susceptibles d'attirer un maximum d'électeurs vers les urnes. Mais le problème est généralement que la population a des attentes extrêmement élevées qui sont incompatibles avec la réalité économique et avec les possibilités réelles de l'État.

Au cours de la Révolution de velours et des quelques mois qui ont suivi, beaucoup pensaient que la Tchécoslovaquie parviendrait en quelques années à peine à atteindre un niveau de vie comparable à celui des pays d'Europe de l'Ouest. Lorsque la réalité a déçu ces attentes, une grande partie de l'opinion publique en a rejeté la responsabilité et la frustration sur le personnel politique et sur le Parlement dans son ensemble.

Une partie des critiques à l'encontre du Parlement provenait, et provient encore aujourd'hui, des partisans des mouvances non démocratiques et de l'ancien régime. Ces critiques sont généralement très superficielles et mettent en exergue des sujets qui attisent l'intérêt des médias, comme les salaires des politiciens, les privilèges qui leur sont accordés, par exemple la gratuité des transports, ou encore la réalisation pratique de leurs activités. Ces sujets suscitent souvent une critique démagogique du parlementarisme. Le résultat de cette critique, souvent justifiée, est la frustration des électeurs et leur réticence à participer aux élections. Les électeurs considèrent que les politiciens de tous les partis sont les mêmes et ne méritent aucun soutien.

VII. LA TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE

Les changements survenus en Tchécoslovaquie en 1989 reposent sur l'abandon de tous les principes du régime totalitaire et le rétablissement progressif de la démocratie et de l'économie de marché. Dans le domaine constitutionnel et juridique, le rôle prépondérant du KSČ a été abrogé immédiatement et le Parlement et le gouvernement ont repris un fonctionnement normal. En matière économique, la propriété privée et l'entreprise privée ont été rétablies. Cela a donné lieu à une privatisation massive de tous les secteurs de l'économie tchécoslovaque. En matière de politique étrangère, le pays a obtenu le départ rapide de l'armée soviétique, et la pacte de Varsovie ainsi que le Conseil d'assistance économique mutuelle ont été dissous.

Les dirigeants politiques du nouveau régime étaient tous convaincus qu'il était absolument nécessaire de modifier la politique économique tchécoslovaque. Par contre, les opinions des différents courants politiques variaient considérablement quant à la façon de procéder à cette transformation. Les différents partis étaient d'accord sur la nécessité de mettre fin à la planification centrale de l'économie, d'autoriser les entreprises privées et de privatiser l'économie, qui avait été entièrement nationalisée sous le régime communiste. C'est le gouvernement qui a lancé les différentes étapes de la réforme économique, mais l'Assemblée fédérale et les Conseils nationaux avaient le dernier mot.

Le nouveau gouvernement tchécoslovaque a commencé par mettre en œuvre les réformes qui faisaient l'unanimité parmi les politiciens du nouveau régime. L'une des premières mesures prises par le nouveau gouvernement a donc été de dissoudre tous les organismes chargés de la planification économique. En Tchécoslovaquie, il s'agissait donc de dissoudre la Commission d'État à la planification, qui déterminait jusque là ce qu'il fallait produire et comment, ainsi que le Bureau fédéral des prix, qui avait été chargé de définir les prix de toutes sortes de biens et de services. Au niveau international, la transformation de la politique économique de la Tchécoslovaquie et des politiques économiques des pays de l'ancien bloc soviétique en Europe centrale et de l'Est a entraîné la dissolution du Conseil d'assistance économique mutuelle, une organisation totalitaire chargée de coordonner les politiques économiques de tous les pays du bloc soviétique.

Tous les partis étaient également d'accord sur la nécessité d'autoriser à nouveau l'entreprise privée, après quarante ans d'interdiction. Au début de l'année 1990, des magasins privés puis d'autres entreprises privées ont fait leur apparition en Tchécoslovaquie. Parallèlement, le gouvernement a lancé le programme de privatisation de l'économie tchécoslovaque. En Europe, la Tchécoslovaquie était avec l'URSS le pays où l'économie avait été le plus largement nationalisée, et où le secteur privé avait presque complètement disparu. Le nouveau gouvernement souhaitait modifier fondamentalement la structure de la propriété dans l'économie tchécoslovaque, car il était convaincu que les entreprises privées auraient un impact positif sur l'évolution de l'économie tchécoslovaque.

Quatre méthodes principales ont été utilisées pour la privatisation. La première de ces méthodes est ce que l'on appelait «petite privatisation». Elle consistait à vendre aux enchères publiques les petits magasins et les petites entreprises qui appartenaient précédemment à l'État. La petite privatisation a été pratiquée principalement dans le commerce et les services, et elle a été généralement rapide et réussie. Au cours des deux années environ qu'a duré cette privatisation, plusieurs milliers d'unités d'exploitation ont été privatisées.

La deuxième méthode de privatisation consistait à restituer les biens nationalisés à leurs propriétaires originaux. Cette méthode était basée sur la restitution à leurs propriétaires originaux des biens nationalisés après le 25 décembre 1948 (après l'instauration du régime totalitaire en Tchécoslovaquie). Cette loi a entraîné la restitution de plusieurs milliers d'infrastructures commerciales qui avaient précédemment été gérées par l'État. Cette méthode rapide a permis de créer un groupe de propriétaires de biens immobiliers et d'infrastructures commerciales capables de s'adapter rapidement au marché libre.

La troisième de ces méthodes était ce que l'on appelait la «privatisation par coupons». Ce mode de privatisation concernait principalement les grandes entreprises industrielles, commerciales, bancaires et agricoles. Le gouvernement a dressé une liste de plusieurs centaines d'entreprises nationalisées, les a converties en sociétés par actions et a distribué parmi les citoyens des documents appelés «livrets de coupons» en échange d'un droit d'inscription très modeste de 1 000 CZK (environ 40 USD). Plusieurs cycles de vente aux enchères ont ensuite été organisés pour vendre les actions de ces nouvelles entreprises. Ce processus a transformé les entreprises d'État en entreprises privées possédant de nombreux actionnaires minoritaires. Parallèlement à ce

processus, un marché boursier a été créé ainsi qu'un système appelé «RM-System» permettant l'échange de ces nouvelles actions. Un marché de titres classique a ensuite été mis sur pieds.

La quatrième et dernière méthode de privatisation a consisté en la vente directe de certaines entreprises via des appels d'offres organisés par le gouvernement. L'exemple le plus réussi d'une telle privatisation est la vente de ŠKODA, le seul fabricant automobile tchécoslovaque, au groupe allemand Volkswagen. Mais la méthode de la vente directe a également été utilisée pour des centaines d'autres entreprises plus petites. Faute de capitaux suffisants en Tchécoslovaquie, ces entreprises ont souvent été vendues à des propriétaires étrangers.

Outre la privatisation, la Tchécoslovaquie a également connu une libéralisation et une dérégulation importantes de l'économie. La libéralisation des prix a été le facteur le plus important pour l'évolution de l'économie. Du temps du régime totalitaire, les prix étaient entièrement contrôlés par le Bureau fédéral des prix. Un producteur n'avait pas le droit de déterminer le prix de ses marchandises. Ce principe a été complètement abandonné au profit d'un système libéral dans lequel le producteur détermine le prix de son produit ou de son service selon sa propre évaluation du marché. À quelques exceptions près (en matière de logement et d'approvisionnement des particuliers en eau, électricité et gaz), les prix ont été complètement libéralisés. Étant donné que les prix avaient été maintenus à un niveau artificiellement bas à l'époque totalitaire, ils ont augmenté d'environ 60 % dès les premières phases de la libéralisation. Ils se sont ensuite stabilisés et le taux d'inflation a chuté progressivement jusqu'à environ 10 % par an. Environ 10 ans après le changement de régime, l'inflation est descendue à environ 5 % par an.

VIII. AFFRONTER L'HÉRITAGE DU PASSÉ

Au cours des premières années suivant la révolution, le pouvoir législatif a permis d'affronter en partie au moins l'héritage du passé. De façon générale, on peut considérer qu'aucun autre Parlement n'a cherché à affronter le passé communiste avec autant de vigueur que l'Assemblée fédérale de 1990 à 1992. Surmonter l'héritage d'un régime totalitaire est un processus de longue haleine, qui a commencé en Tchécoslovaquie en 1989 et qui se poursuit encore aujourd'hui. Rétrospectivement, les mesures suivantes prises par le nouveau régime paraissent positives:

- > La loi relative à la restitution des biens a fait en sorte que les biens soient restitués à ceux auxquels le régime totalitaire les avait confisqués afin de les nationaliser. Cette restitution s'est appliquée aux terres tout comme aux biens immobiliers et aux entreprises. Ceci a permis de trouver rapidement des propriétaires soucieux de faire fructifier ces biens, ce qui a jeté les bases du rétablissement de l'économie de marché.
- > La loi de sélection a fait en sorte que ceux qui avaient fait partie des services de renseignement, ceux qui avaient collaboré avec ces services ainsi que les principaux responsables de l'ancien régime ne puissent pas être nommés à des postes importants de l'administration publique. Cette loi a permis de débarrasser progressivement l'administration publique des hauts fonctionnaires de l'ancien régime. Toutefois, la loi de sélection ne s'applique pas aux élections, ce qui a permis à plusieurs collaborateurs des services de la sûreté de l'État de devenir députés au Parlement tchèque.
- > La dissolution des institutions de l'ancien régime et l'abandon de ses symboles se sont également révélés efficaces. Ce processus a consisté principalement à rebaptiser toutes les institutions et à leur rendre les noms qu'elles avaient portés avant l'instauration du régime communiste. C'est ainsi par exemple que les responsables des villes et communes ont de nouveau été appelés maires. Le mot «socialiste» a été supprimé du nom de l'État, et les jours fériés ainsi que le contenu de tous les manuels scolaires ont été rapidement modifiés.
- > La réhabilitation extrajudiciaire est le processus par lequel les condamnations injustes de toute la période communistes ont été annulées par la loi. L'annulation des condamnations s'est accompagnée d'indemnisations financières pour les années passées en prison. Petit à petit, tous les groupes de personnes victimes du régime totalitaire ont obtenu une indemnisation.

IX. LA DISSOLUTION PACIFIQUE DE LA TCHÉCOSLOVAQUIE

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, la République tchèque doit son existence aux Slovaques. Très peu de temps après la révolution de 1989, il est devenu manifeste que les élites politiques slovaques se sentaient à l'étroit en Tchécoslovaquie. Tout a commencé au printemps 1990, lorsque l'Assemblée fédérale a lancé le débat sur la proposition du Président Václav Havel

de supprimer le mot «socialiste» du nom du pays. Le Président envisageait de rebaptiser le pays en «République tchécoslovaque». Les députés slovaques ont cependant rejeté cette appellation et, après de longues discussions, l'appellation un peu maladroite «République fédérale tchèque et slovaque» a été adoptée. Ce conflit relatif au nom du pays a lancé le processus de désintégration de la Tchécoslovaquie, qui était selon moi inévitable étant donné la situation politique de l'époque.

Les élites politiques slovaques ont été les principaux instigateurs de la désintégration de la Tchécoslovaquie. Ces élites défendaient les véritables intérêts des électeurs slovaques, qui étaient nettement moins dégoûtés par la période 1968-1989 que les Tchèques. La perception différente de cette période historique dans les deux parties de la fédération a été la principale raison de la scission du pays. Alors que la société tchèque a connu l'une des périodes les plus sombres de son histoire récente après 1968, la société slovaque a connu au cours de cette période un réel progrès. La fédéralisation de la Tchécoslovaquie effectuée en 1968 a permis la modernisation de la Slovaquie ainsi qu'un transfert de fonds massif depuis la République tchèque vers la Slovaquie. La Slovaquie a également profité de sa position géographique au sein du pacte de Varsovie. Les grandes usines d'armement tchécoslovaques ont été construites en Slovaquie afin d'assurer leur protection lors d'un conflit armé éventuel à la frontière entre la République socialiste tchécoslovaque et la République fédérale d'Allemagne.

Cette différence de perception de l'histoire commune a été l'un des facteurs importants qui ont contribué à la scission de la Tchécoslovaquie. Les opinions des deux parties quant aux personnages les plus importants de l'histoire tchécoslovaque moderne illustrent parfaitement cette divergence. Alors que les Tchèques considèrent que le Tchèque le plus important du XX^e siècle est Tomáš G. Masaryk, pour les Slovaques il s'agit d'Alexander Dubček. Pour les Tchèques, le personnage le plus important est le fondateur de la Tchécoslovaquie. Pour les Slovaques, la figure la plus importante est celui qui a obtenu la fédéralisation de la Tchécoslovaquie. Cette divergence est également à la base de perceptions différentes de l'État. Les Tchèques considéraient la Tchécoslovaquie comme leur pays, et s'identifiaient complètement à lui. Les Slovaques ne partageaient pas ce sentiment. Leur principale préoccupation a toujours été la Slovaquie, et la Tchécoslovaquie ne représentait pour eux qu'une sorte de protection collective.

Ces différences d'attitude envers l'État se sont manifestées lors de la campagne des élections parlementaires de juin 1990. Pendant cette campagne, le Forum civique a affiché le slogan «Retour vers l'Europe» dans toute la République tchèque. Le principal mouvement politique slovaque, Public contre la violence,



a quant à lui utilisé un slogan différent: «Bonjour à toi, Slovaquie». Les accents de ces deux slogans électoraux montrent clairement que les élites politiques tchèques et slovaques poursuivaient des objectifs différents. Cette différence a entraîné peu après la désintégration de la Tchécoslovaquie.

La désintégration de la Tchécoslovaquie, qui s'est déroulée en six mois à peine, est le résultat d'un accord entre les représentants politiques de la République tchèque et ceux de la République slovaque. La séparation a été fixée au 1^{er} janvier 1993. Les deux républiques nouvellement créées ont succédé légalement à la Tchécoslovaquie. Cette succession était très importante pour les deux pays. Le fait de succéder légalement à la Tchécoslovaquie représentait pour les Slovaques une protection contre toute revendication éventuelle de la Hongrie, et pour la République tchèque une protection contre les revendications possibles de l'Allemagne. Les délégations politiques des deux nouveaux États ont décidé de se soutenir mutuellement vis-à-vis des pays tiers dans toutes les questions relatives à leur passé commun. Cet accord existe encore aujourd'hui et a donné de bons résultats pour les deux pays.

La République tchèque est entrée sur la scène politique mondiale le 1^{er} janvier 1993 et s'est montrée très active dès les premiers jours. Elle a surmonté assez rapidement les problèmes liés à la renégociation de tous les traités internationaux. Les traités les plus importants ont été ceux conclus avec l'Allemagne et avec la Communauté européenne. Après sa création, la République tchèque a rapidement gagné la confiance de la communauté internationale. La meilleure preuve en est son élection, en 1994, comme membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU.

Dès sa création le 1^{er} janvier 1993, la République tchèque a poursuivi l'objectif de s'intégrer aux organisations internationales de l'Occident démocratique. Son adhésion à l'OTAN, en 1999, a constitué la première étape de ce processus. La dernière étape a été l'adhésion de la République tchèque à l'Union européenne en 2004.

En matière de politique étrangère, la République slovaque s'est trouvée dans une situation plus compliquée. Les gouvernements Mečiar ont plutôt éloigné la Slovaquie des institutions de l'Occident démocratique. Il a donc fallu plus longtemps à la Slovaquie pour rejoindre l'OCDE et l'OTAN. La Slovaquie a rejoint l'OCDE et l'OTAN respectivement en 2000 et 2004. La Slovaquie a adhéré à l'Union européenne en 2004. Les deux États successeurs de la Tchécoslovaquie ont ainsi rejoint la même famille d'États démocratiques européens.

***Milada Horáková**, femme politique tchécoslovaque accusée de conspiration et de trahison par les communistes et exécutée en 1950. Elle a étudié le droit à l'Université Charles de Prague. L'année de son diplôme, en 1926, elle a adhéré au Parti national socialiste tchécoslovaque. En 1940, elle a été arrêtée par la Gestapo et initialement condamnée à mort. Elle a été élue au Parlement en 1945 et arrêtée en 1949 en tant que dirigeante d'une conspiration présumée contre le régime communiste. Son procès a été mis en scène par des conseillers soviétiques. Elle a été pendue dans la prison de Pankrác le 27 juin 1950.*

***Václav Havel**, écrivain, dramaturge et ancien Président de la Tchécoslovaquie et de la République tchèque. En 1977, sa participation au manifeste des droits de l'homme «Charte 77» lui a valu une renommée internationale en tant que chef de file de l'opposition tchécoslovaque. Elle lui a également valu un séjour en prison. En 1989, il est devenu la figure de proue de la Révolution de velours.*

Liste des abréviations

KSČ	Komunistická strana Československa – Parti communiste de Tchécoslovaquie
OF	Občianské fórum - Forum civique
VPN	Verejnosť proti násiliu - Public contre la violence
ODS	Občanská demokratická strana - Parti civique démocrate
ČSSD	Česká strana sociálně demokratická – Parti social-démocrate tchèque



ROUMANIE: DE LA DÉMOCRATIE AU TOTALITARISME ET INVERSEMENT

Virgil Tarau

République de Roumanie

Superficie: 238 390 km²

Population: 21 266 700 (2006)

Capitale: Bucarest

Langue officielle: le roumain

Monnaie: le Leu (ROL)

Régime politique: République parlementaire

Adhésion à l'UE: 01.01.2007

I. INTRODUCTION

Considérée à l'origine comme une action commune et complémentaire à la participation à l'OTAN, l'adhésion de la Roumanie à l'UE s'est avérée un processus long et difficile. La Roumanie a remis sa demande d'adhésion le 22 juin 1995 et a obtenu le statut de pays candidat en décembre 1999, lorsque le Conseil européen réuni à Helsinki a décidé d'entamer les négociations avec la Roumanie, la Slovaquie, la Lettonie, la Lituanie, la Bulgarie et Malte en février 2000. Pour devenir membre de l'Union, la Roumanie devait respecter les critères de Copenhague: des critères politiques (des institutions stables garantissant la démocratie, l'état de droit, le respect et la protection des minorités), économiques (une économie de marché fonctionnelle, capable de faire face à la concurrence dans l'Union) et juridico-administratifs (structures administratives capables de transposer et de mettre en œuvre l'acquis des traités constitutifs, la législation adoptée conformément à ces traités et la jurisprudence de la Cour de justice européenne).

Les négociations d'adhésion ont débuté le 15 février 2000 et se sont achevées à la fin 2004. Sur les 31 chapitres négociés, ceux qui ont posé le plus de problèmes concernaient la justice et les affaires intérieures, l'agriculture, l'énergie et la concurrence. Pour faciliter les négociations d'adhésion, une stratégie de préadhésion a été mise en place, basée sur les accords d'association. À la fin de ces négociations, la Roumanie a signé le traité d'adhésion à l'UE le 25 avril 2005.

Le retour de la Roumanie au sein des structures européennes illustre non seulement une dimension de la politique étrangère, mais aussi la difficile transition après le communisme. Le chemin du retour à la démocratie a été long, alors que ce régime avait été instauré en Roumanie au cours de la deuxième moitié du dix-neuvième siècle.

II. D'UN ÉTAT MODERNE À UN RÉGIME TOTALITAIRE

En dehors des longs processus inhérents à l'évolution des systèmes économiques et sociaux, l'histoire contemporaine de l'Europe est définie par plusieurs moments politiques importants. Ces événements, des révolutions de 1848 aux deux guerres mondiales du vingtième siècle, en passant par la guerre franco-allemande et la guerre russo ottomane à la fin du dix-neuvième siècle, permettent d'observer les destinées communes et divergentes des États européens.

Au milieu du dix-neuvième siècle, dans une Europe marquée par l'apparition d'États basés sur des principes politiques modernes, l'État roumain moderne a été créé au croisement de trois empires: l'Empire ottoman, l'Empire russe et l'Empire austro hongrois. Après le traité de Paris de 1856, les principautés de Valachie et de Moldavie entrent sous le protectorat des puissances européennes et peu après, sont unifiées sous l'égide d'Alexandru Ioan Cuza. Après son indépendance en 1878 et sa reconnaissance en tant que royaume souverain en 1881, l'État roumain entre dans une période de réformes politiques, économiques et sociales.

À l'issue de la conférence de paix de Paris, qui met fin à la Première Guerre mondiale, le gouvernement roumain est parvenu à rassembler pratiquement tous les Roumains de souche à l'intérieur des mêmes frontières. La consolidation territoriale est suivie de réformes politiques, économiques et politiques. Si l'unification politique a été accomplie relativement tôt, grâce aux

actes administratifs de 1919-1920 et à la réforme constitutionnelle de 1923, l'évolution sociale, économique et judiciaire a été progressive. Toutefois, ces transformations ont principalement affecté le milieu urbain et moins la campagne, en raison de ses racines traditionnalistes et conservatrices. Dans ses limites, le régime politique roumain a évolué vers un paradigme démocratique jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale. Les pays de l'Europe centrale et orientale ont été, année après année, soumis à l'autoritarisme et ont dû renoncer à la démocratie. Seules la Roumanie et la Tchécoslovaquie respectaient les principes démocratiques à la fin de la Première Guerre mondiale.

Les changements apparus en Europe dans les années 30 et 40 ont également influencé le royaume de Roumanie. La démocratie parlementaire a laissé la place à une dictature à Bucarest, comme dans de nombreuses autres capitales européennes. Il a fallu six ans (23 août 1944) pour que la Roumanie mette fin à sa guerre contre les Alliés et parvienne à la paix. Le renversement du régime du maréchal Ion Antonescu, sans l'aide des Soviétiques, permit aux élites politiques de l'entre-deux-guerres et à la monarchie, sous l'égide du roi Michel I, de renouer le lien constitutionnel avec le régime démocratique de l'entre-deux-guerres. Si, dans d'autres pays d'Europe de l'Est, les élites cherchaient une «troisième voie» entre le communisme et le capitalisme, la majorité de la société roumaine souhaitait revenir aux valeurs du système politique démocratique constitutionnel, déstructuré après 1938. En conséquence, lorsque l'armée russe entra à Bucarest en septembre 1944, elle y trouva des institutions centrales et responsables, ainsi que des autorités jouissant d'un soutien populaire et représentant l'État roumain indépendant.

Malgré cela, les institutions démocratiques roumaines subirent des pressions idéologiques constantes, avec l'appui direct de l'Union soviétique, visant à les transformer selon les désirs des dirigeants communistes. À l'automne 1944, les communistes roumains, directement soutenus par les représentants soviétiques à la commission de contrôle alliée, parvenaient à obtenir une représentation accrue dans les structures gouvernementales. Le régime politique roumain devint extrêmement instable et le resta jusqu'au printemps 1945 en raison des conditions imposées par les Soviétiques et des actions menées par les communistes roumains en vue de renforcer leur représentation au sein de l'exécutif. L'effet combiné de ces deux facteurs causa la chute de trois gouvernements entre août 1944 et février 1945. À la fin février 1945, les Soviétiques imposèrent l'institution d'un gouvernement non représentatif en Roumanie, sous la présidence de Petru Groza, gouvernement dominé par les communistes, ignorant et bafouant les principes assumés par Staline lors de la conférence de Yalta.

L'éviction des partis démocratiques (Parti national paysan et Parti national libéral) des structures gouvernementales fut bientôt suivie par l'introduction de plusieurs mesures populistes visant à gagner des partisans en faveur du gouvernement Groza, à côté des moyens répressifs mis en œuvre pour marginaliser les anciennes élites. La purge de l'administration publique, du judiciaire, de la police et de l'armée, soutenue par une campagne agressive de monopolisation des communications et des transports, entraîna la détérioration de l'environnement politique à l'été 1945. Le roi Michel essayait d'arranger la situation. Le 21 août 1945, il décrétait la «grève royale» en refusant de signer tout acte du gouvernement jusqu'à ce que ce dernier soit réorganisé dans le respect des principes de Yalta. L'action du roi n'eut aucune conséquence pratique, puisque les promesses faites après la conférence de Moscou en décembre ne furent point tenues par les dirigeants communistes à Bucarest. Sans aucun soutien social, ceux-ci ont, avec de belles paroles, laissé croire à des évolutions démocratiques jusqu'aux élections parlementaires du 19 novembre 1946. Les élections donnèrent aux communistes une apparente légitimité... grâce à une fraude électorale à grande échelle. Même si les puissances occidentales étaient au courant de la violation des critères démocratiques en matière d'élections, dans le contexte de la détérioration des rapports internationaux et du début de la Guerre froide, elles reconnurent le résultat des élections.

Suite à cette victoire électorale, le Parti communiste oublia toute retenue et lança une campagne agressive contre tout individu considéré comme opposant.

L'année 1947 marqua le passage d'un régime de «démocratie populaire» à la «dictature du prolétariat». À la fin de l'année, les institutions politiques de l'État démocratique étaient supprimées, la monarchie remplacée par une république, et le Parlement devenu la Grande Assemblée nationale. Les partis politiques traditionnels étaient supprimés ou marginalisés. Les structures spécifiques de la société civile et les différents types d'associations furent dissous au deuxième semestre de 1947. En dehors des transformations institutionnelles et des processus d'altération des structures économiques, la terreur à l'encontre des citoyens était totale. En 1947, cinq campagnes d'arrestations à grande échelle pour motifs politiques furent lancées. En février et en mai 1947, le gouvernement communiste s'en prit aux sympathisants et aux membres locaux du Parti national paysan et du Parti national libéral. Les arrestations et les peines d'emprisonnement en pénitencier ne résultaient pas de procédures judiciaires, mais étaient dictées par deux décrets secrets (n° 50 000 de janvier 1947 et n° 18 000 de mai 1947) du ministère de l'intérieur. Plus de 100 000 personnes furent victimes de ces

actions. La campagne de destruction du Parti national paysan fut lancée à l'été 1947. Ses dirigeants furent arrêtés et condamnés pour «trahison nationale». La violence se poursuivit avec intensité en parallèle avec les actions des autorités communistes en vue d'homogénéiser la société roumaine. Le processus de paupérisation, qui avait débuté avec la destruction des assises économiques des anciennes élites par la réforme monétaire d'août 1947 se poursuivit par l'introduction de méthodes de taxation progressive touchant la classe moyenne et la classe supérieure.

III. LA ROUMANIE COMMUNISTE (1948-1989)

Après l'abolition de la monarchie au début de 1948, à l'image des autres États de la région, la Roumanie devint une république populaire. Les caractéristiques du régime communiste roumain sont décrites ci-dessous.

- > La domination d'un «parti unique». Pendant toute cette période, le pouvoir fut exercé, tel un monopole politique, par le Parti communiste roumain (appelé Parti des travailleurs roumains entre 1948 et 1965). Sa domination s'est reflétée dans les trois Constitutions de cette période (1948, 1953 et 1965).
- > L'exercice du pouvoir selon ses propres lois, grâce à sa police secrète (Securitatea), l'aile armée du parti dans le conflit avec ses ennemis réels ou imaginaires.
- > La destruction de la société civile et l'homogénéisation forcée de la population sur la base d'un processus d'ingénierie sociale, dans le but de construire une nation socialiste. L'atomisation sociale et l'absence de toute garantie constitutionnelle concernant le respect des droits et libertés individuels ont généré des abus importants de l'État à l'encontre de ses propres citoyens. De nombreux exemples (crimes, arrestations, condamnations pour motifs politiques, politique d'encouragement des naissances forcées ou rationnement alimentaire) illustrent le mépris du PCR pour le confort et le bonheur du peuple roumain.
- > Le monopole des moyens de communication, l'affirmation de la suprématie de l'idéologie communiste par la propagande et le contrôle de toutes les formes de communication au public par la censure.
- > La généralisation de la répression contre tous ceux qui s'opposent ou sont incapables d'adhérer aux valeurs et principes de l'idéologie marxiste-léniniste. Les instruments de répression,

la police secrète, la Militia et le système judiciaire étaient totalement subordonnés à l'idéologie et aux besoins pratiques du PCR. Conséquence des actions brutales menées par ces institutions, plus de 500 000 citoyens roumains ont été enfermés dans des pénitenciers jusqu'en 1964, un véritable goulag roumain.

- > L'éloignement des principes de l'économie de marché et l'imposition d'un modèle économique centralisé similaire à celui de l'Union soviétique. La planification centralisée, l'industrialisation et la collectivisation de l'agriculture étaient les piliers de ce système économique.
- > La liquidation de l'état de droit, la subordination de la justice pour légitimer et masquer la terreur, le contrôle politique de tous les moyens de coercition.
- > Une politique étrangère soumise aux intérêts soviétiques jusqu'au début des années 60, suivie par une autonomie relative de la Roumanie sur la scène internationale dans les années 70 et 80.

Au-delà de ces caractéristiques, l'histoire du régime communiste en Roumanie mérite une analyse du point de vue de ses conséquences sur les institutions, l'économie et la société dans son ensemble. Comme le régime est resté en place plus de 40 ans, les transformations politiques, sociales, économiques et culturelles et les évolutions ont influencé la manière dont la Roumanie a opéré sa transition vers la démocratie.

L'historiographie du régime communiste roumain mentionne trois phases de développement, prenant en compte les évolutions internes ainsi que celles liées à la politique étrangère. Entre 1944 et 1958, la première période, le PCR est parvenu à éliminer ou à marginaliser tous ses opposants par la terreur. Simultanément, on a assisté à la création d'un nouveau cadre constitutionnel correspondant à l'idéologie communiste et à l'intégration des principaux secteurs de la société dans le nouvel ordre sociopolitique. La nationalisation des moyens de production, ainsi que la stabilisation monétaire, la législation concernant les charges industrielles et le début de la planification économique ont détruit une grande partie de la base économique du pays. À la suite de la réorganisation économique, des réformes communistes du système éducatif et culturel ont eu lieu, résultant en une destruction des centres de la société civile et en la subordination de la vie intellectuelle et culturelle. En 1948, le régime communiste adopta la loi sur les confessions religieuses, appelant à la dissolution de l'Église catholique orientale (catholique grecque). La loi visait un autre secteur de la société roumaine, la religion, à savoir un élément récurrent de certaines valeurs traditionnelles et démocratiques. Enfin, une campagne contre

la paysannerie roumaine fut lancée. La collectivisation de l'agriculture dura jusqu'en 1962, un processus douloureux qui a affecté l'essence sociale, économique et humaine du village roumain.

Le processus de réforme de la société roumaine avait été lancé dans le contexte d'une terreur généralisée contre tous ceux qui n'adhéraient pas aux valeurs idéologiques et politiques prônées par les dirigeants communistes. La répression de l'ancienne élite se déroula en trois temps: 1944-1948, 1948-1954 et 1956-1964. Ce n'est qu'en 1955, et seulement cette année-là, que le régime communiste mit un frein à ses politiques répressives pour ne pas peser sur les réunions de Genève. Il nous est difficile de donner le nombre exact des victimes de la répression. Les autorités communistes elles mêmes n'ont pu qu'en donner une estimation. Dans une déclaration de 1952, le Ministre de l'Intérieur Teohari Georgescu affirmait que 100 000 personnes avaient fait l'objet de répressions depuis 1945. Si le nombre des personnes touchées était en évolution constante, les catégories de coupables, définis idéologiquement en termes de «haine de classe», étaient clairement spécifiées, ce qui permet de décrire les étapes des actions menées contre les différentes catégories sociales, économiques et politiques, au moins jusqu'en 1952: hauts fonctionnaires de la période Antonescu, 1945-1946; dirigeants des partis politiques traditionnels, 1946-1952; membres de l'organisation fasciste «la garde de fer», 1944-1952; personnes s'étant publiquement exprimées contre les communistes et leurs alliés au cours des élections de 1946, février et mai 1947; anciens fonctionnaires de l'entre-deux-guerres et élite culturelle et religieuse, 1948-1952. Tous ces individus furent emprisonnés et leurs familles privées des moyens élémentaires de subsistance et déportées ou enfermées administrativement. Il s'agissait en réalité d'une véritable guerre contre tous ceux qui n'adhéraient pas aux valeurs du régime communiste.

L'État roumain dépendait exclusivement de l'Union soviétique et du bloc communiste et était intégré dans les structures de ce dernier, à la fois au niveau politique (Cominform, 1947), économique (Comecon, 1949) et militaire (Organisation du traité de Varsovie, 1955). Les décisions se prenaient souvent à Moscou et s'appliquaient à Bucarest et dans les autres capitales d'Europe de l'Est. La subordination de la Roumanie aux intérêts soviétiques se faisait fortement ressentir dans l'économie roumaine, dont les ressources étaient utilisées conformément aux plans élaborés et aux besoins définis par Moscou. De plus, jusqu'au milieu des années 50, une grande partie des matières premières et des produits des monopoles d'État (finances, transports stratégiques, pétrole, minerais, etc.) étaient exploités conjointement par des sociétés roumaines

et soviétiques. L'économie roumaine a été transformée selon les dogmes du modèle économique stalinien: industrialisation massive, planification rigide et centralisée et collectivisation de l'agriculture. À la fin des années 50, les conséquences étaient catastrophiques. Les conditions de vie empiraient chaque année, alors que la pénurie de biens de base requérait une rationalisation. Les prix des produits de base atteignaient des niveaux similaires à ceux de l'entre-deux-guerres, alors que les salaires avaient baissé de 900 à 1 000 pour cent.

Le gouvernement communiste roumain n'a pas été touché par le processus de déstalinisation qui a affecté certains autres régimes communistes d'Europe de l'Est à la suite de l'arrivée au pouvoir de Nikita Khrouchtchev en Union soviétique. Après avoir obtenu une certaine sécurité personnelle, le gouvernement de Gheorghe Gheorghiu-Dej s'orienta progressivement vers une politique étrangère plus indépendante. Le retrait des troupes russes de Roumanie en 1958 lui conféra une autonomie accrue. Dans les années qui suivirent, Bucarest chercha à asseoir son autonomie économique au sein du Comecon et prit des mesures visant à limiter sa participation à la planification politique et militaire dans le bloc de l'Est. Toutes ces transformations ne modifièrent pas l'essence stalinienne du régime communiste en Roumanie. La terreur restait l'élément dominant. La collectivisation cessa brutalement au début des années 60 et l'industrialisation fut encouragée pour moderniser l'économie et la société roumaines et instaurer une base de masse et une légitimité politique pour créer une société socialiste.

Au début des années 60, les relations entre la Roumanie et l'Union soviétique se sont tendues en raison des conflits au sein du bloc communiste – dont le plus important opposait la Chine à l'Union soviétique – et suite à l'élaboration d'un projet visant à instaurer une «répartition internationale du travail» dans le bloc de l'Est. Un débat ouvert concernant la transformation du bloc de l'Est en un marché économiquement intégré eut lieu entre 1962 et 1964. Le rôle de la Roumanie au sein du nouveau système économique se limitait à fournir des produits agricoles. En avril 1964, les dirigeants communistes roumains décidèrent d'adopter une position claire sur la question en élaborant une déclaration de principes politiques pour affirmer leur indépendance économique vis-à-vis des plans de Moscou. Par la même occasion, ils s'en prirent violemment à l'internationalisme socialiste, en soulignant leur engagement total envers l'indépendance nationale et la souveraineté. En même temps, pour gagner le soutien de la population, les autorités communistes de Roumanie relâchaient le contrôle sur la société en essayant de faire adhérer la majorité des Roumains aux

positions exprimées. La dérussification de la culture, l'ouverture aux valeurs culturelles occidentales et l'assouplissement du contrôle des moyens d'information furent suivis par la grande amnistie. En conséquence, la grande majorité des condamnés politiques – plusieurs centaines de milliers d'entre eux au moins – furent libérés des pénitenciers en 1964. Après 1964, les dirigeants communistes n'ont plus essayé de briser la société roumaine par la terreur, mais plutôt de développer une stratégie de séduction. En plus de la compétence nationale, le communisme roumain ne souhaitait pas uniquement l'émancipation par rapport à la tutelle de Moscou, mais aussi un moyen de se réconcilier, en apparence, avec sa propre population. La pacification proposée aux divers secteurs de la société roumaine visait à renforcer la légitimité du pouvoir communiste, représenté par une élite loyale envers le modèle stalinien de modernisation sociale.

Malgré ses coûts, et ils ont été élevés, la modernisation de la société roumaine au cours des quarante ans de communisme a également été couronnée de réussites, dont les plus marquantes sont les suivantes: urbanisation, modernisation de l'industrie, augmentation massive de l'emploi, équilibre entre la population rurale et urbaine, réduction de l'analphabétisme et augmentation du nombre de personnes ayant suivi un enseignement secondaire et professionnel. Mais les mêmes évolutions ont eu lieu partout dans le monde. Toutefois, les limites de ce processus de modernisation sont également apparues au grand jour. L'obsession des dirigeants d'étendre la classe ouvrière et de bâtir une industrie extensive a constitué un obstacle au développement social et économique d'une économie moderne et efficace. Globalement, le communisme roumain a été une expérience de modernisation ratée, pariant sur la croissance extensive et quantitative de l'industrie, alors que celle-ci ne disposait pas des technologies adéquates, et perpétuant une planification politique excessive. Même si les années 60 et le début des années 70 ont souvent été qualifiées de «période dorée» pour le communisme roumain, cela était dû à une combinaison de différents facteurs: industrialisation (avec l'aide des technologies occidentales) et nationalisme économique, autonomie au sein du bloc soviétique et affirmation des principes de souveraineté nationale, développement du régime au sein de la société.

L'amélioration des conditions de vie, l'accélération du rythme de l'industrialisation, l'urbanisation intensive, corroborées par l'affirmation d'un communisme de type stalinien, bien que nationaliste par essence, ont conféré au régime une certaine dose de légitimité interne ainsi qu'une reconnaissance extérieure des choix non conventionnels opérés par la Roumanie en matière de politique étrangère.

L'ouverture des relations diplomatiques avec l'Allemagne de l'Ouest en janvier 1967, le refus de rompre les relations avec Israël en 1967 et la condamnation de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie en août 1968 améliorèrent l'image des communistes roumains dans les cercles occidentaux. Les visites de haut niveau de dignitaires étrangers, comme celles de Charles de Gaulle, Willy Brandt ou Richard Nixon en Roumanie renforcèrent la position de Bucarest sur la scène internationale. La politique étrangère s'accompagna d'une amélioration relative des relations culturelles avec l'Occident, de l'assouplissement des contrôles internes et de l'intégration continue dans l'économie mondiale. Les accords économiques avec les États de la CEE (1967, produits agricoles et aliments; 1967, textiles; 1978, produits de l'industrie lourde et 1981, produits industriels) ainsi que l'entrée de la Roumanie au sein des organisations financières internationales (Banque mondiale, Fonds monétaire, Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) ou l'octroi du statut de nation la plus favorisée par les États-Unis traduisaient la reconnaissance de la nouvelle position de la Roumanie sur la scène internationale.

Ambitieux et pragmatique, le nouveau dirigeant communiste de Bucarest, Nicolae Ceausescu, essaya même de jouer un rôle actif pour résoudre les conflits internationaux (israélo-arabe, américano-vietnamien) et d'être parmi les promoteurs de la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (1975, acte final d'Helsinki). Il parvint à capitaliser sur ses succès internationaux et à les utiliser pour renforcer sa légitimité nationale.

Toutefois, si, à l'étranger, la Roumanie parvenait à conserver une image privilégiée jusqu'à la fin des années 70, voire jusqu'au milieu des années 80, au niveau interne, les évolutions mirent le pays dans une position totalement différente. Après une brève période caractérisée par des mesures de libéralisation, Ceausescu en revint au paradigme de développement stalinien. En réalité, alors que les pays d'Europe de l'Est essayaient, par le biais de réformes, de stabiliser l'écart et le déficit de modernisation par rapport aux pays occidentaux, la Roumanie revenait aux dogmes staliniens de la modernisation, avec notamment l'accélération de l'industrialisation. Ceausescu a développé un projet personnel de modernisation forcée en Roumanie. L'accélération des investissements industriels, surtout dans l'industrie lourde, et l'ambition de naturaliser la technologie et les produits nécessaires à cette modernisation conduisit en fin de compte la Roumanie à la faillite. Cette «évolution» des choses ne s'expliquait pas uniquement par des facteurs externes comme les chocs pétroliers et la crise énergétique des années 70, mais également par le développement

même de l'économie roumaine. Ne disposant pas des ressources nécessaires et ayant un accès limité aux marchés économiques mondiaux en raison du manque de compétitivité de ses produits, la Roumanie entra en crise à la fin des années 70. La tentative de réforme visant à introduire un nouveau mécanisme économique était vouée à l'échec. En outre, après le deuxième choc pétrolier de 1977, au lieu de réduire et de rationaliser la croissance industrielle, Ceausescu prit des mesures ayant des incidences sur l'ensemble de la société. La situation économique en évolution avait rendu l'accès au crédit plus coûteux pour l'économie roumaine. Axées sur le remboursement de la dette, les réformes économiques de Ceausescu se concentrèrent non sur la source des problèmes du pays en raison d'une monnaie forte — l'absence de produits d'exportation compétitifs — mais plutôt sur les moyens de réduire la consommation nationale pour libérer les devises fortes consacrées au remboursement de la dette. Sur les investissements totaux des années 80, seuls 5% furent consacrés au secteur alimentaire, la balance penchant vers les secteurs de l'économie participant au remboursement de la dette. Les effets de ces politiques eurent des conséquences drastiques: le retard technologique de l'économie, la détérioration des infrastructures et un manque de biens de base pour la population. Les effets de cette combinaison se révélèrent désastreux pour les citoyens ordinaires. La rationalisation de l'électricité et de l'énergie thermique destinées au consommateur visait à préserver les ressources pour une base économique affreusement en retard en termes d'efficacité énergétique mais poursuivant toujours l'objectif d'accroître la production industrielle.

La composante économique de l'échec du régime communiste roumain n'illustre qu'en partie ce qu'il s'est passé au cours de l'ère Ceausescu. La Roumanie, comme l'Albanie et la Corée du Nord, poursuivait à l'époque la stalinisation de la société. Les politiques de contrôle de la population, l'intimidation et la pression atteignaient des niveaux impressionnants. La Securitate restait la garante du contrôle sur la société. Si la terreur n'était plus visible, elle consistait davantage en une coercition administrée et bureaucratisée visant à détruire toute tentative de promouvoir un discours différent de celui du parti. La société dans son ensemble était sous surveillance et réprimée grâce à un réseau d'informateurs coordonné par des officiers de la Militia et de la Securitate. En même temps, pendant plus de vingt ans, dans le seul but de contrôler totalement la société, une campagne intensive et sans fin de mobilisation et de socialisation politique autour du commandeur suprême et du Parti communiste roumain a été menée. Après une brève période de cohabitation avec la société et le parti (1965-1970), au cours de laquelle il renforça son pouvoir en éliminant ses collègues de la «vieille garde» et en refinançant

les institutions politiques, Ceausescu passa à une nouvelle étape dans sa lutte pour reconstruire la société roumaine, influencé par le modèle de mobilisation asiatique. Comme les dirigeants nord-coréens, vietnamiens et chinois, Ceausescu mêla internationalisme prolétarien et discours nationaliste. La restalinisation de la culture et la mobilisation de la société pour faire un «bond en avant» visaient notamment à créer l'«homme nouveau» et une «société socialiste développée multilatéralement». Ces éléments se matérialisèrent autour du culte de la personnalité dans une volonté de trouver un lien organique entre Ceausescu, le Parti communiste roumain et l'histoire de la Roumanie. L'association avec des figures illustres de l'histoire roumaine, en identifiant des similarités avec la période d'indépendance de l'État roumain, et la promotion d'un nationalisme agressif devinrent des éléments de légitimation de l'«ère Ceausescu». Après 1971, au fil des ans, le régime communiste de Roumanie se personnalisa à l'extrême et se focalisa sur Ceausescu, sa famille et sa coterie. Au cours des dix dernières années, le culte de la personnalité se fit de plus en plus sophistiqué, visant à monopoliser tout l'espace de propagande et à «promouvoir et accentuer» le modèle roumain de communisme. Avec cette évolution, le parti ne fit plus qu'un avec son dirigeant, qui dirigeait le pays avec l'aide de sa femme et d'un groupe d'activistes formés et promus dans le parti. Une immense brèche s'était créée entre les dirigeants et la société. En réalité, la Roumanie de Ceausescu était une société «insulaire» et atomisée. La répression et le contrôle par la mobilisation et la surveillance touchaient toutes les sphères de la société roumaine: absence de liberté d'expression, de pensée et de conviction, dédain et pression sur les courants de pensée alternatifs, pénurie alimentaire, conditions de travail difficiles, restriction de la liberté de circulation, restriction des droits des minorités, censure culturelle, contrôle des naissances, etc.

Les dernières années du régime furent les plus dramatiques. À mesure que la crise économique s'aggravait et que la population éprouvait plus de difficultés à accepter les limitations qui lui étaient imposées, le contrôle et la surveillance de la société ne firent que s'accroître. Dans les années 80, la Securitate commença à cibler les élèves du primaire, du secondaire et les étudiants afin de les mettre sous pression ou de les faire chanter pour qu'ils deviennent des informateurs. Une estimation récente indique qu'au cours des dernières années du régime, près de 20 pour cent des informateurs de la Securitate étaient des adolescents. Pour faire taire toutes les protestations, les autorités imposèrent un enregistrement annuel de toutes les machines à écrire auprès du bureau de la Militia. L'adoption, en 1966, du décret n° 770 permettant à l'État de réglementer le régime d'interruption de grossesse a préfiguré en Roumanie la phase d'abus contre la vie privée, de contrôle du corps de la femme, et implicitement d'un régime

répressif s'immiscant dans la vie de tous les Roumains. D'après les données officielles, entre 1966 et 1989, environ 10 000 décès ont été enregistrés à la suite de complications à l'accouchement. De nombreux autres cas, notamment causés par les avortements illégaux ou les situations similaires, n'ont pas été recensés. En 1989 uniquement, environ 170 décès sur 100 000 grossesses ont été enregistrés, dont 87 pour cent causés par des interruptions de grossesse. Entré dans une crise de légitimité, de ressources et de solutions, le régime communiste roumain a succombé violemment, incapable de dépasser ses propres dogmes.

IV. RÉSISTANCE À LA DICTATURE ET À L'OCCUPATION

L'instauration du régime communiste en Roumanie n'a pas manqué de provoquer des conflits et des manifestations de l'opposition démocratique à l'égard de l'immixtion politique et économique et de l'ingérence du pouvoir politique soviétique. La société roumaine a tenté de faire cesser l'instauration du pouvoir totalitaire. Les élections de novembre 1946 ont accordé la majorité des voix au Parti national paysan, un fait confirmé par les sources documentaires du Parti communiste roumain. Ce dernier a été contraint de falsifier les résultats pour obtenir une légitimité au sein et en dehors du pays.

Après la victoire aux élections et la signature du traité de paix de Paris en 1947, les communistes ont déclenché une offensive généralisée contre tous les centres d'opposition recensés. La société roumaine a traversé un processus intense de purification, avec l'élimination ou la marginalisation des élites politiques, économiques et culturelles. Dès 1947, plusieurs groupes d'anciens militaires, de membres de l'opposition et de personnes déchues de leurs droits ont essayé de s'opposer avec force à la communisation du pays. Ces groupes visaient les troupes soviétiques ou essayaient d'organiser un «mouvement de résistance nationale» en vue de structurer leurs efforts contre les autorités communistes. La plupart de leurs membres furent arrêtés et condamnés en 1946.

L'offensive communiste contre l'opposition au régime au début de 1947 vit la création de nouvelles poches de résistance armée. Formés progressivement par des représentants de différents groupes politiques et sociaux et dispersés dans tous le pays, dans les régions montagneuses et sous-montagneuses, ces groupes de résistance ont résisté à la répression communiste jusqu'à la fin

des années 50. Sans mettre en péril le régime, ces centres d'opposition ont défié, par leur résistance armée, la légitimité du pouvoir politique en Roumanie.

Ces groupes étaient faiblement équipés et soumis à une pression constante des forces gouvernementales, même s'ils étaient soutenus par la population locale.

Selon les estimations de la Securitate, entre 1945 et 1958, plus de 1 000 «organisations et groupes contre-révolutionnaires et subversifs» de ce type ont été identifiés, dénoncés et éliminés. Ils ont atteint le pic de leur activité au début des années 50, avec le nombre de confrontations armées le plus haut enregistré entre les partisans et les forces gouvernementales.

Il est difficile d'estimer le nombre exact des personnes ayant pris part à la subversion contre l'autorité communiste sans pouvoir accéder à des sources d'informations supplémentaires. Les divers groupes étaient relativement petits. Ils n'étaient pas homogènes et contenaient des représentants de différentes classes sociales et idéologies politiques, hommes et femmes, jeunes et vieux. La plupart des partisans étaient issus de la campagne, auxquels viennent s'ajouter des anciens militaires, des étudiants, des intellectuels, ainsi que des représentants des anciens partis politiques de gauche et de droite. Motivés soit par une idéologie politique, soit parce qu'ils allaient être arrêtés, ces individus se sont retirés dans les montagnes pour organiser la propagande ou les actions militaires contre le régime communiste. Ces groupes agissaient localement, sans coordination nationale de leurs activités militaires et politiques. La plupart d'entre eux avaient une durée de vie courte, leur existence dépendant de l'intensité avec laquelle le gouvernement communiste cherchait à les réprimer. Seuls quelques groupes de partisans s'accrochèrent pendant plusieurs années, comme ceux organisés et dirigés par Gheorghe Arsenescu et Toma Arnautoiu ou celui de Ion Gavrilă dans les Carpates. À quelques exceptions près, tous les groupes furent détruits avant le milieu des années 50, leurs membres tués ou condamnés aux travaux forcés à perpétuité.

Si les autorités réprimaient les groupes partisans avec agressivité, elles se servaient également de leur existence comme d'un moyen de maintenir un régime de terreur dans les campagnes. Dès lors, le régime conduisit des campagnes visant à punir les personnes accusées d'accorder un soutien actif ou passif à la résistance.

Au milieu des années 50, l'opposition au régime a évolué d'une résistance armée «héroïque» à d'autres méthodes de résistance, notamment sous la forme de soulèvements paysans contre

la collectivisation, de manifestations étudiantes dans le contexte de la révolution hongroise de 1956, ou diverses formes de protestations organisées par les travailleurs pour défendre certains droits économiques et sociaux. La motivation de ces mouvements était politique par essence et dirigée contre le régime. Les mesures répressives organisées par les autorités, les vagues récurrentes de terreur politique et la résignation progressive de la population de voir les puissances occidentales venir à son secours ont conduit à un renforcement de l'acceptation de la réalité du contrôle communiste sur le pays au cours de la décennie suivante.

C'est dans ce contexte que les politiques de cooptation et de conformité adoptées par les dirigeants communistes commencèrent à prendre effet. La nationalisation du communisme roumain, marquée par des actes de sédition vis-à-vis de l'URSS mais aussi par la réintégration progressive dans la société des catégories précédemment fortement réprimées, contribua à une disparition pratiquement totale de l'opposition. De plus, avec le programme extensif de modernisation entamé dans les années 60, l'accélération de l'industrialisation, l'urbanisation progressive et les progrès économiques, une grande partie de la population roumaine a commencé à vivre mieux qu'avant. Le conformisme et l'adaptation ont permis une «cohabitation» relativement pacifique entre le régime et la société roumaine jusqu'au milieu des années 70.

Après la signature de l'acte final d'Helsinki et l'émergence des droits de l'homme en tant que question clé au niveau international, des mouvements dissidents contre le régime communiste ont émergé en Europe de l'Est. Certains historiens voient un lien entre la déstructuration des régimes communistes et ces mouvements. Pour ce qui est de la Roumanie, en raison du contrôle quasi total de la Securitate sur la société et de l'incapacité des différents groupes et dissidents à coordonner leurs activités, la résistance passive au régime communiste dans le cadre des garanties d'Helsinki contribua de manière plus modeste à ce processus. Malgré cela, les protestations et l'opposition au régime de Ceausescu eurent un impact sur la société roumaine, surtout grâce à la publicité faite aux dissidents par les stations de radio occidentales émettant en roumain.

À partir de 1977, les protestations ouvertes à l'encontre du régime refirent surface, soit sous la forme d'actions du militant des droits de l'homme et écrivain Paul Goma, soit sous la forme des grèves de mineurs, pour des raisons économiques, à Valea Jiului. Ces événements ont mis en évidence les limites de la capacité du régime communiste roumain à empêcher la dissidence, démontrant ainsi une synchronicité systémique avec les États d'Europe de l'Est.

Entre février et mars 1977, plus de 200 personnes ont signé la lettre initiale de Goma. L'intervention de la Securitate le 30 mars 1977, sur ordre personnel de Ceausescu, l'arrestation de Paul Goma et la pression exercée par la Securitate sur les autres signataires au moyen de l'isolement, de la persuasion ou de la répression, ont en fin de compte mené à l'échec de cette tentative de faire cause commune sur la question des droits de l'homme. L'idée d'institutionnaliser une opposition ne s'est pas pour autant complètement évaporée. En février 1979, quelques centaines de travailleurs s'unissaient pour former le syndicat libre des travailleurs, visant à protéger et promouvoir les droits et intérêts des travailleurs en dehors des syndicats contrôlés par les communistes. Cette initiative fut rapidement étouffée par les autorités et les membres du syndicat furent arrêtés ou harcelés par la Securitate.

Le deuxième événement important de 1977 fut la grève des mineurs. Près de la moitié des 90 000 mineurs travaillant dans la mine de charbon de Valea Jiului avaient entamé une grève générale au début du mois d'août, protestant de manière non violente contre les mesures économiques et sociales affectant leur vie et leur travail. Les officiels du gouvernement envoyés par Ceausescu dans la région pour négocier furent séquestrés et Ceausescu en personne contraint de se rendre sur place et d'accepter les revendications des grévistes. Cet événement marqua la fin de la cohabitation entre le Parti communiste et les travailleurs. Si immédiatement après la grève, les mesures répressives contre les mineurs ne furent pas très spectaculaires, dans les mois qui suivirent, des milliers de mineurs furent déplacés dans d'autres régions et les meneurs arrêtés. Les deux événements de 1977 sont symptomatiques de la forme qu'allaient prendre les actions contre le régime communiste au cours des années 80. Les intellectuels, par des formes actives ou passives de protestation publique ou de «résistance par la culture», ont essayé de lutter contre les abus politiques et idéologiques du régime, alors que les travailleurs utilisaient des solutions plus radicales, telles que la grève ou les manifestations de rues. Ces actions, sans mettre en péril l'existence du régime, ont fissuré sa légitimité.

Tout au long des années 80, des personnalités du monde de la culture et des individus ordinaires ont commencé à critiquer ouvertement les excès du régime communiste. Tous sans exception ont été sévèrement sanctionnés, certains même emprisonnés, tandis que d'autres étaient contraints d'émigrer, de se déplacer ou étaient assignés à résidence.

Les conditions de vie empirèrent avec la crise économique des années 70 et les mesures de rationnement de la nourriture, combinées à une industrialisation débridée, conduisirent à des rebellions



de travailleurs dans les centres urbains industrialisés. En 1981, les mineurs de la région de Motru, suivis en 1983 par ceux de la partie nord du pays, à Maramures, protestèrent contre les conditions de vie et de travail. Les travailleurs des principaux centres industriels de Bucarest, Iasi, Cluj et Timisoara ont également protesté dans les années 80. Ces protestations ont atteint leur apogée à l'automne 1987, lorsque les travailleurs de la plate-forme industrielle de Brasov protestèrent violemment contre le régime. La manifestation, qui avait débuté par des revendications économiques le 15 novembre au matin, se mua rapidement en événement politique, avec des chants anticommunistes. Les travailleurs prirent et détruisirent le comité central du Parti communiste roumain. L'intervention brutale de la Militia et de la Securitate provoqua la dispersion des manifestants. Les protestataires les plus actifs furent arrêtés et déplacés de force dans d'autres régions du pays. L'écho de cet événement fut extrêmement fort aussi bien au niveau national qu'international. La population occidentale et les ONG ainsi que les partis politiques d'Europe de l'Ouest condamnèrent publiquement les actions du régime et s'indignèrent de la gravité de la situation en Roumanie. Pour le régime communiste en Roumanie, c'était le début de la fin.

V. LA FIN DU RÉGIME COMMUNISTE ROUMAIN

Dans un contexte international particulier, comme dans les autres pays communistes d'Europe de l'Est à la fin des années 80, le mécontentement de la population roumaine à l'égard du régime communiste ne fit que progresser. Toutefois, concernant la Roumanie, sous le règne despotique de Ceausescu, les pénuries économiques et les pratiques coercitives du régime jouèrent un rôle important dans la manière dont le pouvoir a été renversé. La transition a été violente, en premier lieu en raison de l'incapacité du régime à se réformer.

La révolution a éclaté à Timisoara le 15 décembre 1989. Une petite manifestation s'opposant à une initiative des autorités visant à déplacer de la ville le prêtre dissident László Tőkés a été le déclencheur du renversement du régime politique. Les émeutes et les protestations de la population de Timisoara ont été violemment réprimées par les autorités communistes. Les protestations dans les rues et les combats contre les forces militaires du régime s'intensifièrent les jours suivants. La révolte se propagea à d'autres grandes villes du pays, pour atteindre son

apogée les 21 et 22 décembre à Bucarest. Plus de 160 morts et environ 1 100 blessés ont été recensés avant le renversement de Ceausescu. Les jours qui suivirent la révolution, on enregistra 942 morts et 2 245 blessés supplémentaires. La mobilisation de masse et la violence de la répression ont été les principales caractéristiques de la révolution roumaine.

Le changement de régime politique a fait apparaître une Roumanie en pleine crise économique et confrontée à de graves problèmes sociaux causés par la baisse des conditions de vie, la dépréciation des services éducatifs et médicaux et les politiques démographiques du régime. Une forte volonté politique et des changements économiques radicaux ont été nécessaires pour mettre sur pied une économie de marché fonctionnelle. Malheureusement pour la Roumanie, ce dont la classe politique manquait, c'était précisément de dirigeants forts. Si, publiquement, la libéralisation économique était devenue un objectif majeur de la classe politique, en pratique, les solutions demeuraient introuvables.

Premier ministre roumain entre 1990 et 1991, Petre Roman, ainsi que ses collègues plus jeunes du gouvernement, préconisaient l'accélération du rythme des réformes et l'adoption d'une «thérapie de choc» comme en Pologne, en Hongrie et en Tchécoslovaquie, qui constituaient le groupe de Visegrad. Le Président Iliescu et la vieille garde optèrent pour un rythme de réforme et de restructuration industrielle plus lent, tout en continuant à accorder des subsides gouvernementaux aux secteurs économiques non productifs à forte implication sociale (p. ex. Valea Jiului). Cela résulta en un ralentissement des réformes en 1996. L'absence de stratégie nationale cohérente à moyen et long termes était due non seulement à un manque de volonté politique, mais surtout à l'expérience de ceux qui détenaient encore les leviers de décision, tous ayant été formés et éduqués sous le règne de Nicolae Ceausescu.

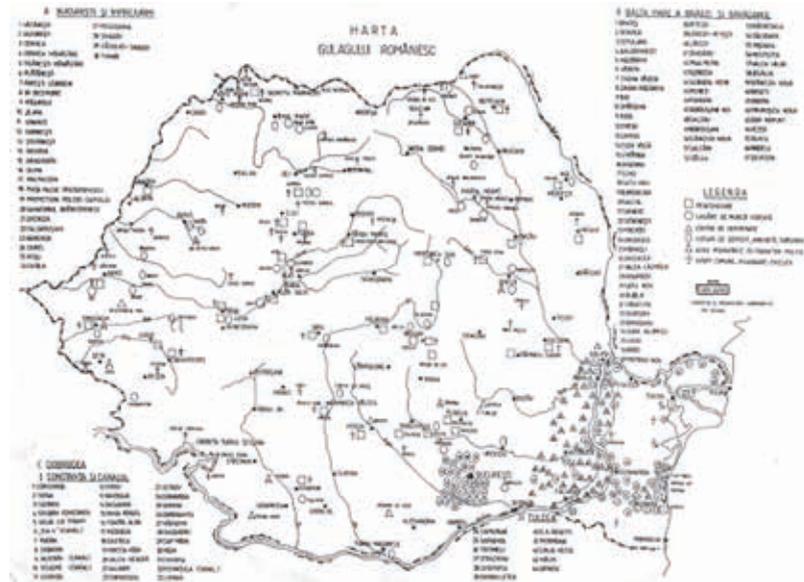
Le manque de volonté politique et d'imagination économique n'était pas le seul défi auquel était confronté le gouvernement. Les événements violents de mars et juin 1990 ont montré une image de la Roumanie bien différente de celle de la lutte héroïque contre le communisme qui avait frappé l'imagination des populations occidentales en décembre 1989. Les effets immédiats ont été une chute de la sympathie occidentale et, plus important, de l'aide étrangère.

Le démantèlement des fermes et des coopératives socialistes a provoqué une forte chute de la production alimentaire. De nombreuses familles ont été incapables de regagner leurs anciennes propriétés, soit en

raison de l'absence de registres adéquats, soit en raison d'un système conçu pour éviter un retour rapide à la propriété privée. L'absence de capacités agricoles technologiquement avancées a fait que ceux qui avaient pu récupérer leurs propriétés ont été contraints de cultiver leurs terres avec des techniques du 18^e siècle. Le taux d'inflation atteignait 200 pour cent. Les timides tentatives de restructuration de la base industrielle ont conduit à une hausse du chômage. Si Ceausescu avait remboursé la dette, la Roumanie se retrouvait sans liquidités, sans accès au crédit et sans investissement étranger. Il était de plus en plus difficile de payer les salaires à temps, ce qui à son tour ralentit les réformes. L'absence d'un cadre institutionnel et législatif viable n'a fait qu'ajouter aux malheurs de l'environnement économique et a effrayé les éventuels investisseurs étrangers. La corruption s'est répandue, tandis que l'insécurité sociale et la baisse continue du pouvoir d'achat faisaient grimper le niveau de pauvreté parmi les retraités dans les zones rurales. L'arrivée tardive des réformes économiques a rendu la transition vers l'économie de marché très douloureuse pour la population. Le gouvernement a essayé d'adopter des politiques visant à estomper certains des effets négatifs de la situation économique sur la population, mais avec une réussite limitée. Plus souvent qu'à leur tour, les politiques adoptées par le gouvernement pour alléger les souffrances ont causé plus de dégâts économiques à moyen et long terme et ont encore davantage déstabilisé l'économie.

VI. RECONSTRUCTION D'UNE SOCIÉTÉ DÉMOCRATIQUE

L'expérience totalitaire de la Roumanie a été sinistre. Avec un régime politique basé sur la terreur, où toute chance pour l'opposition était annihilée, l'image de l'État roumain est restée celle d'un État stalinien. La transition vers un système démocratique s'est avérée difficile. L'absence de structures politiques alternatives et de mouvements dissidents susceptibles de fournir le contexte politique nécessaire à la transition a placé la société roumaine dans la position peu enviable de devoir non seulement révolutionner son système politique, mais de le faire sans valeurs politiques fondamentales sur lesquelles baser sa démocratie. La démocratisation de la vie publique ne pouvait se résumer à des changements au sommet de la structure politique. La «nomenclatura», la classe administrative, ne souhaitait pas abandonner les instruments de son pouvoir et de ses privilèges.



Régime pénitentiaire de la Roumanie communiste



Prison de Sighet - «La prison des élites»



Intérieur de la prison de Sighet



Ion Mihalache



Le premier Praesidium de la Roumanie communiste



Canal Danube-mer Noire



Iuliu Maniu, chef de file du Parti national paysan, décédé à la prison de Siget



Spectacle à l'occasion de la fête nationale, 23 août 1986



Défilé à la gloire de Ceaușescu



Canal Danube-mer Noire



Elisabeta Rizea, symbole de la résistance populaire



*Révolution roumaine, à Bucarest,
22 décembre 1988*



*Révolution roumaine, Place de l'Opéra, Timișoara,
22 décembre 1989*



Luxembourg, le 25 avril 2005



14e Conseil ministériel, Bruxelles, 4 et 5 décembre 2006



Luxembourg, signature du traité d'adhésion à l'UE



Prague, la Roumanie devient membre de l'OTAN



Signature du traité de Lisbonne



Sommet de l'OTAN à Bucarest, 2008



Célébrations à l'occasion de l'adhésion à l'UE en 2007

Si, dans les autres pays socialistes de l'Europe de l'Est, le changement politique s'est fait à la suite de «révolutions de velours» ou par des évolutions progressives des structures politiques par le biais de négociations entre les dirigeants communistes et les groupes représentatifs d'une société civile émergente, en Roumanie, le changement politique a été violent et s'est fait de manière révolutionnaire. Ainsi, les événements révolutionnaires de 1989 ont marqué la fin officielle des institutions de l'État totalitaire et le début de la construction démocratique, même si les progrès n'ont pas été énormes au cours des premières années.

La création du Front du salut national le 22 décembre 1989 et l'adoption du programme politique adoptant les principes démocratiques occidentaux ont marqué la fin et le début d'une ère. Les principes de l'état de droit, du pluralisme politique et de la séparation des pouvoirs au sein de l'État, ainsi que la nécessité d'une représentation populaire par le biais d'élections libres, sont devenus des questions centrales de la réforme de la société roumaine.

La reconstruction de l'État démocratique s'est faite en trois étapes distinctes: un, la construction et la reconnaissance légale des institutions et des principes démocratiques (1990-1992); deux, recherche par le gouvernement de solutions politiques, économiques et sociales à la transition; et trois, fin de la transition politique par le biais de l'évolution d'une démocratie électorale vers une démocratie politique.

La période allant de 1989 à 1992 a été marquée par l'une des avancées les plus importantes en matière institutionnelle et législative. La «consécration» de la politique multipartite par l'adoption du décret n° 8 du 31 décembre 1989 a ouvert la voie à la formation d'associations libres. En moins de trois mois, sur la scène politique dominée par le Front du salut national (FSN), 200 autres partis ont été créés, dont les plus importants ont été les partis de la période de l'entre-deux-guerres reconstitués: le Parti national paysan, le Parti national libéral et le Parti démocrate social. Alors que ces partis auraient pu focaliser l'attention de la société roumaine sur les idées progressistes, le FSN utilisa les leviers du pouvoir à sa disposition pour dénigrer son opposition politique et terroriser ses sympathisants. Le Front du salut national a reproduit sa structure dans chaque structure administrative, économique ou culturelle, remplaçant en pratique les structures de l'ancien Parti communiste. Si les partis politiques «historiques» ont essayé d'organiser des manifestations publiques en janvier 1990, le FSN est revenu sur sa promesse

d'encadrer la révolution et s'est inscrit comme parti politique le 6 février, annonçant ainsi son intention de prendre part aux futures élections parlementaires. Comme le FSN avait vu le jour en décembre 1989 en tant que gouvernement révolutionnaire avec des pouvoirs suprêmes pour gouverner le pays, sa transformation en parti politique a fait qu'il a dû, du moins officiellement, se retirer du contrôle du pouvoir. Pour réaliser la séparation des pouvoirs au sein de l'État, le conseil provisoire de l'unité nationale a été formé afin d'adopter toutes les normes politiques servant de base à l'organisation des élections parlementaires.

Même si, jusqu'en mai 1990, des centaines de partis ont été créés, le système politique roumain est resté dominé par le FSN. Ses avantages directs n'étaient pas seulement dus au fait qu'il avait pris part aux événements de 1989, mais aussi à sa manière paternaliste de définir ses actions et ses objectifs politiques. Le contrôle des médias a permis la transmission de ses messages politiques tout en ne transmettant pas ou en tronquant les messages des autres partis. Dans ces conditions, la perpétuation de certains principes collectivistes, d'un nationalisme hérité, affirmant la domination de l'État sur la société, le retour de la bureaucratie communiste, mais aussi le contrôle des leviers du pouvoir sont devenus des atouts majeurs dans le débat politique. Au cours des élections du 20 mai 1990, le FSN est parvenu à obtenir plus de 65 pour cent des votes pour l'assemblée constituante, tandis que Ion Iliescu, son candidat à la présidence, obtenait 80 pour cent des voix.

Suite aux élections parlementaires de 1990, le système politique entama un débat concernant la nature des futures institutions de l'État. Si le Front du salut national a obtenu une majorité confortable au Parlement, il s'est avéré incapable de relever le défi posé par les représentants de la société civile et les partis historiques. La fragilité des valeurs politiques sur lesquelles se basaient les institutions démocratiques a conduit à des ruptures importantes sur la scène politique. En réalité, jusqu'à l'adoption de la Constitution en décembre 1991, le système politique était dominé par des confrontations démontrant ses limites qualitatives. Les sanctions infligées aux mineurs au début des années 90 illustrent bien ce phénomène. L'intervention contre les mineurs, dans une tentative de régler les conflits politiques, a fortement inhibé le développement de la démocratie et l'établissement de l'état de droit dans le pays.

Le changement démocratique n'aurait pu s'accomplir sans un nouveau cadre constitutionnel. Ce n'est qu'après mai 1990 que l'on a pu parler de la construction d'un État roumain démocratique

sur la base d'un processus constitutionnel. L'adoption de la Constitution de décembre 1991, qui a remplacé celle de 1965, a marqué la rupture officielle avec l'ancien ordre communiste.

La nouvelle loi fondamentale a institué la république en Roumanie. Toutefois, la séparation des pouvoirs était compliquée par une différenciation fonctionnelle entre les pouvoirs de l'État. Si le pouvoir exécutif appartenait à un Premier ministre élu par le Parlement, le Président, élu par le suffrage populaire, devenait un médiateur entre les pouvoirs de l'État. Le pouvoir législatif était conféré au Parlement, constitué de deux chambres: la Chambre des députés et le Sénat. Comme le Président, le Parlement est élu au suffrage universel direct, égal et secret. En essence, la Constitution de 1991 a créé les conditions pour accomplir la transition politique vers la démocratie en instaurant des institutions et des principes spécifiques au nouvel ordre politique. Il était primordial de garantir les libertés publiques, les droits individuels et de citoyenneté, les associations et les manifestations publiques.

Les premières élections « officielles » de la nouvelle république, organisées sur la base de la nouvelle Constitution, se sont tenues le 27 septembre 1992. Le contexte politique a été substantiellement modifié par rapport aux années 90, puisque la durée du mandat et les qualifications nécessaires pour les candidats étaient clairement spécifiés, et la législation électorale a fixé des conditions plus sévères pour la participation à la course électorale. Des transformations importantes ont également eu lieu sur la scène politique. Le Front du salut national s'est scindé en deux partis politiques, le Front démocratique du salut national, dirigé par le Président Ion Iliescu, et le FSN dirigé par l'ex-Premier ministre Petre Roman. Les deux partis ont évolué au fil des ans sur la scène politique roumaine, changeant de nom à plusieurs reprises pour émerger aujourd'hui comme deux des partis les plus puissants du pays: le FDSN d'Iliescu est devenu le Parti démocrate social et le FSN de Roman est devenu le Parti démocrate, autrefois Parti démocrate libéral.

Pour être plus compétitive sur la scène politique, l'opposition « démocratique » (anciens partis historiques et plusieurs organisations civiques) a rassemblé ses forces en novembre 1991 pour créer la convention démocrate roumaine (CDR). Les élections parlementaires et présidentielles de 1992, basées sur un système électoral proportionnel avec un seuil de 3 pour cent, ont débouché sur un équilibre des « rapports de force » entre les partis politiques. Même s'il n'a obtenu que 28 pour cent des votes, le FDSN de Ion Iliescu est parvenu à former un gouvernement avec l'appui des autres partis de gauche et de droite: le PUNR (Parti de l'unité de la nation roumaine), le PSM

(Parti socialiste du travail) et le PRM (Parti de la grande Roumanie). Le gouvernement, dirigé par Nicolae Vacaroiu, a survécu aux querelles politiques pendant les quatre années qui ont suivi. D'autre part, l'opposition politique s'est vue renforcée avec l'appui de 40 pour cent de l'électorat. La Convention démocrate a obtenu 20 pour cent des voix, le FSN de Petre Roman, environ dix pour cent et l'Union démocratique des Hongrois en Roumanie (UDMR), huit pour cent.

En 1996, la première alternance politique démocratique a eu lieu. Les élections ont porté à la présidence le candidat de la CDR, Emil Constantinescu, alors que la CDR avait obtenu la majorité des sièges au Parlement. La victoire de l'opposition a entraîné de nouveaux problèmes pour le système politique roumain. Non préparés à gouverner, la CDR et ses alliés ont été minés par les dissensions politiques internes. L'instabilité gouvernementale a prévalu, et les tentatives de réforme radicale de l'économie n'ont fait qu'ajouter aux pressions pesant sur les nouveaux dirigeants. L'instabilité a eu de graves conséquences pour la CDR en particulier, les deux partis principaux suivant leur propre chemin aux élections de 2000. Si le Parti national libéral a survécu, le Parti national paysan, considéré largement comme le chef de file de la CDR, et donc responsable de ses échecs, n'est pas parvenu à intégrer le Parlement et a volé en éclats. Les deux élections suivantes de 2000 et 2004 ont modifié l'équilibre du gouvernement entre le parti d'Iliescu (vainqueur en 2000) et la coalition DA (Vérité et justice, composée du Parti démocrate et du Parti national libéral), gagnante en 2004.

Hormis les évolutions formelles, institutionnelles ou électorales, le régime politique roumain a visiblement amélioré ses mécanismes de fonctionnement, en s'adaptant partiellement aux évolutions sociales et économiques. Les évolutions internes, poussées par le souhait des gouvernements successifs d'intégrer la Roumanie dans la communauté européenne et atlantique, ont généré des changements substantiels dans le système politique. Une de ces évolutions a été la coopération entre les partis roumains et l'organisation représentative de la minorité hongroise en Roumanie, l'UDMR. La disparition de plusieurs partis plus petits, et la consolidation idéologique des principaux acteurs sur la scène politique, ont permis d'établir des lignes idéologiques plus claires. Le processus de réforme politique a été encore renforcé par les révisions constitutionnelles de 2003. Toutes ces évolutions n'auraient pas été possibles sans une pression de la société civile, mature et extrêmement diverse, illustrant le véritable pluralisme de la vie publique en Roumanie. La presse, les premiers journaux et, plus tard, la radio et la télévision ont commencé à jouer un rôle très actif dans la vie politique roumaine, endossant le rôle de « quatrième pouvoir de l'État ».

VII. LA PÉRIODE DE RÉFORME DANS LA ROUMANIE POST-COMMUNISTE

Dans sa phase initiale, la transition politique, économique et sociale en Roumanie a été, comme il a été dit, à prédominance institutionnelle. L'héritage de l'État totalitaire, au sein duquel le monopole du pouvoir politique était détenu par un parti unique et où l'État occupait une position essentielle en tant que propriétaire et producteur administrant ses ressources économiques d'une manière paternaliste et bureaucratique, a eu des conséquences majeures sur les transformations réformistes. Dans le cas de la Roumanie, il ne s'agissait pas seulement du processus politique, mais également de la superposition de plusieurs processus ayant des implications pour tous les secteurs de la vie sociale, économique et culturelle. La situation en Roumanie était encore plus grave que dans les autres États qui avaient entamé leur transition en 1989. Le national-communisme de Ceausescu, par sa nature paternaliste et stalinienne, a eu des incidences majeures sur la manière dont la société roumaine a dû se réformer.

L'accent sur l'industrialisation dans les années 70 et 80, dans un contexte international défavorable, a eu des conséquences graves pour l'économie roumaine. Les investissements énormes dans l'industrie lourde et le développement horizontal de l'industrie à l'échelle nationale, combinés à la dépendance envers des technologies obsolètes et à une faible productivité du travail, ont entravé le développement du pays, le rythme de ce développement et la vie quotidienne du pays. La volonté de Ceausescu de s'acquitter de la dette nationale a poussé le pays à ne pas utiliser ses devises fortes pour compenser le déficit de biens de consommation. Le contrôle des prix, la planification centralisée, le rationnement et la distribution des biens contrôlés au niveau central ont conduit à une corruption massive et à une diminution constante du niveau de vie. La propagande officielle qui cherchait à souligner la supériorité du système socialiste sur le capitalisme grâce à des statistiques soigneusement sélectionnées comme le nombre de médecins, le chômage ou l'accès à l'éducation, ne pouvait masquer les défis quotidiens auxquels était confrontée la population. La forte mortalité infantile, les mauvaises conditions de vie et l'espérance de vie réduite continuaient de sévir. Le manque d'accès aux produits de base et un malaise général concernant le respect de la vie en Roumanie ont joué un rôle important dans le soulèvement violent contre le régime communiste en décembre 1989.

Conscientes des défis qui les attendaient, les nouvelles autorités ont défini, dans une «déclaration officielle au pays» publiée par le Front du salut national le 22 décembre 1989, un ensemble d'objectifs visant à améliorer la situation dans le pays. La restructuration de l'économie nationale, l'élimination des arriérés bureaucratiques et administratifs, la promotion de la libre initiative et des compétences, l'orientation du commerce vers la satisfaction des besoins des personnes, la réforme agricole, le soutien gouvernemental à la production des petits paysans, la réorganisation de l'éducation, l'établissement de nouveaux fondements pour le développement de la culture nationale et des médias étaient des priorités déclarées du nouveau régime. Les études sur la phase de transition de la Roumanie tendent à souligner que la transformation nationale a emprunté deux voies: économique et politique. En raison de l'influence de ces deux voies sur l'évolution de la société roumaine, il est important d'examiner les effets de la réforme économique et sociale non seulement sur l'ensemble du système, mais aussi sur la société dans laquelle lesdites réformes ont été mises en œuvre.

Le contexte historique dans lequel la société roumaine a effectué sa transition est important. Comme mentionné plus haut, les développements politiques du début des années 90 ont ruiné tout le crédit politique dont jouissait le gouvernement roumain auprès de l'Occident après les événements de 1989. Les changements de 1989 ont également entraîné la perte d'une bonne partie des marchés conquis par la Roumanie grâce à sa participation au COMECON ou aux relations de Ceausescu avec d'autres dirigeants. Sur le papier, les problèmes structurels rencontrés par l'économie roumaine ont été traités avec des méthodes similaires à celles employées par d'autres États d'Europe de l'Est: stabilisation fiscale et convertibilité de la monnaie, libéralisation du commerce, privatisation et fin des monopoles d'État, conversion de l'économie industrialisée en une économie «de service», renforcement et garantie de la propriété privée. Les résultats différaient en fonction de la vitesse de mise en œuvre des réformes, de la disponibilité des capitaux étrangers investis et de la capacité politique à gérer la réforme.

En Roumanie, après l'adoption timide, au début des années 90, de mesures visant à aider à implanter dans l'économie roumaine des institutions spécifiques à l'économie de marché (entreprises commerciales ou privées), une discussion a été entamée sur la réforme structurelle du secteur économique au cours des plans d'été.

Certains technocrates de la jeune génération réquisitionnés par le gouvernement sont apparus déterminés à réformer l'économie roumaine. Une autre partie du FSN, réunie autour du Président

Iliescu et des Présidents des deux chambres du Parlement Alexandru Barladeanu (ancien membre du politpuro du PCR) et Dan Martian (un révolutionnaire devenu politicien), a pris le parti d'une «temporisation» des processus. La clef de l'ensemble du conflit résidait dans les différents types d'approches encouragés par ces dirigeants.

Les deux approches étaient vouées à l'échec. Le gouvernement roumain avait assumé la responsabilité d'une rapide transformation de l'économie par des mesures libérales, la libéralisation du commerce, la privatisation des entreprises d'État et l'adaptation aux règles de l'économie de marché. Mais le Président Iliescu et ses proches alliés ont préconisé un renforcement du rôle de l'État dans l'économie, en invoquant le «modèle suédois». Après une série de conflits, le gouvernement a adopté des mesures de libéralisation de l'économie, qui ont atteint leur apogée avec l'établissement d'un cadre institutionnel et juridique de privatisation en août 1991

Le processus de privatisation s'est fait en trois étapes: privatisation des entreprises d'État, allocation de 30 pour cent des actions des entreprises privatisées – par le biais de coupons de valeurs – à tous les citoyens roumains adultes et, enfin, vente du reste des entreprises d'État en sept ans à des investisseurs roumains ou étrangers. L'ambitieux programme de réforme ne visait pas les secteurs économiques stratégiques (industrie militaire, production d'énergie, extraction minière, transport ou télécommunications) puisque tous les éléments susmentionnés étaient censés fonctionner comme des administrations nationales autonomes, à l'image du modèle français.

La loi sur la privatisation a également créé les institutions chargées de superviser ce processus: une agence nationale de privatisation pour superviser les opérations, le fonds des propriétés d'État pour contrôler la troisième phase de la privatisation, et cinq fonds de propriété privée, répartis de façon régionale, pour administrer et investir les coupons reçus par les citoyens roumains. Les préparatifs de la privatisation ont été retardés par les problèmes politiques qui ont suivi la chute du gouvernement Roman, la baisse du PIB et l'hyperinflation. Au cours des années suivantes, la privatisation d'un petit nombre d'entreprises a été réalisée de trois manières: création d'entreprises mixtes ou levée de capitaux grâce à la contribution d'investisseurs privés (900 jusqu'en 1999), privatisations pilotes, accomplies au bénéfice des employés et des administrateurs, avec des paiements échelonnés (moins de 0,5 pour cent des entreprises ont été privatisées de cette manière), et MEBO (ou privatisation par le transfert d'actions appartenant à des entreprises ou à des «sociétés» économiques aux employés ((28 pour cent, plus de 3 700 privatisations

jusqu'en 1996)). Les résultats de la privatisation jusqu'en 1995 ont été modestes, les entreprises ne disposant pas du soutien financier nécessaire et les investissements étrangers étant limités.

Un nouvel élan de privatisation a débuté en 1995 lors de l'adoption du programme de privatisation de masse. Il a débouché sur la proposition de privatisation de 4 000 entreprises supplémentaires par la remise aux citoyens de nouveaux coupons – cette fois, des coupons de privatisation - qui représentaient 30 pour cent de leurs actions. Ce programme n'a pas non plus atteint ses objectifs. L'absence de réformes structurelles dans l'économie par crainte de répercussions sociales a débouché sur le maintien de mesures bureaucratiques pour la coordination des processus et sur des conditions économiques générales pendant la période préélectorale qui ont contribué aux succès limités du PPM.

Le changement politique de 1996 a nourri un nouvel espoir de privatisation. La méthode MEBO et les privatisations pilotes ont été écartées. La tentative de privatisation «au cas par cas» a été remise sur le métier et l'accélération de la privatisation par la simplification du cadre juridique a été suspendue. La privatisation est devenue un processus plus transparent. La négociation directe, les offres publiques et les ventes aux enchères ont été les méthodes les plus utilisées pour réaliser le transfert de propriété. Les résultats ne se sont pas fait attendre. Plus de 20% du «portefeuille» du fonds de propriété d'État ont été privatisés en deux ans, contre 10% à peine au cours des quatre premières années du fonctionnement du système. Cette évolution a été rendue possible grâce à la réorganisation du système bancaire et à la libéralisation de la monnaie nationale, et ce malgré le taux d'inflation.

Suite à sa victoire incontestée aux élections, le PSD est revenu au pouvoir en 2000 grâce à un programme électoral de gauche. Des mesures ont alors été prises pour poursuivre la privatisation; elles ont été liées à celles consacrées à la restructuration de l'économie. Les deux processus ont été nécessaires pour atteindre les normes permettant l'adhésion à l'UE. Les nouveaux vecteurs de la privatisation visaient les grandes entreprises et certains des secteurs économiques stratégiques protégés auparavant. Le portefeuille du FSE (aujourd'hui autorité pour la privatisation et l'administration des participations de l'État) a diminué d'une année à l'autre, pour être transféré au secteur privé. Une grande partie des monopoles d'État, allant de la distribution d'énergie aux communications, en passant par l'industrie lourde et le secteur bancaire, ont été privatisés au cours des années suivantes.

Un examen d'ensemble du processus de privatisation permet de constater la manière dont la transition économique roumaine s'est accomplie, pour passer du centralisme économique, basé sur des principes idéologiques et politiques, à l'économie de marché, pour arriver enfin à l'adhésion à l'UE. Les contributions des organisations financières internationales ne peuvent être surestimées. Le FMI, la Banque mondiale et l'UE ont donné à la Roumanie et à tous les États de la région l'assistance technique et financière nécessaire et ont créé les conditions permettant aux entreprises d'investissement privées et aux multinationales de se sentir suffisamment en sécurité pour investir.

Les réformes politiques et économiques se sont multipliées au cours de la dernière décennie et la moitié d'entre elles ont eu à la fois des coûts et des bénéfices. Les inégalités sociales se sont accrues de manière exponentielle: la différenciation des revenus et les tensions ethniques, ainsi que les confrontations politiques, ont contribué à installer une incertitude sociale dans la période de transition. La trajectoire ascendante des réformes en Roumanie (et dans toute la région) a permis une réduction de ces inégalités à mesure que la société se réformait et s'adaptait.

VIII. INTÉGRATION AU SEIN DE L'UE ET DE L'OTAN

Les changements de décembre 1989 ont poussé la Roumanie à réexaminer ses options de politique étrangère. Le système des relations internationales a été restructuré à la suite de la dissolution du bloc communiste et du pacte de Varsovie, et surtout après l'effondrement de l'Union soviétique. La nature changeante du système international a contraint à une réévaluation en profondeur des stratégies de sécurité nationale en Roumanie. Après une période relativement tendue, qui a suivi les convulsions politiques internes de 1990 à 1991, mais aussi certaines initiatives «peu inspirées» en matière de politique étrangère, comme le traité de 1991 avec l'URSS en déliquescence, la diplomatie roumaine s'est constamment orientée vers les solutions offertes par les structures politiques, militaires et économiques développées en Europe de l'Ouest. Les accords d'invitation (1991), d'association à l'UE (1992) et, plus tard, d'admission au Conseil européen (1993), ainsi que le réoctroi de la clause de la nation la plus favorisée par le Congrès américain (1992) ont été des étapes importantes dans cette direction.

Les efforts diplomatiques roumains et le contexte plus large de redéfinition par les États occidentaux des priorités ou des concepts fondamentaux de leurs partenariats stratégiques avec l'UE et l'OTAN ont tracé la voie pour le rapprochement et les négociations avec les structures de sécurité euro-atlantiques. Au début 1992, le Conseil de coopération nord-atlantique a été créé pour assurer des relations plus étroites entre l'OTAN et les États d'Europe de l'Est. Le Conseil visait à maintenir les relations avec les pays est-européens en dépit de l'état d'avancement et du rythme de leurs réformes politiques et économiques. L'intégration dans les institutions euro atlantiques a eu un effet réel et positif sur la classe politique roumaine. Bucarest a compris la nécessité de réformer l'appareil militaire et sécuritaire et de démocratiser les leviers de contrôle. L'introduction du contrôle civil sur l'armée et l'imposition du contrôle parlementaire sur les organes de maintien de la sécurité, de la sûreté et de l'ordre public ont été deux des conséquences de la décision de réforme.

La coopération avec l'OTAN a débuté en janvier 1994 avec la signature du partenariat pour la paix, un programme lancé par l'OTAN pour développer l'interopérabilité avec les armées est-européennes en vue d'une éventuelle expansion de l'Alliance. Le choix de l'intégration dans les structures économiques et sécuritaires européennes a obtenu le consensus politique souhaité en 1995, à la suite de la réunion des partis parlementaires à Snagov, en Roumanie.

En cherchant des solutions pour mettre fin à la guerre en Bosnie, la Roumanie a commencé à mettre en œuvre des réformes qui ont garanti son inclusion dans la formule élargie de l'OTAN. Même si les efforts des autorités ont été importants, le délai limité n'a pas permis à la Roumanie d'atteindre tous les critères pour être acceptée lors de la première vague d'intégration. L'absence de signature d'accords bilatéraux avec les pays voisins et la lenteur des réformes politiques et économiques ont nui à ses chances d'intégration pendant la première vague. Si l'Alliance a salué la Roumanie pour ses efforts sur la voie de la réforme, elle n'a pas étendu son invitation à la rejoindre à Bucarest. En même temps, Bucarest a été à plusieurs reprises assurée que la porte de l'adhésion à l'OTAN resterait ouverte.

Pour renforcer la volonté du gouvernement de mettre en œuvre les réformes nécessaires, en tant que lot de consolation, les États-Unis ont signé un partenariat stratégique en 1997, à l'occasion de la visite du Président William J. Clinton à Bucarest. La coopération bilatérale entre les deux pays a permis de créer les mécanismes nécessaires à une éventuelle adhésion à l'OTAN.

Dans le cadre du partenariat stratégique, la Roumanie a pris des engagements similaires à ceux des États membres de l'OTAN. Suite aux événements en ex Yougoslavie et à l'intervention de l'OTAN dans la région, la Roumanie a soutenu les actions de l'alliance, malgré une large opposition interne.

Une nouvelle étape en vue de l'adhésion a été le sommet de Washington de 1999, au cours duquel la Roumanie a signé un plan d'action en vue de l'adhésion, fixant la date d'adhésion pour le sommet de Prague en 2002. Le transfert du pouvoir politique entre la CDR et le PDSR après les élections de 2000 n'a pas modifié l'orientation de la Roumanie en matière de sécurité nationale, même si les sociaux démocrates s'opposaient à la coopération Roumanie-OTAN au Kosovo. Au niveau interne, un «plan national d'adhésion» a été dressé, dans le but de réformer les forces armées et d'atteindre les normes de l'OTAN. Pour démontrer la position stratégique de la Roumanie dans la région, mais aussi la politique de collaboration entre les États d'Europe centrale et orientale en matière de sécurité, un sommet du V10 (Albanie, Bulgarie, Croatie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Ancienne République yougoslave de Macédoine, Roumanie, Slovaquie et Slovénie) s'est tenu à Bucarest le 25 mars 2002, afin de discuter de l'aide commune. Le sommet a été qualifié de «printemps des nouveaux alliés». Lors du sommet de Prague, la Roumanie a été invitée, avec six autres États, à rejoindre l'Alliance. Elle en est devenue membre à part entière lors du sommet d'Istanbul le 29 mars 2004.

En résumé, la renaissance de la Roumanie au sein des structures européennes illustre à la fois la dimension de politique étrangère et la transition difficile pour sortir du communisme. La détermination politique constante d'intégrer la Roumanie dans la famille euro-atlantique a transcendé les différences idéologiques.

Liste des abréviations

CDR	Convention démocrate roumaine
FDSN	Front démocrate du salut national
FSN	Front du salut national, devenu plus tard Parti démocrate, puis Parti démocrate libéral
FSP	Fonds de propriété d'État
PPM	Programme de privatisation de masse
PNT	Parti national paysan
PRM	Parti de la grande Roumanie
PSM	Parti socialiste du travail
PUNR	Parti de l'unité de la nation roumaine
PCR	Parti communiste roumain
UDMR	Union démocratique des Hongrois en Roumanie



SLOVAQUIE: IDENTITÉ ET DÉMOCRATISATION

Slavomír Michálek

République de Slovaquie - Slovenská Republika

Superficie: 49 034 km²

Population: 5 379 500 millions d'habitants

Capitale: Bratislava

Langue officielle: le slovaque

Devise: l'euro (€)

Système politique: République parlementaire

Adhésion à l'UE: 01.05.2004

I. INTRODUCTION

Le développement progressif de la Slovaquie en tant que partenaire égal des autres nations démocratiques d'Europe a commencé au début du XX^e siècle pour aboutir au début du XXI^e siècle. Il s'est de toute évidence déroulé sous l'influence de facteurs et d'événements externes et internes. On peut distinguer plusieurs périodes principales dans l'histoire moderne de la Slovaquie: tout d'abord la Première Guerre mondiale et la création de la Tchécoslovaquie, la république de l'entre-deux-guerres, la République slovaque (1939-1945), la dictature communiste (1948-1989) et la formation du premier État slovaque démocratique (1993). Chacune de ces périodes comporte évidemment des moments où le destin bascule: le traité de Trianon (1920), les accords de Munich et l'arbitrage de Vienne (1938), le coup d'État communiste de 1948, l'intervention des chars soviétiques (1968), la «Révolution de velours» de 1989, l'entrée dans l'OTAN et dans l'Union européenne (2004), etc.



Au cours des dernières décennies, la Slovaquie a connu un développement agité et souvent douloureux. Aujourd'hui, elle est devenue un État européen démocratique qui cherche à faire face aux nouveaux défis que les temps apportent. La question de l'identité nationale est importante. Quelles sont les perspectives des Slovaques en tant que nation? Les Slovaques sont en tout cas membres à part entière de l'Union européenne.

II. DU PROGRAMME POLITIQUE À LA NAISSANCE DE LA TCHÉCOSLOVAQUIE

Le premier programme national des Slovaques a été développé dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Élaboré par Ludovít Štúr, il reposait sur le postulat que les Slovaques constituent une nation autonome et indépendante. Mais ce programme n'avait aucune chance d'aboutir, jusqu'à ce qu'éclate la Première Guerre mondiale. La Première Guerre mondiale entraîna un changement fondamental de la situation slovaque. Parmi les différentes solutions possibles, la formation d'un État commun regroupant les Tchèques et les Slovaques semblait la plus favorable. La «solution tchèque et slovaque», c'est-à-dire la création d'un État autonome, n'était envisagée ouvertement qu'à l'étranger. Dans le pays, le pouvoir hongrois limitait et surveillait strictement l'exercice de la liberté politique.

Au début de la Première Guerre mondiale, la Slovaquie appartenait à la partie hongroise de l'Empire austro-hongrois et n'existait pas en tant qu'entité administrative indépendante. La nation slovaque luttait contre la magyarisisation croissante et la répression. Les élites culturelles et politiques slovaques, encore au stade embryonnaire, furent donc obligées de lutter pour conserver les caractéristiques fondamentales de la nation: la préservation de sa langue et de sa culture. Ce n'est qu'en 1918, à la fin du mois de mai, que les responsables politiques publièrent un programme politique clair pour l'avenir de la Slovaquie. Lors d'une réunion à Saint-Martin de Turiec, ils définirent le principe stratégique de la future politique slovaque: la séparation définitive de la Hongrie. Sur la base du droit à l'autodétermination, ils tracèrent les contours de leur participation à la formation d'un État tchèque et slovaque. Toutefois, il n'y eut pas de proclamation publique.

Les Slovaques installés à l'étranger considérèrent qu'il était de leur devoir de faire entendre ce que la nation ne pouvait exprimer dans son propre pays. Ce fut notamment le cas des Slovaques installés en Amérique. Ceux-ci présentèrent à la communauté internationale un programme politique réclamant le droit à l'autodétermination et à l'indépendance complète de la nation slovaque. Avec des compatriotes tchèques installés aux États-Unis, ils se mirent d'accord, à l'automne 1915, sur un programme d'indépendance du «pays» tchèque et de la Slovaquie, l'union des nations tchèque et slovaque dans une fédération d'États et l'autonomie nationale complète de la Slovaquie. Pour être reconnue sur la scène internationale la cause slovaque dut ainsi s'aligner étroitement sur la cause tchèque de même nature qui, à elle seule, avait peu de chance de s'imposer.

Ces activités programmatiques des Slovaques et Tchèques basés aux États-Unis et en Europe ont progressivement rejoint les résistances étrangères tchèques et slovaques associées au Conseil national tchécoslovaque (Československá národní rada) dirigé par Tomáš G. Masaryk, Milan R. Štefánik et Edvard Beneš. Dès le début, les dirigeants de la résistance étrangère concentrèrent tous leurs efforts sur la perspective d'une victoire militaire alliée, avec pour objectif la création d'un État indépendant tchèque et slovaque. Les actions militaires des troupes étrangères (légions) tchèques et slovaques et l'activité diplomatique systématique déployée par les dirigeants de la résistance étrangère contribuèrent largement à la reconnaissance par les gouvernements alliés, à l'automne 1918, du Conseil national tchécoslovaque installé à Paris comme représentant de facto des nations alliées. Hormis la reconnaissance obtenue auprès des Alliés par les mouvements de résistance en exil, la résistance à l'intérieur du pays, dont les activités avaient atteint un point culminant en octobre 1918, joua un rôle crucial dans la déclaration et la création d'un État indépendant.

Le 28 octobre 1918, le Conseil national tchécoslovaque proclama officiellement à Prague la création de l'État tchécoslovaque. Deux jours plus tard, indépendamment des événements de Prague, l'élite politique slovaque adoptait à Martin la Déclaration de la Nation slovaque (connue aujourd'hui sous le nom de «Déclaration de Martin») rendant publique sa décision, prise de longue date, de séparer la Slovaquie de la Hongrie d'avant-guerre et de coexister ensuite avec la nation tchèque dans le cadre d'une République Tchécoslovaque (ČSR). Pour la première fois de son histoire, la nation slovaque devenait un État au sens constitutionnel.



Les décisions annoncées à Prague et à Martin par les représentants politiques des deux nations slaves étaient la clef historique qui devait ouvrir la voie à plus de 70 ans d'histoire commune pour les citoyens de ces deux nations unies au sein de la République tchécoslovaque.

Un État multinational émergeait des ruines de l'empire austro-hongrois. Il regroupait deux unités territoriales, la Slovaquie et la Tchéquie. Elles avaient connu une évolution historique différente. La première chose à faire pour ce nouvel État fut de prendre ses distances par rapport à son héritage historique et à l'influence de l'ancienne monarchie, dans un effort commun de construction d'une République tchécoslovaque unie, avec le même niveau en matière d'économie, d'industrie, d'éducation, de justice etc. Selon le recensement de 1921, la ČSR comptait à l'époque 13 613 172 habitants, dont 3 000 970 en Slovaquie. Outre les Tchèques et les Slovaques, la république abritait également des Allemands et des Hongrois désormais devenus minoritaires, alors que leur nombre en avait fait les groupes «dirigeants» de l'Autriche-Hongrie jusqu'en 1918.

La naissance de la Tchécoslovaquie en 1918 marqua la signal de départ de changements essentiels pour la Slovaquie dans son ensemble, en particulier dans les villes et le style de vie de leurs habitants. Bratislava devint le cœur de la vie slovaque. Au cours des décennies qui suivirent, Bratislava, naguère ville semi-provinciale trilingue et paisible, se transforma en une métropole dynamique à la vie sociale animée. Malgré sa position géographiquement décentrée, elle devint le centre de la vie politique, économique et culturelle de la Slovaquie. Bratislava faisait son entrée dans la république avec des usines modernes qui employaient des milliers de personnes. Il s'agissait par exemple des usines Dynamo Nobel (production d'explosifs), Stollwerck (chocolat), d'usines fabricant des câbles, des usines Siemens-Schuskert (transformateurs), Matador (caoutchouc), Apollo (raffinage), Roth's (cartouches et machines pour l'économie) et Cvernovka (filature), d'usines textiles, de brasseries, d'aciéries, d'industries laitières et d'entreprises vinicoles.

De 1919 à 1927, l'autorité administrative nationale (le ministère de l'administration pour la Slovaquie) resta basée à Bratislava. Fin 1927, le territoire fut divisé en régions (župy) administratives. Après la réorganisation de l'administration nationale le 1^{er} juillet 1928, le territoire de la Slovaquie fut unifié par la création officielle du «pays slovaque». Pour la première fois de son histoire, la Slovaquie possédait une frontière territoriale propre.

Bien que la Slovaquie fût l'une des régions les plus développées de Hongrie au moment de son entrée dans la ČSR, son économie n'avait pas encore un niveau comparable à celui de l'État tchèque. À l'époque de la république commune, l'industrie slovaque représentait 8,5 % du potentiel industriel de la ČSR. La Slovaquie avait une grande tradition d'extraction et de traitement des minerais de métaux. Sa superficie boisée importante créait des conditions favorables au développement d'usines à pulpe et à papier. La Slovaquie était connue pour ses tanneries, ses usines agroalimentaires et ses usines textiles, qui possédaient les machines les plus modernes. (Les usines textiles de Ružomberok étaient les usines textiles les plus importantes et les plus modernes de la Tchécoslovaquie lors de la création de celle-ci). Cependant, la majorité des citoyens slovaques (60,6 %) habitaient la campagne et travaillaient dans l'agriculture ou le secteur forestier. Les villages étaient peuplés d'ouvriers de l'industrie et de la construction (qui cultivaient leurs propres terres pour subvenir aux besoins de leurs familles) et d'ouvriers agricoles (sans terre et travaillant dans des fermes étrangères). Beaucoup d'entre eux dépendaient du travail saisonnier en République tchèque, dans les régions fertiles du sud de la Slovaquie, ou alors ils partaient travailler à l'étranger.

III. LE TRAITÉ DU TRIANON

La position internationale de la Tchécoslovaquie se stabilisa peu après sa création, et surtout après la signature des traités de paix: le traité de Versailles avec l'Allemagne, le traité de Saint-Germain avec l'Autriche et le traité du Trianon avec la Hongrie. Tous ces traités contribuèrent à fixer les frontières de l'État et à délimiter le territoire national. Le traité de paix avec la Hongrie, signé au Trianon le 4 juin 1920, était particulièrement important pour la Slovaquie et les Slovaques de Tchécoslovaquie. L'un des signataires tchécoslovaques était le diplomate slovaque Štefan Osuský.

Le traité du Trianon confirma une fois pour toutes la désintégration de l'empire austro-hongrois. Il confirmait également de jure l'existence de la République tchécoslovaque. La Hongrie conservait un tiers de son ancien territoire. C'est une situation que les Hongrois refusaient d'admettre, et la révision de cette paix «imposée» est devenue une revendication permanente du discours politique hongrois tant à l'intérieur du pays qu'en politique étrangère. Aujourd'hui encore, le choc du Trianon demeure dans la conscience nationale hongroise.



Les traités de paix qui ont suivi la Première Guerre mondiale sanctionnèrent les rapports de forces en présence. Ils comportaient leurs côtés positifs et leurs côtés négatifs, leurs compromis et leurs extrêmes. Ces traités avaient pour objectif d'instaurer une paix à long terme, mais la réalité en a décidé autrement. L'alliance avec la France a joué un rôle important dans la création du nouvel État et est devenue le pilier de sa politique étrangère durant les vingt années qui ont suivi. La conclusion de traités avec la Yougoslavie et la Roumanie, créant ainsi le bloc d'États de la Petite Entente, fut également d'une grande importance pour la sécurité de la ČSR.

La période 1918 à 1938 fut pour la Slovaquie une époque de développement de réseaux et de création d'institutions culturelles et artistiques dans le domaine du théâtre et du cinéma, de la radio, des fondations, des bibliothèques etc. Un indice majeur du développement social de la Slovaquie de cette époque est l'élimination de l'analphabétisme, rendue possible par la démocratisation de tous les réseaux d'enseignement (accès à l'éducation pour tous les enfants et adolescents). Il a fallu pour cela mettre en place un système d'enseignement slovaque indépendant. Pour compenser le manque d'instituteurs et d'enseignants du secondaire, le ministère de l'éducation a invité environ 1 400 enseignants tchèques à venir enseigner en Slovaquie. Ceux-ci ont apporté avec eux des manuels tchèques qui ont été progressivement remplacés par de nouveaux manuels slovaques. L'Université d'État de Tchécoslovaquie et la bibliothèque nationale furent fondées à Bratislava en 1919. L'université a été baptisée du nom de J. A. Komenský. Au cours des dix premières années d'existence de la ČSR, le budget national slovaque a financé la fondation de 301 écoles élémentaires et de 68 écoles secondaires. Le nombre d'écoles professionnelles, d'écoles de commerce et d'instituts pédagogiques a également augmenté, et la Matica Slovenská (l'Association culturelle slovaque) a été recréée. Peu après le coup d'État, le théâtre national a ouvert ses portes à Bratislava.

La deuxième moitié des années 1920 a vu un essor considérable de l'économie mondiale. Mais vers la fin des années 1920, les premiers signes d'une nouvelle crise économique mondiale ont commencé à courir dans certains secteurs de l'économie slovaque. Les effets secondaires de cette crise sont devenus manifestes et ont touché tous les secteurs de l'industrie slovaque dès 1931. En 1933, au plus fort de la crise économique, la production industrielle nationale était inférieure de 60 % aux volumes de 1929. C'est dans les régions rurales que les agriculteurs ont subi le plus dur de la crise.

Cette crise économique a contribué à la radicalisation de la population, mais elle a aussi provoqué des changements politiques extrêmement importants qui ont mis en péril la démocratie européenne. L'un des symboles les plus forts de cette menace a été la victoire du mouvement fasciste et nationaliste en Allemagne. Le chancelier allemand Adolf Hitler, qui avait pris le pouvoir dans son pays, ne cachait pas son intention d'effacer la défaite allemande de la Première Guerre mondiale en élargissant l'autorité de l'Allemagne aux pays avoisinants (expansion du «Lebensraum»). L'occupation forcée de la ČSR était l'un des premiers projets du programme politique hitlérien. Au centre du continent européen, à la frontière avec la Tchécoslovaquie, une nouvelle guerre venait de commencer.

Les accords de Munich signés entre les quatre grandes puissances - Allemagne, Italie, Grande Bretagne et France - le 29 septembre 1938 (cession du pays des Sudètes à l'Allemagne) et l'arbitrage de Vienne entre l'Allemagne et l'Italie du 2 novembre 1938 cédant le sud de la Slovaquie à la Hongrie ont amputé la république et précipité sa chute. Les déclarations annonçant la création de l'État indépendant de Slovaquie et du Protectorat de Bohême-Moravie ont suivi peu après.

IV. L'ÉTAT SLOVAQUE SOUS L'ALLEMAGNE NAZIE

Le 14 mars 1939, l'Assemblée du pays slovaque proclamait la création de l'État slovaque. L'État slovaque était ainsi fondé six mois avant le début de la Seconde Guerre mondiale. Au début de son existence, sa souveraineté s'est limitée à sa relation avec l'Allemagne nazie. Cette relation fut confirmée par le «traité de protection», du 19 mars 1939 qui créait une Zone de protection spéciale («Schutzzone» du 23 mars 1939) à la frontière nord-ouest de l'État, ainsi que par la conclusion des négociations de Salzbourg en juillet 1940. Après l'adoption de la Constitution le 21 juillet 1939, le nom officiel du pays devint «République slovaque», mais cette dénomination était rarement utilisée. Malgré les circonstances entourant la formation de cet État slovaque et sa position de satellite du Troisième Reich, il symbolisait de façon plus concrète le concept d'État slovaque et d'indépendance nationale. Avec une superficie de 38 456 km² et



2,6 millions d'habitants, la République slovaque comptait parmi les plus petits pays européens de la période 1939-1945. Peu après sa fondation, le pays fut reconnu par vingt-sept pays, dont les grandes puissances, à l'exception toutefois des États-Unis. La Slovaquie avait une politique étrangère soumise à l'approbation de l'Allemagne nazie, et a donc développé en premier lieu des relations diplomatiques avec les pays soumis à l'influence allemande. La République Slovaque conclut aussi plusieurs accords culturels et économiques avec des pays neutres et d'autres pays.

L'armée nationale slovaque a participé à l'invasion du territoire de la Pologne le 1^{er} septembre 1939 aux côtés de l'armée allemande, ce qui l'a entraînée dans les batailles de la Seconde Guerre mondiale du début à la fin. La Slovaquie confirmait l'orientation de sa politique étrangère en rejoignant l'alliance de l'Axe en novembre 1940 et en participant à la guerre contre l'Union soviétique (juin 1941) et contre d'autres pays de la coalition antihitlérienne.

L'État slovaque reposait sur un régime politique autoritaire et totalitaire. Il a réduit à néant l'idée de Parlement, mis en avant l'unité nationale slovaque et la philosophie chrétienne et insisté sur le principe d'autorité en politique. Le Président Jozef Tiso a dirigé l'État à partir du 26 octobre 1939. Le pouvoir exécutif était aux mains d'un gouvernement de neuf membres sous le contrôle desquels on trouvait des bureaux auxiliaires régionaux. L'Assemblée était l'organe législatif.

La vie politique et publique de Slovaquie était soumise au Parti populaire slovaque de Hlinka (HSL'S), comme le confirmait l'article 58 de la Constitution de la République slovaque: «La nation slovaque participe au pouvoir de l'État par l'intermédiaire du HSL'S». Le Président de la République remplissait ses fonctions en tant que Président du HSL'S, avec le titre officiel de «guide». La Garde de Hlinka et les Jeunesses de Hlinka, les syndicats unifiés et les associations professionnelles nouvellement créées faisaient également partie du Parti populaire. Les partis politiques représentant les minorités allemandes et hongroises fonctionnaient indépendamment.

À partir de 1939, la politique intérieure fut marquée par différentes luttes pour les meilleures positions au sein de l'appareil du pouvoir d'État. D'un côté se trouvait l'aile conservatrice autour du Président Tiso, composée principalement de dirigeants du HSL'S contrôlant les rouages de l'État. Leur objectif était de créer en Slovaquie un État totalitaire fondé sur des principes religieux et sur les différences entre les classes. De l'autre se trouvait l'aile radicale dirigée par le Ministre des Affaires étrangères Vojtech Tuka et le Ministre de l'Intérieur Alexander Mach.

Les radicaux préconisaient le modèle politique nazi et souhaitaient imposer en Slovaquie les principes du national-socialisme. Le Troisième Reich était plus favorable à l'aile radicale qu'à l'aile conservatrice.

Les deux mouvances du Parti Populaire partageaient le désir de trouver une solution au «problème juif» - l'une des principales exigences formulées par l'Allemagne en matière de politique intérieure slovaque. Pour y parvenir, le parti adopta le «code juif» basé sur les règlements mis en place par le gouvernement précédent. Cette loi privait systématiquement les juifs slovaques de leurs droits civiques, politiques et économiques. Cette répression déboucha sur les déportations et sur la «solution finale» au problème juif préconisée par les nazis et consistant à éliminer les juifs dans des camps de concentration.

Sous la République slovaque, la société slovaque était habitée de nombreuses contradictions. La plupart des habitants vivaient dans des conditions économiques relativement stables qui se répercutaient sur leur situation sociale. La production industrielle et agricole de la Slovaquie avait des clients stables car, grâce à un traitement préférentiel, l'Allemagne nazie exploitait au maximum la capacité de production de son satellite. Des dizaines de milliers de travailleurs slovaques partaient chaque année vers l'Allemagne. Grâce à l'essor du commerce provoqué par la guerre, il n'y avait pas de chômage en Slovaquie.

Entre 1939 et 1943, le territoire de la Slovaquie ne fut pas touché directement par les batailles de la Seconde Guerre mondiale. Cette relative sécurité permit le développement de la culture, dans les limites imposées par l'idéologie du régime slovaque et par l'influence du HSL'S. Entre 1939 et 1944, la Slovaquie créa de nouvelles écoles secondaires, de nouvelles universités et de nouvelles institutions scientifiques et artistiques (produisant des volumes importants de livres et de magazines).

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, la Slovaquie connut des mouvements de résistance animés par divers principes idéologiques mais unis dans un objectif commun: la lutte contre le nazisme et le fascisme. Les principaux mouvements de résistance étaient la résistance communiste et la résistance civique. Tous deux reposaient sur la résistance étrangère des Tchèques et des Slovaques. Le «traité de Noël» de 1943, qui constitue le programme fondamental de la résistance en Slovaquie, a regroupé les différents mouvements de résistance slovaques au



sein du Conseil slovaque de la résistance (SNR). Le SNR clandestin a infiltré l'armée slovaque ainsi que les organes gouvernementaux, économiques, judiciaires et administratifs de l'État slovaque pour préparer un soulèvement armé. Ce soulèvement a débuté le 29 août 1944, alors que l'armée allemande commençait à occuper le territoire de la République slovaque. Les partisans ont poursuivi la lutte même après l'occupation du territoire qui s'était soulevé, jusqu'à l'arrivée de l'Armée Rouge au printemps 1945. Après l'occupation par l'armée allemande, la République Slovaque connut l'isolement sur la scène internationale. Le gouvernement et les autorités publiques complices du régime s'enfuirent de Bratislava avant l'arrivée de l'Armée Rouge en avril 1945. La République Tchécoslovaque fut alors restaurée sur le territoire de la Slovaquie.

V. LA RECONSTRUCTION DE LA TCHÉCOSLOVAQUIE ET LE COUP D'ÉTAT COMMUNISTE

L'histoire de la Slovaquie entre sa libération de l'Allemagne hitlérienne en 1945 et la chute du régime communiste en 1989 est divisée en deux périodes distinctes: la période de la «démocratie populaire» (le nom donné à l'époque au régime en place de la libération à février 1948) et la période communiste (entre le coup d'État de février 1948 et novembre 1989). Le régime de la démocratie populaire fut une structure politique temporaire et hybride. Il était différent des régimes totalitaires qui l'avaient précédé et de ceux qui lui succédèrent, mais aussi de la démocratie parlementaire de la première République Tchécoslovaque, bien que l'on ait souvent affirmé une continuité juridique avec la première République. Ce régime est souvent défini comme un système politique présentant une démocratie et un pluralisme limités et fermés. Parce qu'il s'insère chronologiquement entre deux systèmes totalitaires, ses aspects démocratiques ont marqué pendant longtemps la conscience nationale des Tchèques et des Slovaques, bien qu'il ait également comporté certains aspects antidémocratiques. Le Front national devint l'une des bases politiques du nouveau pouvoir, une forme particulière de coalition démocrate-populaire regroupant quatre partis politiques en Slovaquie et quatre partis politiques (de tendance centre-gauche) dans les régions tchèques. Les pouvoirs du gouvernement se renforcèrent au détriment du pouvoir de contrôle du Parlement. En Slovaquie, les fonctions du Parlement et du gouvernement

étaient assurées par les organes nationaux slovaques, à savoir le Conseil national slovaque et le Conseil des commissaires.

À l'automne 1945, les entreprises des secteurs essentiels et de l'industrie lourde, les banques et les compagnies d'assurance furent nationalisées par des décrets présidentiels. Les biens appartenant aux Allemands, aux Hongrois et aux collaborateurs furent confisqués (tout comme les biens appartenant à d'autres pays, comme par exemple 149 millions de dollars de biens américains situés en Tchécoslovaquie). Ces nationalisations et confiscations provoquèrent l'apparition d'une économie mixte, avec différentes formes de propriété et d'activités commerciales et un secteur public important.

La Slovaquie rejoignit la République Tchécoslovaque en partenaire égal et déterminé, avec sa propre représentation politique et ses propres organes nationaux. Elle avait connu l'indépendance pendant la guerre (en tant que République slovaque, et à l'époque du soulèvement national slovaque). Ces deux événements contribuèrent d'une certaine façon à la conscience nationale slovaque, qui s'exprima également à travers les exigences relatives au statut constitutionnel de la Slovaquie au sein de la nouvelle république. Toutefois, les tentatives des communistes et des démocrates slovaques d'instaurer une forme d'État fédéral fondée sur les principes nationaux échouèrent face au refus des partis politiques tchèques. C'est ainsi que la Tchécoslovaquie fut fondée selon une structure asymétrique, dans laquelle les organes nationaux centraux (tchécoslovaques) et les organes slovaques n'avaient pas d'homologues du côté tchèque. La conséquence logique de ce modèle fut que les organes nationaux slovaques n'avaient qu'une autorité limitée.

Pendant une brève période au sortir de la guerre, la démocratie populaire fut réellement le fruit des efforts communs des communistes et des démocrates. La création de la démocratie populaire de Tchécoslovaquie fut influencée par l'issue de la Seconde Guerre mondiale, et notamment par la puissance soviétique. La guerre a détruit des vies humaines et causé d'importantes pertes matérielles. Elle a bouleversé la société civile, compromis les partis et les personnes qui avaient collaboré avec le nazisme et permis au bolchévisme de s'installer au centre et au sud-est de l'Europe. Le vide du pouvoir a ainsi été comblé par l'Union soviétique et son idéologie communiste. Le fait que le territoire du pays ait été libéré par l'Armée Rouge (à l'exception d'une bande étroite de l'ouest de la Bohême) a clairement joué en faveur des communistes tchèques et slovaques.



Dès le début, la République Tchécoslovaque a été construite comme l'État des Tchèques et des Slovaques sans aucune place pour les minorités allemandes et hongroises. Le nouveau pouvoir politique voulait se débarrasser des minorités non slaves par expulsion. Les membres des minorités non slaves furent donc accusés d'avoir participé et contribué à la désintégration de la République et, le 2 août 1945, le décret présidentiel n° 33/1945 leur enlevait la citoyenneté tchécoslovaque. Les résolutions adoptées au terme de la conférence de Potsdam - réunissant les Premiers ministres des grandes puissances victorieuses du 17 juillet au 2 août 1945 - permettaient l'expulsion des Allemands, mais les puissances occidentales ne permirent pas une approche semblable du problème hongrois. Les dirigeants ont donc envisagé et pris d'autres mesures concernant la minorité hongroise, comme l'échange d'habitants basé sur l'accord de reslovaquisation conclu entre la Hongrie et la Tchécoslovaque mais surtout la colonisation interne forcée (occupation des territoires après la déportation des Sudètes). Ce n'est qu'en octobre 1948 que les membres de la minorité hongroise retrouvèrent la citoyenneté tchécoslovaque.

Au cours de cette brève période, l'évolution de la politique intérieure de la Tchécoslovaquie fut déterminée principalement par la position des grandes puissances antihitlériennes vers la fin de la guerre. Selon cette position, la Tchécoslovaquie appartenait à la sphère d'influence soviétique, que le Kremlin transforma rapidement en un bloc monolithique. La Grande-Bretagne et les États-Unis avaient accepté le contrôle de l'Europe centrale par l'Union soviétique. L'ambition originale de la représentation politique tchécoslovaque, en particulier de son Président Edvard Beneš, qui avait espéré pouvoir créer un pont entre l'Est et l'Ouest, se révéla vite irréaliste. Le meilleur exemple de la soumission de la Tchécoslovaquie à l'Union soviétique est son refus en juillet 1947, sous la pression de Staline, d'accepter l'aide du plan Marshall. Conformément à sa politique de grande puissance, l'Union soviétique considérait la Tchécoslovaquie comme un élément de sa «chaîne d'États-tampons» en Europe centrale. En outre, l'uranium tchécoslovaque était une ressource indispensable à ses ambitions nucléaires et à ses premiers modèles de bombes atomiques (à partir de l'automne 1945). Le rejet du plan Marshall par la Tchécoslovaquie apportait la preuve de la désintégration de la coalition antihitlérienne et de la subordination croissante de la Tchécoslovaquie à Moscou, même sur le plan économique. Le coup d'État communiste de Prague, en février 1948, ne fit que parachever techniquement ce processus.

Du point de vue des affaires intérieures également, la Slovaquie (Tchécoslovaquie) a vécu pendant ces quelques années une période agitée. Le résultat des élections parlementaires organisées en Slovaquie en mai 1946, au cours desquelles le Parti démocrate remporta 62 % des suffrages, montre que la société slovaque était plus polarisée et moins favorable aux idées de gauche que la société tchèque (en Tchéquie, les communistes remportèrent les élections avec une majorité confortable). Ces élections confirmèrent également l'influence politique considérable de l'Église catholique en Slovaquie. L'échec électoral des communistes en Slovaquie entraîna un durcissement des conflits politiques entre communistes et démocrates, une restriction des compétences des organes nationaux slovaques par l'adoption du troisième traité de Prague et la montée des tensions entre Tchèques et Slovaques. Dès cet instant, de nombreux Slovaques perçurent Prague comme une double menace: la menace du communisme et la menace de la centralisation des pouvoirs.

À l'échelle nationale, la confrontation finale entre les forces de la démocratie et du totalitarisme eut lieu en février 1948. Dès le départ, les communistes avaient considéré le régime de la démocratie populaire comme une phase temporaire et provisoire vers la conquête du pouvoir absolu. Le 20 février 1948, douze Ministres représentant trois partis non communistes (nationaux socialistes, démocrates et démocrates populaires) démissionnèrent. Les communistes profitèrent de cette crise gouvernementale pour atteindre leur objectif. Si la solution apportée à la crise gouvernementale respecta plus ou moins les usages parlementaires, les communistes recoururent à des méthodes anticonstitutionnelles pour le coup d'État proprement dit. Le fait est cependant que l'offensive communiste ne rencontra que peu de résistance au cours des événements de février, et qu'un grand nombre de citoyens l'ont appuyée publiquement, par conviction ou par peur. Ce coup d'État marquait le début de la dictature communiste et l'intégration définitive de la Tchécoslovaquie dans le bloc soviétique. Au printemps 1948, les démocraties occidentales n'intervinrent pas de façon concrète pour protéger la démocratie en Tchécoslovaquie. Elles dénoncèrent verbalement la situation par le biais d'une déclaration commune des États-Unis, du Royaume-Uni et de la France (26 février 1948), mais ne prirent aucune autre mesure. Cet immobilisme plaçait la Tchécoslovaquie dans la sphère d'influence de Moscou, au détriment des Slovaques et des Tchèques eux-mêmes. La protestation de l'ambassadeur tchécoslovaque Ján Papánek auprès du Conseil de sécurité de l'ONU fut bloquée par le veto de l'Union soviétique. Avec le coup d'État de février, le Parti communiste obtenait le pouvoir absolu nécessaire pour mettre en place un régime totalitaire.



La période communiste de la Tchécoslovaquie (et donc de la Slovaquie) dura de 1948 à 1989. Ces deux dates définissent le cycle fermé d'une expérience communiste typique, de sa naissance à son plein développement et enfin à sa chute. Cela donne à cette période une dimension historique, celle d'un passé révolu. Le régime communiste présentait certaines faiblesses typiques, à savoir une forme de gouvernement totalitaire, un parti au pouvoir absolu, des réorganisations, une stagnation économique et sociale, l'élimination des opposants politiques, la fermeture des marchés, une économie planifiée et dirigée depuis le centre, et la diffusion de la propagande marxiste-léniniste. Comme n'importe quel régime politique, ce régime a également connu certains changements. Ceux-ci sont intervenus dans son pilier social (structure de soutien): différentes doctrines se succédèrent au sein du marxisme-léninisme, et sa vision politique finit par être plus souple que le régime communiste lui-même. Ce régime atteignit son apogée à l'époque du stalinisme. Il survécut à la «période glaciaire» des années 1948-1953, au dégel qui suivit la dénonciation du «culte de la personnalité» de Staline en 1956, à la montée de la température politique, à la crise et aux tentatives de réforme des années 1960, ainsi qu'au néo-stalinisme (retour au passé durant la normalisation de l'après-1968) avant de s'écrouler complètement à l'automne 1989.

VI. LE RÉGIME TOTALITAIRE COMMUNISTE

Le régime totalitaire communiste s'est installé au cours des quelques mois qui suivirent le coup d'État de février. À l'époque, rares sont ceux qui ont pris la mesure de ces changements politiques. Le Président Edvard Beneš conserva ses fonctions pendant plusieurs mois après le coup d'État. L'institution politique du Front national fut maintenue dans la forme, mais son rôle changea. Il devint une façade dissimulant la véritable nature de la dictature communiste. Les partis non communistes perdirent tout pouvoir, certains devinrent des partis fictifs, et les appareils communistes tchèques et slovaques connurent des réorganisations. Le pouvoir absolu du Parti communiste remplaça le monopole de pouvoir dont le Front national jouissait avant février 1948. Les élections cessèrent d'être de véritables élections, le Parlement d'être un Parlement, le gouvernement d'être un gouvernement, etc. Toutes les décisions étaient prises par un petit cercle au sommet de l'appareil du Parti communiste. Les libertés civiques n'existaient plus que sur le papier.

Dans ce contexte, les relations entre Tchèques et Slovaques n'évoluèrent pas favorablement. Au contraire, la mise en place d'un modèle politique asymétrique et la centralisation tchèque croissante minèrent les compétences des organes nationaux slovaques jusqu'à ce qu'il n'en reste rien. En Slovaquie, le pouvoir communiste se heurta principalement à la résistance de l'Église catholique. Le 14 octobre 1949, l'Assemblée nationale adoptait la loi n° 217/1949 («portant création d'un Office national des questions religieuses et d'un Office slovaque des questions religieuses») et la loi n° 218/1949 («relative à la sécurité économique des Églises et des communautés religieuses») conformément aux règlements gouvernementaux. Les lois sur les Églises et les réglementations du gouvernement modifièrent considérablement la position des Églises. Elles définissaient en effet leur autonomie et les soumettaient à la tutelle du droit public. Les Églises étaient désormais subordonnées à l'État (et responsables vis-à-vis de lui), et les prêtres étaient en pratique des employés de l'État. Les prêtres qui tentèrent de résister à cette contrainte furent arrêtés, poursuivis et jugés dans le cadre de procès politiques. Ces lois religieuses restèrent en vigueur sans modifications importantes jusqu'à la chute du régime communiste.

À la fin des années 1940 et au début des années 1950, les sociétés slovaque et tchèque connurent des changements fondamentaux. Ces changements touchaient aussi bien l'économie que l'éducation et la culture. Juste après février 1948, la deuxième phase de nationalisation et la troisième phase de la réforme agraire furent lancées. À la fin de la guerre, le régime lança un mouvement de «restriction et de suppression des éléments capitalistes» et d'élimination des entreprises commerciales. La collectivisation de l'agriculture commença en 1949. Elle dura, avec une brève interruption, de l'été 1953 à l'été 1955. L'industrie tchécoslovaque connut une transformation structurelle privilégiant le développement de l'industrie lourde et la Tchécoslovaquie devint le centre de fabrication de machines pour le bloc de l'Est. Ces transformations économiques de la Tchécoslovaquie entraînèrent également l'industrialisation de la Slovaquie. Pour des raisons stratégiques, le régime y privilégia le développement de l'industrie lourde au mépris des conséquences pour l'environnement. La part de la Slovaquie dans la production d'armes tchécoslovaque augmenta. De plus, la finalisation n'était pas reconnue dans la production industrielle de la Slovaquie. De façon générale donc, sa contribution au produit intérieur brut (PIB) était inférieure. Un nouveau système d'enseignement fut mis en place, l'iconographie du réalisme socialiste s'imposa dans l'art et dans la littérature, et les sciences sociales adoptèrent la méthodologie et l'idéologie marxistes-léninistes. La société connut une



sécularisation importante, avec une augmentation du nombre d'athées. Le régime imposait une intervention de l'État dans la propriété, les relations sociales, la culture, les traditions et le mode de vie - une ingérence qui aurait été impossible sans recourir à la violence et à la terreur communistes. Les gens étaient les victimes de discriminations pour différentes raisons politiques, sociales et religieuses.

En Europe et dans le monde entier, la fin des années 1940 et le début des années 1950 représentent l'apogée de la Guerre Froide. Le risque d'un nouveau conflit mondial entre les anciens alliés dictait l'évolution des relations internationales pour la vie des générations futures. L'Occident, sous la protection des États-Unis, agissait de façon plus ou moins homogène sans bouleversements internes. Dans le bloc de l'Est par contre, Moscou imposait un intense processus d'épuration idéologique interne.

Les procès politiques de la fin des années 1940 et du début des années 1950 en Tchécoslovaquie sont considérés à juste titre comme le phénomène le plus tragique de l'histoire contemporaine de la Slovaquie. Ces procès avaient en commun leur caractère illégitime. Ils étaient illégitimes pour différentes raisons. Ils étaient fabriqués de toutes pièces sur la base de confessions forcées, d'une violation des droits civiques fondamentaux et des droits de l'homme et au mépris des lois en vigueur. Ils touchaient toute la société, toutes les classes sociales. Le régime recherchait les «ennemis de la classe ouvrière» absolument partout.

Les objectifs principaux des procès politiques tchécoslovaques de cette époque se reflètent à divers niveaux. Il est difficile de définir l'objectif dominant, mais tous ces procès semblent avoir eu en commun le souhait de dénoncer, d'éliminer, de punir et de mettre hors de combat les opposants potentiels, réels ou imaginaires au régime communiste. La psychologie de la terreur a joué un rôle important de motivation. La peur était censée choquer et «éduquer» la société. Il s'agissait en l'occurrence de l'éduquer dans la lutte contre l'ennemi impérialiste de la classe ouvrière. Cette psychose de la peur a été principalement le fruit des grands procès publics contre les ennemis internes de l'État.

La police de sécurité de l'État (ŠtB, l'équivalent du KGB soviétique) a joué à l'époque un rôle prédominant dans la «fabrication» des procès politiques tchécoslovaques. La ŠtB était avant tout une force politique chargée d'aider, de protéger et de contribuer à la construction du régime communiste. La ŠtB était partout - dans les villes, dans les villages, dans les régions, dans les organisations sociales, les écoles, les entreprises, les coopératives et les entreprises agricoles. Partout où il y avait des gens à surveiller.

La police de sécurité de l'État utilisait deux méthodes dans ses enquêtes: la cruauté physique et la torture mentale. La procédure utilisée par la ŠtB pour la «fabrication» des procès politiques suivait des approches et des étapes bien définies. La procédure suivante était généralement appliquée: sélection de l'ennemi, surveillance, utilisation d'agents, recherche de preuves fabriquées. La première étape se terminait par l'arrestation de la victime. Cette arrestation était suivie d'une période de détention en attente du procès. Le suspect était maintenu en isolation totale, sans aucun droit et sans aucune protection juridique. La relation était strictement entre deux personnes: l'enquêteur contre le suspect. Le suspect n'était plus considéré comme un être humain. Il n'était plus qu'un numéro, un criminel jugé d'avance, sans défense et désorienté. Il était entièrement livré à l'arbitraire de l'enquêteur, dont l'objectif n'était pas de découvrir la vérité. Celui-ci agissait de sa propre initiative ou sur la base d'instructions reçues d'en haut. Il déterminait la méthode d'interrogatoire ainsi que le statut du suspect. Les interrogatoires étaient soigneusement préparés. Si le suspect coopérait, il pouvait échapper à la torture mentale et physique. S'il refusait de collaborer, la violence était inévitable. Tôt ou tard tous les suspects cédaient, et il n'y avait qu'un seul résultat possible: le protocole d'interrogatoire.

Une fois que la ŠtB avait complété le protocole d'interrogatoire, elle rédigeait l'acte d'accusation. Celui-ci était soumis officiellement par le Bureau du procureur, mais c'est la ŠtB qui déterminait la suite de la procédure. Son rôle dans les dernières étapes de la fabrication du procès se jouait au tribunal. Le suspect récitait par cœur tous les «crimes» qu'il avait commis. Le tribunal dénonçait alors publiquement toutes les activités hostiles du suspect et ses machinations contre l'État.

La procédure judiciaire elle-même suivait ses propres règles devant le Tribunal national. En général, et surtout dans le cadre des grands procès, le procès était public et le juge ainsi que le procureur impliquaient activement l'auditoire dans la procédure. Il s'agissait d'un jeu psychologique, d'une



utilisation intelligente de la psychologie de masse. Les effets sonores ne manquaient pas: cris d'indignation, de colère et de joie face à la dénonciation de conspirations séditeuses au service des impérialistes, des trotskystes, des sionistes, des titoïstes ou des nationalistes bourgeois.

L'avocat apportait la touche finale à ce «théâtre» médiocre et superficiel. Cet avocat, commis d'office, n'était pas réellement chargé de défendre l'accusé. Il était lui aussi convaincu de sa culpabilité, et son rôle se limitait à plaider les circonstances atténuantes (pour autant que l'accusé ait plaidé coupable spontanément et sans réserves). Le verdict prononcé au nom de la République - coupable - était censé avoir un effet édifiant sur la société. Les sentences prononcées allaient de longues peines de prison à la peine capitale.

Les procès politiques étaient un élément à part entière du régime communiste. Leur aspect punitif servait la politique officielle, les procès étaient un outil du pouvoir. Ces procès se déroulèrent principalement dans les premières années du communisme, entre 1948 et 1954. Ils permirent au régime communiste d'éliminer sans aucun scrupule ses opposants réels, potentiels et imaginaires.

On ne connaît pas encore exactement le nombre total des procès politiques organisés au cours des 42 ans du régime communiste en Tchécoslovaquie. On sait cependant qu'il y eut au minimum près de 260 000 affaires (dont plus de 62 000 en Slovaquie), ce qui correspond au nombre des personnes réhabilitées sur la base de la loi de 1990. Ces chiffres, aussi horribles soient-ils, ne donnent pas la mesure des conséquences des procès politiques. Ceux-ci frappèrent non seulement leurs victimes immédiates, leurs familles et leurs amis, mais ils eurent également un impact durable sur l'ensemble de la société au niveau politique, économique, culturel et moral.

Et qui doit être jugé coupable de ce désastre? Qui est responsable des tragédies et des horreurs vécues par plusieurs générations? D'un point de vue global, la faute est clairement imputable au régime communiste, à ses autorités et à tous ceux qui ont fait partie de cette machine incontrôlable.

Du point de vue des affaires intérieures, le début des années 1950 a été une période extrêmement agitée pour le développement de la Tchécoslovaquie. Les communistes tchécoslovaques, utilisant pleinement les outils du pouvoir, ont éliminé les opposants au régime à l'intérieur du pays et purgé leurs propres rangs. Je pense que l'hypothèse que tout cela a pu se dérouler uniquement sous les ordres de Moscou et de ses «consultants» («nous ne sommes pas responsables, c'est la faute des Russes») ne tient pas la route. L'appareil politique et répressif propre à la Tchécoslovaquie

était - d'après moi - tout aussi considérable. C'est lui qui, de sa propre initiative et ivre d'un sentiment de pouvoir irrésistible, prétendait vouloir créer un «avenir radieux».

Il existe plusieurs exemples de procès politiques. Le premier d'entre eux eut lieu en Slovaquie au printemps 1948. En 1950 le pays assista au mégaprocès de Milada Horáková et d'autres, ainsi qu'au procès d'anciens partisans slovaques (Viliam Žingor et d'autres). En janvier 1951, le Tribunal national de Bratislava organisa le procès politique des évêques catholiques «traîtres» Michal Buzalka (Trnava) et Ján Vojtaššák (Spiš) et de l'évêque de l'église catholique grecque Pavol Gojdič (Prešov). Buzalka et Gojdič furent condamnés à la prison à perpétuité et Vojtaššák fut condamné à 24 ans d'enfermement. Ce procès s'inscrivait dans la campagne menée contre l'église catholique. Deux mégaprocès similaires avaient déjà commencé en République tchèque. Le premier de ces procès, celui des représentants des ordres, eut lieu au début du mois d'avril 1950. Le second, le procès des assistants épiscopaux, s'est déroulé à la fin du mois de novembre de la même année. L'objectif politique de ces procès était de «révéler» aux croyants et au clergé que la hiérarchie de l'Église était un ennemi de l'État et que le Vatican était un outil aux mains de l'impérialisme américain.

Au début du mois de juillet 1951, l'opinion publique mondiale fut choquée par le procès fabriqué du journaliste américain William N. Oatis, accusé de conspiration séditeuse et condamné à dix ans de prison. Mais le procès le plus retentissant fut le mégaprocès de novembre 1951, avec l'«administration de la conspiration séditeuse» dirigée par Rudolf Slánský, ancien Secrétaire général du Comité central du Parti communiste de Tchécoslovaquie (ÚV KSČ). Ce procès reste le mégaprocès le plus important et le plus brutal impliquant des responsables communistes tchécoslovaques. Les accusés furent reconnus coupables d'espionnage, de sabotage et de trahison militaire. Onze des quatorze accusés furent condamnés à mort, les trois autres à la prison à perpétuité. Les condamnés à mort furent exécutés le 3 décembre 1952. Vladimír Clementis, Ministre tchécoslovaque des Affaires étrangères de 1948 à 1950, intellectuel de gauche et communiste, était l'un de ces condamnés. C'était un Slovaque qui avait condamné immédiatement le pacte germano-soviétique de 1939 et l'attaque soviétique contre la Finlande de 1940.

En avril 1954, après une longue préparation, le Cour suprême de Bratislava mit en scène le procès des «nationalistes bourgeois» slovaques. Ces accusés avaient été arrêtés et placés en détention



préventive au début de l'année 1951 et subi des violences physiques et mentales. Ce procès se déroula à huis clos, uniquement en présence de témoins «préparés» et présélectionnés. Les chefs d'accusation étaient un mélange des accusations et des élucubrations idéologiques les plus absurdes. Gustáv Husák fut condamné à la prison à perpétuité, Ladislav Novomeský à dix ans de prison, Daniel Okáli à 18 ans, Ladislav Holdoš à 13 ans et Ivan Horváth à 22 ans de prison. En termes d'impact sociopolitique, ce procès est le plus important que la Slovaquie ait connu au cours de la période communiste. Mais en Slovaquie (comme en Tchécoslovaquie), la campagne contre le «nationalisme bourgeois» slovaque se poursuivit tout au long des années 1950 et entraîna un affaiblissement des compétences des autorités nationales slovaques. Les dernières traces de l'autonomie slovaque devaient disparaître en 1960 avec l'abolition du Conseil des commissaires. Le Conseil national slovaque était devenu une institution sans aucun pouvoir, qui ne gouvernait plus qu'elle-même. La nouvelle Constitution nationale, adoptée le 11 juillet 1960 par l'Assemblée nationale, proclama la victoire du socialisme - confirmée également par le nom de l'État, la République Socialiste Tchécoslovaque (ČSSR) - et confirma le rôle dominant du Parti communiste dans l'État et dans la société ainsi que le statut du marxisme-léninisme comme idéologie nationale exclusive.

VII. 1968: L'INVASION DES TROUPES DU PACTE DE VARSOVIE

Les années 1960 connurent presque toutes les variantes du communisme appliquées en Tchécoslovaquie tout au long du régime communiste. La version dure, initialement sur le déclin, fut restaurée après la répression dans le sang du soulèvement hongrois par les troupes soviétiques en novembre 1956. À partir de 1963, on constate un certain assouplissement, une libéralisation du régime (« printemps de Prague »), suivie immédiatement par l'invasion militaire de la Tchécoslovaquie par cinq pays du pacte de Varsovie dans le cadre du «sauvetage socialiste» du 21 août 1968. Cette invasion est suivie d'une normalisation conformiste (le rétablissement de la dictature communiste). La Tchécoslovaquie était à l'époque confrontée à de nombreux problèmes. Ces problèmes s'expliquaient principalement par la stagnation économique (1961-1964) et par l'effondrement du troisième plan quinquennal (1961-1965),

deux phénomènes démontrant la nécessité de réformes économiques. En janvier 1965, l'ÚV KSČ confirmait la nécessité de ces réformes. La première mesure prise a également montré qu'il serait difficile de procéder à des réformes sans une modification du système politique. Cette réforme économique est ainsi devenue le moteur des modifications apportées au système politique.

Le deuxième problème était la réhabilitation des victimes des procès politiques. Cette réhabilitation avait commencé entre 1963 et 1964 à la suite d'une déstalinisation tardive, mais elle ne fut pas conduite de façon systématique. La réhabilitation concerna principalement les dirigeants communistes condamnés à tort, mais la question de la responsabilité des procès politiques n'était pas encore résolue. La sécurité nationale restait un État dans l'État. Pendant le processus de démocratisation de 1968, les réhabilitations firent plus de progrès. Elles étaient confirmées par la loi et concernaient un nombre nettement plus important de personnes (y compris des non-communistes et d'anciens opposants au communisme). L'importance de la réhabilitation limitée de 1963-1964 est qu'elle a permis de révéler certains des crimes commis entre 1949 et 1954. Ces révélations ont ébranlé la confiance des citoyens dans leurs dirigeants politiques et provoqué certains remaniements au sommet de la hiérarchie. Parmi les victimes de ces remaniements, on retiendra par exemple Viliam Široký, l'un des plus fidèles serviteurs de Moscou et Premier ministre tchécoslovaque de l'époque, et Karol Bacílek, Premier Secrétaire du Comité central du Parti communiste de Slovaquie (ÚV KSS).

Alexander Dubček était devenu le chef de file des communistes slovaques en 1963. À partir du début des années 1950, les nouveaux dirigeants du KSS n'avaient plus à craindre les procès politiques. Ils purent ainsi faire preuve de nettement plus de courage que l'ÚV KSČ pour surmonter le passé stalinien. Parallèlement, leurs politiques contribuaient concrètement au développement d'un mouvement d'émancipation nationale. Ces politiques constituaient une autre source d'évolution sociale, qui aboutit progressivement au mouvement de réforme. La croissance du mouvement national slovaque renforça considérablement l'autorité de Dubček au sein du Parti comme au sein de la société et lui permit de jouer un rôle plus important au sein de la direction du KSČ à Prague (étant donné qu'il pouvait compter sur le soutien d'une bonne partie des communistes slovaques).

Ces événements, suivis d'une période de libéralisation de près de cinq ans (1963-1967), préparèrent le terrain pour le processus de réforme et de démocratisation de 1968 connu



Le 21 août 1968, dans les rues de Bratislava. Occupation de la Tchécoslovaquie par les troupes soviétiques.



Le 21 août 1968, dans les rues de Bratislava. Occupation de la Tchécoslovaquie par les troupes soviétiques.



Le 21 août 1968, dans les rues de Bratislava. Occupation de la Tchécoslovaquie par les troupes soviétiques.



Le 21 août 1968, dans les rues de Bratislava. Occupation de la Tchécoslovaquie par les troupes soviétiques.



La frontière danubienne pendant l'ère communiste, dans les années 80. La frontière avec l'Autriche était étroitement surveillée et protégée. Bon nombre de personnes ont été tuées alors qu'elles essayaient de fuir à l'Ouest, espérant réaliser leurs rêves dans un monde libre et démocratique.



17 novembre 1989, à Bratislava. Une des nombreuses manifestations ayant conduit à la chute du communisme en novembre 1989.



Manifestation à Sviečková, le 25 mars 1988, sur la place Hviezdoslavovo. Une manifestation au flambeau pacifique visant à réclamer davantage de libertés est brutalement réprimée par des commandos communistes.



Audience du Premier ministre slovaque, Mikuláš Dzurinda, avec le pape Jean-Paul II, à Rome.



*Les nouvelles démocraties d'Europe: leadership et responsabilité.
Bratislava, du 10 au 12 mai 2001.*



*17 novembre 2007. Les hommes politiques ayant participé à la démocratisation de la Slovaquie s'expriment à l'occasion du 18e anniversaire des événements de novembre 1989.
De gauche à droite: MM. Hrušovský, Dzurinda, Csáky et Topolánek.*



*Le 29 novembre 2004; Rome.
Signature de la Constitution européenne par le Premier ministre slovaque, Mikuláš Dzurinda.*



Sommet Poutine-Bush à Bratislava; 24 février 2005.



Mai 2004. Le Premier ministre, Mikuláš Dzurinda, présente quatre figures importantes de son parti, le SDKU, qui sont candidates aux élections européennes au Président du Parlement européen, Pat Cox.



sous le nom de Printemps de Prague. Au sein du KSČ, une aile réformatrice hétéroclite était en train d'apparaître. Une certaine libéralisation politique se manifestait également dans les domaines de la culture, de la littérature, de l'art et de la production cinématographique. La plupart des formes d'expression artistique se détournaient du réalisme socialiste, et les artistes commençaient à produire des œuvres originales. Les intellectuels jouaient un rôle croissant dans la vie sociale et politique du pays. Après la session de janvier 1968 de l'ÚV KSČ et l'élection de Dubček au poste de Premier secrétaire de l'ÚV KSČ, les événements s'enchaînèrent rapidement. L'idée de réformer le socialisme apparut au sein du Parti. De nombreux dirigeants du Parti entre deux âges avaient perdu leurs illusions de jeunesse, mais ils n'avaient pas renoncé à leur vision et à leur foi dans le socialisme en tant que structure sociale. Ils n'avaient pas l'intention d'y mettre fin, mais de le réformer pour en faire un «socialisme à visage humain». Tout en préservant le fédéralisme et le rôle moteur joué par le KSČ, ils souhaitaient démocratiser le Parti et l'État et modifier le régime politique de façon à respecter la pluralité des intérêts. Ils voulaient moderniser et humaniser le socialisme d'État, réconcilier le socialisme avec la démocratie et la planification avec le marché. La démocratisation d'un régime totalitaire n'est pas possible, de même que la démocratie ne peut dialoguer d'égal à égal avec le totalitarisme. Toutefois, les communistes réformateurs pensaient que les réformes pourraient donner un second souffle au socialisme et à son idéologie. À l'époque, une majorité de la population soutenait ce programme et ne souhaitait pas revenir au capitalisme. En Tchécoslovaquie, en 1968, le soutien des mouvances non communistes en faveur de l'évolution du système était nettement inférieur au soutien observé en Hongrie en 1956 et en Pologne en 1980-1981.

Les intentions du mouvement social de démocratisation allaient plus loin que celles des communistes réformateurs. La Présidence de Dubček, face à la pression de l'opinion publique, dut faire des concessions au mouvement. En Slovaquie, le processus de démocratisation avait remis sur le devant de la scène le mouvement d'émancipation slovaque. La question de l'organisation fédérale de l'État était au centre des débats, comme le déclarait d'ailleurs le Conseil national slovaque (SNR) lors de sa session des 14 et 15 mars 1968. L'ÚV KSS se joignit à lui le 9 avril et, vers le milieu du mois de mai 1968, le gouvernement de la République Socialiste Tchécoslovaque (ČSSR) ratifiait la création d'une commission dirigée par le Vice-premier ministre Gustáv Husák et chargée de préparer une constitution pour la Fédération Tchécoslovaque. Cette commission comptait 30 membres: 15 issus du parti tchèque et 15 issus du parti slovaque. La vérité oblige

à dire que le parti tchèque ralentit et sabota le travail de la commission. Pour lui, la création d'une fédération tchèque et slovaque n'était pas une priorité. Cependant, les efforts du parti slovaque finirent aboutir. Le 27 octobre, l'Assemblée nationale de la ČSSR adoptait la loi constitutionnelle n° 143/1968 relative à la fédération tchécoslovaque. Entre autres choses, cette loi stipulait ce qui suit: «Les nations slovaque et tchèque... reconnaissant le désir inépuisable d'autodétermination jusqu'à la séparation... ont décidé la création de la Fédération Tchécoslovaque».

Le même jour, l'Assemblée nationale adoptait également la loi constitutionnelle n° 144/1968 relative au statut des nationalités. Cette loi précisait que la ČSSR était un État commun regroupant les nations tchèque et slovaque ainsi que toutes les nationalités vivant sur son territoire. En vertu de cette loi constitutionnelle, les minorités (hongroises, allemandes, polonaises et ukrainiennes/ruthéniennes) devaient avoir «les chances et les moyens nécessaires à leur épanouissement». Cette loi était censée garantir aux différentes minorités le droit à une éducation dans leur propre langue, le droit à l'épanouissement, le droit d'utiliser leur propre langue dans les transactions officielles dans leur région, le droit de rassemblement et le droit de publier des journaux et des informations dans leur langue. Toutes les formes d'oppression susceptibles de contribuer à une dénationalisation étaient interdites. La loi constitutionnelle de la Fédération Tchécoslovaque fut signée le 30 octobre, dans la Salle de la Fédération du château de Bratislava. Les signataires de cette loi étaient le Président de la ČSSR Ludvík Svoboda, le Président de l'Assemblée nationale de ČSSR Josef Smrkovský et le Premier ministre de la ČSSR Oldřich Černík. Cette cérémonie s'inscrivit dans le cadre de la commémoration du cinquantième anniversaire de la création de la Tchécoslovaquie.

Dès le début, Moscou avait suivi avec une certaine méfiance le mouvement de démocratisation en Tchécoslovaquie. Pour Moscou, tout signe de faiblesse, de passivité ou d'inaction risquait de mettre en péril sa position de grande puissance. Il fallait que la Tchécoslovaquie rentre dans le rang, faute de quoi elle risquait de provoquer une avalanche de démocratisation parmi les autres pays du bloc de l'Est. Moscou envoya un premier avertissement à Prague le 23 mars 1968, à l'occasion d'une réunion des dirigeants communistes à Dresde. Cet avertissement mettait en garde contre le «mouvement contre-révolutionnaire pernicieux». Brejnev adressa un autre avertissement directement à Dubček lors des négociations organisées à Čierna et Tisou entre la délégation du KSČ et celle du Parti communiste d'Union soviétique (KSSZ) au



sujet de l'évolution politique de la Tchécoslovaquie (29 juillet - 1^{er} août). Une fois de plus, les représentants soviétiques invitèrent les dirigeants tchécoslovaques à régler rapidement et efficacement le problème de la «contre-révolution» par leurs propres moyens. Ceci supposait de renoncer à la politique de réforme, une alternative inacceptable pour l'aile progressiste du Parti. Peu après (le 3 août), une réunion était organisée à Bratislava entre les représentants des partis communistes et travaillistes de Bulgarie, de Hongrie, de République démocratique allemande, de Pologne et d'Union soviétique et les dirigeants du KSČ. Ces délégations adoptèrent une déclaration dont les termes étaient «le soutien, la protection et la garantie des réalisations socialistes constituent une obligation internationale commune de tous les pays socialistes» (doctrine Brejnev de la souveraineté limitée). Au cours de cette réunion, une soi-disant «lettre d'invitation» fut remise à la présidence du PCUS. Cette invitation avait été signée par cinq personnalités communistes tchécoslovaques controversées (Vasil Bilak signant au nom des Slovaques). Cette lettre, censée conférer une légitimité à l'invasion prévue de la ČSSR par les troupes du Pacte de Varsovie, était un document essentiel au sens où elle avait été signée par les représentants les plus éminents du KSČ.

L'Union soviétique maintint sa pression politique et psychologique, mais cette pression ne servait qu'à détourner l'attention des préparatifs de l'intervention militaire. Les opérations militaires commencèrent le soir du 20 août 1968. L'intervention par les troupes de cinq pays du Pacte de Varsovie (Union soviétique, Pologne, Hongrie, Allemagne de l'Est et Bulgarie) provoqua un mouvement spontané de résistance parmi la population tchécoslovaque. Les habitants découvrirent avec horreur l'arrivée en une seule nuit, sur le territoire de la ČSSR, de 300 000 soldats étrangers, de plus de 6 000 chars et véhicules de combat, de 4 000 canons et de 1 000 avions de 24 régiments aériens. C'était l'opération militaire la plus importante en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Via facti, le 21 août peu près minuit, la présidence de l'ÚV KSČ publiait une lettre «à tous les habitants de la ČSSR» condamnant l'action militaire des cinq pays du pacte de Varsovie. La même nuit, la ŠtB tchécoslovaque arrêtait les principaux responsables du Parti et de l'État, Alexander Dubček, Josef Smrkovský, Oldřich Černík, František Kriegel, etc. La mise en place d'un gouvernement fantoche faisait partie du plan soviétique destiné à réprimer les réformes socialistes en Tchécoslovaquie. Les membres de l'Assemblée nationale de ČSSR adoptèrent ensuite une

résolution dans laquelle ils se joignaient aux déclarations publiées par la présidence de l'ÚV KSČ. Cette déclaration affirmait que l'invasion de la Tchécoslovaquie par les armées de cinq pays membres du Pacte de Varsovie était contraire au droit international, aux dispositions du pacte de Varsovie et aux principes de l'égalité entre les nations. Le gouvernement tchécoslovaque se réunit en séance extraordinaire pour condamner les gouvernements des cinq pays ayant participé à l'invasion. Après l'échec de la tentative de mise en place d'un gouvernement prosoviétique appelé «gouvernement des travailleurs et des paysans» (Indra et d'autres), l'Union soviétique fit carrément enlever plusieurs chefs de file du mouvement réformateur. Le gouvernement de la ČSSR publia alors une proclamation soulignant que la Tchécoslovaquie avait été envahie contre son gré et que par conséquent, pour la première fois dans l'histoire du mouvement communiste international, un acte d'agression - dirigé par le Parti communiste et exécuté par les armées alliées des pays soviétiques - avait été commis contre un État. La Présidence de l'ÚV KSS réagit également publiquement en publiant une position favorable à la politique menée par Dubček, unanimement partagée.

Le Président tchécoslovaque Ludvík Svoboda se rendit alors à Moscou pour négocier avec les représentants du pouvoir soviétique. Il y fut rejoint le lendemain par plusieurs hommes politiques tchécoslovaques prisonniers (Dubček et d'autres). Les négociations se poursuivirent jusqu'au 26 août et aboutirent à la signature du «traité de Moscou» par lequel le KSČ s'engageait à mettre fin à tous les processus de réforme. La fermeté de Brejnev envers la «désobéissance» tchécoslovaque avait porté ses fruits. De plus, par la force des armes, Moscou obtint rapidement que tous les communistes réformateurs de Tchécoslovaquie soient démis de leurs postes à responsabilités (y compris en Slovaquie). Les postes-clés du Parti et de l'État furent confiés à des communistes dogmatiques conservateurs.

Quelle fut la réaction de l'Occident face à l'intervention militaire des «pays frères» en Tchécoslovaquie? Il n'y en eut pas. L'Occident se contenta de publier plusieurs déclarations politiques marquant son désaccord avec l'intervention. Les États-Unis et l'OTAN estimaient que cet événement international ne mettait pas en danger les intérêts de l'Occident, ou bien ils perçurent l'invasion comme un problème interne limité au bloc de l'Est.

L'intervention mit fin au processus de démocratisation et créa les conditions nécessaires à l'annulation des progrès accomplis. Cette intervention marqua le début de la période la plus



longue du régime soviétique en Slovaquie (et en Tchécoslovaquie), une période connue sous le nom de «normalisation». Cette période dura plus de vingt ans. L'Union soviétique reprit le contrôle de l'État et rétablit la suprématie du Parti au pouvoir sur la société. Les résultats du processus de réforme et de démocratisation furent réduits à néant.

Peu après l'invasion de la Tchécoslovaquie, certains communistes réformateurs, parmi lesquels Alexander Dubček, crurent que même dans la nouvelle situation, il serait possible de sauvegarder certains aspects du «socialisme à visage humain». Mais la réalité leur donna tort. Dubček lui-même dut démissionner du poste de Premier Secrétaire de l'ÚV KSČ. Le 17 avril 1969, il fut remplacé à ce poste par Gustáv Husák, qui allait rester en place jusqu'en décembre 1987. Le processus de normalisation évoqué ci-dessus est d'ailleurs associé au nom de Husák. Même s'il avait eu sa propre conception de la normalisation au moment de prendre ses fonctions, celui-ci aurait suivi systématiquement le plan défini par Leonid Brejnev et par les conservateurs du KSČ.

Le système de gouvernement de la Tchécoslovaquie (et de la Slovaquie) durant la période de normalisation a finalement été déterminé par les intérêts stratégiques de l'Union soviétique, qui souhaitait consolider son hégémonie dans la région. Ces intérêts nécessitaient le détachement de troupes soviétiques sur le territoire tchécoslovaque et des liens étroits entre la Tchécoslovaquie et l'URSS. Le régime relança la répression, la censure, les purges, les contrôles, l'établissement d'une nomenklatura, l'application de critères de classe pour l'admission aux universités, etc. L'atmosphère était semblable à celle des années 1950, à ceci près que le régime en place n'était plus stalinien. On peut en fait le considérer comme un régime néostalinien. Même si la répression n'était plus préventive et si les persécutions étaient moins brutales, la détérioration idéologique se poursuivit. Le document intitulé «Leçons tirées de la crise de la société et du Parti après le 13^e Congrès du KSČ» devint le principal guide idéologique du régime. Son objectif réel était de donner des explications rationnelles à l'intervention militaire d'août 1968 et de légitimer le nouveau pouvoir politique. Après la purge du Parti, le communisme réformateur disparut progressivement des structures officielles. Même dans les dernières phases du régime communiste, à l'époque de la Perestroïka soviétique, les conditions ne permirent pas la renaissance de ce mouvement. Jusqu'à la chute du communisme, les conservateurs triomphants sans imagination considérèrent Alexander Dubček, le symbole du Printemps de Prague, comme une menace pour le régime.

Durant la période de la normalisation, le lien le plus fort entre la société et le pouvoir n'était pas l'idéologie, mais une sorte de contrat implicite mais bien compris, un accord tacite issu du statu quo. Ce contrat implicite était le suivant: le pouvoir s'engageait à assurer aux citoyens un certain niveau de bien-être et de protection, à ne pas enfreindre brutalement leur vie privée et à n'exiger d'eux aucun signe d'approbation en dehors des élections et des manifestations rituelles du 1^{er} mai. La société tchécoslovaque (slovaque), quant à elle, faisait preuve de loyauté et d'obéissance envers le régime. Le pouvoir avait renoncé à jouer un rôle actif de facteur humain. Contrairement aux années 1950, son idéal n'était plus le travailleur socialiste conscient de la lutte des classes, mais le citoyen loyal soucieux de ses propres intérêts. Ce «contrat» fut respecté longtemps par les deux parties. La Slovaquie (et la Tchécoslovaquie) n'ont pas vécu ni connu les vagues de perturbations et de grèves comme celles qu'a connues la Pologne. Les travailleurs ne se sont pas lancés dans l'opposition et, jusqu'en 1985, les intellectuels dissidents étaient rares et isolés. Les Slovaques installés à l'étranger, par contre, ont joué un rôle important dans la lutte contre le communisme. Ils étaient unis et bien organisés dans le cadre du Congrès mondial slovaque (SKS). Le fondateur et Président du SKS était le patriote américano-slovaque Štefan B. Roman.

Parmi les activités d'opposition en Slovaquie, il faut mentionner la «manifestation aux bougies» organisée à Bratislava le 25 mars 1988. Cette manifestation silencieuse (des bougies allumées dans des milliers de mains) contre le régime communiste fut brutalement réprimée par la ŠtB et fait partie des principales actions de la résistance slovaque de cette période. Paradoxalement, le principal organisateur de la «manifestation aux bougies» n'était pas le mouvement de résistance clandestin slovaque, mais le SKS et son Vice-président Marian Štátný.

La survie d'un «socialisme du goulasch» dépendait des performances économiques, et la consommation était donc centrée sur la politique économique et sociale. Durant la première moitié des années 1970, l'économie afficha une croissance imputable aux prêts soviétiques en devises convertibles et à l'augmentation des livraisons de pétrole et de gaz à bon marché. Incapable de réagir de façon souple à l'évolution des conditions extérieures (comme les crises énergétiques et des matières premières), l'économie connut une période plus difficile au cours de la deuxième moitié des années 1970. La croissance du revenu national ralentit, et cette tendance se maintint tout au long des années 1980. Parallèlement, le développement industriel de la Tchécoslovaquie accusait un retard de plus en plus important par rapport aux pays développés. Toutefois, le rythme



de l'innovation s'accéléra après le premier choc pétrolier. La stabilité du régime fut préservée par le maintien d'une structure industrielle polluante et non conforme aux exigences modernes. Cela signifie que les mesures prises pour assurer la stabilité du régime ne s'attaquaient pas aux principaux problèmes économiques. Avec le déclin de l'économie, les sources de corruption sociale et de consensus au sein de la société se tarirent.

Il ne fait aucun doute que l'échec du système économique et sa faiblesse générale vers la fin des années 1980 contribuèrent considérablement à la chute du communisme en Tchécoslovaquie. Mais l'économie ne fut pas le facteur déterminant de la chute du communisme, et elle n'a pas provoqué les événements de novembre 1989. La situation économique n'était pas suffisamment mauvaise pour provoquer une vague d'émeutes et lancer le mécanisme de destruction. Tant les éléments dominants que dominés avaient compris que le communisme avait perdu la guerre face au capitalisme. Les citoyens étaient au bout de leurs possibilités de développement et n'étaient plus en mesure d'assurer leur avenir. Le communisme était donc condamné à s'éteindre, d'autant plus qu'il avait perdu sa protection extérieure. Cette conviction avait créé un horizon, mais n'a pas déterminé les actions qui ont suivi. L'évolution des mentalités a provoqué une aversion envers la politique des élites au pouvoir et leur répression des droits civiques et des droits de l'homme à une époque de grands bouleversements politiques dans les pays voisins, l'URSS, la Pologne, la Hongrie et l'Allemagne de l'Est, en octobre 1989. La crise du régime tchécoslovaque s'aggrava entre 1987 et 1989, et les partis politiques d'opposition et les structures indépendantes gagnèrent en influence. La tension montait, et l'éclatement physique des insatisfactions n'était qu'une question de temps. La répression violente des manifestations étudiantes organisées à Prague et à Bratislava le 17 novembre 1989 a mis le feu aux poudres.

Via le Congrès slovaque mondial (SKS), la diaspora slovaque a joué un rôle important dans les efforts visant à rétablir la liberté et la démocratie dans le pays. Le célèbre industriel Stefan Roman, fondateur et Président du SKS, a dirigé le mouvement et assuré un financement crucial. Son successeur à la tête du SKS, Marian Štátný, a été l'un des principaux organisateurs de la «manifestation aux bougies» dans le centre de Bratislava le soir du 25 mars 1988, la plus importante manifestation d'opposition au régime communiste depuis l'invasion soviétique du 21 août 1968. Ce rassemblement pacifique avait été brutalement réprimé par la police anti-émeute communiste. Cet événement fut l'un des catalyseurs de la chute définitive du régime 20 mois plus tard.

À partir du milieu des années 1980, l'appareil politique tchécoslovaque (et slovaque), sous l'influence de la Perestroïka lancée par Gorbatchev, commença à perdre le soutien non seulement des citoyens, mais également des membres du Parti. En novembre 1989, des centaines de milliers de manifestants envahirent les places et les rues pour renier ouvertement le régime qui refusait de dialoguer avec eux, qui ignorait les appels à la démocratisation et qui se montrait hostile envers quiconque refusait de se soumettre aux ordres du Parti communiste. Une opposition démocratique était en train d'émerger au cœur de la société civile, et son programme de modification du système prônait la démocratie, la liberté et la pluralité spirituelle, politique et économique. Dans l'ancienne Tchécoslovaquie, l'élimination du régime communiste s'est faite selon une approche de «velours». Des événements similaires se déroulaient au même moment dans les pays avoisinants du bloc soviétique. Les événements de novembre 1989 ont ouvert la voie aux changements politiques, sociaux et économiques.

VIII. 1989: LA RÉVOLUTION DE VELOURS

Les événements de novembre 1989 ont lancé deux défis essentiels aux sociétés tchèque et slovaque: il fallait d'une part affronter la période du régime communiste, et d'autre part réaliser les objectifs fondamentaux du changement social au niveau politique, social et économique (et même, en Slovaquie, au niveau de l'État). Le mouvement citoyen slovaque «Public contre la violence» (VPN), le Forum civique (OF) en République tchèque et le mouvement étudiant ont été les forces motrices de la transition démocratique. L'une des conditions essentielles de la démocratisation de la société tchèque et slovaque était le rétablissement du Parlement fédéral et du Parlement national. Ce rétablissement se réalisa par cooptation de nouveaux députés entre fin novembre 1989 et fin mars 1990.

Rudolf Schuster est devenu le premier Président du Conseil national slovaque de l'après-novembre 1989, et Milan Čič est devenu Premier ministre du gouvernement slovaque. Le Parlement fédéral a supprimé le monopole de pouvoir du Parti communiste en abrogeant l'article 4 de la Constitution de la ČSSR. Le rétablissement des principales assemblées législatives a permis l'adoption de règles juridiques confirmant les changements sociopolitiques essentiels, comme le droit de rassemblement, l'ordre juridique démocratique et un système politique



et économique pluraliste. Il a permis l'apparition de nouveaux acteurs politiques: le Mouvement chrétien-démocrate (KDH), le Parti national slovaque (SNS), le Parti vert (SZ), des partis représentant les minorités hongroises, etc. Il a également permis la transformation du VPN en un parti politique et le rétablissement du Parti social-démocrate de Slovaquie (SDSS) et du Parti démocrate (DS). Ces mesures ont permis la mise en place d'un paysage politique plus large, des libéraux aux nationalistes, de la gauche à la droite. Parallèlement à la création d'un système politique pluraliste, le système électoral a également été réformé afin de permettre des élections libres et démocratiques et la transition complète d'un système post-totalitaire à un système démocratique.

Les élections parlementaires tchécoslovaques de 1990 constituaient en fait un référendum dans lequel les citoyens ont voté pour ou contre le changement. Les principaux protagonistes de la révolution démocratique, le VPN et l'OF, ont obtenu le soutien le plus important. Le nouveau Conseil national slovaque et le nouveau gouvernement slovaque ont été formés sur la base de ces résultats. En janvier 1991, l'Assemblée fédérale a adopté la «Charte des libertés et des droits fondamentaux» et la société tchèque et slovaque a ainsi rejoint le groupe des démocraties avancées. La société a tenté de réparer les crimes contre la propriété et les autres crimes commis entre 1948 et 1989 en adoptant une loi relative à l'indemnisation extrajudiciaire.

Une condition essentielle à la transformation économique était la modification des relations de propriété en matière de privatisation économique, de restitution et de transformation. L'économie planifiée et dirigée centralement a été progressivement remplacée par une économie de marché. La libéralisation des prix en janvier 1991 a mis fin au système obsolète de contrôle centralisé des prix. Toutefois, les transformations socio-économiques n'en étaient encore qu'à leurs premiers balbutiements.

Les événements de novembre 1989 ont ouvert la porte non seulement à la démocratie, à la liberté et à l'économie de marché, mais à la correction des relations au sein de l'État. Le premier conflit sérieux entre les délégations politiques slovaque et tchèque a été provoqué par la modification du nom de l'État commun. Cet épisode est connu du grand public sous le nom de «guerre du trait d'union» (printemps 1990). La modification du nom de l'État devait confirmer symboliquement la fin de la période totalitaire (en supprimant le mot «socialiste») mais elle devait aussi, pour la Slovaquie, exprimer l'égalité entre les deux nations (slovaque et tchèque) sur

la base de principes fédéraux. La volonté de créer un nom accepté par tous pour l'État commun et ses symboles finit par susciter des initiatives visant à déclarer la souveraineté de l'État slovaque. Le conflit relatif à la répartition des compétences entre les républiques et la fédération a atteint son paroxysme à la fin de l'année 1990. Ce conflit résultait manifestement du choc entre deux conceptions différentes, l'une tchèque et l'autre slovaque, de la structure de l'État commun et de la coexistence future des nations slovaque et tchèque. Le côté tchèque était largement favorable à une fédération unitaire possédant des organes fédéraux forts, alors que le côté slovaque préférait une fédération «authentique» développée de bas en haut par des républiques nationales fortes. Les conflits entre les représentations politiques slovaque et tchèque enflammèrent l'opinion publique et divisèrent la société. Le Parti civique démocrate (ODS) ouvrit la boîte de Pandore des problèmes étatiques en proposant, en février 1991, un nouveau traité entre les républiques tchèque et slovaque. Ce traité fut rejeté catégoriquement par la délégation tchèque et entraîna de longues discussions entre les représentants des gouvernements et des Parlements.

IX. LA NAISSANCE DE LA SLOVAQUIE DÉMOCRATIQUE - LUTTE ET RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE

L'incompatibilité des opinions tchèque et slovaque concernant l'État commun et l'incapacité des représentants politiques à trouver un compromis acceptable ont aggravé encore les tensions entre les deux parties. Les élections parlementaires de juin 1992 ont finalement forcé une décision. L'ODS a remporté les élections en République tchèque et en Moravie, alors que le Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS) s'est imposé en Slovaquie. Au bout de sept séances de pourparlers concernant la structure du gouvernement fédéral, les préoccupations économiques et l'organisation de la république, les représentants de ces deux partis politiques, Václav Klaus et Vladimír Mečiar, ne sont pas parvenus à un compromis. Les chefs des partis politiques victorieux sont convenus de créer un calendrier commun de scission de l'État après l'adoption, par le Conseil national slovaque, de la Déclaration d'indépendance de la nation slovaque (juillet 1992) et de la Constitution de la République slovaque (1^{er} septembre 1992). Le 25 novembre 1992, les députés ont adopté la loi constitutionnelle sur la dissolution de la République fédérale



tchèque et slovaque ainsi que d'autres lois relatives à l'union douanière et monétaire, la division des biens fédéraux, la coopération et l'amitié.

Le 1^{er} janvier 1993, deux nouveaux États indépendants sont nés au centre de l'Europe: la République slovaque et la République tchèque. De nouveaux défis attendaient les représentants politiques de la République slovaque et ses citoyens: il fallait gérer une transformation sociale et économique touchant tous les domaines de la vie, développer un système démocratique et pluraliste, continuer le processus d'intégration avec la Communauté européenne et établir des bases solides pour leur propre État. Les premières années de l'indépendance slovaque ont vu le développement d'une maturité politique qui a permis de répondre à de nombreuses espérances, mais ces années ont aussi brisé certaines illusions.

Dès sa création, la République slovaque a exprimé son ambition d'adhérer aux organisations politiques, économiques et de défense internationales et de participer pleinement aux activités de ces organisations. La Slovaquie est devenue membre des Nations unies à la mi-janvier 1993 et elle a rejoint le Conseil de l'Europe le 30 juin 1993. En octobre 1993, elle a signé un accord d'association avec l'Union européenne. Lors de négociations organisées au quartier général de l'OTAN à Bruxelles en novembre 1993, le Président slovaque Michal Kováč a exprimé le souhait de la Slovaquie de rejoindre l'alliance. Quatre mois plus tard, en février 1994, le gouvernement slovaque a signé à Bruxelles un accord-cadre visant à associer la République slovaque au Partenariat pour la paix. En juin de la même année, le Conseil national de la République slovaque a adopté un document fondamental en matière de sécurité - la Doctrine de défense de la République slovaque - dans lequel la Slovaquie déclarait officiellement son souhait de devenir membre à part entière de l'OTAN. Mais la route menant à l'adhésion de la République slovaque à l'OTAN était semée d'embûches, et il a fallu dix ans avant que le Premier ministre Mikuláš Dzurinda puisse soumettre les documents de ratification du traité de Washington au Département d'État américain, en mars 2004. Enfin, le 1^{er} mai 2004, les efforts d'intégration européenne de la Slovaquie ont abouti à l'entrée de la République Slovaque dans l'Union européenne.

Du point de vue des affaires intérieures, la jeune République slovaque a dû affronter de nombreuses difficultés provoquées par la libéralisation des prix, la reconversion de l'industrie de l'armement, la fiscalité élevée, une thérapie de choc macroéconomique, la privatisation, etc. Le chômage s'est envolé, de même que les prix des produits de consommation. La situation sociale des citoyens s'est

dégradée et les différences régionales sont devenues plus marquées. Le développement de l'État et des institutions politique a progressé rapidement. Le secteur tertiaire s'est développé, tout comme les organisations de bénévoles et les organisations non gouvernementales (ONG).

Le HZDS a de nouveau remporté les élections parlementaires de l'automne 1994. Avec ses partenaires, le SNS et l'Union des travailleurs de Slovaquie (ZRS), il a gouverné de façon agressive sur la base du principe du «tout au vainqueur». La privatisation est devenue opaque, et les affiliations politiques sont devenues un facteur déterminant pour accéder à des postes à tous les niveaux, même dans les projets de privatisation. À partir de 1995, l'évolution politique interne a été marquée de plus en plus par une polarisation importante de la société, par l'instabilité des institutions démocratiques et par les relations conflictuelles entre les grands acteurs politiques (le Premier ministre et le gouvernement, ou le Parlement et le Président, etc.). La politique autoritaire des partis de la coalition au pouvoir a provoqué une déviation du modèle de transformation démocratique, avec une restriction des libertés, des médias et de l'indépendance culturelle, une dégradation de l'état de droit et une croissance des tensions politiques. Les tendances négatives de l'évolution de l'État se sont intensifiées entre 1996 et 1997. La société slovaque a été choquée et traumatisée par plusieurs dossiers dramatiques, depuis la crise des entreprises et des banques jusqu'aux enlèvements de citoyens slovaques en passant par la corruption et le clientélisme. Les analystes politiques s'accordaient pour dire que la coalition arrivée au pouvoir à l'automne 1994 (HZDS, SNS et ZRS) était en train de reproduire les pratiques totalitaires du passé.

Les enquêtes sociologiques montraient que les citoyens percevaient la Slovaquie non comme un pays juste, démocratique et respectueux des lois, mais plutôt comme un pays confronté à une violence accrue, à une montée du crime organisé, à des problèmes sociaux chroniques et souffrant d'une position défavorable au niveau international. Ces évolutions provoquèrent un malaise dans une grande partie de la société. Les employés du secteur culturel, de l'éducation et des soins de santé exprimèrent leur inquiétude face à cette situation, tout comme la Conférence des évêques et le secteur tertiaire engagé. Les citoyens envisageaient désormais avec une plus grande prudence les questions de la démocratie et de l'état de droit. L'opposition politique s'est unie et, fin 1996, les Présidents de la KDĽ, du DS et de l'Union démocratique (DÚ) signaient un accord de coopération donnant naissance à la Coalition démocratique slovaque (SDK). Cette fusion eut lieu avant les élections



parlementaires de 1998 en réaction à une loi électorale controversée. Les partis politiques hongrois ont agi de façon semblable en créant le Parti de la coalition hongroise (SMK).

Les représentants des pays démocratiques occidentaux ont exprimé leur inquiétude face à l'évolution de la Slovaquie. L'Union européenne a exprimé ses inquiétudes par des démarches auprès des plus hauts représentants de la Slovaquie en novembre 1994 et en octobre 1995. Le gouvernement slovaque se son côté ignorait les messages de l'OTAN et de l'UE réclamant la consolidation de la démocratie. Face à la persistance de ce déficit démocratique interne, l'OTAN a décidé, lors de son sommet de Madrid de juillet 1997, d'exclure la Slovaquie de la première vague d'élargissement. En décembre 1997, les organes de l'UE ont décidé que les pourparlers d'adhésion commenceraient en mars 1998 sans la Slovaquie. La République slovaque se trouvait à présent isolée sur la scène internationale.

L'année 1998 a été une année de luttes et de débats continus sur l'avenir de la Slovaquie. Il semblait que l'évolution future de l'État et l'orientation de sa politique étrangère dépendraient des résultats des élections parlementaires d'automne. En 1998, les électeurs se sont prononcés clairement en faveur du changement. Le HZDS a obtenu les meilleurs résultats mais il n'est pas parvenu à former un gouvernement. C'est donc l'opposition qui a formé le gouvernement. Ce gouvernement était un mélange de partis et de mouvances hétéroclites, ce qui a gêné son action au cours de la période qui a suivi. Les Ministres du gouvernement provenaient du SDK, du Parti de la gauche démocratique (SDL), du Parti de l'entente civique (SOP) et, pour la première fois dans l'histoire, du parti SMK représentant les minorités hongroises. La coalition gouvernementale bénéficiait d'une majorité confortable au Parlement, ce qui l'a aidée à instaurer l'élection du Président par les citoyens de la République slovaque au suffrage direct.

Le programme du nouveau gouvernement dirigé par le Premier ministre Mikuláš Dzurinda reposait sur quatre piliers: le développement d'un État de droit démocratique, la relance économique, la réforme de la politique sociale et les questions de sécurité intérieure et extérieure. Les activités du gouvernement étaient focalisées sur le renforcement des tentatives de la Slovaquie d'intégrer les structures internationales. Au cours des quatre années suivantes, le gouvernement du Premier ministre Dzurinda s'est efforcé d'accomplir un «renouveau réussi des règles du jeu démocratiques». La Slovaquie était en train de devenir progressivement l'un des piliers des Quatre de Visegrad (Pologne, République tchèque, Hongrie, Slovaquie) et un composant

stable du développement européen au sens large. L'évolution de la situation sociale permettait d'espérer un avenir plus favorable. Il semblait que la société slovaque possédait un potentiel interne suffisant pour affronter de nouveaux défis et pour accomplir des changements fondamentaux. Les institutions démocratiques ont été progressivement renforcées, un État de droit démocratique moderne et décentralisé a été formé, la culture politique s'est améliorée, un dialogue s'est développé entre les principaux acteurs sociaux et le respect des droits de l'homme et des droits des minorités a progressé. Les réformes économiques et sociales visaient la création d'un environnement transparent pour les entreprises. Mais le chômage continuait d'augmenter, et les écarts régionaux se creusaient.

L'Union démocratique et chrétienne slovaque (SDKÚ) remporta les élections parlementaires de 2002. Avec le KDĽ, le SMK et la l'Alliance du nouveau citoyen (ANO), elle forma le deuxième gouvernement Dzurinda. La formation d'une coalition de libéraux et de conservateurs a alors permis de lancer des réformes dans de nombreux domaines. Ce gouvernement réformateur a pu compter sur un environnement politique clair et stable propice à des réformes décidées. Les réformes ont touché de nombreux domaines: les finances publiques, le marché du travail, l'environnement des entreprises, la réforme fiscale et la mise en œuvre d'un taux d'imposition uniforme, l'amélioration de l'environnement de l'investissement, la réforme des pensions, le lancement de la réforme des soins de santé, l'éducation, la transformation des administrations locales, l'accès à l'information. Peu à peu, l'effet de ces réformes sur le développement économique a commencé à se faire sentir. Entre 2005 et 2006, le niveau de vie et les salaires réels ont connu une légère amélioration. La croissance rapide du PIB, la baisse de l'inflation et du taux de chômage, l'augmentation de la productivité du travail, l'essor du secteur de la construction et les investissements étrangers ont fait l'objet d'une évaluation positive de la part des institutions internationales et des agences de notation. Ces réformes ont toutefois eu un impact négatif sur les groupes les plus vulnérables de la société. La loi relative à l'aide sociale et au minimum vital, entrée en vigueur en 2002, a réduit considérablement les allocations de sécurité sociale et provoqué le mécontentement de certaines franges de la société. L'éducation, la culture, les sciences et les soins de santé ont souffert d'un financement insuffisant.

Après les réussites sur le plan macroéconomiques, le monde politique a connu plusieurs scandales de corruption. Les citoyens slovaques et le secteur tertiaire ont critiqué l'action du gouvernement,



le style politique des partis de la coalition gouvernementale, le manque de respect des droits de l'homme, le manque de participation des citoyens dans les questions d'administration publique, le manque d'attention aux besoins culturels, la détérioration du moral, l'aliénation croissante entre le gouvernement et les citoyens. Tous ces problèmes sapèrent la crédibilité des principales institutions politiques. Selon un sondage de 2004, plus de la moitié de la population slovaque adulte ne souhaitait poursuivre aucune des réformes cruciales de la façon envisagée par le gouvernement. La critique envers la politique socioéconomique du gouvernement Dzurinda se faisait de plus en plus vive.

La coalition gouvernementale a connu des difficultés à partir de l'été 2005. L'un des ministres appartenant à l'un des partis de la coalition a quitté le gouvernement, et le remaniement a placé les membres de la coalition gouvernementale en position minoritaire - réduisant ainsi sa marge de manœuvre et rendant plus difficile la poursuite des réformes. Le gouvernement est devenu tributaire de la loyauté de nombreux députés indépendants, augmentant ainsi le risque de corruption aux plus hauts niveaux de l'État. À partir du début de l'année 2006, le paysage politique slovaque a été marqué par la rivalité des partis membres du gouvernement. Cette rivalité a finalement provoqué une crise et la chute du gouvernement. Le raccourcissement des mandats du Parlement et du gouvernement n'a pas eu d'effet sur la stabilité du système constitutionnel.

Les élections anticipées de juillet 2006 ont changé la donne du pouvoir politique en Slovaquie. Le parti social-démocrate Direction-Démocratie sociale (Smer-SD) a remporté les élections. Avec HZDS et SNS, ce parti a formé un nouveau gouvernement dirigé par le Premier ministre Róbert Fico. Contrairement au gouvernement Dzurinda qui avait mis l'accent sur l'amélioration des principaux indicateurs macroéconomique (en améliorant l'environnement des entreprises au détriment de la politique sociale), le nouveau gouvernement et ses représentants se sont fixé pour objectif prioritaire de mener une politique de solidarité et de renforcer les principes de l'«État social».

Les élections anticipées de 2012 virent à nouveau la victoire du Parti Smer-SD, qui forma seul le nouveau gouvernement dirigé par le Premier ministre Róbert Fico.

Liste des abréviations

ANO	Aliancia nového občana - Alliance du nouveau citoyen
ČSR	Československá republika - République Tchécoslovaque
ČSSR	Československá socialistická republika - République socialiste Tchécoslovaque
DS	Demokratická strana - Parti démocrate
DÚ	Demokratická únia - Union démocratique
HSLS	Hlinkova slovenská ľudová strana - Parti populaire slovaque de Hlinka
HZDS	Hnutie za demokratické Slovensko - Mouvement pour une Slovaquie démocratique
KDH	Kresťansko demokratické hnutie - Mouvement chrétien-démocrate
KSSZ	Komunistická strana Sovietskeho zväzu - Parti communiste d'Union soviétique
ODS	Občianska demokratická strana - Parti civique démocrate
OF	Občianske fórum - Forum civique
SDK	Slovenská demokratická koalícia - Coalition démocratique slovaque
SDKÚ	Slovenská demokratická a kresťanská únia - Union démocratique et chrétienne slovaque
SDL	Strana demokratickej ľavice - Parti de la gauche démocratique
SDSS	Socialnodemokratická strana Slovenska - Parti social-démocrate de Slovaquie
SKS	Svetový kongres Slovákov - Congrès mondial slovaque
Smer-SD	Smer-sociálna demokracia - Direction-Démocratie sociale
SMK	Strana maďarskej koalície - Parti de la coalition hongroise
SNR	Slovenská národná rada - Conseil national slovaque
SNS	Slovenská národná strana - Parti national slovaque
SOP	Strana občianskeho porozumenia - Parti de l'entente civique
SZ	Strana zelených - Parti vert
ŠtB	Štátna bezpečnosť - Police de sécurité de l'État
ÚV KSČ	Ústredný výbor Komunistickej strany Československa - Comité central du Parti communiste de Tchécoslovaquie
ÚV KSS	Ústredný výbor Komunistickej strany Slovenska - Comité central du Parti communiste de Slovaquie
VPN	Verejnosť proti násiliu - Public contre la violence
ZRS	Združenie robotníkov Slovenska - Union des travailleurs de Slovaquie



SLOVÉNIE: D'UNE TRIPLE OCCUPATION TOTALITAIRE À LA LIBERTÉ ET À L'INDÉPENDANCE

Damjan Hančič, Renato Podbersič et Blaž Ivanc

République de Slovénie – Republika Slovenija

Superficie: 20 273 km²

Population: 1 959 900 (2006)

Capitale: Ljubljana

Langue officielle: le slovène

Devise: l'euro (€)

Système politique: République parlementaire

Adhésion à l'UE: 01.05.2004

I. INTRODUCTION

La Slovénie est le seul membre de l'Union européenne à avoir subi trois types de régime totalitaire qui ont marqué le vingtième siècle: fascisme, nazisme et communisme.



II. LA DOUBLE EXPÉRIENCE DU FASCISME ET DE L'OCCUPATION NAZIE

La partie occidentale de la Slovénie actuelle, intégrée au royaume d'Italie par le traité de Rapallo signé en 1920, fut la première région à être confrontée à un système totalitaire, le fascisme. Le fascisme italien refusait tout droit national aux Slovènes (ou aux Croates d'Istrie) et tenta de les italianiser, en procédant notamment à la déportation vers l'intérieur du territoire italien de ceux d'entre eux qui affichaient la conscience nationale la plus forte et, en particulier, des prêtres et autres citoyens éduqués. La région de Primorska (ou Vénétie-Julienne) par contre, était peuplée d'Italiens originaires d'autres parties du pays. Année après année, la terreur fasciste s'accrut, pour atteindre son paroxysme entre 1941 et 1943, durant l'occupation par l'Italie d'une partie de la Slovénie d'après-guerre (la province de la Drave), ce qu'on appelle la région de Ljubljana (Notranjska, Dolenjska, Ljubljana).

Le second régime totalitaire à affecter les Slovènes fut le national-socialisme allemand. Touchant tout d'abord une minorité slovène établie en Carinthie et donc à l'intérieur des frontières du Troisième Reich après l'«Anschluss» de mars 1938, il affecta particulièrement les Slovènes éduqués, notamment les prêtres. La situation se détériora quand les Allemands attaquèrent la Yougoslavie et occupèrent une large portion du territoire de la Slovénie d'après-guerre (Gorenjska – Carniole supérieure, Styrie inférieure, une partie de la Carinthie). À peine ces zones occupées, les Allemands y mirent en œuvre une politique rigoureuse de dénationalisation des populations, fondée sur la déportation non seulement des Slovènes éduqués, mais aussi de la plus grande partie de la population slovène des diverses régions, pour la remplacer par une population germanique.

Fin 1941, les nazis et les autorités fascistes italiennes procédèrent au transfert des populations allemandes de la région de Kočevje (Gotsche) vers les bassins de la Save et de la Sotla, préalablement débarrassés de leur population slovène. Ce nettoyage ethnique du Kočevsko fut achevé après la guerre par le pouvoir communiste slovène de la Fédération yougoslave.

Le troisième système totalitaire instauré en Slovénie, qui fut aussi le plus durable, fut le communisme. Si ses prémices remontent aux années qui précédèrent la Seconde Guerre mondiale, son influence essentielle se fit plus forte après l'occupation de la Slovénie, à la mi-1941,

et le déclenchement d'une révolution communiste sous couvert d'une lutte de libération nationale contre l'occupant, comme le montrent la mainmise communiste exercée sur le mouvement de résistance et la liquidation des adversaires politiques, même en plein conflit. Au vu de quoi, il est difficile, aujourd'hui encore, d'opérer une distinction précise entre une lutte de libération et une révolution communiste menées en parallèle. On peut toutefois noter des différences patentes entre les différentes régions de Slovénie et constater que la guerre civile et la révolution se sont principalement déroulées dans la région «italienne» de Ljubljana, tandis que les régions septentrionales, sous occupation allemande et hongroise, allaient être le théâtre de ce qu'on nomme la deuxième phase d'une révolution mise entre parenthèses durant la guerre, en dépit d'épisodes occasionnels de lutte «idéologique» ou de révolution communiste.

Suite à la division du monde de l'après-guerre en deux sphères d'influence définies à Yalta, en 1945, l'ex-Yougoslavie, dont faisait partie la Slovénie, fut rattachée au Bloc communiste et le système communiste put donc s'y épanouir pleinement. Après la rupture avec Staline (et le Kominform) en 1948, la terreur communiste s'accrut pour dépasser à maints égards la violence qui avait cours en Union soviétique. À partir du début des années 1950, le régime sévère allait progressivement s'assouplir, en raison de la dépendance du système politique yougoslave par rapport à l'aide américaine. Il allait toutefois demeurer totalitaire jusqu'à son effondrement en 1990, comme on peut l'observer dans nombre de domaines différents. Ainsi, on relève, au milieu des années 1980, différents cas de procès politiques, sans parler du travail idéologique effectué dans le système scolaire et éducatif. Tout au long de son histoire, le système a alterné phases de «libéralisme» (ou détente) et de tension: la principale phase de libéralisme communiste est intervenue à la fin des années 1960, après la chute du Ministre de l'Intérieur, Aleksandar Ranković (1908-1983), mais cette évolution a été étouffée, au début de la décennie suivante, par un pouvoir effrayé de voir émerger le pluralisme multipartite. De nouvelles «années de plomb» devaient suivre, qui allaient durer jusqu'au milieu des années 1980.

L'attaque militaire italienne sur la Yougoslavie marqua l'apogée de la politique fasciste impérialiste qui a prévalu pendant des années vis-à-vis des Balkans et du bassin du Danube. Elle fut aussi une violation du pacte Briand-Kellog (27 août 1928), dont l'Italie était signataire. Faisant fi des dispositions du droit humanitaire international et des lois de la guerre, qui interdisent toute annexion d'un territoire par les armes, l'Italie prit le contrôle de la région de Ljubljana (Provincia



di Lubiana), dont les quelque 350 000 habitants se virent accorder par la loi l'autonomie nationale et culturelle. Pourtant, les autorités d'occupation aspiraient à l'assimilation rapide de la région dans le système fasciste italien et à l'«italianisation» en bonne et due forme de ses institutions et organisations. À leurs yeux, la population locale devait être progressivement conquise par le fascisme et gagnée à la cause de l'italianisme, au vu de l'attrait politique, culturel et économique de l'Italie. Fort de cette conviction, et convaincu que les Slovènes seraient séduits par la supériorité de la civilisation italienne, l'occupant fasciste fit tout d'abord preuve d'une relative mansuétude, attentif à s'attirer les faveurs de la population et, surtout, des élites sociales.

Dans un premier temps, le régime occupant italien apparut moins nuisible aux Slovènes que ne le serait par la suite le régime nazi. Tant et si bien que certaines forces politiques, bien que peu enclines au fascisme, coopérèrent avec l'Italie. Après une période de doute, la majorité des Slovènes fut toutefois convaincue de la victoire des forces alliées et jugea que l'avenir de la nation slovène résidait dans une coalition antifasciste.

Dans un premier temps toujours, les autorités italiennes d'occupation respectèrent l'autonomie culturelle et éducative slovène et les institutions compétentes purent poursuivre leur travail sans guère d'ingérence. À l'évidence, si l'objectif à long terme des Italiens était d'italianiser le pays, ils entendaient procéder de façon plus progressive et moins brutale que ne le faisaient les Allemands. Les premières mesures consistèrent en la mise en place du bilinguisme dans l'administration publique, l'imposition de l'italien dans les écoles, et la création des organisations fascistes auxiliaires. L'hypothèse d'une «occupation italienne assortie d'avantages culturels», qui entraînerait la dilution progressive de la culture slovène inférieure dans la société fasciste corporatiste, rencontra des résistances et entraîna bientôt des violences et la destruction d'immeubles par le feu. Ces événements atteignirent leur paroxysme lors de la grande offensive italienne dite «de Roshka», menée entre juillet et novembre 1942 contre le territoire contrôlé par les partisans. À partir de ce moment-là, les Italiens commencèrent à abattre des otages et à déporter des populations vers leurs camps de concentration (Rab, Gonars, Visco, Renici etc.): plus de 1 000 Slovènes, dont nombre de femmes et d'enfants, périrent dans des circonstances tragiques dans le seul camp de Rab. Des plans de déportation massive furent conçus pour la région de Ljubljana.

Durant l'occupation italienne, plus de 13 000 personnes furent jugées: au moins 3 500 furent condamnées à de nombreuses années d'emprisonnement, des dizaines d'autres à la peine capitale

et, par ailleurs, 145 otages furent passés par les armes. La violence fasciste à l'encontre des Slovènes se poursuivit jusqu'à la capitulation italienne du 8 septembre 1943, l'occupation du territoire de Ljubljana et de la Vénétie-Julienne par les Allemands et la création de la zone opérationnelle Côte Adriatique (Operationszone Adriatisches Küstenland).

Contrairement aux systèmes démocratiques, qui reposent sur l'égalité de tous les citoyens au regard de la loi, le national-socialisme tirait sa substance de l'inégalité et de la subordination. Le Troisième Reich se fondait sur une société dont l'organisation et la légitimité étaient de nature raciale, qui devait réunir l'ensemble des Allemands «purs» au sein de la communauté du peuple et dans laquelle l'action législative contre les nations «inférieures» se justifiait. La base du national-socialisme était donc le racisme, codifié par le biais des «lois de Nuremberg», qui privaient juifs, Roms et Sintis de la citoyenneté allemande. Durant la guerre, ces populations furent donc exterminées en masse. Mais d'autres nations, en particulier les slaves, étaient, elles aussi, jugées inférieures. Après l'occupation, en avril 1941, les lois de Nuremberg affectèrent également les Slovènes de Styrie inférieure, de Gorenjska et de la partie yougoslave de la Carinthie (Mežiška dolina), comme elles avaient affecté, après l'Anschluss de mars 1938, les membres de la minorité slovène de Carinthie autrichienne. Lorsque l'Allemagne attaqua la Yougoslavie, toutes les dispositions idéologiques et pratiques nécessaires à la mise à exécution de nouvelles politiques dans les régions occupées par les troupes allemandes étaient en place.

En 1941, la région de Slovénie fut donc occupée et divisée entre les trois forces d'occupation: allemandes, italiennes et hongroises. La région la plus vaste, constituée de la Styrie, de Gorenjska, d'une zone de 90 km sur 10 à 15 km au sud de la Save (en Dolenjska) et de quatre communautés au nord-ouest de Prekmurje, était occupée par les Allemands. Hitler y appliqua le même système que celui mis en place en Alsace, en Lorraine et au Luxembourg, et y désigna donc les gauleiters et les députés nationaux des régions voisines à la tête de l'administration civile.

L'Allemagne nazie entama ensuite un nettoyage ethnique des plus radicaux et la germanisation d'une grande partie de la Slovénie. Les plans de Hitler prévoyaient notamment la déportation des Slovènes et la colonisation de la région par les Allemands de Kočevje et d'autres régions demeurées hors du contrôle de l'Allemagne après l'occupation.

Durant les deux premières années d'occupation, l'administration civile dut s'atteler à l'exécution de l'ordre d'Hitler et œuvrer à l'intégration de la région occupée dans le Reich allemand et à sa



germanisation. Tous les efforts furent subordonnés à cet objectif, sans cesse rappelé par les nazis. Parmi les principales mesures déployées à cette fin, on eut recours à l'exil des indésirables politiques et raciaux, à la consolidation de l'identité nationale allemande et à la germanisation des Slovènes politiquement et racialement acceptables, qui se virent octroyer le droit de demeurer dans la région. Pour ce faire, les autorités procédèrent à la création de l'Union patriotique de Styrie (Steirischer Heimatbund) et, en Gorenjska, de l'Union du peuple carinthien (Kärtner Volksbund), auxquelles devait adhérer tout Slovène jugé apte à la germanisation. Ces organisations comprenaient par ailleurs des «sections» spéciales destinées à la jeunesse.

Dès les premiers jours de l'occupation, les nazis modifièrent le visage même du pays. Ils supprimèrent les noms slovènes des lieux, rues, usines et entreprises et les remplacèrent par des équivalents allemands. Ils firent de même avec les noms de familles et prénoms. Partout dans le pays, des affiches furent placardées, pour encourager la population à apprendre l'allemand. Dans le même temps, les maires des différentes localités s'efforcèrent de réaliser la germanisation totale des toponymes.

Dans le territoire occupé de Styrie inférieure, les mesures de germanisation et d'émigration des nazis furent déployées sur une plus grande échelle et avec davantage de détermination encore que dans la région de Gorenjska. Elles s'accompagnèrent d'exécutions, d'arrestations et d'expulsions pour nombre de Slovènes politiquement engagés et opposés au nazisme. Les premières arrestations eurent lieu à Maribor, le 11 avril 1942. Les personnes arrêtées finirent en prison ou dans des camps de rassemblement et de transit. Parmi elles se trouvaient de nombreux militants engagés au sein des partis yougoslaves avant la guerre, des membres de l'intelligentsia slovène, des prêtres, des enseignants, des juristes et des médecins.

Au départ, les Allemands avaient l'intention de déporter entre 220 000 et 260 000 Slovènes entre mai et octobre 1941. Au total, si l'on ajoute les 17 000 personnes qui ont évité l'émigration en gagnant le territoire italien, ils exilèrent quelque 80 000 Slovènes parmi lesquels 90,83 % des prêtres, 84,21 % des ingénieurs, 66,18 % des professeurs, 45,20 % des médecins et pharmaciens, 22,32 % des juristes et notaires, 14,98 % des fonctionnaires, 17,5 % des enseignants et 6,02 % des travailleurs de l'économie.

Dans les camps de rassemblement, les déportés étaient examinés par des commissions spéciales qui délivraient une évaluation finale. Ceux marqués de la mention «E-Fälle» (Evakuierungsfälle) étaient

destinés à être déportés en Serbie ou dans l'État indépendant de Croatie (NDH). Au total, les Allemands déportèrent 36 000 Slovènes à bord de 62 transports à destination de l'Allemagne. La plupart d'entre eux furent contraints de travailler pour l'industrie allemande. Fin 1941, les Allemands avaient confisqué 1 011 bâtiments (maisons, commerces, auberges) et terrains à bâtir. À la fin de l'année 1943, ce nombre était passé à 2 064 (sans compter les propriétés slovènes des régions de la Save et de la Sotla, où fut saisie la quasi-totalité des biens). Le transfert des Allemands de souche – ou «Volksdeutsche» comme on les appelait – de la région de Kočevje, que prévoyait le traité signé par l'Allemagne et l'Italie le 31 août 1941, se fit entre le 14 novembre 1941 et le 20 janvier 1942. Certains gagnèrent le triangle de Brežice, où des maisons avaient été abandonnées, et d'autres émigrèrent sur le territoire du Reich allemand. 11 174 personnes émigrèrent pour leur part en Styrie inférieure.

Le travail des services du commissaire du Reich pour l'affermissement de la nationalité allemande était étroitement lié aux déportations de Slovènes. Dans un premier temps, la mission des services installés en Slovénie fut d'administrer les biens assez importants des Slovènes déportés et de gérer la colonisation allemande. Au cours du processus de germanisation, les autorités allemandes d'occupation consacrèrent une attention particulière aux enfants, créèrent des jardins d'enfants exclusivement allemands et imposèrent la langue allemande dans les écoles.

Elles mirent également en œuvre d'autres mesures de germanisation, au rang desquelles figuraient la destruction en masse de livres, l'abolition des associations slovènes et la confiscation de leurs biens. L'objectif ultime de l'occupant était d'éradiquer la nationalité slovène. Au printemps et à l'été 1941, les nazis procédèrent au marquage politique et racial de la quasi-totalité de la population de la région occupée, avec une minutie inégalée dans les autres territoires occupés. Si l'évaluation politique avait pour but d'éliminer tous les «individus hostiles à l'Allemagne», l'évaluation raciale visait quant à elle à éviter l'immixtion dans la «communauté du peuple allemand» d'«éléments racialement indésirables». Des grades politiques, allant de 10 à 5, et raciaux échelonnés de I à IV furent établis (le meilleur étant I, 1). Au-delà de l'évaluation individuelle, les autorités donnaient également un grade politique et racial à la famille dans son ensemble, avant d'attribuer, sur la base de cette double évaluation, un grade final: «E» (évacué-déporté en NDH ou en Serbie), «V» (verbleibt-maintien sur place), «A» (Altreich-déporté en Allemagne).

Dans sa majorité, la population se voyait attribuer le grade racial III et le grade politique 3, ce qui signifiait par exemple la déportation de plus de la moitié de la population de Gorenjska. Vu



la difficulté d'une telle opération, les critères furent légèrement modifiés pour créer les grades III+ et III-, et seules les familles gratifiées de ce dernier grade étaient vouées à la déportation.

Cent cinquante mille hommes et femmes des régions de Styrie, de Gorenjska et de Carinthie furent mobilisés au sein d'unités militaires et paramilitaires allemandes ou affectés au service allemand du travail obligatoire. En 1942, 28 000 personnes originaires de Styrie inférieure et de Gorenjska – dont 8 à 10 000 hommes – vinrent s'y ajouter. Nombre d'entre elles furent envoyées sur le front de l'Est. Plus de 10 000 y laissèrent la vie. De nombreux Slovènes désertèrent et rejoignirent des unités illégales, partisans et autres.

Face au désir de l'occupant de détruire la nation slovène et d'annexer son territoire au Reich allemand, les Slovènes résistèrent, avec pour conséquence l'arrestation en masse de ceux que les nazis soupçonnaient de collaborer au mouvement de résistance, qu'ils appelaient les criminels communistes, bien que beaucoup collaborent au Front de libération, voire à des groupes de la résistance catholique. Les résistants arrêtés étaient interrogés et atrocement torturés, avant d'être abattus ou envoyés en camp de concentration. Seuls étaient libérés ceux dont la culpabilité ne pouvait être prouvée. En tout, 1 590 personnes (1 508 hommes et 82 femmes) furent tuées. Le nombre des personnes assassinées est toutefois plus grand encore, car les nazis ne révélaient pas toujours les noms des personnes dont ils se débarrassaient.

Non contents de tuer ces résistants, les nazis jugeaient que les familles des otages et partisans abattus devaient souffrir, elles aussi. En mars 1942, ils commencèrent donc à arrêter les proches de résistants. Face à la montée en puissance du mouvement de libération nationale, Himmler ordonna d'éliminer les hommes, de déporter les femmes dans des camps de concentration, de séparer les enfants de leurs parents et de les envoyer dans des camps spécialement créés à leur usage. La majorité des déportés slovènes échoua dans les camps de concentration de Dachau, Auschwitz, Ravensbrück, de Mauthausen et ses annexes (Ljubelj, par exemple, où les déportés creusèrent un tunnel), de Buchenwald et de Flossenbürg. Nombre d'entre eux y périrent – 1 772 à Auschwitz, 1 340 à Dachau et 971 à Mauthausen. À l'été 1941, 597 handicapés mentaux épuisés originaires de Styrie inférieure furent «euthanasiés» par les nazis dans la localité autrichienne de Hartheim. Entre 1941 et 1945, l'occupant allemand déporta quelque 63 000 Slovènes des territoires occupés (Styrie, Gorenjska et vallée de Mežiška), dont 45 000 vers les camps allemands, 10 000 en Croatie, 7 500 vers la Serbie. Quelque 17 000 personnes fuirent la région de Ljubljana et d'autres lieux du pays. Sans oublier les 15 000 Slovènes envoyés par

les nazis vers les camps de concentration et autres camps de la mort (Dachau, Auschwitz, Mauthausen, Buchenwald). Par ailleurs, plus de 3 400 otages slovènes furent abattus.

En Gorenjska et en Styrie, les nazis procédèrent à la germanisation systématique des toponymes. Ils reprirent, pour l'essentiel, des noms tirés de l'empire autrichien, mais en certains endroits, ils introduisirent des noms partiellement ou entièrement nouveaux et, comme le feraient plus tard les communistes, ils essayèrent souvent de gommer la mention «Saint» des toponymes ou le nom du saint pour les localités concernées. En mai 1944 (après l'occupation de Prekmurje, qui faisait partie de la sphère hongroise depuis 1941), la majorité de la communauté juive de l'endroit (environ 550 personnes) fut exterminée dans les chambres à gaz d'Auschwitz. L'objectif de la politique nazie dans les territoires slovènes occupés était indubitablement l'élimination définitive de la langue slovène et la disparition des Slovènes en tant que groupe ethnique indépendant.

III. LA PRISE DE POUVOIR COMMUNISTE DURANT L'OCCUPATION (1941-45)

Contrairement à ce qu'il s'est produit ailleurs en Europe de l'Est, le communisme a conquis le pouvoir en Yougoslavie par ses propres moyens, c'est-à-dire sans l'intervention de l'armée soviétique. Ce cas étant pour ainsi dire unique dans l'espace européen, il importe de détailler la genèse de l'usurpation du pouvoir par les communistes dans le contexte de l'organisation de la résistance.

Fin avril 1941, les communistes prirent l'initiative d'organiser la résistance en créant le Front anti-impérialiste, bientôt rebaptisé Front de libération après l'attaque contre l'Union soviétique. Ce faisant, ils poursuivaient la tradition du mouvement du front populaire et de l'Association des amis de l'Union soviétique, tous deux créés avant guerre. Le Front de libération accueillait également des socialistes chrétiens, des éléments du mouvement sportif pan-national Sokol (faucon), des groupes de personnes issues de milieux culturels et d'autres encore. Il en résulta la création d'unités de partisans et de nombreux actes de résistance passive. Après l'invasion de l'Union soviétique par les Allemands en juin 1941, les Slovènes furent appelés à prendre les armes. Un appel largement suivi, compte tenu du sentiment de profonde opposition à l'occupation. Fin 1941,



le Front de libération adopta un programme basé sur une révolte armée immédiate, présentée comme une nécessité vitale et la condition d'un renouveau national, et le rejet du dépeçage de la Yougoslavie.

Dans la région sous occupation italienne fut créé, au printemps 1942, un «territoire libéré» qui s'étendait jusqu'aux faubourgs de Ljubljana. Dès le mois d'août 1941 fut mis en place le service de sécurité et de renseignement (VOS), qui dépendait directement du Parti communiste et procédait, selon des critères plutôt arbitraires, à l'exécution des collaborateurs avérés ou supposés et des ennemis du Front de libération et du communisme.

La violence révolutionnaire dont les paysans étaient les victimes sur la portion de territoire libéré et la crainte de voir la révolution triompher conduisirent à la formation spontanée de gardes villageoises et à la collaboration avec les occupants italiens. Autant d'évolutions qui contribuèrent à la mise en place d'unités anti-communistes («Milizia Volontaria Anticomunista»). Dès lors, la guerre de libération s'accompagna d'une guerre civile, qui divisa inévitablement la nation slovène. Au printemps 1942, des représentants des partis d'avant-guerre se réunirent au sein d'une Alliance slovène, qui transcendait leurs convictions politiques différentes au nom de la lutte contre la révolution. Fin 1941, ils publièrent un programme, baptisé «London Points», qui envisageait de faire de la Slovénie une des composantes d'une Yougoslavie fédérale et monarchique, qui proposerait un système politique démocratique et socialement plus juste que l'ancien État yougoslave délabré. En relation avec l'occupant, la politique prônée était de continuer à attendre le bon moment pour entrer en résistance. Les signataires, plus soucieux d'étouffer les velléités révolutionnaires de leurs compatriotes que de résister à l'invasion étrangère, optèrent pour la coopération militaire et policière avec les Italiens et, ensuite, avec les Allemands.

Fait étonnant eu égard à la tradition communiste, les débuts du Front de libération (OF) ne sont pas précisément documentés. Le Front anti-impérialiste (PIF) fut créé le premier, le 26 avril 1941, et fut rapidement rebaptisé «Front de libération» au mois de juin, après l'attaque allemande sur l'Union soviétique. Dès l'abord, il apparut clairement que, pour les communistes, la lutte pour le contrôle total importait d'avantage que la lutte contre l'occupation. En octobre 1940, Kardelj avait annoncé à Zagreb que «les communistes n'entameraient la lutte armée contre l'occupant que s'ils jugeaient la révolution possible.» Ils décidèrent dès le départ qu'ils combattraient tout groupe prévoyant de résister à l'occupant et que tous les anticommunistes seraient éliminés ou compromis (au motif d'une prétendue collaboration) par la suite. Le Parti communiste se trouvait

à la tête du Front de libération et n'entendait nullement abandonner ce rôle ou le partager. Les autres membres du PIF puis du Front de libération (OF) n'ont jamais évoqué l'égalité des droits entre les groupes ou discuté de la répartition des tâches entre eux.

Le 16 septembre 1941, le Comité slovène de libération nationale (SNOO) annonçait l'interdiction des opérations de toutes les organisations et groupes de résistance extérieurs à l'OF. Cette date marque le début officiel de la guerre civile et des décennies de dissimulation de la culpabilité communiste.

Les dispositions du 16 septembre 1941 furent complétées par sept articles lors de la deuxième session du Comité slovène de libération nationale du 1^{er} novembre 1941, articles auxquels sont venus s'ajouter les articles 8 et 9 en date du 21 décembre. Ces neuf articles sont aujourd'hui connus comme les «neuf articles fondateurs» de l'OF et représentent son programme, qui est resté en vigueur jusqu'au premier Congrès de l'OF, organisé en juillet 1945 à Ljubljana. Les archives du VOS révèlent cependant que les décrets en question n'étaient pas si importants et ne constituaient qu'un alibi destiné à fonder la légalité de l'action de l'OF. Pour les communistes, la mission prioritaire n'était pas d'éliminer les traîtres à la nation, mais d'assujettir les partisans du camp anticommuniste, qui représentaient un danger pour leurs objectifs et la «révolution sociale». La culpabilité éventuelle des individus était sans importance, tant que ceux-ci ne faisaient pas obstacle aux objectifs définis par le Parti communiste. Surtout, il importait que la population soit convaincue de la culpabilité de la personne liquidée, pour éviter tout risque d'opposition populaire au mouvement de libération nationale.

Dans un premier temps, l'assemblée suprême se proclama «Comité slovène de libération nationale» par la voie d'un décret. Ce texte contenait trois articles, dont le second était le plus important, en ce qu'il justifiait le monopole et l'autorité suprême de l'OF. Ce qui soulève immédiatement la question de savoir ce qu'était l'OF et les groupes qui le composaient, pour qu'il puisse ainsi s'exprimer et agir au nom de la nation. Durant le conflit, il était impossible d'organiser une élection ou un référendum. Or, les partis officiels en place avant la guerre, ou leurs représentants élus – les seuls habilités à en appeler à la population – n'étaient pas représentés au sein du Front de libération. Outre le Parti, l'assemblée plénière de l'OF ne comptait en son sein, comme l'a écrit France Bučar, que des factions d'anciens partis politiques, à l'exception de l'aile catholique conservatrice, qui représentait indubitablement une part importante de la nation. L'OF ne représentait que l'opinion arrêtée à Ljubljana et dans ses environs et ne reflétait en aucune façon celle des régions rurales, notamment de celles soumises



à l'occupation allemande ou hongroise. Par conséquent, l'OF ne représentait pas l'opinion de la majorité de la population, même si celle-ci était globalement hostile à l'occupation. Le Parti communiste slovène (KPS), qui dictait l'orientation de l'OF, agissait dans l'illégalité avant la guerre et ne comptait que 1 280 membres au début du conflit, et même 1 000 d'après certaines sources. Il était donc objectivement trop faible pour s'imposer aux autres ou gagner la population à ses idées. C'est pourquoi, conscient de ce problème, le KPS se reposa au départ sur un OF élargi, se dissimula derrière l'idée très populaire de la libération et veilla soigneusement à mettre en avant la notion de front commun campée par l'OF. Cette idée de lieu commun de résistance suscita l'enthousiasme de la majorité des Slovènes, hostile aux occupants, qui voyait apparaître subitement une organisation dont elle ne savait pas grand-chose, mais qui promettait de mobiliser contre les occupants en question l'ensemble des «groupes combattants slovènes épris de liberté, indépendamment de leurs orientations politiques et de leur conception du monde». La position de l'OF n'était pas automatiquement assimilée à celle du KPS et dans un premier temps les Slovènes ne constatèrent pas la position dominante de ce parti au sein de l'organisation. L'OF devint dès lors un symbole de la lutte pour la libération. La création de cette organisation fut jugée légale, alors même que d'autres partis politiques et groupes sociaux s'étaient vu refuser le même droit. En vertu du second article évoqué plus haut, tous ceux qui ne souscrivaient pas aux principes de l'OF, dirigé par les communistes, se voyaient refuser le droit de résister à l'occupation en dehors de l'OF. Les groupes non communistes intégrés à l'OF, que le parti appelait les «alliés», au sens donné à ce mot lors de la guerre civile russe, avaient en réalité un rôle tout à fait subordonné et étaient instrumentalisés par le Parti, au sens donné à ce mot par Lénine. Au départ, les communistes n'auraient pu réussir sans les «alliés», qui offraient au parti une plate-forme plus large. Une fois la situation sous contrôle, les communistes, jugeant alors que les «alliés» n'étaient plus indispensables, contraignirent ceux-ci à signer la déclaration des Dolomites, qui marqua leur capitulation définitive.

Par ce décret, les dirigeants de l'OF ne faisaient guère obstacle à la résistance des partis traditionnels. À l'évidence, leur objectif n'était pas de résister à l'occupation en tant que telle, mais de poser les bases d'une révolution communiste. Dès la fin août 1941, le Secrétaire exécutif, Tone Tomšič, avait fait une déclaration très claire: «Ceux qui croient que le grand Front de libération de la nation slovène est possible sans l'organisation de fer du Parti communiste slovène se trompent.»

Toute activité – et donc toute résistance – opérant en dehors du cadre de l'OF, de la direction communiste et des structures militaires des partisans, était jugée «intéressée» et axée sur la seule

libération nationale. Outre la peine de mort, d'autres sanctions furent définies: confiscation ou destruction des biens, «boycott national» (exclusion de la société). Si le «décret de protection» envisageait la création de tribunaux spéciaux secrets, il ne précisait pas les modalités de leur mise en place, les personnalités appelées à y siéger ou leur mode de fonctionnement. D'après les auteurs du texte, ils constituaient une «forme caractéristique de tribunal révolutionnaire, qui exigeait l'attention constante des titulaires de l'autorité politique, l'intégrité des membres de la Cour et la capacité d'évaluer correctement les informations relatives à des délits criminels.» Des propos qui témoignent de la nature même des sentences prononcées. Les victimes étaient choisies par les dirigeants du parti et non par le comité exécutif de l'OF, qui se contentait de délimiter le cercle de personnes au sein duquel le service de sécurité et de renseignement (VOS) sélectionnait, au nom du parti, les victimes appropriées. Au vu des dossiers rendus publics, les accusations, dictées par les besoins de la révolution, étaient très générales et ne s'embarrassaient pas d'éléments concrets, ni d'ailleurs des principes de l'état de droit ou de considérations humanitaires. Ces «liquidations» n'avaient pas pour objet de sanctionner un quelconque agissement concret, mais de dissuader toute tentative en ce sens et de décourager les audacieux. Il fallut attendre le 31 juillet 1942 et une décision du comité exécutif de l'OF pour assister à la mise en place, dans les «régions libérées» – régions désertées par les Italiens et investies par les partisans – d'une «commission judiciaire spéciale». Supposée prononcer des jugements en vertu du «décret de protection», cette commission ne put répondre aux attentes en raison de l'âpreté des combats. En 1943, certains actes criminels visés par le décret furent confiés aux tribunaux militaires, mais ces «tribunaux révolutionnaires» se reposaient eux aussi sur les rapports du VOS. À partir de l'automne 1943, les représentants de ces tribunaux acceptèrent les rapports du VOS sur la culpabilité supposée des «accusés» comme des preuves de culpabilité valables, ne nécessitant aucune délibération supplémentaire.

Le VOS resta actif jusqu'au 19 février 1944, date à laquelle le Conseil slovène de libération nationale (SNOS) prononça sa dissolution, lors de sa première session tenue à Črnomelj, et son remplacement par le département chargé de la protection nationale («OZNA»). Bien que la dénomination officielle du VOS était VOS OF, ce qui soulignait la responsabilité de l'OF et montrait que le VOS était au service de la lutte de libération nationale (NOB) dans son ensemble, ce service était en fait un organe exclusivement à la solde du parti et ne fut jamais, par la suite, identifié au Front de libération. Les membres du VOS étaient exclusivement choisis



parmi les membres et candidats du KPS et de la SKOJ, organisation des jeunes communistes. Le VOS rendait des comptes directement et exclusivement au Comité central du KPS et servait uniquement le parti. Il prenait soin de dissimuler certaines informations aux «alliés» et dressa par la suite des rapports spéciaux confidentiels à leur propos.

Le VOS se composait de trois départements: le service de renseignement de masse, le service spécial de renseignement et le service de sécurité. Ce dernier était en quelque sorte l'organe exécutif du service de renseignement. Les unités étaient organisées selon une structure militaire et les actions (sabotages et liquidations) menées selon des plans bien définis. Les membres du service étaient des activistes jugés courageux et calmes, prudents, déterminés, aptes et résolus à mener intégralement des actions militaires individuelles. À Ljubljana, les membres du service de sécurité se livrèrent à la fouille des domiciles d'ennemis avérés du mouvement partisan communiste, au vol de documents et d'archives, à la destruction d'imprimeries, au vol d'armes, d'équipements et d'argent et, plus particulièrement, à la liquidation de certains groupes.

Fin 1941, une centaine de personnes avaient perdu la vie, abattues sur dénonciation ou pour trahison supposée. Nombre de Slovènes avaient également été contraints par la force, à Ljubljana et ailleurs dans le pays, de rejoindre les partisans. Le regain de violence, très marqué au cours de cette période, découle de la conviction du Parti communiste que l'issue de la guerre se jouerait en 1942. Durant le conflit, les partisans tuèrent quelque 4 000 civils, opposés à l'idéologie du parti. C'est ainsi qu'en 1942, le VOS assassina notamment à Ljubljana le Président de la Fédération de l'industrie, August Praprotnik, les universitaires Franc Župec et Jaroslav Kikeljan et le professeur Lambert Ehrlich. Les dernières actions marquantes conduites dans la capitale furent les liquidations du chef de la police, Kazimir Kukovič, le 8 octobre 1942 et de l'ancien ban (dirigeant politique) Marko Natlačén, le 13 octobre. Les hommes du VOS n'ont pas seulement liquidé des membres d'organisations opposées à l'OF, mais aussi des alliés. Manifestement, ils avaient pour mission de préparer une prise du pouvoir prochaine par les communistes.

IV. INSTAURATION DU POUVOIR COMMUNISTE EN SLOVÉNIE

Lorsque l'on évoque la répression communiste d'après-guerre, il convient de faire la distinction entre deux phases. Il faut d'abord se rappeler la lutte sanglante menée contre la garde nationale et d'autres unités armées anticommunistes et, pour certaines, collaborationnistes, de l'élimination de certaines des personnalités anticommunistes et industrielles les plus en vue (telles que, par exemple, l'écrivain régionaliste Narte Velikonja ou l'industriel Josip Benko) et du combat contre la minorité allemande présente sur le territoire slovène. À l'automne 1945, plus de 3 500 Allemands de Styrie inférieure et de Prekmurje se trouvaient en prison ou dans des camps; de même, 7 400 à 9 000 «Volksdeutsche» et Slovènes ayant agi pour le compte des Allemands durant la guerre furent déportés par les autorités slovènes et yougoslaves entre 1945 et 1946. Suivit alors une période de relative accalmie, d'août 1945 au milieu des années 1950.

À la fin de la guerre, en mai 1945, les hommes de la garde nationale («domobranci»), qui faisait alors officiellement partie de l'armée slovène, et de nombreux civils (environ 6 000) se retirèrent en Carinthie (autrichienne), alors occupée par le 5^e corps de la 8^e armée britannique. La retraite de la garde nationale eut lieu entre le 8 et le 13 mai 1945. Les Britanniques installèrent ces hommes à Vetrinjsko polje (Viktring), près de Klagenfurt, dans des camps séparés pour les militaires et les civils. Il est intéressant de noter que, dans un premier temps, les Britanniques n'ont pas renvoyé en Yougoslavie les unités anticommunistes (tchetniks, hommes de la garde nationale de Primorska) réfugiées dans le Frioul.

Les autorités britanniques commencèrent à renvoyer en Yougoslavie les différents combattants anticommunistes (membres de la garde nationale slovène et croate, tchetniks, Oustachis) à partir du 24 mai. Onze mille soldats slovènes (essentiellement des hommes de la garde nationale) et 600 civils environ furent expulsés – certains historiens évoquent un chiffre un peu plus élevé et parlent de 13 000 hommes. Dans la plupart des cas, les Britanniques leur avaient dit les transférer dans des camps installés en Italie. Bien que les chefs militaires et politiques slovènes anticommunistes se soient rapidement aperçus que les membres de la garde nationale avaient été renvoyés en Yougoslavie, ils n'entreprirent aucune action digne de ce nom, probablement guidés par la foi quasi aveugle que leur avaient inspiré les autorités politiques et militaires britanniques



*Des prisonniers au camp de prisonniers de guerre de Šentvid, été 1945.
(Photo: Musée d'histoire contemporaine de Slovénie)*



*Des mineurs à la mine de Trbovlje, 1959. Un an avant la première grève en Yougoslavie socialiste.
(Photo: Musée Zasavski (Musée de la mine), à Trbovlje)*



*Les corps de prisonniers de guerre tués par des partisans en mai 1945
sont exhumés près de Lesce en 2006. (Photo: Pavel Jamnik)*



*Le Centre national slovène de Trieste est incendié par des membres du parti fasciste,
le 13 juillet 1920. (Photo: Musée d'histoire contemporaine de Slovénie)*



*Exécution d'otages à proximité de Smlednik, 22 août 1941.
(Photo: Musée d'histoire contemporaine de Slovénie)*



*Manifestations pro-yougoslaves à Trieste, juin 1945.
(Photo: Musée d'histoire contemporaine de Slovénie)*



*Entrée des troupes partisans dans la ville de Ljubljana, le 9 mai 1945.
(Photo: Musée d'histoire contemporaine de Slovénie)*



*Camp de concentration italien dans l'île de Rab.
(Photo: Musée d'histoire contemporaine de Slovénie)*



*Déportation de la famille Strehar de Koren, près de Krašnja, 8 juillet 1942.
(Photo: Musée d'histoire contemporaine de Slovénie)*



*Partisans capturés à Celje, 1942.
(Photo: Musée d'histoire contemporaine de Slovénie)*



*Camp de travail de l'île de Goli, dans l'Adriatique, où des prisonniers politiques ont été détenus, vers 1950.
(Photo: Musée d'histoire contemporaine de Slovénie)*



Simulacres de procès politiques, dits «procès de Dachau», contre les communistes d'avant-guerre ou les activistes du Front de libération. (Photo: Musée d'histoire contemporaine de Slovénie)



Célébrations à l'occasion de l'indépendance de la Slovénie. Ljubljana, 26 juin 1991.



Membre de la défense territoriale slovène pendant la guerre des dix jours en Slovénie.



Des soldats yougoslaves près de Trzin, pendant la guerre des dix jours en Slovénie.



Manifestations en faveur de la liberté politique, Ljubljana 1989.



durant le conflit. Comment auraient-ils pu imaginer qu'un pays connu pour sa riche tradition démocratique et son comportement chevaleresque livrât ainsi leurs hommes aux autorités yougoslaves communistes et non démocratiques?

À leur retour en Yougoslavie, les membres de la garde nationale furent divisés en trois groupes: A (jeunes), B (mobilisés en 1945) et C (les autres). L'ensemble des membres du groupe C et la majorité des membres du groupe B furent rapidement éliminés. Seuls les 400 jeunes emprisonnés dans le camp de Teharje furent libérés en août 1945. Nombre d'entre eux ne rentrèrent cependant jamais chez eux et furent tués sur le chemin du retour par divers groupes ou milices.

Les massacres à grande échelle débutèrent dès après le retour de la garde nationale («domobranci»), sous la conduite de l'OZNA, assistée en cela par le KNOJ. L'ordre d'exécution des rapatriés provenait certainement du sommet du parti. Les prisonniers furent conduits vers des champs de la mort et généralement abattus d'une balle dans la nuque, avant d'être précipités dans des karsts, des gouffres naturels, des puits de mine ou des fossés antichars. À ce jour, plus de cinq cents charniers datant d'après la guerre ont été découverts sur le territoire slovène. Dans leur majorité, les membres de la garde nationale sont enterrés à Kočevski rog, dans des puits de mine abandonnés de la région de Zasavje (Trbovlje, Hrastnik), dans des fossés antichar proches de Celje ou dans des gouffres de la région de Ljubljana. La plupart des liquidations eurent lieu en juin 1945.

Aujourd'hui encore, on ignore le nombre précis des membres de la garde nationale liquidés par les partisans à la fin du conflit. Les autorités communistes de l'époque en avaient bien dressé une liste, mais celle-ci a disparu comme par miracle au milieu des années 1980. Selon les chiffres collectés auprès des réfugiés politiques, le nombre de victimes devait avoisiner 11 720. Il faut également tenir compte de ceux qui ne se sont pas réfugiés en Carinthie et ont été capturés ou emprisonnés par les nouvelles autorités yougoslaves. Tant et si bien qu'aujourd'hui, le nombre communément admis des civils et membres de la garde nationale tués lors de l'épuration est proche de 14 000. En 1945, le pouvoir communiste, s'inspirant des principes de la justice révolutionnaire bolchevique, s'est donc livré sur le territoire slovène à un massacre extrajudiciaire dont nul n'était autorisé à parler.

La même année, le pays fut secoué par une vague de confiscations, consécutive à la persécution massive des spéculateurs réels ou supposés. À l'été fut mis en place un tribunal spécial chargé de juger les crimes et délits commis contre l'honneur national. Les autorités entreprirent une

réforme agraire et répartirent entre les petits agriculteurs et autres citoyens des campagnes les domaines confisqués aux grands propriétaires et à l'Église catholique. Ce faisant, elles s'attirèrent la sympathie du monde rural le plus défavorisé, mais ces petits producteurs ne purent compenser la chute de production consécutive au démantèlement et à la nationalisation des grands domaines agricoles.

Le pas suivant sur la voie du renforcement définitif et de la légitimité apparente de l'autorité du Parti communiste yougoslave (KPJ) fut l'élection à l'assemblée constituante du 11 novembre 1945, qui s'assimila en fait à un vote sur le régime social futur du pays. Ces premières élections au sein du deuxième État yougoslave furent marquées par de nombreux cas de fraude et par d'innombrables décisions de privation du droit de vote. Certes, les femmes s'étaient vues accorder le droit de vote, mais les seuls candidats présents sur les listes étaient ceux qui avaient reçu l'aval du parti et de la police politique secrète. Les communistes se servirent des élections pour asseoir leur pouvoir, lors d'un scrutin de façade, dont l'organisation n'était nullement démocratique, qui s'accompagna de nombreuses pressions exercées sur ceux qui pensaient différemment et n'appartenaient pas au «Front populaire» communiste et qui fut placée sous la supervision de l'OZNA, police politique dudit Front. De nombreux électeurs potentiellement opposés au nouveau pouvoir furent rayés des registres électoraux, si bien que le résultat, évidemment favorable au Parti communiste, était connu à l'avance. Les autorités souhaitaient un scrutin d'apparence démocratique, mais celui-ci se transforma au final en une sorte de plébiscite destiné à conforter les positions du régime en place. Pour laisser une meilleure impression, elles firent placer la liste unique du Front populaire dans les bureaux de vote, à destination de ceux qui ne voulaient pas voter en sa faveur. Ce scrutin est resté dans l'histoire comme le «scrutin noir». Les premières élections libres d'après-guerre en Slovénie n'auront lieu qu'en avril 1990.

En juin 1945, des procès collectifs contre les opposants avérés ou imaginaires au système communiste débutèrent, en particulier contre des représentants de coopératives, d'institutions bancaires et du monde économique. Le pouvoir engagea aussi de nombreux procès destinés à compromettre des représentants de l'opposition politique et de l'Église catholique. S'inspirant de l'exemple soviétique, le parti slovène mit en scène, à l'été 1947, un grand procès politique stalinien, connu sous le nom de procès Nagode (d'après le nom du principal accusé, Črtomir Nagode), au cours duquel quinze personnes furent accusées de trahison et d'espionnage pour le compte des Anglo-américains. En mai 1947, l'UDBA, la police secrète slovène, arrêta



32 intellectuels de premier plan, qui furent interrogés et torturés deux mois durant dans les prisons de Ljubljana. Le bureau politique du Comité central du KPS qualifia publiquement les personnalités arrêtées de « clique d'espions, d'ennemis de classe, de mercenaires à la solde de l'étranger, dénués de toute conviction politique et dont l'action ne visait qu'à saper l'autorité du peuple. » Le 29 juillet débuta le procès contre les vingt-neuf, dont les débats furent diffusés par haut-parleurs dans les rues de Ljubljana. Le 12 août, après treize jours d'audience, trois des accusés – dont Črtomir Nagode – furent condamnés à être passés par les armes, tandis que les autres furent frappés de longues peines de prison, assorties de travaux forcés et de privation de l'ensemble de leurs droits civiques. Deux des accusés se suicidèrent. En 1991, la Cour suprême de la république de Slovénie cassa le jugement contre Nagode et quatorze de ses coaccusés, estimant qu'il était avéré que le dossier reposait sur de fausses accusations et que le procès mené contre les prétendus espions occidentaux n'avait pas été équitable.

Entre avril 1948 et octobre 1949 eurent lieu devant des tribunaux militaires ou tribunaux de grande instance les neuf « procès de Dachau », intentés contre d'anciens internés de Buchenwald et Dachau, accusés de collaboration avec la Gestapo et d'activités d'espionnage, de sédition et de sabotage, y compris après la fin du conflit. Tous les accusés étaient des communistes d'avant guerre, activistes de l'OF ou partisans, et certains avaient même pris part à la guerre d'Espagne. D'autres occupaient des positions dirigeantes, notamment sur le plan économique. Quinze accusés furent condamnés à mort (onze sentences furent exécutées), trois moururent en détention provisoire, vingt furent condamnés à de lourdes peines de prison. L'élite politique slovène fit de ce procès un véritable show médiatique: les débats furent retransmis par haut-parleurs et par la radio et intégralement reproduits dans les journaux. Les communistes slovènes dépassèrent en zèle les dirigeants des autres républiques yougoslaves car, nulle part ailleurs, on n'assista à de tels spectacles judiciaires. À tel point que les instigateurs furent même dissuadés par Belgrade d'aller plus loin.

Après cette première période marquée par les procès en masse, les procédures et condamnations politiques se firent plus rares. Sur toute la période totalitaire, les procès politiques visèrent quelque 25 000 personnes, soit près de 2 % de la population slovène d'avant guerre. Selon les chiffres officiels des anciennes autorités communistes, le nombre de prisonniers politiques entre 1948 et 1988 avoisine les 6 500, soit un quart environ des personnes traduites devant les tribunaux. Le nombre réel fut cependant plus élevé.

Jože Pučnik (1932-2003) fut exclu du lycée classique de Maribor pour coopération au journal étudiant Iskanja. Il ne fut diplômé du secondaire qu'au terme de son service militaire, en 1953. En 1958, il obtint un diplôme de la Faculté des Arts de Ljubljana. La même année, ses critiques du système politique dans la revue Revija 57 entraînèrent son arrestation et sa condamnation à neuf ans de prison. Libéré sur parole en 1963, il continua de critiquer le régime dans le magazine Perspektiva et fut une nouvelle fois emprisonné en 1964. En 1966, il émigra en Allemagne. La police politique secrète slovène refusant de faire parvenir ses diplômes, il fut contraint de reprendre des études. Ayant décroché son doctorat en 1971, il mena une carrière fructueuse de chercheur et d'enseignant. À partir de 1989, il joua un rôle majeur dans la démocratisation et l'accès à l'indépendance de la Slovénie.

Angela Vode (1892-1985) fut une intellectuelle active, enseignante pour enfants handicapés, militante des droits de l'homme et l'une des premières communistes. En 1939, elle fut exclue du Parti communiste pour s'être opposée au pacte conclu entre l'Allemagne hitlérienne et l'Union soviétique de Staline. Elle prit part à la résistance contre l'occupant durant la Deuxième Guerre mondiale. En juillet 1947, elle fut condamnée à vingt ans de travaux forcés lors d'un procès stalinien (le procès Nagode). Libérée le 1^{er} mai 1953, elle fut exclue de la vie publique jusqu'à sa mort. Elle rédigea ses mémoires, qui furent publiés en 2004 par Alenka Puhar et suscitèrent l'émotion en Slovénie. Ses écrits témoignent de l'iniquité de la Yougoslavie titiste.

Viktor Urbas était agriculteur, aubergiste et scieur. Durant la Deuxième Guerre mondiale, il adhéra au mouvement partisan. Après le conflit cependant, il s'éleva contre la persécution de l'Église et la collectivisation de l'agriculture. Dans la nuit du 2 au 3 septembre 1946, il fut blessé par un tir d'arme à feu à travers la porte derrière laquelle il se tenait, puis tué par des membres de la police secrète. Son corps fut emmené et on ignore aujourd'hui encore où il a été inhumé. Sa famille a été dépouillée de ses biens, stigmatisée et persécutée des décennies durant.

Parmi les procès qui, après guerre, se tinrent devant des juridictions civiles, il convient d'accorder une attention particulière aux procès intentés aux grands exploitants agricoles ou kulaki, connus sous le nom de « procès des koulaks ». Également de nature politique, ils eurent lieu entre 1949 et 1951, au plus fort de la campagne de collectivisation et de « socialisation », et pendant la mise en



place des coopératives agricoles (KOZ), variante slovène des kolkhozes soviétiques. L'adoption de la résolution en ce sens et la mise en œuvre de la collectivisation en Slovénie et, plus généralement, en Yougoslavie furent décidées par les dirigeants yougoslaves et la tête du parti en réponse aux reproches formulés par l'Informbureau ou Kominform, qui jugeait que la Yougoslavie n'édifiait pas le socialisme, mais se contentait de renforcer les éléments du capitalisme villageois yougoslave. Soucieux de balayer ces reproches et de faire la preuve d'orthodoxie, les dirigeants du KPJ décidèrent de liquider définitivement le secteur agricole privé par le biais de la collectivisation. Si cette dernière devait être mise en œuvre sur une base volontaire, les autorités, non contentes de se livrer à une propagande insistante en faveur de l'adhésion aux coopératives, recoururent également à divers modes d'oppression. Le pire fut dirigé contre les grands exploitants, qualifiés de koulaks, qui furent accusés, conformément au modèle soviétique, d'être les principaux responsables des manquements de la collectivisation telle qu'envisagée par le gouvernement. Nombre d'entre eux furent frappés de peines sévères, qui comprenaient souvent la confiscation de leurs biens, lors de parodies de procès.

Ces procès et la confiscation des biens qui en découlait étaient également la résultante de l'incapacité des paysans à livrer les produits de leur terre. Durant la période 1945-1952, les autorités avaient en effet introduit en Yougoslavie un système de rationnement, en vertu duquel elles fixaient les quantités de viande, de graisse, etc. que devaient livrer les producteurs. Nombre de paysans n'étaient pas en mesure de fournir les quotas exigés et, en cas de réquisition, ils se retrouvaient sans rien, parfois même sans semences. Dès lors, ils dissimulaient leurs produits et procédaient à l'abattage illégal de leurs animaux. Accusés de sabotage et de spéculation en vertu des lois sur l'abattage illégal, la spéculation et le sabotage économique, ils étaient traduits en justice. En dehors de cela, les tribunaux civils prononçaient des sentences de confiscation moins souvent que les tribunaux militaires, le tribunal chargé de juger les crimes et délits commis contre l'honneur national et les commissions de confiscation. Pour la seule année 1947 toutefois, elles prononcèrent pas moins de 290 sentences de confiscation de biens.

Les communistes modifièrent profondément la nature économique de la propriété, en réduisant la propriété privée à la portion congrue. Mais tout ceci prit fin en 1953, lorsque les autorités prirent conscience de l'échec de ces expériences. Elles définirent alors une superficie maximale privée (dix hectares de terre, voire trente hectares dans certains cas), pour éviter toute production agricole mercantile.

Fin 1945, le pouvoir communiste avait mis la main sur toutes les entreprises importantes, au motif mensonger de «collaboration avec l'occupant», qui signifiait souvent que l'entreprise avait continué de fonctionner durant la guerre. Pour l'essentiel, il s'agissait d'entreprises allemandes ou propriété de ressortissants allemands. Les autorités optèrent pour une stratégie d'étouffement progressif du secteur privé, destinée à déposséder les propriétaires des biens privés restants, en allant du plus grand au plus petit. Fidèles à ce principe, elles organisèrent le processus d'appropriation des biens privés sur une base idéologique et, pour une part, économique tout au long des trois phases de la nationalisation (1946-1948, 1948-1950, 1958-1963): commençant par les banques, elles passèrent ensuite aux compagnies d'assurances, aux entreprises industrielles et de construction, aux hôtels et aux cinémas, avant d'en venir aux lotissements, puis aux maisons et enfin aux appartements.

Le bras armé de la révolution bolchevique en 1944 était l'administration de la sécurité nationale (UDBA), la police secrète politique. D'abord département de la protection nationale OZNA elle devint en 1946 l'administration de la sécurité nationale UDBA, avant d'être rebaptisée, en 1969, service de sécurité nationale SDV). Cette police prit en charge la guerre civile en recourant à tous les outils disponibles pour combattre les opposants politiques, présentés comme les ennemis du peuple de l'intérieur et de l'étranger. Omnipotente et omniprésente, elle restreignit la liberté de pensée et paracheva l'instauration d'un régime totalitaire. En 1946, on comptait un membre de l'UDBA pour 1 200 habitants en Slovénie (si l'on compte les informateurs actifs, on arrive à un membre de l'UDBA pour 282 habitants). Des centaines de milliers de personnes eurent à souffrir de l'espionnage constant et des dénonciations, qui créèrent un climat de défiance générale.

Le succès de l'OZNA fut salué par Josip Broz Tito lui-même (1892-1980) qui déclara, en 1948, que les bases essentielles à l'édification du socialisme – au rang desquelles figuraient le contrôle intégral de la position et de l'action de la sécurité nationale, de la milice et de l'UDBA - avaient été posées. Ainsi, cette dernière arrêta 6 985 personnes en 1948 et 8 762 l'année suivante. Dans le même ordre d'idées, 57 184 lettres expédiées en Slovénie furent contrôlées en 1947: ce nombre passa à 98 000 en 1950. Les services de sécurité parvinrent à placer des informateurs presque partout, y compris au sein de l'Église. Quant à la police politique secrète du parti slovène, elle devint un organisme en expansion parfaitement structuré, dont les tentacules s'étendirent jusqu'à Trieste, en Italie et en Autriche. L'UDBA créa dans ces pays des entreprises commerciales parfaitement légales, officiellement placées sous la direction d'informateurs qui, se servant



de cette façade pour recueillir des informations, n'en généraient pas moins des recettes. L'UDBA alla jusqu'à organiser un commerce illégal.

Les actions secrètes et violentes de l'OZNA et de l'UDBA permirent également au régime de terroriser la population. Le régime s'attela à créer l'apparence d'un État de droit en promulguant nombre de lois et de décrets parfois révolutionnaires, qui ne faisaient en fait que confirmer l'impossibilité de parvenir à l'état de droit. Le pouvoir judiciaire était lui aussi soumis au pouvoir politique, dès lors que les tribunaux devinrent un «outil au service des travailleurs dans leur lutte contre leurs ennemis de classe.»

Après la guerre, le pays compta de nombreux camps de concentration (Teharje, Strnišče près de Ptuj, Brestrnica, Hrastovec) et camps de travail (Ljubljana, Medvode, Kočevje), ainsi que des camps de travail pour femmes à Rajhenburg et Ferdreng, près de Kočevje. Par ailleurs, de nombreux condamnés slovènes furent envoyés sur l'île de Goli otok, au large de la côte adriatique de la Croatie.

Jusqu'à la fin des années 1950, les frontières de la Slovénie (ou, en l'espèce de la Yougoslavie) étaient soumises, comme toutes les autres frontières entre les Blocs de l'Est et de l'Ouest, à des contrôles stricts. Ce régime fut assoupli après 1960 et l'autorisation des voyages d'affaires et des migrations économiques aboutit à une réduction du nombre de départs clandestins, très nombreux auparavant. Entre 1945 et la fin 1959, 34 256 personnes quittèrent la Yougoslavie depuis la Slovénie et 26 710 personnes furent capturées alors qu'elles tentaient de fuir.

Pour le régime communiste, l'Église catholique constituait la principale cause de tourment, car elle demeurait la seule structure organisée en dehors du parti et bénéficiait d'un large soutien auprès d'une population plutôt religieuse. Dès lors, les communistes s'attelèrent, d'une part, à calomnier l'Église en public et, d'autre part, à saper sa base économique. En Slovénie, les prêtres qui n'étaient pas en poste durant la guerre, y compris ceux qui avaient été déportés ou envoyés en camp de concentration par l'occupant, devaient obtenir le consentement des autorités pour exercer. Quelque 630 prêtres, moines, religieuses et séminaristes furent emprisonnés ou envoyés en camp de concentration. Nombre de dignitaires de l'Église firent l'objet de parodies de procès: jusqu'en 1961, 429 procès eurent lieu, qui visèrent un millier de prêtres; 329 furent condamnés à la prison et neuf furent condamnés à mort – quatre peines furent exécutées. Le procès le plus important organisé en Slovénie contre l'Église eut lieu en 1946, lorsqu'un tribunal militaire de Ljubljana jugea l'évêque de Ljubljana, Monseigneur Gregorij

Rožman (1883-1959), qui avait fui à l'étranger en 1945. Il fut condamné, en même temps qu'un groupe d'accusés des plus hétéroclites au nombre desquels figurait le général SS Erwin Rösener, dont l'ombre entraîna dans la culpabilité les moins coupables et même les innocents.

À la même époque, le pouvoir yougoslave tenta de mettre sur pied une sorte d'Église catholique nationale, sur le modèle de l'Église orthodoxe. Cette Église aurait été séparée du Vatican et placée sous la dépendance du régime communiste. Suite à ce projet, les relations diplomatiques avec le Vatican furent interrompues au début des années 1950.

Les persécutions à l'encontre de l'Église atteignirent leur paroxysme en janvier 1952, lorsque l'évêque de Ljubljana, Anton Vovk (1900-1963), fut aspergé d'essence et brûlé vif à Novo Mesto, après avoir dû subir nombre d'interrogatoires pénibles. La même année, Noël fut supprimé de la liste des jours fériés nationaux pour devenir la fête du travail. La religion fut bannie des écoles et l'Institut de théologie rayé de l'université.

Au début des années 1960, on put constater un réchauffement progressif des relations entre l'Église catholique et le pouvoir politique yougoslave et slovène, qui déboucha sur le rétablissement de relations diplomatiques régulières entre le Saint Siège et la Yougoslavie. Ce faisant, l'ancienne Yougoslavie devint une exception parmi les pays communistes. Contrairement à ce qui avait cours ailleurs en Europe de l'Est, l'Église bénéficiait d'une certaine liberté d'action, même si elle ne pouvait pas se prononcer publiquement sur les questions sociales ou politiques. Jusqu'en 1990, les croyants étaient considérés comme des citoyens de seconde classe.

V. SPÉCIFICITÉS DU MODÈLE COMMUNISTE YUGOSLAVE

Le modèle yougoslave est parfaitement illustré par ce qu'on a appelé le conflit du Kominform, qui éclata entre les dirigeants yougoslaves et soviétiques ou, plus précisément, entre Tito et Staline. Dans un premier temps, ce différend aggrava la violence communiste, le pouvoir yougoslave tentant, d'une part, à faire la preuve de son orthodoxie et du dévouement du Parti communiste envers l'Union soviétique en accentuant le processus de collectivisation, tout en réglant ses comptes par ailleurs avec ceux qui, dans ce conflit, avaient pris parti pour Staline. Au terme du



conflit avec le Kominform, les communistes yougoslaves étaient certes devenus plus staliniens que Staline, mais ils cherchèrent aussi à proposer une alternative au socialisme administratif par le biais de l'autogestion, principe central du mode de gouvernement yougoslave de 1950 à 1990. Le modèle yougoslave fut en effet la principale tentative d'actualisation de l'« autogestion socialiste ». En 1950 fut votée la loi fondamentale sur la gestion des entreprises d'État et des associations économiques supérieures par les collectifs ouvriers, qui permit aux travailleurs de prendre le contrôle des entreprises. La propriété d'État fut renommée « propriété sociale » et la gestion sociale étendue aux communautés locales, à l'éducation, à la santé et à la culture. La Constitution de 1963 introduisit même une définition harmonisée de l'autogestion.

Les travailleurs n'étant pas en mesure d'assumer le fardeau de la gestion, une bonne partie du pouvoir demeura entre les mains des dirigeants de la Ligue des communistes. À cette époque toutefois, la Yougoslavie – et, partant, la Slovénie – commença à s'ouvrir à l'Ouest, dont l'aide lui était nécessaire pour affronter une situation économique désastreuse. Parallèlement apparut le « communisme national », nom donné à l'autogestion titiste par les idéologues du parti qui, après la dispute avec Staline, durent trouver un fondement « philosophique » aux politiques déployées. Bien que déviant du stalinisme, il n'en conserva pas moins jusqu'au bout toutes les caractéristiques du totalitarisme communiste, avec certaines répercussions indiscutables. Après la première vague de violence et la raréfaction progressive des cas de sanction judiciaire et de licenciement pour l'exemple, la population s'acclimata à un nouveau mode de vie. La pression se relâchait par moment, comme à la fin des années 1960, pour reprendre ensuite. Ce fut le cas dans les années 1970, appelées les « années de plomb », alors même qu'au début de la décennie, le socialisme yougoslave avait peut-être eu une dernière chance de devenir plus humain. Avec la parution de la « lettre de Tito », le parti commença à persécuter libéraux et technocrates. Rapidement ressurgirent des discours anciens sur les ennemis de l'intérieur et de l'extérieur, l'émigration hostile et le cléricisme. Cette décennie sembla être celle d'une amnésie sociale généralisée, conjuguée à une tendance à l'opportunisme. C'était l'époque des prêts faciles, d'un niveau de vie plus élevé, de l'ouverture des frontières et de l'inscription au parti en échange de la tranquillité. L'époque aussi où tout un chacun pouvait éviter les campagnes démagogiques menées dans la presse et les peines d'emprisonnement qui frappaient certains dissidents politiques. La période enfin qui vit l'ascension de carriéristes de bas étage, qui occupèrent, après l'élimination du parti libéral, des positions dirigeantes aux côtés des forces communistes plus anciennes et plus strictes.

Cette décennie fut par ailleurs également celle de la dénonciation généralisée des « éléments socialement nuisibles », élevée au rang de vertu nationale, et de l'inscription dans le Code pénal d'articles punissant les infractions pénales au régime social. Le plus fameux d'entre eux était l'article 133, qui évoquant la « propagande hostile », affirmait qu'un citoyen pouvait insulter le pays oralement, par écrit ou par signes. Jusqu'à la fin des années 1970, le pays fut en mesure de faire passer certains de ses principes constitutifs pour la vérité, ayant donné l'impression (au cours de cette décennie) que son modèle économique était vivant et offrait aux individus la perspective d'une plus grande prospérité. Mais le « succès » économique, qui reposait sur l'emprunt (la dette yougoslave, de 2,7 milliards USD en 1947, était passée à 5 milliards USD en 1975 et à 18 milliards USD en 1980), se dissipa après la mort de Tito en 1980, lorsque les aides étrangères déclinèrent progressivement. L'économie s'essouffla, des pénuries apparurent pour certains biens, notamment les produits quotidiens et l'essence. Des grèves éclatèrent, sur fond d'augmentation du chômage.

Après la Deuxième Guerre mondiale, l'armée des partisans slovènes fut démantelée et intégrée dans l'armée yougoslave (Armée populaire yougoslave à partir de 1951), l'un des piliers de la Yougoslavie titiste. Jusqu'en 1951, cette armée s'était développée sous l'influence de la doctrine soviétique et, en 1958, le concept de guerre générale pour la défense du peuple avait pris corps. La seule langue parlée au sein de l'armée était le serbo-croate. Dans la Yougoslavie de Tito, le pouvoir absolu était aux mains du Parti communiste (rebaptisé Ligue des communistes en 1952), dont les membres détenaient tous les leviers de commande de la société. Le membre typique du parti était un homme, disposant d'un bon emploi ou d'une fonction dirigeante, d'un bon salaire et d'autres avantages. Cela explique pourquoi le pourcentage le plus élevé de membres du parti se retrouvait chez les fonctionnaires, et le plus faible chez les travailleurs manuels et les agriculteurs.

Le parti au pouvoir était en même temps un aimant et une source de déception. Entre 1950 et 1977, près de 124 000 membres furent acceptés au sein de la Ligue des communistes de Slovénie; 68 000 quittèrent le parti ou en furent suspendus.

Religion politique, le parti mit sur pied un système fondé sur le culte du chef, véritable dieu humain, avec ses jours de fête et ses rituels (héritage révolutionnaire, courses-relais pour la jeunesse). Parmi les rituels spécifiques, notons les initiations de masse (entrée chez les pionniers et autres organisations de la jeunesse ou du parti) et le désir d'atteindre les 100 % de participation lors des « élections », censées sanctionner les choix du gouvernement.



En Slovénie, les années qui suivirent immédiatement la guerre virent l'apparition d'une nouvelle élite, qui conjugée aux hautes sphères des fonctionnaires de la République et de l'État, forma peu à peu la «nouvelle classe» communiste, organisation profondément hiérarchisée au sein de laquelle la position occupée par un individu décidait non seulement de son pouvoir et de son influence, mais aussi de sa situation matérielle et de ses privilèges. Le nouveau pouvoir en place introduisit un système de rémunération fondé sur la fonction plutôt que les qualifications, qui permit de récompenser les personnalités en vue qui ne disposaient pas des qualifications attendues, tout en accordant des privilèges supplémentaires aux adeptes et adhérents les plus zélés (appartements mieux situés, possibilité de faire ses achats dans des commerces particuliers, prestations médicales de meilleure qualité, accès aux lieux de villégiature de luxe, mise à disposition de véhicules de l'État, etc.). Autant de mécanismes en contradiction patente avec les principes communistes et avec la politique professée de réduction des inégalités.

L'élite communiste se réservait nombre de privilèges. Outre les avantages liés aux fonctions, aux positions et aux autres possibilités d'améliorer le quotidien, elle bénéficiait aussi des propriétés confisquées aux ennemis de classe. C'est ainsi que Tito, par exemple, profitait des terrains et résidences de chasse de la famille royale yougoslave en exil. Nombre d'autres mirent la main sur les biens confisqués par le Centre fédéral de collecte, qui abritait des milliers de toiles, près d'un millier de pianos, des centaines de milliers de livres, quantité de meubles, d'articles de porcelaine, de tapis et autres biens d'équipement.

VI. CAS TYPIQUES DE VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME

Le but essentiel des communistes victorieux était de mener à bien la révolution bolchevique. La première période de répression féroce qui suivit la victoire des révolutionnaires en 1945 s'accompagna d'atteintes évidentes aux droits de l'homme, qui firent l'objet de violations massives, directes et profondes. Il en alla de même pour les libertés fondamentales, souvent bafouées par la force brutale. Le parti dut recourir à la violence et à la terreur révolutionnaire pour asseoir son pouvoir et sa puissance. C'est ainsi, par exemple, que les autorités commencèrent à recourir à ce que l'on appelait les «assignations temporaires à résidence», plutôt qu'aux décisions pénales de privation

de liberté. Ces assignations, décidées par une instance administrative, frappaient les opposants politiques et autres individus suspect ou dangereux, qui étaient envoyés en camp de concentration en des endroits reculés du pays. Cette évolution alla de pair avec nombre de déplacements forcés de population. Tout au long de cette période, qui dura de 1945 à 1955, l'État reposait sur le meurtre (liquidations durant la guerre, massacre de masse des opposants politiques, «nettoyage» frappant les ennemis militaires et ennemis de classe après la guerre, meurtres judiciaires), le vol, y compris collectif et légal (confiscations durant la guerre et après guerre, nationalisations, réformes agraires, expropriations, confiscations de biens), la violence corporelle et les atteintes à la dignité et autres droits fondamentaux (terreur policière, arrestations illégales, parodies de procès, travaux forcés dans les camps de concentration, interventions politiques arbitraires dans les relations officielles, menace, tromperies et mensonges, endoctrinement, manipulation de l'opinion publique, violence idéologique, détournement de l'histoire).

Pour ce qui est du traitement par le système totalitaire du principe de séparation des pouvoirs, le régime constitutionnel yougoslave (et donc slovène) ne différait pas des autres systèmes totalitaires. Contrairement à la tradition juridique de la civilisation européenne, il ne s'attela nullement à faire progresser la cause des droits de l'homme et à poser des limites juridiques clairement définies à l'exercice du pouvoir et de la violence par l'État. Il ouvrit dès lors la voie à l'arbitraire. La Constitution de la République socialiste de Slovénie énonçait le principe d'unité, en vertu duquel les limites entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire – et partant, les rapports d'indépendance, de contrôle et de collaboration entre les branches du pouvoir n'étaient pas précisément définies.

En vertu du concept constitutionnel de démocratie populaire tel que défini par l'idéologie communiste entre 1945 et 1953, l'autorité de l'État devait appartenir au peuple ou à un organe représentatif élu en son sein. Pour des raisons pratiques, l'élite communiste de Yougoslavie concentra cette autorité au sein du gouvernement, lié au niveau personnel avec la direction du Parti communiste. Le parti justifia ce lien en arguant que les circonstances exigeaient en permanence de puissantes interventions nationales faisant appel à des outils politiques ou à la pression révolutionnaire. Il n'est dès lors pas étonnant que les membres du Parlement ne siègent que deux fois par an. Le gouvernement assurait les fonctions législatives et réglait toutes les questions essentielles par la voie de décrets ayant force de loi. Le nombre et la portée de ces décrets ne cessèrent d'augmenter. Le gouvernement yougoslave adopta 345 décrets entre 1945 et



1950, et 104 entre 1950 et 1953. Si la Constitution de 1953 n'autorisait plus le recours à de tels décrets, le gouvernement n'en promulgua pas moins de 80 en 1953, plus de 40 en 1954 et 20 ou plus au cours de chacune des années suivantes.

Jusqu'en 1952 et l'introduction du litige administratif, les décisions des instances administratives n'étaient pas susceptibles de recours judiciaire. L'activité administrative et légale des instances nationales ne fut soumise à des règles de procédure administrative qu'après 1957, année où fut adoptée la loi sur les procédures administratives générales.

En vertu du principe d'unité du pouvoir, qui sous-entendait dans les faits le monopole du pouvoir du Parti communiste, centré sur son bureau politique, il était impossible de reconnaître les tribunaux comme des entités étatiques indépendantes et autonomes. Les pressions sur les juges étaient diverses, allant des formes les plus brutales de purge et de rééducation à – par la suite – une forme plus raffinée de subordination du pouvoir judiciaire. Dès juillet-août 1945, les membres de l'Assemblée provisoire du peuple réunis à Belgrade avaient exigé l'adéquation politique des magistrats lors d'une discussion portant sur les qualifications de ces derniers. Les juges pouvaient être des juristes, pour autant qu'ils fassent montre d'une «loyauté sans faille». Dès lors, il convenait de préférer un candidat sans qualification juridique mais à la loyauté avérée à un juriste confirmé de loyauté douteuse. La mission première du pouvoir judiciaire était d'œuvrer à la liquidation des opposants et ennemis politiques et non de régler les différends par la voie juridique.

Les purges à l'encontre des juges débutèrent officiellement par la promulgation, en date du 31 octobre 1945, d'un décret de l'autorité révolutionnaire sur la disponibilité de l'ensemble des employés de l'État. Par ce texte, le nouveau pouvoir en place décidait de n'engager que les candidats jugés adéquats et de procéder à la rééducation systématique des autres magistrats. Cette mission fut confiée au ministère de la justice, qui tenta d'influer sur l'orientation professionnelle et politique du cadre judiciaire. À cet égard, l'un des textes les plus significatifs est l'une des résolutions adoptées lors de la conférence du ministère de la justice avec les Présidents des tribunaux de grande instance en décembre 1947: «les tribunaux doivent devenir le bras armé de l'autorité du peuple. Ils doivent accueillir des citoyens nouveaux, un cadre nouveau de juristes socialistes qui appliquent des méthodes perfectionnées et zélées.» Le juge devait donc également être un activiste politique. Rien ne pourrait mieux illustrer le rôle joué par le pouvoir judiciaire sous la «démocratie populaire» que cette déclaration faite par le Président du tribunal de grande instance de Gorica en 1950:

«L'exercice du pouvoir juridique, qui fait partie de l'autorité du peuple unifié, est très important dans cette période de transition du capitalisme au socialisme. Nous nous trouvons dans une phase de dictature du prolétariat, en un moment où toutes les forces de l'État se concentrent contre ceux qui ont tenté de prévenir ou d'entraver notre marche vers le socialisme. Les tribunaux sont eux aussi l'expression du pouvoir du peuple, qui a frappé, avec l'aide des cours pénales, les exploités et les nuisibles de tout crin. Le rôle des tribunaux est également de protéger les honnêtes citoyens et de leur permettre de travailler tranquillement. La manière dont les tribunaux mettent en œuvre la politique de répression, qui a pour but de remettre dans le droit chemin ceux qui ont commis des délits, est donc importante. Une politique de répression adéquate, qui vise également à rééduquer les individus, est donc la meilleure arme dont disposent les travailleurs.» Les autorités imposèrent donc des mesures de répression avec l'aide de la justice pénale.

Après la guerre, toute activité politique était impossible en dehors du cadre du KPJ, même si certains partis continuèrent d'exister quelques années durant et purent exercer leur activité en toute légalité. Au niveau politique, Josip Broz Tito and Ivan Šubašić (représentant du gouvernement yougoslave en exil à Londres) parvinrent à un accord sur les activités des partis politiques en 1944, via le troisième accord de Belgrade. Sur un plan officiel et législatif, la constitution de partis fut autorisée en vertu d'une loi spéciale sur les associations, assemblées et réunions publiques, adoptée le 25 août 1945. Cette loi resta en vigueur jusqu'en 1965 et son remplacement par une nouvelle loi sur le droit d'assemblée, qui, si elle ne mentionnait pas explicitement les partis politiques, ne les interdisait pas pour autant et renfermait des dispositions transitoires en vertu desquelles toute association existante pouvait poursuivre ses activités. Tous les partis furent toutefois rayés de la vie politique et firent l'objet d'une répression brutale. À cet égard, il faut signaler que le KPJ (ou ZKJ) au pouvoir ne fut jamais officiellement enregistré et était donc illégal. Il est d'ailleurs symptomatique de noter qu'après la prise du pouvoir en 1945, le KPJ eut recours à la conspiration et au complot durant plusieurs années et s'employa à juguler et supprimer toute forme d'opposition, ce qui était non seulement incompatible avec la Constitution en vigueur, mais impliquait aussi la violation aussi constante que grave des droits et privilèges de l'individu. Dès après la Seconde Guerre mondiale, les dirigeants politiques slovènes obtinrent de l'UDV (administration de la sécurité de l'État) qu'elle procède à l'examen méthodique des activités de l'ensemble des partis politiques slovènes. Les méthodes, violentes au départ, s'affinèrent peu à peu: interrogatoires répétés, pressions psychologiques, menaces d'action en justice, chantages sur les membres de la famille, etc.



À l'inverse de l'Allemagne de l'Est ou de la Pologne par exemple, les autorités slovènes et yougoslaves n'autorisaient pas l'existence officielle de partis et trouvèrent une forme de substitut dans les organisations socio-politiques et, notamment, l'une d'entre elles, baptisée Union socialiste des travailleurs yougoslaves (SZDL). Le droit d'association politique est intimement lié à la liberté d'expression et, en particulier, à la liberté de la presse. Comme tous les autres régimes communistes en Europe de l'Est, le régime communiste yougoslave (et slovène) refusait la liberté d'expression et le seul fait d'exprimer librement son opinion était soumis à la censure. Le parti contrôlait, avec l'aide d'instituts, tous les aspects de la vie publique et s'assurait de l'« adéquation sociopolitique » de chacun, la vision du monde, les convictions ou l'activité politique de l'individu pouvant être source de privilèges ou de discrimination.

Dans les années 1980 débuta la publication d'un journal officiel secret, dont la distribution était restreinte à un cercle de personnalités importantes. La parution de ce journal secret était en opposition patente avec les principes constitutionnels, la législation et les autres textes légaux, et donc avec le principe d'un État de droit démocratique. Au total, 618 éditions de ce journal officiel secret furent publiées, parallèlement aux 817 publications du journal officiel public. Il y eut également des règlements d'exécution spéciaux secrets, jamais publiés, y compris dans un quelconque journal officiel secret. Ces textes réglementaient certaines questions relevant de la sécurité nationale.

Une forme particulière de violation des droits de l'homme fit son apparition en République socialiste de Slovénie, avec l'émergence des comités de défense du peuple et d'autoprotection sociale. Conçus pour assurer la réalisation des politiques, des objectifs et des missions définis en la matière, pour évaluer les conditions de sécurité et pour veiller à l'accomplissement par l'Union communiste pour la protection des relations socialistes d'autogestion du rôle et des responsabilités que lui assignait la Constitution, ils furent mis en place au sein des entreprises, des communautés locales, des districts et de la République. Le Président du comité local ou de district de défense du peuple et d'autoprotection sociale était le Président du comité de district de l'Union communiste. Ce système assurait le contrôle par l'UDBA ou le parti de l'ensemble des grandes institutions sociales et étatiques ou de tous les domaines touchant à la protection, grâce à un vaste réseau dépendant de la police secrète, sous le patronage du Parti communiste. Toutes les organisations économiques, tous les services sociaux, toutes les associations et toutes les recrues militaires étaient mises sous contrôle, en tout point du territoire. L'organisation et le

découpage du territoire étaient très similaires au découpage officiel des districts et communautés locales. Dans le domaine de la sécurité, le pouvoir pouvait se reposer sur un réseau bien maillé de commissaires de rues et de collaborateurs chargés de missions spécifiques. Par ailleurs, le Parti communiste disposait également de ses cellules, maillons essentiels de l'Union communiste, qui étaient présentes dans l'ensemble des organisations économiques et des services sociaux (écoles, universités, centres de soins, hôpitaux, musées), aux différents niveaux des administrations publiques, au sein des tribunaux et parmi les procureurs.

Dès lors, l'Union communiste yougoslave et son homologue slovène firent clairement comprendre, à plusieurs reprises, qu'elles n'avaient nullement l'intention d'abandonner le modèle léniniste-staliniste traditionnel ou de modifier la nature de leur pouvoir, en dépit de réformes fréquemment annoncées, auxquelles elles renonçaient dès que les réformes en question menaçaient le rôle moteur du parti dans la société. Les tenants de telles réformes étaient jugés dangereux pour le régime social. L'Union ne permit jamais à l'autogestion et à la décentralisation de prendre le pas sur les principes du centralisme démocratique. Il n'en demeure pas moins que l'effondrement sanglant de la Yougoslavie fut la conséquence des politiques erronées et totalitaires menées par le régime yougoslave d'après-guerre.

VII. UNE SLOVÉNIE EN MUTATION (1990-2000)

Les premières élections libres et pluralistes organisées en Slovénie après la Deuxième Guerre mondiale ont eu lieu en avril 1990. La coalition d'opposition démocratique unie (DEMOS) y remporta 56 % des suffrages. L'expression de la volonté de l'ensemble des citoyens quant à la souveraineté et à l'indépendance de la République de Slovénie compte parmi les actes majeurs de l'indépendance slovène. Lors du vote du 23 décembre 1990, 88,5 % des électeurs slovènes ont encerclé le mot « oui » et le résultat du plébiscite a été solennellement proclamé au Parlement slovène, le 26 décembre 1990. Le 26 juin 1991, le Parlement slovène proclamait officiellement l'indépendance de la Slovénie.

Après avoir proclamé son indépendance, la République de Slovénie a déclaré que son objectif politique et économique prioritaire était l'intégration dans la Communauté européenne. L'économie slovène a



dû être réformée et consolidée pour assurer les conditions du libre-échange et le plein respect des droits à la propriété privée. Une nouvelle Constitution (adoptée en décembre 1991) garantit la protection de celle-ci. À la suite de quoi, le législateur a entamé le processus de privatisation et de dénationalisation, qui ont tous deux rencontré une opposition farouche de la part de l'ancienne élite communiste. En 1992, la Slovénie a sollicité la conclusion d'un accord européen d'association, qui a été signé le 10 juin 1996.

VIII. ADHÉSION À L'UE ET À L'OTAN (2000-2009)

Le 11 novembre 1996, la Slovénie et l'UE signaient un accord commercial intérimaire. Entré en vigueur le 1^{er} janvier 1997, ce texte mettait en œuvre le volet commercial de l'accord d'association et posait les bases d'une zone de libre-échange entre les deux parties. Le 16 juillet 1997, la Commission européenne rendait public son avis sur les pays candidats (Agenda 2000), favorable dans le cas de la Slovénie. En conséquence de quoi, la Slovénie et les cinq autres membres du groupe de Luxembourg (République tchèque, Estonie, Hongrie, Pologne et Chypre) étaient invités, le 13 décembre 1997, à ouvrir des négociations. Lors de l'entrée en vigueur de l'accord d'association avec l'UE, le 1^{er} février 1999, la République de Slovénie a officiellement présenté sa demande d'adhésion à part entière à l'UE. Durant les négociations, la Slovénie a dû s'atteler à aligner sa législation sur l'acquis communautaire, à garantir le fonctionnement du marché intérieur et à remplir les autres critères d'adhésion, adoptés lors du Conseil européen de Copenhague, en 1993. En décembre 2002, après avoir clos 31 chapitres des négociations, les dirigeants européens réunis en Conseil ont confirmé que la Slovénie pouvait devenir membre de l'UE.

En mars 2003, l'Assemblée nationale a modifié la Constitution, en vue de permettre certains transferts de souveraineté à des organisations internationales telles que l'UE et l'OTAN, mais aussi d'organiser un référendum consultatif avant la ratification du traité d'adhésion par l'Assemblée nationale. Un référendum a donc été organisé en Slovénie le 23 mars 2003 sur la question de l'adhésion du pays à l'Union européenne. Une majorité écrasante des électeurs (89,64 %) s'est prononcée en faveur de celle-ci. Dès lors, le 1^{er} mai 2004, la Slovénie est devenue membre à part entière de l'Union européenne. Lors du même référendum, qui posait également la question de l'adhésion à l'OTAN, 66 % des votants se sont prononcés pour l'entrée de la Slovénie dans cette organisation. Le 24 février 2004, le Parlement slovène a ratifié le traité

de Washington, entérinant l'adhésion de leur pays à l'OTAN le 29 mars 2004. Peu de temps après, un contingent slovène rejoignait la mission de maintien de la paix de l'ISAF en Afghanistan.

En adoptant la monnaie commune européenne – l'euro – le 1^{er} janvier 2007 et en intégrant l'espace Schengen en décembre de la même année, la République de Slovénie a parfait son intégration dans l'Union européenne. Au cours du premier semestre 2008, le pays a assuré la Présidence tournante du Conseil de l'UE. Durant la première moitié de l'année 2008, la Slovénie a assuré la Présidence du Conseil de l'UE, devenant ainsi le premier État membre post-socialiste à exercer la Présidence de l'Union européenne.

Liste des abréviations

DEMOS	Coalition d'opposition démocratique unie
ISAF	Force internationale d'assistance à la sécurité
KNOJ	Corps de défense populaire yougoslave
KOZ	coopératives agricoles, variante slovène du kolkhoze soviétique
KPJ	Parti communiste yougoslave
KPS (KP)	Parti communiste slovène
NDH	État indépendant de Croatie
NOB	Lutte de libération nationale
OF	Front de libération
OZNA	Département de la protection nationale
PIF	Front anti-impérialiste
SDV	Service de sécurité nationale
SKOJ	Organisation des jeunesses communistes
SNOO	Comité slovène de libération nationale
SNOS	Conseil slovène de libération nationale
SZDL	Union socialiste des travailleurs yougoslaves
UDBA	Administration de la sécurité nationale
UDV	Administration de la sécurité de l'État
VOS	Service slovène de sécurité et de renseignement
ZKJ	Ligue des communistes de Yougoslavie



LES AUTEURS

Bernacki, Włodzimierz

Politologue, chargé de cours à l'Université Jagiellonienne de Cracovie et à la Haute école d'État est-européenne Przemysł

Dainov, Evgenii

Professeur de sciences politiques à la Nouvelle Université bulgare de Sofia, activiste civique, écrivain et musicien

Fajmon, Hynek

Historien, député au Parlement européen

Hančič, Damjan

Docteur, historien, Centre d'étude pour la réconciliation nationale, Slovénie

Ivanc, Blaž

Docteur, avocat, chargé de cours en droit à l'Université de Ljubljana

Laar, Mart

Historien, ancien Premier ministre d'Estonie

Landsbergis, Vytautas

Député au Parlement européen, ancien Président de la Lituanie

Micháľak, Slavomir

Docteur, CSc., Institut d'histoire, Académie slovaque des sciences

Podbersič, Renato

MA, historien, Centre d'étude pour la réconciliation nationale (Slovénie) et assistant à l'Université de Nova Gorica

Tarau, Virgil Leon

Docteur chargé de cours, département Histoire contemporaine et relations internationales – Faculté d'histoire et de philosophie – Université Babes-Bolyai, Cluj-Napoca

Schöpflin, György,

Député au Parlement européen pour la Hongrie (Fidesz – Union civique hongroise), ancien professeur Jean Monnet de sciences politiques à l'University College London

Zunda, Antonijs

Professeur d'histoire, conseiller du Président letton pour les Affaires historiques

RÉDACTEUR EN CHEF

Kühnhardt, Ludger

Directeur du Centre d'études sur l'intégration européenne (ZEI), Université de Bonn



Groupe PPE
au Parlement européen

Publié par: Groupe PPE au Parlement européen
Service Presse et Communications

Editeur: Pedro López de Pablo

Responsable: Greet Gysen

Coordinatrice: Marilena Deriu (Révision: Pascaline Raffegau)

Photo de la couverture: Église Saint-Pierre-le-Jeune à Strasbourg

Adresse: Parlement européen
60, rue Wiertz, B - 1047 - Bruxelles

Internet: <http://www.eppgroup.eu>

Adresse électronique: epp-publications@europarl.europa.eu

Copyright: © Groupe PPE au Parlement européen

1ère édition : 2009 - 2^{ème} édition : 2012 - 3^{ème} édition : 2013